

**Le paquebot France
a été vendu à une société
suédoise**

LIRE PAGE 42

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Nigeria, 1,30 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,30 F; Algérie, 1,30 F; DM; Autriche, 1,30 F; Belgique, 1,30 F; Canada, 1,30 F; Danemark, 1,30 F; Espagne, 1,30 F; France, 1,30 F; Grèce, 1,30 F; Irlande, 1,30 F; Italie, 1,30 F; Liban, 1,30 F; Luxembourg, 1,30 F; Norvège, 1,30 F; Pays-Bas, 1,30 F; Portugal, 1,30 F; Suède, 1,30 F; Suisse, 1,30 F; U.S.A., 1,30 F; Yougoslavie, 1,30 F.

Tant des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4307-23 Paris

Tél. Paris 24 65 07 23

Tél. 246-72-23

L'action internationale contre le terrorisme

Les frontières de la répression

Nul ne se fait d'illusions sur la portée du débat demandé aux Nations unies par une quarantaine de pays sur la sécurité aérienne. Au mieux, une recommandation sans autre conséquence condamnera la piraterie. Même le projet de convention inscrit depuis plus d'un an à l'ordre du jour de l'Assemblée générale sur le même sujet ne saurait aboutir à aucune mesure contraignante. Après la tuerie de Munich, en 1972, les Nations unies ont créé un comité sur le terrorisme dont personne n'a plus entendu parler. Il n'y a pas et il n'y aura pas de police et de justice mondiale, parce qu'il est impossible que les cent quarante-neuf « nations unies » appréhendent de la même façon ce qui est condamnable et ce qui ne l'est pas, ce qui mérite ou non les circonstances atténuantes et l'indulgence.

La communauté internationale est placée devant une contradiction. D'une part, la répression du terrorisme dépasse le cadre des nations. La rapidité des moyens de transport et de communication, le raffinement des techniques modernes, la multiplication des échanges à travers les frontières, créent un « monde globalisé » mondial qui ne peut être contrôlé que par des moyens les plus puissants comme les technologies les plus dangereuses.

D'autre part, ces moyens sophistiqués n'effacent pas la distinction nécessaire entre le banditisme ou le terrorisme avoué et la lutte, inévitablement violente, contre les régimes tyranniques, contre des régimes tyranniques. La répression ne saurait supprimer le droit d'insulte.

Une coopération policière et judiciaire ne peut donc se concevoir qu'entre des pays ayant des conceptions identiques ou du moins voisines de la démocratie et de la liberté. Aussi les États du Conseil de l'Europe ont-ils signé, le 7 janvier de cette année, une convention contre le terrorisme, mais, avant même que l'œuvre ne soit achevée, elle apparaît trop ambitieuse à ses signataires. Définissant comme des actes non politiques — et qui par conséquent ne sauraient soustraire leurs auteurs à l'extradition — la pratique séculaire des prises d'otages, l'utilisation d'explosifs, les attentats à main armée contre les diplomates, elle n'a été jusqu'à présent ratifiée que par l'Australie.

Tout en apposant sa signature, la France avait réservé son approbation définitive. M. Giscard d'Estaing avait fait remarquer que l'Europe occidentale n'était pas à l'abri de menaces dictatoriales. Qui oserait affirmer que les dix-neuf pays du Conseil de l'Europe (bientôt vingt, avec l'Espagne) ignorent la contrainte politique ? Les « non » de la Communauté européenne ont été entendus : elle devait d'abord établir entre eux des règles communes. Depuis juillet 1976, une commission de juristes travaille sur un projet français qui prévoit l'extradition « quasi automatique » pour les auteurs d'actes terroristes « graves », passibles d'une peine de plus de cinq ans de prison. L'Europe des Neuf s'orientait donc vers une réglementation à la fois plus stricte et plus contraignante que celle du Conseil de l'Europe. Mais elle ne s'appuyait pas sur la force. La question, si l'on peut d'ailleurs se demander, si elle est résolue — qu'une partie de l'Europe.

L'affaire est même juridique que politique. Le drame de Mogadiscio l'avait d'ailleurs montré de plus en évidence : c'est parce que le Xéme du Sud, et la Somalie, ont coopéré, chacun à leur manière avec l'E.F.A., que les otages ont pu être libérés. De même, comme hier, on ne peut pas de nouveaux textes qui rendent plus efficace la répression du terrorisme international, mais l'usage que l'on en fera.

Les Nations unies sont invitées à débattre de la sécurité de l'aviation civile

A la suite du détournement de l'avion de la Lufthansa, les représentants de quarante-deux pays ont décidé d'inviter, mardi 25 octobre, l'Assemblée générale de l'ONU à débattre de « la sécurité de l'aviation civile », afin, notamment, que les gouvernements renforcent les mesures de protection des passagers (lire page 4 l'article de L. Winkler).

L'enquête destinée à retrouver les auteurs et les complices du meurtre de Hans-Martin Schleyer et d'autres assassinats politiques se poursuit en Allemagne fédérale, en France et dans d'autres pays membres de la R.F.A. Les polices française et ouest-allemande indiquent qu'elles ont reçu de très nombreux témoignages utiles.

La découverte d'armes, de munitions et de matériel divers dans les cellules des terroristes qui se sont donné la mort à la prison de Stuttgart-Stammheim, provoque une vive émotion en R.F.A. Cependant, selon son avocat, Imgard Moeller lui a déclaré qu'elle n'a pas tenté de mettre fin à ses jours.

Dans différentes villes européennes, de nouvelles manifestations anti-allemandes ont eu lieu samedi 22 et dimanche 23 octobre. A Paris, des militants d'extrême gauche ont occupé les locaux du quotidien Libération, qui n'a pas paru ce lundi.

LES BOUCS ÉMISSAIRES

par JEAN PLANCHAIS

La « bande à Baader » a terminé dans le sang sa sanglante trajectoire. Le sang du pilote Jürgen Schumann, le sang de Hans-Martin Schleyer et le sang des suicides de Stammheim. Baader et ses suppôts entendaient rendre fou le régime qu'ils voulaient perdre, en le poussant vers la répression et le totalitarisme.

Or, ils venaient de perdre ou de perdre en vain leur sang. Le chancelier Schmidt et ses amis ont réussi à limiter les réactions de l'opinion allemande, à éviter la loi du talion et la plupart des excès que pourrait commettre au nom de l'ordre un peuple où l'ordre et la tranquillité sont priés à la hauteur d'un idéal, sinon d'une idéologie.

Mais, pour une partie de l'opinion allemande, comme à travers l'Europe pour tout ceux qui ont tremblé lors des révoltes étudiantes des années 60 et qui tremblent encore devant les rêves pourtant bien pâles de la jeunesse, il fallait d'autres boucs émissaires. Les délices de la « bande à Baader » et de ses amis prenaient appui sur le blocage d'une société trop

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

La panade et la soupe

En somme, ce que M. Chirac reproche au socialisme de M. Mitterrand, c'est d'être tiède et mou. Et il paraît évident que le reproche s'applique aussi implicitement au libéralisme de M. Giscard d'Estaing.

Autrement dit, en dehors des communistes, tout ce qui n'est pas M. Chirac lui-même, c'est de la panade. Sans doute, mais est-il bien prudent de le proclamer devant une classe politique qui a toujours eu le goût d'aller à la soupe ?

ROBERT ESCARPIT.

SEUIL

Jean Lacouture

LEON BLUM

Un grand livre... La moisson de Jean Lacouture est superbe !

« Refuser la fatalité du Mal politique, vouloir faire mentir Machiavel en personne, s'en débarrasser... C'est ce défi que Lacouture donne lumineusement à comprendre. Et c'est en quoi son beau livre, en ces temps de ruses qui tentent, aide à espérer »

Bernard Pivot (Le Monde)

20 pages, 25 F.

LES NOUVELLES DÉMOCRATIES IBÉRIQUES

ESPAGNE :

M. Suarez assiste à l'installation du président de la Généralité catalane

M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, assiste, ce lundi 24 octobre, à Barcelone, à l'entrée en fonction de M. Josep Tarradellas, président de la Généralité, le gouvernement autonome catalan. M. Tarradellas, qui a négocié le statut d'autonomie avec les autorités de Madrid, vivait en exil, en France, depuis trente-neuf ans.

Une alerte à la bombe dans l'avion qu'il avait pris à Madrid, a retardé son arrivée dans la capitale catalane, où il a été accueilli par une foule fervente mais peu nombreuse. On estime à Barcelone que M. Tarradellas n'est pas pressé de faire appel aux chefs des partis politiques catalans pour constituer son premier gouvernement.

D'autre part, des dizaines de milliers d'extrémistes de droite ont manifesté, mardi 21 octobre, à Madrid, injurant M. Suarez aux cris de « traître ». La manifestation, qui avait été autorisée par le gouvernement civil de Madrid, était organisée par « Fuerza Nueva » contre « le terrorisme, la division de l'Espagne et le chaos économique ».

De notre correspondant

Barcelone. — Il n'y a eu ni fièvre ni débordements. Barcelone a fait à M. Josep Tarradellas, dimanche 23 octobre, une fête vibrante, mais tranquille. Des pelings tendus, des bras levés (quatre doigts écartés, les quatre traits rouges du drapeau catalan), des murs peints, un mouvement incessant de bandières et de banderoles, l'hymne national chanté plusieurs fois et, là-haut, au balcon de la Généralité, le président enfin retrouvé, le vieux solitaire de Saint-Martin-le-Beau, celui qui a incarné, pendant tant d'années, une légitimité à laquelle ils n'étaient pas si nombreux à croire.

Il y a trente-neuf ans, M. Josep Tarradellas quittait la Catalogne, à pied, dans la colonne des vaincus. Dimanche, il s'était tenu, là, tranquille et non-tranquille, pour l'accueillir. Le mouvement, le maître, le grand patron... tous, seules absences remarquées — le capitaine général de la région, qui manifeste, dit-on, à l'égard de l'autonomie catalane, une résistance sourde, butée.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 6.)

PORTUGAL :

La droite refuse un compromis avec le gouvernement

Au cours d'une réunion des cadres du parti socialiste portugais dans l'Alentejo, la région où s'applique la réforme agraire, M. Mario Soares a défendu, samedi 22 octobre, le principe d'une « plate-forme » d'entente parlementaire entre le gouvernement portugais et l'opposition. Mais les dirigeants du Centre démocratique et social (C.D.S.) et du parti social-démocrate (P.S.D.) se refusent à ce compromis et ne veulent pas participer à des négociations avec les communistes. En revanche, socialistes et communistes paraissent désireux, dans la phase actuelle, de mettre en sourdine à leurs querelles.

De notre correspondant

Lisbonne. — Devant les cadres socialistes de la région où s'applique la réforme agraire au Portugal, M. Soares a mis en évidence les avantages d'un accord entre toutes les forces politiques et sociales, qui permettrait, selon lui, de « vaincre la crise et sauver la révolution ». « Mais, a-t-il précisé, un accord politique ne correspond pas à un partage du pouvoir ». Ainsi le P.S. serait-il décidé à maintenir la forme de gouvernement « monolithique », élargi toutefois à des « indépendants » recrutés à droite et à gauche du parti.

JOSÉ REBELO.

(Lire la suite page 6.)

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Morris Janowitz

« Civilisation » de la société militaire et « militarisation » de la société civile

Dans les pays industriels comme dans les États en voie de développement, société civile et société militaire coexistent et s'interpénètrent sans que l'on puisse distinguer, au cours de leur évo-

lution réciproque, si la société civile se calcule progressivement sur la société militaire — comme beaucoup le redoutent avec la création des régimes dits forts ou policiers, — ou si c'est la société

militaire qui se modèle sur la société civile. Créateur de la sociologie militaire, le professeur Morris Janowitz affirme que la « civilisation » de la société militaire l'emporte sur la « militarisation » de la société civile.

« La société civile commence à se calculer sur la société militaire. Mais la conception de la discipline est certainement différente ».

— La « civilisation » de l'institution militaire est bien plus importante que la « militarisation » de la société civile. Ce qui ne signifie pas que la société militaire soit sans influence sur la société civile. Cette influence s'explique au plan économique,

mais, dans les sociétés industrielles avancées, elle reste limitée. La question essentielle pour ces sociétés est celle de l'État-providence (Welfare State) et du niveau de leurs économies. Le Welfare (1) a sans doute plus d'importance que les dépenses militaires. De plus, des difficultés et des tensions surgissent dans les systèmes parlementaires. L'évolution des démocraties occidentales vers une certaine forme d'autoritarisme ne résulte pas, pour l'essentiel, des pressions émanant de l'institution militaire, mais de la crise de légitimité des gouvernements en lutte avec différentes factions des partis politiques.

« Il existe dans les sociétés démocratiques une tendance à l'État policier, à l'institution d'un espionnage systématique, à la réduction des droits des citoyens. Ce ne sont pas les militaires qui engendrent un tel état de fait ; ce sont les tensions politiques et les groupes de pression politique qui agissent au sein même de la société civile ».

« La « civilisation » de l'institution militaire implique que sa discipline se rapproche de plus en plus de celle qui régit la société civile. Les anciennes méthodes des sanctions autoritaires ont, dans l'armée, une efficacité chaque jour moins grande. De même que tout espace et tout environnement industriel suppose la recherche d'une coopération, dans le travail, de certaines méthodes de gestion et même de l'établissement d'un consensus à l'égard des décisions prises — en

raison de la technicité des processus industriels, — l'institution militaire exige, pour les mêmes raisons, l'introduction d'un type similaire de participation. Mais à vouloir mettre en exergue la convergence de la discipline de l'institution militaire et celle de la société civile, il ne faut pas en déduire abusivement que toutes différences fondamentales ont disparu.

Les militaires détiennent les moyens de la destruction et de la

violence ; ils perpétuent donc la tradition héroïque : cela explique qu'ils établissent une relation difficile entre la notion de consensus et le pouvoir véritable de prise de décisions. En définitive, la convergence est grande et même irréversible, compte tenu des circonstances actuelles.

Propos recueillis par

LEO PALACHO

(Lire la suite page 2.)

UN FESTIVAL DE MUSIQUE CONTEMPORAINE

Les vendanges de Donaueschingen

Donaueschingen, source du Danube dans la Forêt noire. Chaque année, on vient s'y pencher pour juger de la cote des nouveaux musiciens, mais cette « corbeille » est souvent aussi trompeuse que celle de la Bourse ou celle qui enclôt la source du Danube. Car le grand fleuve vient de plus loin, s'il prend ici son nom. Les musiciens, de même, se forment ou loin, mais ils accourent tous à Donaueschingen pour se faire un nom.

L'usage en remonte à cinquante-six ans déjà. Lors du premier Festival, en juillet 1921, Hindemith y fut couronné et Berg reconnu. Et un dialogue, plaisant parce qu'éternel, opposa Richard Strauss à Hindemith : « Pourquoi composez-vous atonal ? Vous avez tant de talent ! » « Herr professor, répli-

que Hindemith, faites votre musique, moi je fais la mienne. » Le premier cycle ne dura que six ans. Mais Schoenberg et Webern, entre autres, y révélèrent leurs œuvres importantes.

L'idée fut reprise après la guerre, toujours à l'instigation des princes de Fürstenberg, appuyés sur leurs florissantes brasseries, et depuis 1950, on a vu paraître à Donaueschingen toutes les futures têtes couronnées de la musique : Messiaen, Boulez, Henze (1951), Jolivet (1952), Schaeffer, Pierre Henry et Nono (1953), Cage (1954), Xenakis (1955), Bérlioz (1956), Amy (en 1957, où Stravinski vient diriger « Agon »), Kagel (1959), etc.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 2.)

idées

ARMÉES

Les grilles du temps

(Suite de la première page.)

● L'armée nouvelle est-elle influencée par le rôle de plus en plus important des techniciens ?

— Il est évident que la structure et l'idéologie de l'institution militaire subissent l'influence des aspects techniques qui sont désormais les siens. On pourrait donc en déduire naïvement que l'institution militaire est devenue une gigantesque organisation technique. Il n'en est rien. Il est frappant de constater la permanence des valeurs hiérarchiques et de l'honneur, due au seul fait que les militaires se doivent toujours de faire face à des impératifs, à l'imprévisible. L'idée d'un champ de bataille entièrement automatisé

est une simplification grossière et abusive de la fonction militaire.

● Adoptant une perspective restrictive à l'égard de certains éléments de l'institution militaire et de leur transformation, certains rejettent le caractère fondamental et unique du concept de guerre ; ils lui préfèrent celui de « gestion » des conflits. Mais on ne peut s'attendre que tout soit pris en charge par des ordinateurs ou d'autres moyens électroniques : en dernier ressort, c'est la seule raison humaine qui doit intervenir. Même si le jugement de l'autre a pour fonction de sauvegarder l'état de dissension, plutôt que de se fixer sur le concept traditionnel de guerre entre nations.

Entretien avec Morris Janowitz

répond, un patriotisme démodé se manifeste. Dans nos sociétés occidentales, ce monde dans lequel nous vivons incite bien peu de gens à ressentir le désir patriotique. D'autres sont attirés par le mode de vie proposé par l'armée : ils veulent voyager, piloter un avion, sauter en parachute, bref avoir une vie d'aventures. Ces raisons personnelles sont importantes, bien que les réalités actuelles n'y correspondent que très peu.

● Il y a aussi le désir de faire une carrière avec une solide satisfaction et comportant des possibilités d'avancement. Il faut associer à ce point de vue financier un désir de formation professionnelle qui permettra une intégration ultérieure dans la société civile avec un niveau et une fonction supérieurs. C'est là la situation actuelle aux États-Unis où les jeunes apprennent des métiers techniques ou administratifs puis quittent l'armée qui, de ce fait, est en passe de devenir un gigantesque système d'éducation.

● L'armée de professionnels est-elle appelée à remplacer l'armée de conscription, comme c'est le cas depuis cinq ans aux États-Unis ?

— La plupart de mes observations (faites en 1973) concernant l'avenir et les problèmes de la force de volontaires (All Volunteer Force) se sont révélées correctes. Tout d'abord, la force de volontaires est moins volumineuse en termes d'effectifs et tend à coûter plus cher que ne l'avaient estimé les auteurs du projet. D'autre part, le niveau culturel du personnel engagé s'est abaissé dans les

armes de combat de l'armée de terre et les marines. Au niveau des officiers, la tendance s'oriente vers un recrutement régional et vers un développement de l'autoréclutement. Au niveau des engagés, on constate une augmentation de la proportion de sujets venant de groupes sociaux minoritaires et de la population noire notamment.

● Au cours de la période de transition, on a noté une augmentation du niveau d'insatisfaction professionnelle parmi les officiers, en raison du manque de précision relative aux nouvelles missions militaires, ainsi que d'une perception plus aiguë du déclin des gratifications de carrière.

● Il est probable qu'au cours de

la prochaine décennie les diffi-

cultés en matière de personnel

ne s'atténueront pas, mais elles

pourront toujours être résolues.

Les forces de réserves pourront

être modernisées, et les exigences

numériques en effectifs dans la

force armée de volontaires

s'abaisseront dans une certaine

mesure. On pourrait envisager un

retour à la conscription en fonc-

tion de l'évolution des relations

sino-soviétiques.

● Le problème essentiel reste le

contrôle de l'armée de volontaires

par l'autorité civile. Un nouveau

programme d'insurrection et de

développement de carrière doit

être entrepris en vue de réduire

le risque de voir le corps des

officiers «européaniser» par un

glissement idéologique à droite.

celle de la mécanique, de l'ingénierie ou de la physique, qui sont des matières techniques ; l'étude de l'institution militaire relève de l'humanisme, et, ces dernières années, les recherches en sciences sociales ont permis d'aborder dans un sens d'une plus grande compréhension entre les hommes. Ce qu'il faudrait, c'est une fusion entre « les humanités » et les sciences sociales qui permettrait d'approfondir notre connaissance de l'homme. Ceci ne concerne pas seulement les civils mais aussi les militaires, car dans la mesure où ils tentent, les uns et les autres, de mieux connaître la guerre, ils ne peuvent que mieux comprendre la nécessité de s'acheminer vers la paix.

● Dans un pays comme la France, il existe un certain nombre de théories déterministes pour affirmer que le monde ne peut évoluer que de telle ou telle façon. Je suis frappé par le fait que tant d'intellectuels «avalent» ces théories. Dans les études militaires, le seul fondement est une philosophie pragmatique. D'ailleurs, à long terme, c'est cette philosophie qui émergera comme la «philo» du monde occidental. Le lien est étroit entre le pragmatisme et la technique, et rejetant ces théories très déterministes tellement répandues chez les intellectuels français, je ne doute pas que dans les années à venir nous renouons définitivement avec la tradition classique française des « lumières ».

Propos recueillis par LEO PALACIO.

Un glissement idéologique

● Les guerres coloniales sont terminées. Les citoyens des démocraties occidentales restent-ils toujours aussi méfiants à l'égard des forces armées ?

— Il existe sans aucun doute dans les démocraties occidentales une réticence croissante à l'égard du service des armes. L'idée d'une accession à l'état d'homme adulte par le passage dans l'armée tombe en désuétude, dans la mesure où chacun croit pouvoir exprimer sa virilité par d'autres moyens. Si l'on se rappelle le fait que notre époque est celle des mouvements de libération de la femme, on conçoit fort bien que l'idée d'un passage à l'âge adulte au travers de

l'armée ne soit plus de mise. De plus, nous sommes au stade du fameux « état de bien-être », et l'armée n'est plus l'unique recours permettant d'échapper au chômage et aux hasards sociaux. Nous avons créé un monde dans lequel il est possible d'être chômeur sans être contraint de rejoindre l'armée. Il en sera encore ainsi dans les cinq ou dix années à venir. De ce fait, certaines des motivations traditionnelles jouent à nouveau.

● Les motifs prépondérants pour l'entrée des jeunes dans l'armée restent les traditions familiales : le père, l'oncle, le grand-père étaient dans l'armée et les jeunes veulent y entrer à leur tour. Parfois même, bien que peu

Une philosophie pragmatique

● Le sociologue militaire que vous êtes considère-t-il la guerre comme possible, impossible, inévitable ?

— L'apport fonctionnel des études relatives à l'institution militaire ne doit être qu'une contribution à l'instauration d'un monde sans guerre. C'est là une des aspirations de nos sociétés actuelles, car l'une des conséquences de l'existence des armes nucléaires est de modifier l'idée communément admise de certitude d'un conflit armé. On juge désormais la guerre possible, mais non inévitable. Il est évident qu'il existe au moins un point d'accord entre l'Union

soviétique, l'Europe de l'Ouest et les États-Unis : une guerre nucléaire ne saurait en aucune façon servir l'intérêt national.

● Il faut donc que nos études portent toujours sur l'institution militaire afin de permettre une meilleure compréhension des conditions favorables à l'instauration de la paix. Ce n'est pas une étude technique au sens restrictif du terme. De telles études nous permettent une vision globale, à une échelle très vaste, en filiation directe avec la tradition française de la philosophie des « lumières ». J'insiste beaucoup sur ce concept de « lumières » qui me paraît fondamental. L'étude du système militaire n'est pas comparable à

Les points de vue de...

OLIVIER VIAL

CITOYEN-MILITAIRE

Olivier Vial est membre du comité de coordination du Mouvement pour une alternative non violente (MAN).

UN peu plus d'un an s'est écoulé depuis que la Cour de sûreté de l'État a remis en liberté le dernier inculpé pour « entrapement de démocrates ». Après avoir dénoncé le complot et battu à grand bruit le rappel des patriotes, l'affaire s'est éteinte presque secrètement. Quelques inculpations demeurent pourtant, traces oubliées d'un danger que l'on avait gonflé pour mieux le déjouer. Peu importe aujourd'hui que les moyens exceptionnels déployés hier pour réprimer le désordre, n'aient soulevé que du vent, le soutien du pouvoir a réveillé la voix de l'unité nationale autour du devoir de défense et de l'outil de cette défense.

● Tout le monde est contre les syndicats dans l'armée : tous les partis politiques, tous les syndicats, ont affirmé que le syndicalisme, au sens courant de ce terme (c'est-à-dire le droit de grève), ne saurait exister dans l'armée. « Ainsi pourrait être conclue la crise aux yeux de l'opinion publique, et selon les termes mêmes d'un officier d'active qui, dans le Monde du 27 mars 1976, reconnaissait toutefois, non sans courroux intellectuel, que « la défense des intérêts matériels et moraux des individus, des groupes sectoriels et de la profession tout entière, mais aussi, sans doute, la réflexion sur la déontologie du métier militaire... » autrement dit, tout ce qui constitue la « fonction syndicale », « devant être » assurées « à l'intérieur des armées, mais étalent loin d'être parfaitement exorcisées.

La persistance des comités de soldats qui, maintenant, se coordonnent par régions à travers tout le pays, malgré étroite surveillance dont ils sont l'objet, prouve un désir réel d'échapper à la passivité. Bien plus, aux revendications avancées par « l'appel des cent » depuis trois ans, sont venues s'ajouter de nouvelles exigences qu'aucune organisation syndicale digne de ce nom ne pourrait renier. Le droit de s'exprimer ne peut-il être exercé dans l'armée qu'une fois l'ordre exécuté ou la brimade acceptée ? Les conditions élémentaires d'hygiène et de sécurité doivent-elles être négligées du seul fait que la guerre soit « naturellement » un exercice inconfortable et dangereux ?... Moins corporatistes, les nouvelles revendi-

cations reflètent une maturité politique, née de l'expérience même du service armé, allant jusqu'à demander la fin du commerce des armes « avec des pays fascistes ».

Influence extérieure, dira-t-on ! Mais qui regretterait qu'une communication des idées s'instaure entre les différents corps sociaux, quand les déclarations les plus officielles cherchent à déprofessionnaliser l'armée et à faire de la défense nationale un « engagement populaire » fondé sur une « conception politique de la sécurité » ? (1) Influence antimilitariste ? Certes, si l'on entend par là le contraire du militarisme idéologique et de la militarisation organique de l'industrie, du commerce et, finalement, de tous les rouages de la société civile. Les choses ne sont pas si simples en matière de défense. En tout cas, elles ne se régleront ni par des procès exemplaires, ni par des emprisonnements arbitraires, ni par des interrogatoires très spéciaux de la sécurité militaire, cet organisme ramifié, protégé par le secret et dont il n'est curieusement fait aucune mention dans le code de justice militaire. Le « malaise » ne sera pas non plus guéri par quelques aménagements dont les uns et les autres, de droite ou de gauche, s'acharment l'excusivité. Tout cela n'est que simplification abusive d'une question fondamentale dont le peuple français n'a jamais été préparé à débattre : la question de sa propre défense. Gardons-nous ici de la caricature et reconnaissons au moins au citoyen-militaire la liberté de penser, de s'exprimer et, pourquoi pas, de changer d'opinion.

● Il a fallu près de sept ans pour me convaincre que notre « défense nationale » n'est ni pour le peuple ni par le peuple. Aussi, à quelques mois de la fin du contrat très long que j'avais souscrit à seize ans, je l'ai quitté légalement — non sans avoir essayé, il y a de cela près de trois ans, de la quitter « proprement » par une demande de réintégration adressée par voie hiérarchique. « Ainsi s'exprime Jean-René Guinard, ex-sergent, déserteur de l'armée de l'air. Car les jeunes engagés ont aussi leurs revendications propres, celle, par exemple, de ne pas être réintégré en contre de

service ou d'études, comme cela est théoriquement prévu mais pratiquement impossible, sinon unilatéralement par la seule autorité militaire.

Journaux de comités de soldats, dossiers sur la justice militaire, dossiers sur les écoles militaires, le langage y est rarement celui des bulletins officiels : en est-il moins juste pour autant ? Trop nombreux — chez nous aussi ! — sont ceux qui, pour penser autrement, doivent risquer la prison ou l'hôpital psychiatrique et porter sur eux le sceau de l'anormalité : en est-il moins juste pour autant ? En effet, assez forte cependant pour ébranler à la fois le conformisme d'État et le conformisme d'opposition. A ceux-là s'ajoutent encore les objectifs de conscience, par centaines chaque année, dont le statut légal est loin d'être équitable ; et puis, ce nouveau flot de « déserteurs » d'une armée dite de réserve (2), dont la conscience, réveillée par l'Algérie puis par le Larzac, est plus sensible aux devoirs de justice qu'aux honneurs des batailles, fussent-elles « de l'avant ».

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est le seul commun de la défense qui réunit tous ces hommes, d'une défense qui ne soit, pour le peuple, ni une menace ni une offense.

Le paradoxe, à vrai dire, est bien plutôt dans le fait que l'assurance de notre sécurité dépend d'un pouvoir de destruction totale — la menace — politiquement et techniquement dénué par les uns, aliénement et « civiquement » accepté par les autres ; dans le fait, également, que la cohésion à l'intérieur de notre armée soit à la fois si fragile et si sacrée qu'elle doive se solder par une défaite de l'homme. L'homme face à ses droits fondamentaux.

Pourquoi, aujourd'hui encore, de telles constatations risquent-elles d'être reléguées au rang d'une vaine moralisation, quand elles ne sont pas condamnées au banc d'une dangereuse démission totale ? Le moral des troupes, essentiel, il est vrai, à l'efficacité d'une défense, ne doit être ébranlé ni par la politique ni par la morale. Ne faut-il pas alors, avant tout, dépolluer le militaire et démoraliser le citoyen ? Toute troupée de la morale en politique se voit ainsi repoussée comme invasion ennemie aux frontières du pouvoir.

(1) M. Valéry Giscard d'Estaing a réintégré des hautes études de défense nationale, le 1^{er} juin 1976.

(2) Par le rattachement des « paquebots » militaires. (Le Monde du 28 avril 1977.)

MICHEL LAVAL et JEAN-PIERRE MIGNARD

Le silence de l'arbitraire

M^{rs} Michel Laval et Jean-Pierre Mignard sont, tous deux, avocats au barreau de Paris.

DANS un rapport rédigé à l'époque de la « guerre d'Algérie », le conseiller Roland Kert-volt : « Trois éléments sont indispensables pour qu'une justice existe : il faut qu'il y ait un juge, il faut qu'il y ait un avocat qui puisse s'expliquer, il faut qu'il y ait une procédure digne de ce nom qui prévoie des sanctions et si on ne s'y conforme pas : des nullités. »

La ligne de démarcation ainsi tracée entre justice et arbitraire, on chercherait en vain l'exécution de ces trois critères permettant d'identifier la première dans l'actuel règlement de discipline générale dans les armées.

C'est cependant en vertu de ce

texte qui date de juillet 1975 que

l'autorité militaire, alors juge et par-

tie, a pu, suivant un adage clas-

sique et inquiétant, arbitrer sans titre,

détourner préventivement sans limita-

tion de durée, interroger sans con-

trôle, juger sans avocat et sans

débat public et contradictoire, empi-

sonner, enfin, sans jugement motivé

et susceptible de recours, de jeunes

soldats appartenant à des unités sta-

tionnées en France et en Allemagne

fédérale. Ces derniers, soupçonnés

de s'être livrés, à l'intérieur de leurs

casernes, à l'exercice de libertés

publiques — ce que prohibe l'ana-

chronique loi n° 72-662 du 13 juil-

let 1972 portant statut général des

militaires, ont ainsi été condamnés

après des simulacres de procès, à

des peines d'emprisonnement ferme

dites « d'arrêt de rigueur » pour

des durées variant de trente à

soixante jours.

Tous ces actes ayant été accomplis dans le plus strict respect des dispositions du règlement de discipline générale, qui permet à l'autorité militaire d'exercer une action disciplinaire informelle indépendamment de toute poursuite judiciaire, et, souvent concurrentement à elle, force est donc de conclure que, en cette matière, l'arbitraire se situe bien dans la loi elle-même. De tous les corps privés ou publics détenus, en effet, de prérogatives disciplinaires, l'armée est le seul qui dispose de ce pouvoir exorbitant et dérogatoire au droit commun d'ordonner des peines privatives de liberté. Or, aux termes du droit positif, des textes constitutionnels et des conventions internationales dont la France

est signataire, un tel pouvoir est exclusivement réservé, et encore dans des cas limitativement énumérés, à la seule autorité judiciaire. Ainsi en disposent, notamment, les articles 5 et 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui entourent, d'ailleurs, l'exercice de ce pouvoir d'un certain nombre de garanties, d'une nature analogue à celles définies par M. le conseiller Roland :

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial... » (Art. 6.1.)

« ... Tout accusé a droit notamment à :

— être informé dans les plus courts délais... de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui ;

— disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ;

— se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix... » (art. 6.2.)

Il est vrai qu'au moment de la ratification de ce texte, lui conférant force exécutoire, en mai 1974 — soit vingt-trois ans après sa signature — le gouvernement français a émis un certain nombre de réserves excluant de ses dispositions le règlement de discipline générale.

Implicite avec de son caractère arbitraire.

...

Ainsi dotée d'une police propre, la sécurité militaire, protégée par des juridictions particulières, les tribunaux permanents des forces armées et tribunaux militaires aux armées, régie par un droit spécifique, le code de justice militaire, investie, enfin, d'un pouvoir disciplinaire prétoire, l'armée se trouve placée hors la loi de la société civile, ce qui explique, sans doute, que, dans un passé récent, elle ait pu tenter d'intervenir contre elle.

L'armée dispose de la force, et, l'histoire enseigne souvent par le silence de peuples muselés et de nations soumises qu'elle peut jouer un rôle décisif au moment où les étaient appelés à d'importantes mutations sociales dont elle aurait subi le contre-coup. Comment, dès lors, se résoudre à voir perdurer ce monde clos, secret, immobile et imprévisible de non-droit ?

PORTRAIT

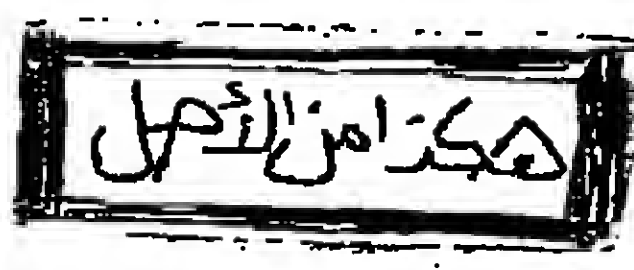
Le créateur de la sociologie militaire

Le professeur Morris Janowitz, né le 22 octobre 1919 aux États-Unis d'une famille de Polonais originaires de la partie du territoire sous domination allemande, est le type même de ces hommes issus des croisades urbaines (Monding Poles) où s'effectue l'américanisation des immigrants. Diplômé des sciences économiques à l'université de New-York, il découvre les sciences sociales au contact de Sidney Hook et de Harold Lasswell.

Mais c'est la seconde guerre mondiale qui va lui permettre de devenir le créateur de la « sociologie militaire ». L'armée américaine, qui vient d'entrer dans le conflit, a besoin de spécialistes pour mesurer la capacité de résistance des forces de l'axe Berlin-Rome-Tokyo. Deux unités de recherche de sciences sociales sont créées sur les théâtres d'opération d'Afrique-Europe et d'Extrême-Orient. Morris Janowitz sera envoyé avec les troupes de débarquement du front ouest pour prendre la direction de la division de guerre psychologique (F.W.B.). Au cours de l'interrogatoire des nombreux prisonniers allemands, il va forger ses futures théories, à savoir que les forces armées constituent en elles-mêmes un système social.

Après avoir été nommé en 1946 à une chaire de sociologie à l'université de Chicago, il publie, avec Bruno Bettelheim, en 1950 The Dynamics of Prejudice (l'évolution des préjugés).

Avec, en 1960, son premier grand ouvrage de sociologie militaire (The Professional Soldier), qui sera suivi de nombreuses autres publications, il lance dans la toile un séminaire inter-universitaire sur les forces armées et la société, qui va devenir une structure internationale sans précédent groupant, actuellement, des spécialistes nord-américains et des chercheurs d'Amérique latine, d'Europe de l'Ouest comme de l'Europe de l'Est et du tiers-monde. Il vient d'être nommé professeur associé à l'université de Paris pour l'année 1977-1978. Il a été fait docteur honoris causa de l'université des sciences sociales de Toulouse.



Le Monde

étranger

LES SOCIÉTÉS ASIATIQUES FACE AU CHANGEMENT

EN CHINE

La réforme de l'enseignement contredit largement les idées imposées pendant la révolution culturelle

Pékin. — De profonds changements sont en cours en Chine dans le domaine de l'enseignement. Officiellement, il s'agit d'éliminer les influences de la « bande des quatre ». Des enseignants parient, pour leur part, sans complexe de « restauration » et le *Quotidien du peuple*, dans un éditorial, soulignait lourdement, vendredi 21 octobre, que l'année universitaire qui s'ouvre « est la première après la fin de la révolution culturelle » (1).

L'œuvre entreprise est vaste, le rythme est pressé. Une première conférence réunie à Pékin fin septembre — et dont les journaux viennent seulement de parler — a été consacrée au problème du recrutement des étudiants. Les participants, venus de toutes les provinces, ont estimé que la faible qualité de l'enseignement et la manque de personnel qualifié en matière scientifique et technique nuisent aux efforts de modernisation.

Parmi les mesures adoptées, la plus nouvelle prévoit le recrutement direct d'étudiants à la sortie des établissements d'enseignement secondaire — contrairement aux règlements antérieurs qui prévoyait le passage obligatoire dans une unité de production avant la sélection pour l'université. Une partie des étudiants continueront cependant à être recrutés parmi « les ouvriers, les paysans, les soldats démobilisés, les jeunes instruits installés à la campagne ».

Tous ces nouveaux venus devront subir un examen d'admission (qui avait été supprimé pendant la révolution culturelle). La formation politique figure toujours parmi les épreuves, mais parallèlement à celles de mathématiques, de chimie, de physique et de géographie.

Diverses stipulations prédisent le projet. Le sonol de qualité se reflète dans une recommandation prévoyant de sélectionner les meilleurs candidats pour les grandes universités, dont la finance- (1) « Le *Xu* victorieux de la première grande révolution culturelle professionnelle » a été proclamé en tout par les étudiants lors d'un meeting devant le XI^e congrès du parti communiste chinois.

ment est, en partie au moins, assuré par l'État, et où se rassemblent une élite privilégiée. Assurer le recrutement des effectifs les plus nombreux possible est une autre préoccupation majeure. Des dispositions sont prises pour « récompenser » les étudiants qui ont pu s'engager au cours des dernières années dans les usines ou les campagnes. Une attention particulière doit être accordée aux jeunes gens qui ont terminé leurs études secondaires en 1966 ou 1967 — c'est-à-dire aux produits du système antérieur à la révolution culturelle — et qui n'ont pas fait d'études universitaires. On fera même exception, dans ce cas, pour des candidats ayant dépassé la limite d'âge de vingt-cinq ans, fussent-ils mariés. Inversement, il est prévu de recruter parmi les élèves n'ayant pas encore terminé leurs études secondaires mais particulièrement doués.

Un programme d'urgence

Le caractère d'urgence du programme est encore souligné par l'organisation d'une session spéciale de recrutement d'ici la fin de l'année pour l'admission en université. A Pékin, les effectifs sont déjà passés de 5 000 en 1976 à 7 000 à la rentrée d'automne. Ils seront portés à 8 000 en février, et l'on veut atteindre le chiffre de 10 000 (niveau de l'époque antérieure à la révolution culturelle) pour la fin de 1978.

L'ampleur de la réforme pose quelques problèmes. L'éditorial de vendredi considère comme « une bonne chose » le fait que le nombre des nouveaux étudiants doit atteindre un chiffre record depuis la fondation de la République populaire, mais admet que la tâche sera lourde. On le comprend si l'on tient compte de ce que chaque candidat devra, pour se présenter seulement aux services de recrutement, disposer, outre d'une autorisation de son école ou de son unité de travail, de la permission des autorités provinciales ou municipales. La souplesse du système reste rela-

De notre correspondant

tive pour ne rien dire de son « libéralisme ».

Les échos qu'on peut avoir en provenance de certains établissements révélaient, d'autre part, l'existence de problèmes d'orientation. A Pékin, par exemple, les départements scientifiques ont « pris leur tournant » avec de l'avance et mettent l'accent sur la formation théorique et la recherche fondamentale. La discussion reste ouverte, en revanche, dans les départements de sciences humaines, où l'on s'interroge sur ce qu'il conviendrait de conserver des acquis de la révolution culturelle, en particulier en ce qui concerne la simplification des programmes et le maintien d'un lien entre théorie et pratique sociale. Là, du moins, la crainte d'une renaissance du mandarinat n'a pas tout à fait disparu. Le problème de la durée des études ne semble pas non plus avoir été partout résolu.

D'une manière plus générale, les transformations ne se font qu'avec lenteur dans le monde universitaire. Le premier secrétaire du comité du parti à l'université de Pékin, M. Wang Jian-long, avait par exemple été écarté en raison de ses liens avec la « bande des quatre ». Mais son successeur, M. Chen Lin — un « réhabilité » de la révolution culturelle qui vient de l'université de Nanjing où il était connu pour son hostilité au « groupe de Chang-shai » — n'a pris ses fonctions qu'à la mi-octobre. Divers professeurs, comme le philosophe Fang Yun-lan, sont critiqués pour

● RECTIFICATION. — La citation de discours de M. Wu Teh, maître de Pékin, sur la place Tian-An-Men, le 5 avril 1976, qui a été publiée dans la première édition du *Monde* du 22 octobre, n'est pas exacte. Le texte publié était, en fait, un commentaire de ce discours par les « correspondants courriers-paysans-soldats » de la presse chinoise. Toutefois, M. Wu Teh avait tenu des propos à peu près semblables, dénonçant notamment « la ligne révisionniste de Teng Hsiao-ping, responsable engagé sur la voie capitaliste et non repent ».

leur association passée avec Mme Chiang Ching, à qui on reproche d'avoir servi de caution intellectuelle. Mais la plupart d'entre eux n'en continuent pas moins de vivre à l'université comme si la faculté, tout en suivant les oscillations du balancier politique, protégeait dans la mesure du possible ses membres. Cette mollesse relative irrite les partisans d'un mouvement plus radical, qui en rendent responsable le comité révolutionnaire de Pékin, dont dépend l'université de Tsing-ta et, singulièrement son président, M. Wu Teh. Celui-ci, qui connaît déjà quelques difficultés au sein du comité du parti de la capitale, est pris à parti avec force par les journaux maoïstes de l'université, sinon notamment du moins sans la moindre équivoque.

ALAIN JACOB.

EN MALAISIE

LA CRISE POLITIQUE S'AGGRAVE

La crise politique qui agite depuis plusieurs semaines la plupart des États de la Fédération de Malaisie (*le Monde* du 14 octobre), a pris une tournure violente, samedi 22 octobre, à Kota-Bahru, capitale du Kelantan, sur la côte orientale du pays. Un couvre-feu avait déjà été imposé la semaine dernière après le limogeage du chef du gouvernement local et des renforts de police y avaient été envoyés afin d'empêcher que le conflit ne dégénère. Samedi, selon l'A.F.P., les partisans du ministre en chef limogé ont manifesté à Kota-Bahru, mis à sac le domicile de plusieurs parlementaires ainsi que des boutiques appartenant à des Chinois.

Cette crise est due aux rivalités qui opposent plusieurs formations de la coalition au pouvoir à Kuala-Lumpur, le Front national, l'opposition, faible, ne s'est pas manifestée lors des troubles de samedi.

AU VIETNAM

DES RÉFUGIÉS EN FRANCE DEMANDENT UNE ENQUÊTE DE L'ONU SUR LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Un comité regroupant les responsables d'associations d'étudiants vietnamiens catholiques et bouddhistes, réfugiés en France (1), a organisé samedi 22 octobre à la Maison de la Mutualité à Paris une réunion de prières pour les victimes de la répression au Vietnam.

Au cours d'une conférence de presse les organisateurs de la cérémonie ont dénoncé le « silence complice » qui est fait autour des « disparitions », et de la « répression religieuse », dont sont victimes selon eux les Sud-Vietnamiens depuis la prise du pouvoir par les communistes. Des milliers de bonzes, de religieux et fidèles bouddhistes, que deux cents prêtres catholiques, huit cents fidèles de la secte caodaise, ont été arrêtés, ont-ils affirmé.

Les orateurs ont, en outre, donné la liste de quatre-vingt intellectuels, écrivains, journalistes, enseignants, arrêtés depuis deux ans et sur le sort desquels on ne sait rien.

Dans ces conditions, ont-ils dit, les seuls recours sont l'évasion, la résistance passive et la résistance armée. Les foyers de résistance se seraient multipliés sur tout le territoire et, notamment, dans la région de Saïgon.

Les organisateurs de la cérémonie ont enfin lancé un appel à tous les gouvernements pour que « dans un esprit humanitaire ils sauvent les rescapés vietnamiens et les aident à se réinstaller », à l'Organisation des Nations unies « pour qu'elle envoie une délégation faire une enquête approfondie sur tout le territoire du Vietnam, et qu'elle contraigne son gouvernement à se conformer aux termes de la charte des Nations unies, surtout en ce qui concerne les droits de l'homme ».

(1) Ces associations, un nombre d'une douzaine, s'expriment par l'intermédiaire du journal *Que me*, 23, rue Jaffier, 92230 Gennevilliers, tél. 793-10-81.

CORRESPONDANCE

A propos d'un témoignage sur la répression au Cambodge

A la suite de la publication de témoignages sur le Cambodge recueillis par notre correspondant en Asie du Sud-Est (*le Monde* des 7 et 8 septembre), nous avons reçu une lettre de M. Chhuy-Sok, ingénieur khmer vivant en France, selon lequel un des réfugiés interviewés, M. Pin Yatay, était, pendant la guerre, « responsable de plusieurs organisations contre-révolutionnaires et un des personnages importants de l'ancien régime ».

M. Chhuy-Sok ajoute : « Parmi ses activités au service des impérialistes américains, je cite, par exemple, le COG (comité spécial) créé par Lon Nol, frère du super-traitre Lon Nol dont la mission principale était de mobiliser les forces contre les mouvements patriotiques et de réprimer par tous les moyens les patriotes ; plusieurs de nos patriotes ont disparu, ont été massacrés, emprisonnés et torturés par sa clique. C'est avec ce comité,

disposant d'importants fonds en devises, qu'il a organisé une mission démographique « de bonne volonté », envoyant dans divers pays quelques intellectuels de son service (...). A cette époque, il a dirigé une délégation en Amérique du Nord et en Amérique latine ».

M. Chhuy-Sok écrit encore que, compte tenu du passé de M. Pin Yatay, il ne s'étonne pas de sa fuite. Il ajoute que « le cas de Pin Yatay, ennemi du peuple avant et après la libération totale du Kampuchéa, et qui est resté jusqu'à maintenant en vie et en bonne santé, montre que notre peuple a pratiqué une politique de clémence et de large union nationale, sans tenir compte de son passé criminel (...) ».

Qualifier M. Pin Yatay d'ennemi du peuple ne suffit pas à démentir son témoignage. Et en quoi le fait qu'il soit parvenu à s'enfuir prouve-t-il que Phnom-Penh pratique une politique de large union nationale ?

ARMES EGALES

Chez Avis vous avez la possibilité de râler.

Avis fait tout pour que vous n'ayez jamais à râler.

CARTE D'APPRECIATION

1. Votre voiture vous a-t-elle été livrée rapidement? Oui ☐ Non ☐
2. Le service a-t-il été amical et efficace? Oui ☐ Non ☐
3. Votre voiture était-elle propre? Oui ☐ Non ☐
4. Votre voiture était-elle en bon état technique? Oui ☐ Non ☐
5. Avez-vous des suggestions à nous faire?

NOM: _____
ADRESSE: _____

L'importance de notre flotte vous permet d'être livré rapidement.

2. Nous servons chaque année nos hôtes en stage. Nous nous levons la nuit pour vous livrer votre voiture à la gare ou à l'aéroport.

3. Chez Avis, une voiture propre, c'est la moindre des choses.

4. Pour être sûrs d'avoir des voitures en bon état, la plupart sont remplacées avant un an.

Nul n'est parfait. Néanmoins, chez Avis, nous sommes perfectibles. Ainsi, si vous nous trouvez un défaut, signalez-le nous avec la carte d'appréciation. Nous y remédierons. Cependant nous pensons tout faire pour que vous profitiez au maximum de nous, nous espérons donc que cette carte d'appréciation sera pour nous une carte d'approbation.

Ce qui est encore le meilleur des stimulants. Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques. En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

AVIS

Profitez de nous.

EUROPE

APRÈS L'ASSASSINAT DE HANNS-MARTIN SCHLEYER, LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les enquêteurs ont découvert une nouvelle cache dans la cellule d'Andreas Baader

L'enquête destinée à retrouver les assassins de Hanns-Martin Schleyer — ainsi que d'autres terroristes auteurs de précédents attentats meurtriers — se poursuit en Allemagne fédérale, en France, en Italie, en Suisse et aux Pays-Bas. Quarante militants d'extrême gauche ont été interpellés à Berlin-Ouest. Une lettre de félicitations et de remerciements de la police ouest-allemande aux enquêteurs de Mulhouse a mis un terme, dimanche, aux rumeurs selon lesquelles les policiers de R.F.A. n'étaient pas satisfaits de l'aide apportée par leurs collègues français.

Les investigations menées par les enquêteurs de la prison de Stuttgart-Stammheim ont d'autre part abouti à de nouvelles découvertes dans la cellule d'Andreas Baader. Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe. Le procureur a notamment indiqué, dimanche 23 octobre au cours d'une conférence de presse, que Baader et Raspe disposaient respectivement d'un pistolet de 7,65 et de 9 mm, et chacun, de vingt cartouches de calibre correspondant. Dans la cellule du fondateur de la Fraction armée rouge, les policiers ont découvert une nouvelle

cache sous le lavabo. Dans cette cache se trouvaient une sonde stomacale, des lames de rasoir et une matière ressemblant à du mastic.

Le résultat de ces investigations soulève une certaine émotion en Allemagne. Si l'on y voit la confirmation qu'Andreas Baader et ses compagnons se sont bien donné la mort, on s'étonne, et même on s'indigne, que dans une prison présentée par les autorités comme particulièrement hermétique, les terroristes considéraient comme très dangereux soient si facilement se procurer des armes et communiquer. On y fait, certes, observer que le régime appliqué aux détenus politiques, sauf durant les périodes de mise au secret, est d'un libéralisme à peu près sans équivalent à l'étranger, et qui peut avoir facilité ces contacts avec l'extérieur. Mais plusieurs quotidiens de R.F.A. — dont *Die Welt* (groupe Springer), qui en fait son plus gros titre — paient du « scandale de Stammheim ».

Hanns-Martin Schleyer doit être inhumé mardi 25 octobre à Stuttgart. La cérémonie des obsèques nationales sera placée sous la protection de l'unité spéciale de la Bundesgrenzschutz qui a libéré les otages à Mogadiscio. Andreas Baader,

Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe doivent également être inhumés dans cette ville jeudi, ce qui a suscité de vives protestations.

À Munich, M. Franz-Josef Strauss, président du parti chrétien-social, a prononcé devant vingt mille auditeurs un discours consacré au terrorisme. Le dirigeant bavarois, qui parlait du balcon de l'hôtel de ville, était protégé par la circonstance par une cage de verre à l'épreuve des balles.

Les manifestations et attentats auxquels le triple suicide de Stammheim a donné lieu depuis le 18 octobre se sont poursuivis samedi et dimanche dans différentes villes européennes. Deux cas inattendus en Italie à Rome. A Brescia, un policier a été gravement blessé. A Amsterdam, une manifestation a défilé devant le palais royal. Des attentats ont également eu lieu en France (voir page 4).

La compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa a d'autre part annoncé un important renforcement des mesures de sécurité sur ses vols. Treize aéroports — dont celui de Palma de Majorque d'où provenait l'appareil détourné — ont été déclarés dangereux par la Lufthansa, qui demande à leurs directions respectives d'y accorder la présence de gardes armés allemands pour assurer la sécurité de ses vols. Parmi ces aéroports figurent également ceux d'Alger, Barcelone, Bombay, Dakar, Istanbul et Tripoli. Selon pour l'instant, Palma de Majorque et Dakar auraient répondu favorablement à cette demande.

Les boucs émissaires

(Suite de la première page.)

Bonnes émissaires, tous ceux qui, hors d'Allemagne, ont cherché, dès avant l'enlèvement de Hanns-Martin Schleyer, à comprendre les motifs de la flamme du terrorisme. Et notamment en France. On est, en R.F.A., particulièrement sensible à tout ce qui se fait de l'autre côté du Rhin. Comme on l'est aussi de ce côté-ci, où les vieux souvenirs entretiennent ce qu'Alfred Grosser a appelé les « fantasmes français ». Qu'il se soit trouvé des journaux pour tenter d'analyser les motifs du « malaise » allemand a été ressenti comme la marque d'une hantise perpétuelle, le refus systématique et jaloux de reconnaître la réussite du « modèle » allemand, un désir mal dissimulé de voir la démocratie voisine justifier tous les pessimismes et se jeter dans les bras d'un nazisme ancien ou nouveau.

Critiquer la République fédérale, c'était vouloir la fin d'un pays qui avait enfin retrouvé bonne conscience, renvoyer la « bonne Allemagne » à ses démons. Par cette attitude ne pouvait être adoptée que par des comploteurs directs ou indirects des terroristes. L'assimilation a été rapidement faite. Vieille technique.

Le calvaire de Hanns-Martin Schleyer n'a pas d'excuse, mais on peut s'étonner de voir gommer, dans la biographie du disparu, ce qui pourrait ternir son image de « martyr de la liberté ». Ainsi a-t-on souvent omis, par exemple, de signaler que le « patron des patrons » allemand entra chez sa jeunesse dans la SS, avec le numéro 227 014, qu'il participa

au pillage industriel de la Tchécoslovaquie et qu'il fut arrêté après la guerre par les troupes françaises et condamné par un tribunal pour son rôle sous Hitler (1).

Mais voici qu'aujourd'hui, dans la recherche des coupables, on va plus loin. Ce ne sont pas seulement les journaux qui sont coupables d'antigermanisme et de « sympathie pour les terroristes », c'est la France entière, ou presque. La police française est sur la sellette. On l'a accusée de mollesse et d'incompétence. Et les Français eux-mêmes, pourquoi n'ont-ils pas surveillé leurs voisins de parler, dévisagés les passants, signalés les jeunes allemands à cheveux longs, affichés sur leurs murs des photographies et des avis de recherche ? La France tout entière ne serait-elle pas complice ? Ne serait-elle pas utile que la police allemande vienne lui montrer comment on opère ?

La peur qui règne outre-Rhin est compréhensible et légitime. Que la République fédérale demande à ses voisins une solidarité et une aide l'est aussi. Mais que, appuyés sur tous les conservatismes, certains s'indignent de ne pouvoir exporter à la fois ses phobies et son ordre, ses silences et ses soupçons, ses policiers et son conformisme, voilà qui risque de faire oublier son drame d'aujourd'hui, sa confiance toute neuve dans le droit, la bonne volonté de la grande majorité de sa jeunesse, et rappeler, sans profit pour personne, les fantasmes qu'elle s'est donnés tant de peine pour exorciser.

JEAN PLANCHAIS.

(1) Voir le Monde du 21-10-1977.

La police s'emploie à vérifier les nombreux témoignages qui lui parviennent

Mulhouse. — La police française semble désormais avoir la certitude que Hanns-Martin Schleyer, le « patron des patrons » ouest-allemand, a été séquestré et assassiné dans l'est de la France. Depuis le 20 octobre, les brigades de gendarmerie assistées de maires-chiens et d'inspecteurs de la police judiciaire, lancent ainsi sans relâche des opérations de « recherche ponctuelle » tous azimuts.

Les forêts de la Harth-Nord et de la Harth-Sud — qui longent sur quelques centaines de mètres le grand canal d'Alsace face à Mulhouse — ont encore été « ratissées » vendredi 21 octobre. De même, dimanche 23 octobre, la gendarmerie de Denay (Haut-Rhin), assistée d'une partie de l'antenne de la police judiciaire de Mulhouse, a poussé des recherches autour du mont Vieillard sur la forêt de la Harth. Un renseignement fourni par la police allemande.

Les recherches de la police française, qui procèdent certes par tâtonnements mais suivent des vérifications systématiques, ont été complétées samedi 22 et dimanche 23 octobre par un contrôle très strict à la frontière franco-allemande et franc-suisse. L'objectif de cette surveillance accrue est plus d'assurer l'« étanchéité » des frontières que d'arrêter un quelconque « terroriste ». D'autre part, un certain nombre d'opérations de contrôle ont été effectuées dans les milieux d'extrême gauche alsaciens ainsi que dans certains mouvements écologistes.

Le travail des enquêteurs a pu être aussi orienté par les témoignages très nombreux parvenus à la police. Un témoin assure

De notre envoyé spécial

ainsi avoir reconnu, mardi 18 octobre, jour de l'assassinat d'Hanns-Martin Schleyer, Rolf Heissler, l'un des seize terroristes recherchés. Ce dernier, au volant d'une Mercedes immatriculée à Francfort, se serait trouvé sur le pont Chalempé (Haut-Rhin), côté français. Un autre témoin aurait vu, quant à lui, dimanche 19 octobre, l'Audi verte dans laquelle a été trouvé le corps du « patron des patrons » allemand. Ces divers témoignages attirent naturellement de plus en plus l'attention de la police française sur le secteur géographique du Sundgau. Cette région qui forme frontière avec la Suisse est, en effet, très périlleuse. C'est un véritable « piège à rats », dit-on dans le terroir (Haut-Rhin).

Le fait que Christian Klar — terroriste recherché et formellement reconnu par un garage de Mulhouse mardi 18 octobre à bord de l'Audi verte — ait vécu il y a quelques années à Lörach, petite ville allemande à proximité des frontières franco-allemande et germano-suisse et à Müllheim, près du pont de Chalempé, renforce cette hypothèse. D'autant qu'Adelheid Schulz, autre terroriste recherchée, est née à Lörach.

Cependant, les appels téléphoniques qui parviennent aux services de la police judiciaire participent aussi parfois de la psychologie. La publication dans la presse alsacienne, vendredi 21 octobre, du tract présentant les photos des seize terroristes sous le coup de mandats d'arrêt internationaux (*le Monde* du 23 octobre) a donc déclenché une vague de réactions aseptées.

Sur la foi de ressemblances « frappantes », plusieurs personnes ont signalé la présence de leurs terroristes. Friederike Krappe et Angelika Speitel, dans un appartement de l'immeuble Europahochhaus à Kehl (R.F.A.), à proximité de la frontière franco-allemande. Les recherches aussitôt engagées conclurent à l'erreur.

Le 21 octobre, un restaurateur de la localité de Barr (Bas-Rhin) a cru reconnaître dans l'une de ses clientes une des terroristes recherchées. Immédiatement prévenue, la gendarmerie locale est intervenue. Mais la dangereuse terroriste s'est avérée être une Strasbourgeoise de passage.

D'autre part, plusieurs témoins ont téléphoné à la police pour indiquer la présence d'Inge Viett, au volant d'une 504 aux environs de Kehl, dans la région de Colmar-Turckheim (Haut-Rhin), quelques personnes ont également déclaré avoir reconnu Adelheid Schulz. Ces informations n'ont pu ni être démenties ni confirmées.

Les coups de téléphone, dont on reconnaît à la police judiciaire et dans les gendarmeries qu'ils sont nombreux et apportent des renseignements, prouvent la sensibilisation de la population après la découverte du corps d'Hanns-Martin Schleyer. Ils demandent un important travail de vérification. Il semble d'ailleurs que la police judiciaire y consacre une grande partie de son temps alors que les quelques officiers de la Bundeskriminalamt (B.K.A.), police judiciaire allemande, encore présents à Mulhouse, travaillent sur fiches.

LAURENT GRELSAMER.

Aux Nations unies

QUARANTE-DEUX PAYS DEMANDENT UN DÉBAT SUR LA PIRATERIE AÉRIENNE

(De notre correspondant.)

New-York (Nations unies). — Les représentants de quarante-deux pays (en majorité occidentaux) se sont réunis samedi 23 octobre à la mission de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour se concerter en vue d'une initiative concernant la piraterie aérienne.

Les participants ont décidé d'inviter mardi 25 octobre l'Assemblée générale à débattre de la question de « la piraterie aérienne ». Le président de la Fédération internationale des associations de pilotes de ligne, M. Jean-Pierre Laroche, a été élu à l'issue d'un entretien avec le secrétaire général de l'ONU de surseoir à la grève mondiale des pilotes, prononcera mardi un discours devant l'Assemblée générale.

Le projet de résolution soumis à l'Assemblée condamne les détournements d'avion et les actes mettant en danger l'aviation civile. Il invite les gouvernements à renforcer les dispositifs de sécurité à tous les aéroports et à bord des appareils, à collaborer les uns avec les autres, et notamment à échanger des informations, à ratifier les conventions de La Haye et de Montréal. Un tiers à peu près des États membres ne les ont pas encore ratifiées.

Les pays socialistes pourraient voter en faveur du projet, mais nombre d'Africains et d'Arabes — y compris les modérés — ne lui sont pas acquis. Jaloux de leur souveraineté nationale, ils ne veulent pas fournir de prétexte juridique aux grandes puissances pour intervenir sur leur territoire. Beaucoup estiment aussi que les problèmes du sous-développement, de la faim et de l'oppression, qui sont débattus depuis des années à l'ONU et ne trouvent pas de solution, ne sont pas moins urgents que celui de la prise d'otages. En fait, nombre de pays du tiers-monde, appuyés par la collaboration germano-soviétique dans l'affaire de Mogadiscio, sont favorables à un code de conduite international concernant la prise d'otages, à condition qu'il ne soit pas écrit.

Ce projet de résolution qui est indépendant de la convention contre les prises d'otages proposée par l'Allemagne fédérale, est examiné par la commission juridique.

LOUIS WIZNITZER.

● M. François Mitterrand, premier ministre d'un parti socialiste, a déclaré, dans une interview au *Journal du dimanche* du 23 octobre, à propos de l'action menée par le chancelier Schmidt lors des prises d'otages : « Je pense qu'Helmut Schmidt a assumé sa responsabilité avec beaucoup de courage. Dans la situation où il se trouvait, il a fait ce qu'il fallait faire. »

DE NOUVEAUX ATTENTATS EN FRANCE

De nouveaux attentats ont été commis les 22 et 23 octobre à Paris et en province contre des établissements franco-allemands ou des sociétés concessionnaires de marques automobiles.

Une explosion de gaz domestique a explosé dans la nuit du 22 au 23 octobre devant la porte de la Banque franco-allemande, 15, avenue de Friedland, à Paris-8. Les dégâts sont minimes.

Un engin a explosé quelques heures plus tard devant un garage Mercedes, 84, rue de Longchamp, à Paris-16. Cinq vitrines ont été brisées par la déflagration. Un correspondant allemand a déclaré à l'A.P.F. que cet attentat était revendiqué par un groupe s'intitulant « Brigades autonomes de combat ».

Après l'explosion qui s'était produite le 21 octobre dans un appartement situé 43, rue des Artistes, à Paris-16, un locataire de l'appartement, M. Marc-Pierre Sillan, vingt-quatre ans, étudiant, a été placé en garde à vue. Selon les enquêteurs, l'explosion a eu lieu alors qu'il fabriquait avec ses deux camarades deux engins explosifs.

À Paris, au cours de la nuit du 22 au 23 octobre, des inconnus ont brisé la vitrine d'un garage R.M.W., puis jeté un cocktail Molotov à l'intérieur de l'établissement. L'engin n'a pas explosé.

À Amers (Gers-et-Lez), les vitrines du hall d'exposition du garage Mercedes ont été brisées au cours de la soirée du 23 octobre. Comme la plupart des concessionnaires de cette marque, le garage venait de recevoir des instructions de la direction de Mercedes-France pour protéger ses installations.

D'autre part, des inscriptions hostiles aux Allemands ont été tracées ces derniers jours sur des monuments publics dans plusieurs villes de France, notamment à Saint-Denis et à Saint-Diz (Vosges).

Diamant Placement

110, Avenue du Champ-Élysées
75008 Paris
Tel. 563.17.87

diversifiez votre patrimoine

Vous avez essayé la Bourse, l'immobilier, l'or, les autres placements... mais vous n'avez pas encore découvert le Diamant, valeur refuge par excellence, garantie de la réussite à l'échelle mondiale.

● SURETÉ
● RENTABILITÉ
● ANONYMAT

Vous bénéficiez de nos prix compétitifs. Chacun de nos diamants est vendu avec certificat de pureté.

Pour recevoir une information personnelle, découpez ce bon et envoyez-le nous.

NOM
Adresse
Tel.

Des lecteurs contestataires ont occupé les locaux de «Libération»

Ce quotidien n'a pas paru lundi

Le quotidien «Libération» n'a pas paru, ce lundi 24 octobre, en raison de l'« occupation » dont il a été l'objet, dimanche, par des lecteurs mécontents des positions du journal sur l'affaire Baader-Schleyer. Ces opposants, qui appartiennent à diverses organisations d'extrême gauche — Camarades, Front libérateur, Marge, Poing noir et O.C.L., ont finalement renoncé, après un long débat avec la rédaction de «Libération», qui a duré jusqu'à 23 heures dimanche soir, à s'exprimer dans le quotidien.

Les journalistes de «Libération» avaient, préalablement, refusé d'écrire sous la contrainte.

L'assemblée parisienne des groupes autonomes (1), réunie dimanche après-midi dans le cadre de cette « prise de journal », affirmait dans un communiqué : « Elle signifie clairement à toutes les puissances de ce monde, de Paris à Moscou, en passant par Pékin et Rome, qu'elle se donnera tous les moyens pour favoriser le mouvement prolétarien écrasé en France en 1968 par les bureaucrates syndicaux et ganchistes. »

Le quotidien «Rouge», organe de la L.C.R., juge, pour sa part, « ces méthodes étrangères au mouvement ouvrier et intolérables ».

(1) L'appellation de cette « organisation », liée au phénomène Baader, est toute récente. Le statut dans l'éventail des tendances révolutionnaires serait encore hasardeux.

«Un journal comme les autres»

« À 9 h. 30, nous avons reçu un coup de téléphone de la police, nous disant que, selon leurs informateurs, une centaine d'anarchistes se préparaient à nous occuper, et nous proposant de venir. « On a l'habitude de discuter », leur avons-nous répondu : vers 20 heures, dimanche soir, réunie dans une petite salle que leur ont prêtée les occupants, la rédaction de «Libération» fait le point de cette journée, au terme de laquelle elle a décidé de ne pas paraître le lundi. »

Vers 10 heures, ils sont arrivés à cent cinquante. Ils voulaient nous imposer quatre pages, notamment pour exprimer leur mécontentement sur la manière dont nous avons traité l'affaire Schleyer-Baader. Nous leur avons expliqué que pour nous, aujourd'hui, c'était l'affaire Croissant qui nous semblait importante, sur laquelle nous prévoyions trois ou quatre pages, et que nous avions, en plus, préparé une page de courriers de lecteurs ayant des positions précises sur leurs. Plus tard, vers 16 h. 30, nous leur avons proposé de nous laisser faire un canard de huit pages, presque uniquement sur Croissant, les invitant à venir, lundi après-midi, travailler avec nous. Ils ont refusé, et nous leur avons imposé de faire paraître des textes qu'ils avaient rédigés. »

Dans une salle de la rédaction, les occupants, difficiles à distinguer des occupés, recopient sur du papier réglé les textes qu'ils ont préparés. Ils refusent de ramener leur geste aux seuls récents événements en Allemagne : « Libé » est devenu un journal comme les autres, expliquent-ils : il y a de moins

en moins de textes collectifs, et il y a maintenant un filtrage considérable de l'information. Toute une partie de l'extrême gauche n'est même plus représentée. »

« Il est difficile, voire impossible, de donner un rendez-vous à «Libé» le rôle d'un instrument du mouvement révolutionnaire nouveau qui s'est retrouvé depuis Malville », lit-on dans un texte que les occupants ont préparé. Ceux-ci affirment encore : « Les types de «Libé» ont de plus en plus tendance à évincer les grands problèmes, on les renvoyait au courrier des lecteurs. Et, parallèlement, ils donnent une place incroyable à des trucs comme le phénomène Punk, ou font des dernières pages complètement déliées, alors qu'ils ont occupé l'action des groupes de soutien à la RAF. »

Dans l'ensemble des locaux, on continue de discuter ferme, tandis qu'un flot incessant d'occupants, d'occupés, ou de sympathisants des deux bords, franchit, dans un sens ou dans l'autre, la double porte qui isole le journal de la rue. « Libé » nous a trahi », peut-on lire sur les murs.

Dans un bureau isolé, Serge July, le directeur de «Libération», continue le dialogue, qui s'est poursuivi toute la journée, avec la police, pour obtenir qu'elle renonce à son projet de barrer la rue de Lorraine pour procéder à des contrôles d'identité. Près du standard, au téléphone, un rédacteur explique : « Tu comprends, ils utilisent des arguments tellement débiles, tellement usés... »

X. W.

Pour connaître la Chine
Abonnez-vous, abonnez vos amis aux

PERIODIQUES CHINOIS
en langue française

LA CHINE Mensuel illustré en couleurs
- 1 an : 17 F. - 2 ans : 25,50 F. - 3 ans : 34 F.

PEKIN INFORMATION
Hébdomadaire expédié par avion à travers le monde
- 1 an : 21 F. - 2 ans : 31,50 F. - 3 ans : 42 F.

LA CHINE EN CONSTRUCTION
Mensuel illustré en couleurs
- 1 an : 14 F. - 2 ans : 21 F. - 3 ans : 28 F.

LITTÉRATURE CHINOISE Revue mensuelle
- 1 an : 17 F. - 2 ans : 25,50 F. - 3 ans : 34 F.

Envoyez votre abonnement à :

LIBRAIRIE LE PHENIX
72, Boulevard Sébastopol 75003 PARIS
C.C.P. 17-217-63 Paris

(livres, périodiques et journaux en français, en chinois et autres langues étrangères, publiés par les Editions de Pékin - Disques, cartes de vœux, timbre-poste, etc...)

EUROPE

ET L'AFFAIRE CROISSANT

CORRESPONDANCE

« Médicalement plausible »

M. Thomas G. Buchanan, journaliste américain, auteur d'un livre sur « l'assassinat de Kennedy », nous écrit :

Elle serait donc « médicalement plausible » cette hypothèse du suicide d'Andreas Baader, mort d'une balle tirée « derrière la tête ». « Médicalement plausible », comme l'autopsie du président Kennedy, revue et corrigée par le rapport Warren, pour expliquer comment deux balles tirées du système étagé ont pu traverser le corps d'un passager assis sur le banc arrière de la limousine présidentielle avant d'infirmer trois blessures au passager assis à côté du chauffeur (sans quoi, comme l'indique le rapport lui-même, on serait contraint, à cause de la vitesse du tir, d'accepter l'hypothèse de plusieurs tirs).

Plausible que, si Baader et Jan Carl Raspe avaient envisagé de se donner la mort, ils aient demandé qu'on leur apporte des armes à feu plutôt qu'un poison ou d'autres moyens plus faciles à cacher ?

Plausible que, malgré le contrôle systématique de leurs visiteurs et l'écoute téléphonique dans la prison, ces objets métalliques aient échappé à la détection ?

Plausible que, disposant d'armes à feu, ils n'aient pas eu l'idée de tirer sur leurs gardiens en cherchant une mort exemplaire ?

Plausible que, selon les premières révélations des autorités ouest-allemandes, Baader ait tiré deux autres balles dans sa cellule avant de viser correctement la troisième fois, à bout portant ?

Plausible que, pendant le déroulement de ce suicide spectaculaire, ses gardiens n'aient rien vu, rien entendu ? S'il avait tué un de ses gardiens dans sa cellule, personne ne l'aurait-il remarqué ?

Plausible que, après le premier suicide, ils n'aient rien fait pour empêcher trois autres membres du groupe Baader de suivre cet exemple ?

— Quo pendant toute la nuit, alors que les yeux du monde entier étaient braqués sur les prisonniers de Stammheim, leurs propres gardiens n'ont pas vérifié leur présence une seule fois ?

Plausible que, malgré leur isolement, ils aient pu communiquer entre eux avec des fils électriques que la direction avait « oublié » d'enlever des murs ; qu'ils aient pu aussi communiquer, malgré la surveillance électronique dans le parloir et dans leurs cellules, avec le monde extérieur — ce qui implique qu'ils disposaient non seulement d'un récepteur de radio caché dans une cellule (ce qu'il y a dans un pull-over), mais également d'un émetteur ?

La prison de Stammheim, dont le régime de M. Helmut Schmidt avait tant vanté les mérites — cette prison de haute sécurité, avec tous les gadgets électroniques du miracle économique allemand, ne valait donc guère mieux que la sinistre petite salle de détention où Jack Ruby a abattu Oswald, ou cette autre prison de Dallas où Jack Ruby est mort, à son tour, d'un mystérieux cancer quelques semaines avant son second procès dans lequel il avait juré de dire toute la vérité ? (Rapportons que Ruby, comme Baader, avait publiquement déclaré qu'il risquait d'être tué par ses gardiens et avait demandé un transfert, demande refusée par le président de la Cour suprême Earl Warren, qui devait ensuite rédiger le rapport d'enquête.)

En ce qui concerne le groupe Baader, deux hypothèses sont à retenir. Ou bien ils ont été surpris par leurs gardiens afin d'éviter d'autres prises d'otages réclamant leur libération, ou alors ils se sont égarés d'armes à feu et de moyens de communication grâce à la complicité d'une partie de leurs gardiens et à l'incompétence des autres — ceux qui étaient chargés, par exemple, de fouiller leurs cellules. Ce qui est totalement exclu, c'est l'hypothèse de suicide sans complicité.

Dans l'hypothèse d'une complicité des gardiens, il serait normal que le régime de M. Schmidt exige une punition exemplaire de tous les responsables. Le directeur de la prison a été relevé de ses fonctions et une punition dérisoire, si l'affaire en reste là. Mais on connaît la technique, lorsqu'il s'agit de « maison d'État ». Il y aura maintenant une enquête « officielle » — sans doute par une commission de « sages » savamment dosée politiquement qui, au bout de ses recherches, confirmera la thèse d'un suicide avant l'enquête par le ministre ouest-allemand de l'Intérieur, M. Werner Maihofer : une intervention de l'extérieur contre la vie des prisonniers était « totalement impossible ».

Les avocats du groupe Baader ont demandé la création d'une commission internationale d'enquête sur les morts de Stammheim. C'est parce que je ne partage pas les options politiques de leurs clients, c'est parce que je suis contre une « politique du pire » dont le résultat serait de lâcher les tueurs dans les couloirs de nos prisons, que je m'associe à leur demande.

Libres opinions

A chacun ses otages

par CLAUDE BOURDET

UN otage est un remplaçant, l'instrument d'un talion aberrant et aveugle ; soit que l'on utilise les souffrances et la mort d'être humains pour obtenir des résultats dans un domaine où ces êtres n'ont rien à voir : des libérations de prisonniers, des gains politiques ou même financiers ; soit que l'on cherche simplement à punir ceux qu'on tient, en les rendant responsables des actes que l'on reproche à d'autres que l'on ne peut atteindre. De toute façon c'est une infamie, qu'il s'agisse du massacre d'Oradour, des détournements d'avions ou de l'assassinat de Schleyer. Seulement, ces crimes-là sont visibles, alors que le gouvernement français s'apprete à participer à une autre prise d'otages, moins évidente, que son caractère de mesure de représailles n'exclut pas, que son apparence légale rend d'autant plus scandaleuse.

Klaus Croissant est l'un des avocats des terroristes allemands emprisonnés, dont certains viennent de mourir dans des circonstances bizarres. Comme cohabitant avec ses confrères, il était persécuté en Allemagne parce que les autorités de la République fédérale ne veulent pas admettre que des criminels, quels qu'ils soient, soient pleinement défendus, parce qu'on exige des avocats allemands qu'ils prennent leurs distances avec leurs clients, qu'ils rompent avec toute la tradition la plus élevée du barreau (celle qui amène un avocat français, par exemple, à dire souvent « nous » ou « je » en parlant de son client). Pour le pouvoir ouest-allemand, l'avocat doit se placer, au minimum, à mi-chemin entre l'autorité et le prévenu. Il doit collaborer avec l'Etat quand il s'agit d'un crime contre l'Etat. Des hommes aussi loin du terrorisme que M. Badinter et M. Stasi se sont élevés contre cet état d'esprit. Cela n'empêche pas le gouvernement français de se préparer à livrer Croissant, si les magistrats se laissent impressionner.

Je dis que livrer Croissant, c'est collaborer à une prise d'otages. Le raisonnement du gouvernement allemand, son alibi, ne tient pas. Croissant, comme beaucoup d'autres avocats, est accusé d'avoir couronné ses fonctions, d'avoir servi de messager aux terroristes emprisonnés. D'après les avocats français qui ont vu et pesé le dossier, Croissant en a certainement fait beaucoup moins dans ce domaine que tous les avocats français qui ont, au cours de la guerre d'Algérie, défendu d'autres hommes, également accusés de terrorisme. Un seul de ces avocats a eu à l'époque des difficultés, aucun n'a été condamné. Mais derrière l'attitude du gouvernement allemand, dans la mesure où ses accusations sont prouvées sinon, il y a une thèse étonnante : c'est que le terrorisme de la RAF est l'œuvre de quelques hommes et femmes seulement, véritables génies du mal, pourtant en prison pour la plupart, ceux qui agissent n'étant que des exécutants.

C'est pour cela que l'on a continué à soumettre les prisonniers à des interrogatoires très « poussés » qui expliquent peut-être (aux dernières nouvelles) le « suicide » d'Ulrike Meinhof et, qui sait, les « suicides » de Baader et de ses compagnons. C'est pour cela qu'on les a isolés du monde comme aucun prisonnier ne l'a encore été ; c'est pour cela qu'il a absolument fallu rendre les avocats responsables de leurs contacts avec l'extérieur, c'est-à-dire dans l'imagerie de la paranoïa gouvernementale) du transport à l'intérieur des ordres du « cerveau » de l'Amérique. On reconnaît là la thèse éternelle de l'esprit policier selon laquelle tout est œuvre de « meneurs » : il suffit de décapiter une organisation pour qu'elle cesse de fonctionner. Or, en vérité, comme me disaient ces jours derniers en Allemagne des journalistes étrangers, modérés et bienveillants à l'égard du régime, ce qui apparaît le plus clairement aux observateurs sans parti pris, c'est qu'il y a eu une relève des terroristes et que les nouveaux chefs sont bien plus habiles que les anciens. Mais admettre cela, pour le gouvernement ouest-allemand, ce serait reconnaître publiquement que le drame n'en est qu'à ses débuts. Peut-être commencerait-il à s'en rendre compte.

Mais il y a encore un autre aspect, où le rôle de Croissant comme otage apparaît aussi clairement : aucun terroriste du premier plan n'a été pris depuis longtemps, et même si la chasse à l'homme menée actuellement en Allemagne et en France donne des résultats, on s'apercevra probablement que l'organisation est plus ramifiée et durable que l'on ne pense. D'ailleurs, le gouvernement de la République fédérale, pour donner des gages à la droite, va probablement accepter d'interdire toutes les organisations d'extrême gauche, pourtant hostiles au terrorisme ; autant dire qu'un large champ de recrutement sera alors ouvert à la Fraction armée rouge et à ses émules. Mais M. Schmidt ne raisonne pas aussi loin : il lui faut pouvoir montrer à l'opinion qu'il tient un coupable. Ce sera pour commencer Croissant : très exactement un otage.

Que Valéry Giscard d'Estaing s'y prête est contraire à la Constitution, à toutes les règles de l'Etat politique, à l'exemple que donne Helmut Schmidt lui-même en refusant de livrer à l'Italie le criminel nazi évadé Kappler. Mais M. Schmidt a de puissants moyens d'action. La puissance financière de la République fédérale en est un : la « construction européenne » et le jeu commun mené par Giscard et Schmidt contre la gauche de l'Europe du Sud tient aussi les mains du président de la République ; la convention antiterroriste voulue par Schmidt et à laquelle Giscard s'est désigné lui-même, si elle avait existé il y a un siècle, la livraison des commandants au gouvernement de Versailles, et donc leur exécution. Elle n'est pas ratifiée : on s'en inspire déjà. Les accusations portées à Bonn contre la police française font partie du même scénario : il faut que Paris livre l'avocat allemand.

La lutte contre le terrorisme n'exige pas cet abaissement. Le terrorisme, ce crime et cette folie, n'aura qu'un temps. Mais ce qui restera, ce sera cette démission, ce premier pas qui en appellera d'autres. Ce qui se passe est une image du futur. En sommes-nous déjà là ? Après l'étrange mort d'Ulrike Meinhof, après l'étrange mort de Baader, de Gudrun Ensslin et de Jan-Carl Raspe, qui Ponce Pilate aura le courage de pousser Croissant jusque dans une prison d'outre-Rhin ?

Du 21 au 29 octobre 1977

chez Old England

Costumes Chester Barrie
(au prix spécial de 1350 F)

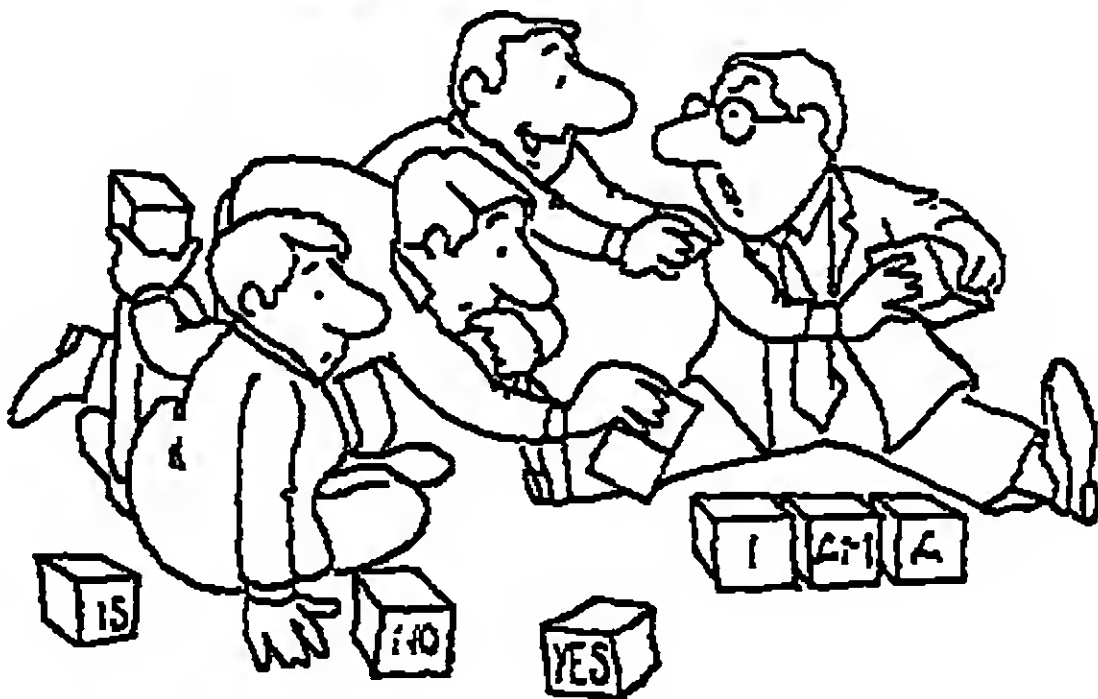
En exclusivité chez Old England, la plus prestigieuse collection de prêt-à-porter britannique. A des prix exceptionnels, pendant une semaine.

Coupé, cousu et fini main, chaque vêtement Chester Barrie est une pièce unique, réalisée dans les plus beaux tissus anglais. Chester Barrie, une collection à ne pas manquer. Chez Old England. Exclusivement.

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30/12 h 30 - 14 h 30/18 h 30

PARLEZ "ETRANGER" A 4 OU 5.



Choisissez vous-même votre heure de 8 h à 21 h et d'écouter à 4 ou 5 avec le professeur Berlitz dans la langue que vous avez choisie d'apprendre. C'est souple et efficace. Demandez le calendrier des stages à : Opéra : 742.13.39 - Nation : 346.12.65 - Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 77.218.15 - Boulogne : 609.15.10 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.

"STAGE CLUB" BERLITZ



La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision.

Vos cheveux subissent une agression de tous les instants. Votre cuir chevelu est littéralement asphyxié par les poussières et impuretés qui viennent se mélanger à des sécrétions anormales. Le crâne vous démange. Vos cheveux sont secs, cassants. Les pellicules de plus en plus nombreuses. Prenez aujourd'hui la décision de réagir.

EUROCAP joue cartes sur table avec ses clients. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si nos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. S'ils s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le succès des méthodes de L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité.

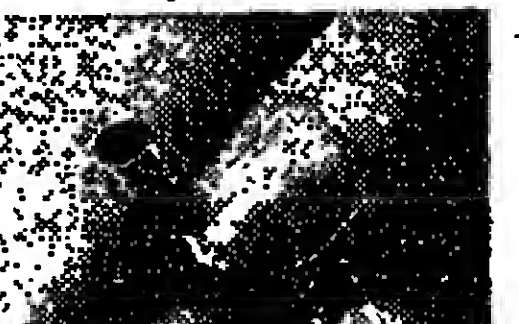
Ecrivez, téléphonez ou présentez-vous pour prendre rendez-vous (l'Institut est ouvert sans interruption, du lundi au vendredi de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h).

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione 75001 Paris - Tél. : 260.38.84

LILLE : 16, rue Faidherbe Tél. : 51.24.10	LYON : 30, rue de la République Tél. : 38.09.19
BORDEAUX : 34, place Gambetta Tél. : 48.06.34	MARSEILLE : 58, rue Saint-Ferréol Tél. : 33.07.50
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme Tél. : 23.29.84	NICE : 1, Promenade des Anglais Immobilier "La Ruhl" Tél. : 88.25.44
METZ : 2-4, rue Chapelle Tél. : 75.00.11	NANTES : 9 bis, place Neuhou Tél. : 47.53.75
NANCY : 4, rue Fénéon Immobilier "Les Thiers" Tél. : 52.05.14	REIMS : 8, place Drouot d'Erion Tél. : 88.68.74

CECI EST UNE CAPSULE de MICRO ELECTRET

Pour la protection, etc.



Poids 0,3 g - Ø 5 mm
Omnidirectionnel - Basse impédance - Alimentation 2 à 10 V - Bande passante 20 à 12.000 Hz - 49,30 F.H.T.

RADIO MJ

19, rue Claude-Bernard
75005 PARIS - Tél. 336-01-40

vous êtes BACHELIER

vous souhaitez vous orienter vers la GESTION D'ENTREPRISE

ipag

Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion
Etablissement privé d'enseignement technologique
supérieur reconnu par l'Etat (association loi 1901).

vous proposez une FORMATION EN 3 ANS alternant

Stages en Entreprise et à l'Etranger - Etudes à l'Institut
avec expérimentation active des techniques de gestion grâce à un corps
professoral issu de l'Entreprise et un matériel didactique moderne
(terminal d'ordinateur, magnétoscope, laboratoires de langues).

LES INSCRIPTIONS SONT PRISES JUSQU'AU 25 SEPTEMBRE 77
Information ou inscription à l'IPAG 184, Bd St Germain 75006 Paris
Téléphone 222.06.55

Affichez votre entreprise.

forum

Présenter votre entreprise, vos produits, chaque jour, dans une ville différente, avec une exposition montée une fois pour toutes. C'est nécessairement recourir au train Forum. Composé de voitures spécialement aménagées, le train Forum, circulant de nuit, accueille le jour, aux étapes de votre choix, tous ceux qu'il faut rencontrer, informer, convaincre.

FRANCE RAIL PUBLICITE - 58, AVENUE DE LA GRANDE ARMEE - PARIS 75017
TEL : 758.15.15

EUROPE

Espagne

L'installation du président de la Généralité catalane

(Suite de la première page.)

La prospérité de la Catalogne et l'unité de l'Espagne sont les deux souhaits sans cesse formulés, et sans cesse associés en vue d'apaiser les inquiétudes.

Le deuxième acte avait pour cadre le palais de la Généralité, dans le vieux Barcelone. Bâti au quatorzième siècle, le moins dans le style moderne, le palais a les centres, les gargouilles, les ciselures du plus pur gothique flamboyant. Un patio des orangiers, une galerie solennelle, un salon baptisé du nom du saint catalan Jordi et un balcon plusieurs fois historique : c'est là, en effet, que Macia a proclamé, en 1931, la république catalane. Bien des proclamations y ont été faites par la suite, pendant les années rouges et noires de la guerre civile. Quand M. Josep Tarradellas y est apparu, dimanche, il était solennellement et stratégiquement attendu. A ses côtés avaient pris place les chefs des partis politiques aux élections du 15 juin, qui ont négocié avec lui l'autonomie, et qui figurent le futur « conseil catalan » — l'autogouvernement des quatre provinces : MM. Joan Raventós, du parti socialiste de Catalogne, Lopez Raimundo, du parti socialiste unifié (communiste), Jordi Pujol et Trias Fargas du Pacte démocratique, Carlos Sentís, de l'Union du centre démocratique.

« Volam l'estatut ! » (nous voulons le statut) a-t-il crié la foule, signifiant par là qu'elle voulait un statut définitif d'autonomie. « Moi aussi ! », a répondu M. Tarradellas. Sage réplique. Puis il a ajouté : « Vous voyez, le suis-je ? ». Il avait de quoi, en effet, être orgueilleux, lui qui avait dit, dans un mouvement qu'on pourrait dire gaullien, s'il n'avait été celui de l'Espagne : « Je reviendrai en Catalogne comme président, ou je ne reviendrai pas ! ».

Ce lundi, les solennités recommencent. Le chef du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez, assistera à l'entrée en fonctions du président de la Généralité. Pendant que deux heures encore, Barcelone se hâtera de draperies jaunes et rouges (quatre traits rouges sur fond jaune), de slogans peints par les partis — souvent d'extrême gauche, — qui réclament une Généralité « au service du peuple ». Finis les cortèges formés par les « garçons d'assommoir » en espadrilles et hauts-de-forme, qui donnaient un tour postique aux festivités de l'autonomie retrouvée, les problèmes vont commencer.

De quoi la Généralité sera-t-elle faite ? C'est la question que chacun, au sein des partis, se pose.

● Dans l'interview de M. Santiago Carrillo, le Monde du 22 octobre, il fallait lire, à propos de la citation du dirigeant socialiste Julian Besteiro, que « le danger fasciste était un bruit de fusil qui effrayait les peureux » et non « un produit de rite », comme une erreur de transcription nous l'a fait écrire. D'autre part, M. Carrillo a dit que si les partis étaient des copies de la société « ils se ressembleraient tous » et non « ils se rassemblaient tous ».

Sans doute les Catalans auront-ils un jour un « gouvernement de concentration » — le premier d'Europe, disent les communistes, — formé de ministres venus de tous les horizons politiques, mais M. Tarradellas — ce n'est pas un mystère pour personne — ne semble pas pressé de le constituer. Il a déjà laissé entendre qu'il était inutile de nommer un « conseil » tant que la Généralité serait dépourvue de compétences.

Il est probable que le président s'efforcera de désigner en premier lieu les quinze membres catalans de la commission mixte formée avec l'administration, qui étudiera le transfert des responsabilités de Madrid à la Catalogne. Il aura, en effet, toute liberté pour nommer des personnes de son choix, alors qu'il est, pour la constitution de son cabinet, par les accords passés à la veille du rétablissement de la Généralité, qu'il oblige à appeler comme ministres les chefs des principaux partis.

Et le Parlement catalan ? On ne s'attend guère, à Barcelone, à ce que l'Assemblée des parlementaires catalans se réunisse comme elle l'a fait après le 15 juin pour réclamer la Généralité. Le contrôle parlementaire sur l'activité présidentielle, tel qu'il a été prévu, risque donc de rester théorique au moins pendant quelque temps. Certains dirigeants politiques pensent, en effet, que M. Tarradellas va beaucoup manœuvrer et tenter de diviser les forces politiques « qui sont restées unies pendant trois mois, mais qui vont bientôt retrouver leur ancien cloisonnement entre droite et gauche, et même à l'intérieur de la gauche. » Nous allons connaître des jours difficiles, nous a-t-il dit un dirigeant nationaliste. Il n'est pas exclu que nous soyons obligés d'envoyer nos militaires manifester sur la place San Jaume (où se trouve le palais de la Généralité) pour forcer Tarradellas à nous écouter.

CHARLES VANHECKE.

Portugal

La droite refuse un compromis

(Suite de la première page.)

De toute évidence, M. Soares entend conserver pour le P.S. la position de charnière qu'il occupe sur l'échiquier politique portugais. « Nous sommes les seuls à pouvoir dialoguer avec tout le monde. Nous avons pris la défense du P.C.F. lorsque ce parti a été attaqué dans le nord du pays et aux Açores. De même, nous avons aidé les militants du C.D.S. et du P.S.D. dans l'Alentejo », a-t-il dit. Les sociaux-démocrates veulent-ils participer au pouvoir ? « Qu'ils ne comptent pas sur nous pour les aider à atteindre leurs objectifs », a conclu le premier ministre. Il a invité les partis de l'opposition à jouer les règles du jeu constitutionnel s'ils veulent renverser le gouvernement.

Le propos a été, semble-t-il, entendu par les dirigeants du Centre démocratique et social réuni à Santarém, le dimanche 23 octobre. Ils ont décidé de réduire le délai offert au gouvernement pour commencer les discussions avec les partis « démocratiques » : le C.D.S. et le P.S.D. Si les divergences persistent, ils menacent d'avancer la date — fin novembre — qu'ils avaient fixée pour déposer au Parlement une motion de censure. Pour être approuvée, celle-ci devrait être votée aussi par les députés communistes, ce qui paraît assez improbable.

Ce harcèlement de l'opposition de droite pourrait même provoquer un rapprochement entre les socialistes et les communistes. On note d'ailleurs que la polémique entre les deux partis a baissé de ton. A Montemor, ville située au cœur de l'Alentejo, M. Soares s'est montré très prudent à l'égard du

partil communiste. Il s'est gardé d'attaquer M. Cunha.

En revanche, il a accusé certains hommes politiques de « ressembler aux dirigeants du passé ». Il n'a pas cité de noms, mais il était évident que le secrétaire général du P.S. visait MM. Carneiro et Amaral, respectivement dirigeants du P.S.D. et du C.D.S.

Les communistes paraissent également déçus de dépasser quelques semaines les partis « démocratiques ». A Évora, devant trois mille délégués des unités collectives de production, qui participaient à la deuxième rencontre nationale de la réforme agraire, M. Cunha n'a pas critiqué le P.S. Les participants ont, certes, protesté quand il a été fait référence à la loi Barreto (le ministre de l'Agriculture), qu'ils estiment « contraire à la réforme agraire », mais ce ne fut qu'un épisode. Pendant cette rencontre, qui a duré les week-ends, il y eut surtout question de problèmes d'ordre technique qui se posent au monde rural : commercialisation des produits, formation des cadres, rapports entre les ouvriers agricoles et les petits et moyens agriculteurs, salaires et contrats de travail. Il a été décidé d'augmenter de 35 % la surface cultivable : « Il faut assurer le pain à notre peuple ; pour cela, nous travaillons les samedis et les dimanches, le jour et la nuit, afin que les moissons soient un succès », lit-on dans les conclusions.

JOSÉ REBELO.

LA « CONVENTION » DE VERSAILLES

M. Raymond Barre : l'Europe est une trop forte exigence pour succomber à des modes passagères

La convention pour l'Europe, organisée par le Mouvement européen, a terminé ses travaux dimanche 23 octobre au Palais des congrès de Versailles. Plusieurs orateurs ont exprimé l'idée qu'en dépit des difficultés qu'elle traverse l'Europe est entrée à nouveau, avec l'élection du Parlement européen au suffrage universel, dans une phase créatrice.

« La mode est plutôt au désenchantement sur la scène européenne, mais l'Europe est une trop forte exigence pour succomber à des modes passagères », a-t-il dit. M. Raymond Barre a dit, dimanche 23 octobre, devant la convention pour l'Europe réunie au Palais des congrès de Versailles, ce que les militants du Mouvement européen et leurs délégués voulaient entendre. Mais le premier ministre n'a pas caché la réalité des déceptions qui s'accumulent depuis quelques années, et il a exprimé son souci que les différents partenaires du Marché commun s'attachent, en temps de crise, à respecter les engagements et les disciplines de la Communauté. C'était laisser entendre que ce n'est pas une tendance naturelle pour tous. « Notre tâche première est aujourd'hui de veiller à ce que le législateur ne diversifie l'action de la Communauté et d'accueillir de nouveaux partenaires ne fasse pas perdre de vue l'essentiel ».

C'était aussi faire écho aux propos sérieux exprimés auparavant par M. Gaston Thorn, président du gouvernement de Luxembourg et ancien président du conseil européen. Faisant en revue la liste des manœuvres récentes des institutions européennes (incapacité à mettre au point un plan énergétique, à réaliser l'union économique monétaire, à accepter le vote majoritaire en renonçant à l'unanimité des États membres, etc.), M. Thorn devait ajouter : « J'en suis à me demander, avec quelques-uns, si nous ne devons pas revenir à nos sources, à la conférence de Messine qui a eu lieu en 1955, afin d'examiner la question de son ensemble ».

Entre la tribune et la salle

Mais un malaise semblait latent entre la tribune et la salle dans la perspective de l'élection, approuvée par tous, du Parlement européen au suffrage universel l'année prochaine. Présentés aimablement, mais nettement, dans le cortège des très touchants du jeune Armand Vannier-Moreau, fondateur d'un cercle d'études européennes d'étudiants (I), l'observation qu'il y avait 10 % de jeunes dans la salle et que la majorité des délégués avaient

visiblement été témoins de l'époque de Robert Schuman, ainsi que l'inquiétude exprimée sur la procédure électorale des partis ont pris tout leur sens.

Les listes de candidats pourront-elles être autre chose que des listes de personnalités membres des États-majors politiques et ayant déjà un ou plusieurs mandats ? Rien ne permet de le penser, au contraire. Le Mouvement européen pourrait-il, au moins, présenter des listes ? « Il faut prendre garde que les personnalités politiques ne quittent alors le mouvement », devait spécifier le rapporteur des travaux de la convention, Pierre Uri. Et comme un délégué interpellait la tribune : « Alors, tout ça oui, on est non ? » il lui fut répondu : « La décision a été prise de nommer une commission pour examiner la question ». Alors, à quel bon la convention, maintenant-on dans la salle, où l'on avait la sensation qu'une fois de plus la base serait écartée de cette élection. Les hommes politiques n'oseraient-ils pas dire franchement, publiquement la triste vérité ?

D'autres suggestions ont toutefois été plus nettement retenues par la convention, bien que non consignées dans sa motion finale très générale. Deux institutions européennes « qui ont réussi et qui sont trop peu connues » ont attiré l'attention : la Cour et le Comité économique et social. La compétence de la première pourrait être accrue et le second voir élargir sa représentation et éventuellement jouer un rôle consultatif nouveau auprès du Parlement européen, ont estimé les délégués. Le vote à la majorité des États membres des propositions émises par la commission a été à l'unanimité, car l'unanimité est incompatible avec l'élargissement à de nouveaux pays.

Des aides accrues et mieux coordonnées ont été réclamées pour résoudre certains problèmes secondaires ou régionaux. La préférence pour le multilatéralisme a été exprimée par rapport au bilatéralisme. Ce qui importe, c'est de ne pas fermer la construction européenne à la ligne théorique, il déclare que ce sont moins les institutions qui comptent que la volonté d'appliquer des politiques communes. Il propose des « institutions à la carte » créées à mesure que se manifeste la volonté de les faire fonctionner.

M. de Lipowski, rejoint par M. Mauroy, s'élève également contre l'illusion atlantique. « A quoi bon faire l'Europe, dit-il, si ce doit être l'Europe de la soumission et du silence ». M. Chotard (G.N.F.P.) exprime l'inquiétude que lui inspirent l'élargissement de la Communauté à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce si le volet social était réglé.

qu'on écrivait qu'il s'installait dans le vague », a-t-il ajouté.

En fin de matinée, dimanche, on croyait presque, au Palais des congrès, que « l'Europe n'est pas seulement un code de règlements douaniers, mais une démocratie vivante », comme l'avait souhaité un orateur. Il est vrai que, comme l'avait fait remarquer malicieusement M. Pierre Uri, « tout le monde était là, il ne manquait pour l'essentiel, que Michel Debré et Georges Marchais ».

Le « parti de l'Europe »

Samedi, la convention pour l'Europe avait débuté par une réunion plénière.

Outre les professions de foi européennes de tous les participants (« Il y a un parti de l'Europe en France et il est majoritaire », dit M. Daillet, approuvé par M. de Lipowski), nombre d'orateurs furent applaudis en réclamant que les collectivités locales, et en particulier les régions, participent aux institutions européennes. M. Chénou proposa la création d'un sénat européen pour assurer cette participation.

Toutes les allusions au rôle « exemplaire » de la « démocratie allemande », notamment dans son combat contre ce que M. Daillet appela l'euroterrorisme, furent également très applaudies, ainsi que l'intervention du seul observateur étranger, M. Gerhard Flaeming, du parti social démocrate de la R.F.A., qui remercia les « Européens français » pour cette manifestation de solidarité européenne.

M. Mauroy (P.S.) mit en garde contre le rôle des sociétés multinationales.

Si plusieurs orateurs soulignèrent l'importance du conseil européen (réunion régulière « au sommet » des Neuf), M. de Lipowski soulève des protestations lorsqu'il déclare qu'il « faut en finir avec les querelles théologiques, dans la mesure où toute dérivation comme nœud par une confédération, ce qui importe, c'est de ne pas fermer la construction européenne à la ligne théologique », il déclare que ce sont moins les institutions qui comptent que la volonté d'appliquer des politiques communes. Il propose des « institutions à la carte » créées à mesure que se manifeste la volonté de les faire fonctionner.

M. de Lipowski, rejoint par M. Mauroy, s'élève également contre l'illusion atlantique. « A quoi bon faire l'Europe, dit-il, si ce doit être l'Europe de la soumission et du silence ». M. Chotard (G.N.F.P.) exprime l'inquiétude que lui inspirent l'élargissement de la Communauté à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce si le volet social était réglé.

JACQUELINE GRAPIN
et MAURICE DELARUE.

(1) CES - IDRAC, 2, rue Turbigo, 75001 Paris.

République d'Irlande

Des organisations bretonnes, corses et catalanes envoient des messages de soutien au congrès du Sinn Féin provisoire

De notre correspondant :

Dublin. — Au congrès annuel de l'île provisoire du Sinn Féin, l'organisation politique des « provos », qui s'est déroulée pendant le week-end dans la capitale, l'ancien chef d'état-major de l'I.R.A. provisoire, M. Dáirí Ó'Connell, a déclaré que « la lutte » continuera en Irlande du Nord. L'organisation extrémiste paraît toutefois en difficulté. Les actes terroristes qu'elle a perpétrés ces derniers temps, en particulier l'assassinat, il y a deux semaines, d'une jeune femme protestante de vingt-quatre ans, membre de l'I.D.R. — la police suppléante d'Ulster — a provoqué l'indignation. Les succès que remporte la police d'Irlande du Nord, dans la recherche des auteurs des attentats, semblent confirmer que les deux communautés de la province, fatiguées de ces violences sans fin, sont désormais prêtes à donner des enseignements aux forces de l'ordre sur les activités des organisations paramilitaires.

Près de deux mille personnes des deux côtés de la frontière — parmi lesquelles nombre de petits commerçants et d'agriculteurs — ont assisté au congrès du Sinn Féin provisoire. De nombreux télégrammes de soutien ont été adressés par d'autres organisations nationalistes européennes, notamment celles de Corse, de Bretagne et de Catalogne. Présente par le Breton nationaliste,

M. Yann Goulet, installé en Irlande depuis des années, un portrait de l'ancienne vice-présidente du Sinn Féin, Maire « Jumm, assassinée à Belfast voilà un an, a été dévoilé. Dans son discours, le président de l'organisation, M. Ruairí Ó'Bradaigh, a violemment attaqué l'« impérialisme britannique » et lancé un appel pour que le pays se retire de la Communauté européenne. Selon M. Ó'Bradaigh, le Sinn Féin provisoire présentera des candidats aux élections au Parlement européen, l'année prochaine, afin d'« exprimer le rejet massif du système (européen) par le Nord et le Sud de l'île ».

M. Ó'Bradaigh a aussi dénoncé le mouvement des femmes pour la paix, animé en Ulster par Mmes Mairead Corrigan et Betty Williams, qu'il a accusées d'être un « instrument de la politique britannique en Irlande ».

M. Ó'Bradaigh s'est ensuite félicité des propos tenus par le président Carter concernant l'aide financière américaine à l'Ulster. « Ces propos ont contribué à internationaliser notre lutte (...) Mais nous devons nous méfier de toute tentative du gouvernement britannique visant à combler la prétendue absence de pouvoir en Irlande, après que la Grande-Bretagne aura été forcée par la lutte populaire de se retirer », a précisé M. Ó'Bradaigh.

JOE MULHOLLAND.

Albanie

● UNE DELEGATION CHINOISE conduite par M. Tan Tien-tung, vice-ministre de l'Industrie légère, est arrivée à Tirana le 21 octobre pour examiner les problèmes de coopération scientifique et technologique. Une semaine auparavant, M. Chu Fushiang, directeur des télécommunications, était arrivé au même lieu. Ce sont les premiers signes de dégel entre les deux pays depuis les vives critiques exprimées en juillet dernier à Tirana sur la politique chinoise à l'égard du tiers-monde. — (Reuters).

Belgique

● SEPT A HUIT MILLE FLAMANDS — quinze mille, disent les organisateurs — ont manifesté aux portes de Bruxelles le dimanche 23 octobre contre le « pacte d'Egmont » signé en mai entre les représentants de la majorité. Ce pacte prévoit le droit d'inscription administrative à Bruxelles pour les francophones de certaines localités unilingues flamandes de la périphérie. Le mouvement flamand s'oppose à cette formule, qui, estime-t-il, « fait des francophones des citoyens privilégiés ». — (Correspondance).

Espagne

● M. ADOLFO SUAREZ, chef du gouvernement, se rendra à Bonn en visite officielle les 2 et 4 novembre, annonce-t-on à Madrid. — (A.F.P.).

Panama

● UNE FORTE MAJORITÉ DE PANAMÉENS s'est prononcée en faveur du nouveau traité sur le canal, indiquent les

premiers résultats officiels du référendum qui s'est déroulé dimanche 23 octobre. La quasi-totalité des bulletins de vote devait être dépouillée lundi, mais les résultats officiels ne seront annoncés que jeudi prochain. — (A.F.P.).

Pakistan

● L'ANCIEN PREMIER MINISTRE, M. BHUTTO, pour avoir refusé de démissionner, a été démis de ses fonctions le 22 octobre, devant la Cour suprême où il comparait pour la première fois. L'insurrection de la loi martiale a été contestée la légalité de son arrestation. — (A.F.P.).

Sri-Lanka

● LE PARLEMENT a abrogé vendredi 21 octobre les dispositions législatives autorisant le gouvernement à arrêter et à maintenir en détention sans jugement les personnes suspectes d'avoir participé aux troubles de 1971, ainsi que les auteurs d'infractions au contrôle des changes. Le premier ministre a précisé qu'il envisageait d'accorder l'amnistie aux personnes encore en prison après avoir été condamnées en vertu des lois abrogées le 21 octobre. — (A.F.P.).

Suisse

● UN MILLIER DE PERSONNES ont manifesté, dimanche 22 octobre, à Montreux, contre la tenue dans cette ville d'un symposium sur la coopération économique entre l'Europe et l'Amérique latine. Les manifestants avaient répondu à l'appel du parti socialiste et de plusieurs organisations de gauche de Suisse romande, estimant que cette réunion constituait une caution aux

dictatures d'Amérique latine, et entendaient en particulier protester contre la venue sur les bords du Léman du ministre chilien des finances, de deux ministres brésiliens et du ministre argentin de l'économie. Rappelant que 48 % du total des investissements suisses dans le tiers-monde se trouvent en Argentine, au Brésil et au Mexique, les adversaires du symposium ont reproché à de hautes personnalités politiques et économiques helvétiques de participer à une telle réunion. (Corresp.).

Union soviétique

● LA PLUPART DES JOURNAUX SOVIÉTIQUES ont publié une dépêche de l'agence Tass reprenant des extraits de l'interview accordée par M. Teng Hsiao-ping à M. Roussel, P.-D.G. de l'A.F.P., et au cours de laquelle le dirigeant chinois avait évoqué les relations des partis « eurocommunistes » avec Moscou. (Le Monde du 22 octobre, dernière édition.) L'agence Tass écrit : « Cette interview est significative. Elle confirme une fois de plus que les dirigeants chinois ont l'intention de poursuivre la politique de division du mouvement communiste et ouvrier international, et de torpiller la politique de détente. Ils s'emploient à construire un front de lutte contre l'Union soviétique et les autres pays socialistes. » — (Corresp.).

Yougoslavie

● L'AGENCE TANYOUG a publié, samedi 22 octobre, le message de condoléances que le président Tito a envoyé pour la mort de M. Hruschov. Le télégramme envoyé à

M. Hruschov, chef de l'Etat tchécoslovaque, est ainsi rédigé : « Ma femme et moi vous exprimons, ainsi qu'à votre famille, nos condoléances les plus sincères. » Alors que les rumeurs se répandaient à propos de la disparition de la vie publique de Mme Broz-Tito, l'épouse du président yougoslave est donc mentionnée pour la deuxième fois en trois semaines dans un document officiel. — (A.F.P.).

● MM. ROBERT PONTILLON ET MICHEL THIAUVIN, respectivement secrétaire national et membre du comité directeur du parti socialiste français, sont arrivés dimanche 23 octobre à Belgrade pour une brève visite d'information. Ils rencontreront des responsables de la Ligue des communistes yougoslaves, ainsi que des chefs de délégations occidentales à la conférence de Belgrade. — (A.F.P.).

Zaire

● LA SERIE DE CONSULTATIONS ELECTORALES organisées pendant trois semaines au Zaïre s'est achevée dimanche 23 octobre par la désignation au suffrage universel direct de dix-huit des trente membres du bureau politique du Mouvement populaire de la révolution, parti unique. — (A.F.P.).

● Mme ANTOINETTE MO-BUTU, épouse du chef de l'Etat zaïrois, est morte samedi 23 octobre à Genève d'une maladie cardiaque, dont les premières atteintes s'étaient manifestées en 1974, lors d'un voyage aux Etats-Unis. Un deuil national d'un mois a été décrété à Kinshasa. Les obsèques seront célébrées le mardi 25 octobre. — (A.F.P., Reuters).

LE POUVOIR ET LES CONTESTATAIRES DANS LES PAYS DE L'EST

En U.R.S.S.

Les défenseurs des droits et des libertés civiles poursuivent leur action malgré les mesures prises par les autorités

De toute évidence, les autorités soviétiques sous-estiment que les célébrations du cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre aient lieu en l'absence de tous les défenseurs des droits et libertés civiles ou de la dignité humaine, comme de ceux qui, simplement, souhaitent quitter le pays, qu'ils soient juifs ou non. M. Andropov, qui dirige le Comité de la sécurité d'Etat, plus connu sous le sigle de K.G.B., avait annoncé récemment que personne ne saurait s'opposer impunément au pouvoir et que « le nombre de dissidents diminue de

plus en plus ». Il est vrai que ses services font le nécessaire en utilisant des méthodes multiples qui vont du simple harcèlement à l'interdiction psychiatrique abusive, au camp de travail, à la répression. Ils cherchent particulièrement à obliger à quitter l'U.R.S.S. ceux qui veulent y rester et s'acharment souvent sur ceux qui veulent partir en les obligeant à rester, privés de travail, donc sans ressources, et ainsi menacés de condamnation pour parasitisme. Plusieurs cas ont été mentionnés ces derniers temps.

Ainsi, le mercredi 19 octobre, l'académicien André Sakharov, l'ancien général Piotr Grigorenko, le mathématicien Naum Neiman et l'avocat Sofia Kallistrava ont demandé à l'Association mondiale de psychiatrie et à Amnesty International de prendre la défense de deux personnes.

Il s'agit d'Alexandre Podrabinek, un ambulancier de vingt-trois ans, membre du Groupe d'études sur les abus de la psychiatrie en U.R.S.S., auteur d'un long rapport parvenu en Occident, qui sous le titre *Médecine punitive* détaille des cas précis d'internements de personnes saines d'esprit dans des hôpitaux ou prisons psychiatriques. Ces dernières semaines il a été interpellé à plusieurs reprises par le K.G.B. pour interrogatoire et son appartement perquisitionné plusieurs fois. Lors de la dernière perquisition la police a

même « trouvé » des munitions dans sa chambre. Ce genre de « trouvailles » est un tel harcèlement précoce en général une arrestation, suivie d'une inculpation pour un délit de droit commun si l'intéressé ne se dépêche pas de demander un visa d'émigration.

Le deuxième cas est celui de M. Jossif Terelila, qui a déjà purgé une peine de quinze ans de prison, de camp et d'hôpitaux psychiatriques. Libéré en mars dernier, il a été interné à nouveau un mois plus tard dans une prison psychiatrique, sans aucun jugement. Comme nous l'expliquait le psychiatre géorgien Papiachvili, il suffit d'établir une fois le diagnostic de « schizophrénie torpide » pour pouvoir ensuite interner l'intéressé, sans autre forme de procès, à chaque fois qu'on l'estime nécessaire.

Le cas Naum Neiman

L'un des signataires de cet appel à l'aide est le mathématicien juif soviétique Naum Neiman. Le professeur Laurent Schwartz vient d'attirer notre attention sur le cas de ce « membre important » du Comité de surveillance de l'application en U.R.S.S. des accords d'Helsinki.

Rappelant que le visa d'émigration pour Israël avait été refusé à M. Neiman, M. Schwartz précise : « Pendant la semaine du mois d'octobre où la nouvelle Constitution soviétique a été promulguée, il a été, comme beaucoup d'autres, en résidence surveillée à son domicile, ne pouvant même pas se procurer d'articles à l'étranger. Ensuite, il s'est vu refuser l'accès à la polytechnique spécialisée de l'Académie des sciences où il avait coutume d'aller depuis plus de trente ans (ilgé de soixante-six ans, il a eu autrefois une tuberculose qui lui a laissé de nombreuses séquelles pulmonaires). C'est un mathématicien qui a fait de nombreux et importants travaux sur les fonc-

tions analytiques et sur les problèmes extrémaux relatifs aux polynômes et sur les applications des mathématiques à la physique théorique. Le dernier de ses travaux date de moins d'un an. Un comité international de scientifiques vient de se constituer pour sa défense (...).

Quant à M. Sakharov, pilier de la défense des droits de l'homme en U.R.S.S., il a dû, à son grand regret, décliner l'invitation qui vient de lui adresser M. George Meany, président de la centrale syndicale américaine A.F.L.-C.I.O., d'assister au congrès annuel de cette organisation. Il a dit qu'il « ne serait pas raisonnable de supposer que les autorités soviétiques lui permettraient de se rendre aux Etats-Unis ». M. Meany a invité aussi Mme Nadzda Mandelstam, la veuve du poète, M. Podrabinek, l'académicien Anstol Martchenko, M. Vladimir Borissov et un militant des droits de l'homme, M. Valentin Ivanov.

La prison ou l'exil

Le K.G.B. ne désigne pas non plus le chantage : ainsi, Mme Tatiana Khodorovitch, l'un des fondateurs, en 1968, du groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme, dont le Comité du même nom fondé par M. Sakharov a pris la suite, a été mise en demeure de choisir entre une demande d'émigration et la prison. De guerre lasse, elle a choisi l'exil.

« Je refuse de vivre dans un pays dont je ne puis accepter la Constitution, et elle explique : j'ai cinquante-cinq ans, je suis fatiguée de lutter, je suis fatiguée de me battre. Elle souhaiterait pouvoir s'établir avec quatre membres de sa famille aux Etats-Unis.

Mme Khodorovitch était aussi l'un des trois gestionnaires du Fonds créé par Alexandre Soljenitsyne pour venir en aide aux prisonniers et à

leurs familles. Ce Fonds, institué en 1974 et alimenté des droits d'auteur de l'académicien, a permis la distribution de 270 000 roubles (1 rouble vaut 8,50 francs environ) jusqu'au moment où son premier administrateur, M. Alexandre Guinzbourg, fut arrêté le 3 février dernier et inculpé d'agitation et de propagande antisoviétique. Que sont devenus les deux autres gestionnaires du Fonds ? L'astronome Kronik Loubarski vient de quitter l'U.R.S.S., tandis que Mme Melva Landa a été condamnée récemment à deux ans de déportation en Sibérie pour « destruction de bien public » après un curieux incendie dans son logement. Selon Mme Khodorovitch, le Fonds pourra fonctionner provisoirement sans administrateur, mais, après, il faudra bien que quelqu'un accepte d'en prendre publiquement la responsabilité pour qu'il ne perde pas

toute chance d'avoir un jour une existence légale.

Dans l'ensemble, la relève est assurée : l'académicien Georges Vladimov a pris la présidence de la section soviétique d'Amnesty International, succédant à Valentin Tourchine, qui vient d'émigrer. D'autre part, l'ancien général Piotr Grigorenko et l'académicien Iulii Vladimirov ont décidé publiquement avec dix autres personnes qu'ils entreraient dans le comité de surveillance de l'application en U.R.S.S. des accords d'Helsinki, décliné par les emprisonnements et l'émigration depuis un an. Les nouveaux adhérents se plaignent que l'Occident refuse de mentionner des cas individuels de persécution à la conférence de Belgrade et rappellent les cas d'Anstol Chicharenko, arrêté en mars, et ceux de Mikola Roudenko (1), Aleksa Tikhv et d'autres, déjà lourdement condamnés.

Ils annoncent aussi que des représentants de la secte baptiste des pentecôtistes poursuivent leur grève de la faim commencée le 4 octobre à Nahodka (Extrême-Orient) pour appuyer leur demande d'émigration motivée par le fait qu'on les empêche de pratiquer leur foi. Enfin, à la demande d'Alexandre Soljenitsyne, M. James Jefford, représentant républicain du Vermont où réside l'académicien, a demandé dans une lettre à ses collègues du Congrès de signer, en faveur des dissidents soviétiques, une pétition, qui sera remise au président Carter.

AMBER BOUSOGLOU.

(1) Dans une lettre parvenue à ses amis, l'académicien, il annonce que le K.G.B. ne cesse de faire pression sur lui pour qu'il renie sa participation au groupe ukrainien de surveillance des accords d'Helsinki ; on lui amène même ses fils qui lui demandent de céder.

jsf

NOUVELLE BROCHURE 77

CHINE

Voyage en Chine Populaire du 17 au 31/12/77 Canton Shanghai Pékin

6900 F

VOLS SPECIAUX A R :

• TUNIS 780 F • AGADIR 900 F

• ALGER 900 F • MARSEILLE 1000 F

• LE CAIRE 1.200 F • NEWYORK 1.500 F

• TEHERAN 1.250 F • BOMBAY 2.100 F

• BANGKOK 2.250 F • RIO 3.470 F

* sans escale obligatoire

Documentation et inscriptions à :

jeunes sans frontière

75002 PARIS - 7, rue de la Banque 261.83.21

75008 PARIS - 4, rue Montsouris le Prince 323.36.35

En Pologne

Seuls des moyens politiques peuvent résoudre la crise de la société

Un « mouvement démocratique » a été créé le jeudi 20 octobre, à Varsovie, pour ouvrir au « rétablissement » de la « souveraineté » et de la « démocratie » en Pologne. Le jeune historien Adam Michnik, qui en est l'un des fondateurs, nous donne son évaluation de la situation dans son pays.

En juillet, c'est le bon sens d'Edward Giersek et de ses collaborateurs les plus proches qui a pris le dessus malgré la campagne de propagande et l'action politique irresponsable des membres aux mois de mai et de juin par des éléments rétrogrades du parti ouvrier unifié. Mais la simple bon sens ne signifie pas pour Edward Giersek qu'il ne faut pas une révolution, Edward Giersek n'est pas un Alexandre Dubcek polonais. Il voudrait mieux établir un parallèle avec l'Espagne. Edward Giersek pense qu'il ne serait-ce que dans une faible mesure, les Suèves polonais ? Peut-il dépasser les méthodes primitives du bâton et de la carotte ? Est-il capable de décider dans un vaste mouvement social autre chose que « l'action d'un petit groupe d'académiciens professionnels » ? La menace d'opérations incontrôlées est un facteur qui bloque complètement les possibilités de changement à long terme dans l'économie nationale. Giersek est-il capable, comme Suarez de concevoir que la seule voie sensée — non seulement pour l'opposition, mais aussi pour les autorités — est celle des réformes pour institutionnaliser la pression sociale ?

La réponse n'est pas simple. Pourtant, c'est seulement à la suite de tels changements qu'un compromis social et une stabilisation élémentaire de la vie publique seront possibles ; mais de tels changements ne dépendent pas uniquement — ni même principalement — de l'action des dirigeants du parti. Ils dépendent avant tout de l'importance et de l'activité du mouvement d'opposition démocratique, de la force et de la légitimité de la pression de l'opinion publique indépendante. Les changements éventuels — tout comme les concessions dont nous avons été témoins cette année — ne seront pas le résultat des décisions venues d'en haut, mais le résultat — peut-être pas immédiat — d'une pression sociale venue de la base.

Giersek sera-t-il le Suarez polonais ?

En Pologne, le dégel a une nature assez particulière. Il sera totalement différent de celui qui eut lieu en 1956 en U.R.S.S., en Pologne et en Hongrie, comme du printemps de Prague. L'origine du dégel, on ne trouvera pas une fraction libérale du parti, mais la pression incessante du mouvement démocratique d'une société aspirant à des changements. Ce sera, peut-être, un dégel lié à un « regel » momentané. (...) Bien entendu tous ceux qui ont participé au mouvement démocratique risquent répression et tracasseries (dont l'étendue dépendra de l'attitude rigide des amis de la Pologne dans les autres pays), mais aucune censure ne pourra arrêter le large torrent des voix polonaises non censurées. Les réformes éventuelles peuvent être la résultante de deux processus parallèles : d'un « serrage de vis » officiel et du large torrent de la vie intellectuelle et institutionnelle s'échappant hors du cadre officiel.

Ce vaste mouvement est parfois appelé le mouvement des « dissidents ». C'est une définition erronée : il ne s'agit pas d'apostasie de l'Eglise dirigeante, mais simplement d'hommes qui professent un autre système de valeurs. Il ne s'agit pas non plus d'un mouvement d'opposition dans le sens traditionnel du terme, car ses participants ne cherchent pas à prendre le pouvoir. Ils défendent les droits civiques et les droits de l'homme et veulent l'extension du domaine des libertés démocratiques. Le mouvement ne réclame pas l'acquit du pouvoir pour entreprendre des institutions nouvelles, mais il les crée. Il ne se place plus face au pouvoir, mais face à la société. Le KOR (d'abord comité de défense des ouvriers, puis comité d'autodéfense sociale) donne un exemple de ce genre d'action. Le comité de solidarité des étudiants (S.K.S.), créé par une action spontanée de la jeunesse étudiante au mois de mai, et qui ainsi a brisé le monopole de l'unique organisation officielle (S.Z.P.S. : association des étudiants) dans les universités, en est un autre exemple. De même que les revues éditées malgré la censure, dont les plus connues sont le trimestriel *Zapys* qui regroupe des écrivains les plus éminents ou le mensuel *Bulletin d'information*, sorte de chronique des événements qui stigmatisent les répressions et démasque les mensonges de la propagande officielle (...).

On parle parfois de l'ensemble de ces activités en se servant du terme « mouvement d'autogestion démocratique », parce que les actions relevant de l'autogestion ont été le meilleur moyen de pression contre la pression étouffante du pouvoir. L'autogestion est une méthode d'action et une définition des buts politiques de ce mouvement qui, au concept d'un Etat totalitaire, oppose la vision d'une société fondée sur le principe de l'autogestion. Mais le tableau opposant à un appareil monolithique du pouvoir un camp unifié de la résistance à l'autogestion serait erroné. Bien au contraire, un pouvoir hétérogène et intérieurement divisé coexiste avec un mouvement de résistance sociale profondément différencié.

Le rôle de l'Eglise catholique

Il faut souligner le rôle de l'Eglise catholique, qui, grâce à l'attitude de ses dirigeants — dont l'action est concentrée sur la défense de la religion, des droits de l'homme et le maintien des traditions d'indépendance — est une autorité pour presque tous les citoyens, indépendamment de leur confession. Et aussi le rôle de ceux qui agissent dans le cadre des milieux de l'intelligentsia catholique, groupés autour des clubs de l'intelligentsia catholique et des deux revues (*Tygodnik Powszechny* et *Wiesz*).

Il existe aussi d'autres tendances ouvertement oppositionnelles, devenues actives ces derniers temps, qui sont fondamentalement différentes du KOR. Le mouvement d'autogestion démocratique n'est donc qu'un des éléments de cette riche mosaïque. Mais il est tellement constant et réel dans la vie politique polonaise que plus personne ne peut l'ignorer ou le liquider.

Jusqu'à présent, la politique des autorités à l'égard de ce mouvement a été une succession de rafles policières et de modération réaliste. Quelle forme prendra-t-elle maintenant ? Pendant un certain temps, les autorités peuvent utiliser leurs méthodes habituelles et, comme ce fut le cas pour le KOR, ignorer les faits et exercer une répression ne dépassant pas certaines limites. Cela ne réglera rien. Le mouvement se développera toujours par la force de sa propre dynamique. Chaque

tentative de liquider ce mouvement par des méthodes policières et administratives ne serait qu'une preuve pitoyable de manque de réalisme, elle ne pourra que créer un nouveau foyer d'incendie.

Les limites des concessions du pouvoir

Une telle tentative semble d'ailleurs assez peu probable. Les participants au groupe d'autogestion démocratique repoussent systématiquement toute activité clandestine. Leur démarche est publique et parfaitement connue des autorités qui ont adopté une attitude de tolérance modérée et pris le parti de renoncer à des poursuites pénales. L'équipe de Giersek, limitée par la dramatique situation économique et par le souvenir du mécanisme de la défaite de Gomulka, tente d'atténuer les tensions sociales. En témoignent, entre autres exemples, le programme ambitieux de construction de logements qui va au devant des besoins réels de la société. Mais on ne parviendra pas à résoudre la crise actuelle par des moyens économiques. Il faut recourir à des moyens politiques.

Le pouvoir ne pourra prétendre à la confiance condition indispensable à l'accroissement de la rentabilité du travail par exemple — qu'en instaurant un dialogue authentique avec la population. Pour qu'un tel dialogue soit possible, il faut que le climat politique soit complètement modifié et les réformes nécessaires entreprises (...).

Les concessions du pouvoir sont vraisemblables, mais elles ne peuvent qu'être fort limitées. Ce qui restera d'autant le geste sur lequel pourra s'exercer la pression de l'opinion publique indépendante. Ce, est dû à la situation géopolitique du pays. Personne n'est assez fou pour croire que la Pologne doit tenir compte de son appartenance au Pacte de Varsovie et de la présence de l'armée soviétique entre l'Oder et le Bug.

La politique de pondération réaliste et de réformes intérieures doit donc être en corrélation avec la politique de détente dans les relations internationales. A l'inverse, une politique de répression brutale et d'attaques contre l'opposition démocratique constituerait une tentative d'attaquer la ligne de modération pragmatique d'Edward Giersek comme la politique de détente. Il en résulte des conséquences déterminées pour l'opinion publique européenne et américaine. La politique de détente consiste à tenir compte des données réelles de la vie politique : l'existence de gouvernements communistes en Europe de l'Est, mais aussi celle de mouvements de plus en plus puissants pour la défense des droits de l'homme dans ces pays. Les gouvernements occidentaux ont reconnu la première de ces données, il leur reste à tenir compte aussi de la seconde.

Le problème du respect des droits de l'homme, dit parfois la propagande officielle, est l'affaire intérieure de chaque pays et toute ingérence en la matière porte atteinte à la souveraineté dudit pays. Ce n'est pas vrai. Les accords d'Helsinki ont rendu ce problème international comme jadis l'accord pour l'abolition de l'esclavage. Quelqu'un ignore ce fait, trahit non seulement la démocratie européenne, mais aussi la politique de détente. Parce que la violation continue des droits de l'homme en Europe de l'Est n'est possible que comme graine à une nouvelle guerre froide.

ADAM MICHIK.

Provoquez un tête à tête avec votre réseau.

Avec le train-exposition Forum, votre « staff » commercial — logé à bord — se porte chaque jour à la rencontre de ses principaux partenaires, force de vente, réseau de distribution, prospects. Pour démontrer la qualité de votre entreprise. Imposer son image. Lancer vos produits et conclure de nouveaux marchés.

forum

FRANCE RAIL PUBLICITE - 58, AVENUE DE LA GRANDE ARMEE - PARIS 75017
TEL : 758.15.15

سكس ان الشح

PROCHE-ORIENT

Israël

APRÈS LE RALLIEMENT DU DASH

M. Yguël Yadin devient vice-premier ministre dans le gouvernement Begin

Après le ralliement du parti Dash à la coalition gouvernementale israélienne, M. Yguël Yadin, ancien ministre de l'Intérieur, a été nommé vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur. Cette nomination a été annoncée dimanche 23, par la radio israélienne, du

député Amnon Rubinstein, qui abandonne le groupe parlementaire mais non le parti. M. Rubinstein a expliqué sa décision en déclarant qu'il n'avait pu jusqu'à présent obtenir le texte des accords intervenus entre le chef du parti, M. Yadin, et le Likoud. « Il y a là, a-t-il dit, une atteinte fondamentale aux principes d'un parti démocratique ».

De notre correspondant

Jérusalem. — Le parti pour la démocratie et le changement (DASH) a désigné, dans la nuit du 23 au 24 octobre, ses quatre représentants au gouvernement. Le professeur Yguël Yadin, ancien ministre de l'Intérieur, sera vice-premier ministre et assurera l'intégrité du chef du gouvernement en cas d'absence de ce dernier et en « toutes autres circonstances » ; M. Israël Katz, sociologue, sera ministre du bien-être social et du travail ; M. Shmouel Tamir, avocat, prendra le portefeuille de la justice, et M. Meïr Amir, ancien général et dirigeant d'industrie, celui des transports et des télécommunications.

Des personnalités venues de divers horizons politiques et de femmes occupant d'importantes fonctions dans la vie nationale se sont jointes au Dash. M. Meïr Amir (transports et communications) vient du parti travailliste et il a été le P.-D.G. du complexe industriel de la centrale syndicale El Hadrouk, le Koor, qui à l'échelle israélienne, est un ensemble gigantesque. Il a été, pendant la guerre de 1967, général commandant le deuxième bureau à l'état-major, puis chef du service secret Mossad.

M. Tamir (justice), brillant

avocat, est un politicien dans toute l'acceptation du terme. Ancien compagnon du chef du gouvernement dans les rangs de l'organisation militaire clandestine l'Irgoun, il a suivi dans le cas d'absence de ce dernier et en « toutes autres circonstances » ; M. Israël Katz, sociologue, sera ministre du bien-être social et du travail ; M. Shmouel Tamir, avocat, prendra le portefeuille de la justice, et M. Meïr Amir, ancien général et dirigeant d'industrie, celui des transports et des télécommunications.

M. Israël Katz est un grand connu classique. On ne lui connaît aucune abaisse politique, mais son action à la tête de l'administration de la Sécurité sociale, qu'il a dirigée pendant de nombreuses années, lui a valu un respect unanime. Un rapport sur les problèmes sociaux qu'il a publié en quittant l'administration lui a valu une grande popularité dans les couches déshéritées et supérieures des communautés orientales.

M. Begin présente dans l'après-midi de ce lundi son gouvernement élargi à la Knesset, qui sera invité, comme le veut la règle constitutionnelle, à adopter une motion de confiance. En plus des quatre nouveaux ministres du

Dash, le cabinet comptera également deux nouveaux ministres du Likoud, un venu du Herout et un libéral, que M. Begin a décidé de faire entrer sans leur attribuer de portefeuille dans son gouvernement, afin d'assurer « un meilleur dosage politique ». Les noms de ces deux ministres seront rendus publics ultérieurement.

Le gouvernement comptera donc dix-neuf ministres, alors que celui de M. Rabin en comptait vingt.

ANDRÉ SCENAMMA.

[Né à Jérusalem en 1917, M. Yguël Yadin fait ses études à l'université hébraïque de Jérusalem. Militant dans le mouvement de résistance contre la puissance britannique, il dirige l'école des officiers de la Hagana, organisation armée de l'Agence juive, avant de devenir à trente-sept ans chef d'état-major de l'armée israélienne. A partir de 1965, il commence une seconde carrière d'archéologue et dirige des fouilles près de la mer Morte et à Massada (1965-1966), qui lui valent une notoriété mondiale. En mai 1976, il entre dans la politique en devenant ministre de l'Intérieur, puis, en février 1977, le parti Dash.]

Liban

CONSTANT SON IMPUISSANCE À RÉGLER LE PROBLÈME DU SUD

Le gouvernement envisage de relancer le « dialogue national »

De notre correspondant

Beyrouth. — La situation est de nouveau bloquée au Sud. Les libanais se sont réunis autour des responsables, tant libanais que palestiniens, le confinement de jour en jour. Le ministre des affaires étrangères et de la défense, M. Fouad Boutros, nous a déclaré à ce sujet : « En essayant de traiter à part la question du Sud, nous sentons que nous allons à contre-courant des données objectives de la situation ».

Le gouvernement libanais, dans son extrême dénuement, n'a toutefois d'autre choix que de poursuivre des démarches diplomatiques, en recherchant d'une solution permettant la restauration, au moins théorique, de l'autorité de l'État, dans la zone frontalière. C'est ce qu'il a fait en fixant un délai limite, expirant mardi 26 octobre, pour obtenir les réponses des différentes parties concernées par ses propositions. Mais les résultats des démarches des derniers jours sont décevants, et la presse de Beyrouth prévoit maintenant l'application des accords libano-palestiniens relatifs à la zone frontalière pour le début de novembre.

Les « données objectives » de la situation auxquelles se réfère le ministre sont les suivantes, pour les différentes parties en cause :

1) Les Israéliens n'ont pas intérêt à se dessaisir de l'instrument qu'ils se sont forgé au Sud libanais, et qui leur procure de nombreux profits, d'exercer des

pressions graduées sur les plans diplomatique et militaire. Même si, après leur récent retrait, leur implantation en territoire libanais est limitée à six postes recensés par les observateurs des Nations unies, les Israéliens ont une mainmise sur la zone frontalière. Ils sont, estime-t-on à Beyrouth, responsables de la reprise des bombardements, qui a empêché le développement de l'armée libanaise et le repli palestinien. « Les Palestiniens voudraient-ils se retirer qu'ils auraient objectivement intérêt à les retenir », constate-t-on dans les milieux bien informés de la capitale libanaise.

2) Les Palestiniens paraissent avoir aujourd'hui renoncé à se retirer de la zone frontalière, tout en continuant à proclamer qu'ils sont prêts à le faire. Ils en rejettent la responsabilité sur les conservateurs chrétiens et les Israéliens, qui proposent de s'en retirer par écrit à condition du repli convenu à Chabura, le 25 juillet dernier, mais refusent catégoriquement d'opérer un retrait total du Sud.

3) Les Libanais chrétiens n'ont pas disposé à renoncer à ses enclaves au Sud, exige un repli palestinien total, unilatéral et engageant toutes les positions à la fois, sans aucune contrepartie dans le jeu de l'armée libanaise comme un renforcement de ses propres positions. Elle n'a pas voulu, dans un communiqué publié samedi 22 octobre, aller plus loin que l'affirmation de son soutien à l'État dans ses tentatives pour étendre son autorité à l'ensemble du territoire national.

4) Le mouvement national (progressiste) essaie d'utiliser la situation au Sud pour se remettre en selle, sur le plan intérieur, par l'intermédiaire de ses alliés palestiniens.

5) L'armée libanaise ne se rend pas dans la zone frontalière que les conditions lui garantissent qu'elle n'aura pas à y combattre soit réelles.

Le constat d'impasse au Sud libanais a poussé le gouvernement à envisager de revenir à un autre aspect du règlement de la crise libanaise : le dialogue national. « La priorité est donnée au Sud, mais si ce problème ne peut être réglé, il faudrait essayer d'instaurer une forme quelconque de dialogue intérieur », estime un ministre. Nul n'ignore toutefois que la situation au Sud constitue un moyen de pression pour toutes les parties de la nature à rendre le dialogue extrêmement difficile.

Le pessimisme des autorités libanaises est justifié par les obstacles auxquels continue de heurter, malgré les efforts américains, la convocation de la conférence de Genève. « On a l'impression que dans cette conférence, la plupart des parties concernées y compris les États-Unis, font une politique au-dessus de leurs moyens », constate-t-on au ministère libanais des affaires étrangères.

LUCIEN GEORGE.

AMÉRIQUES

Equateur

Le massacre de la sucrerie de Guayaquil suscite une tempête politique

De notre envoyé spécial

Guayaquil. — L'ordre règne à la sucrerie Azara. Au prix de combats de rue, c'est un mystère qui n'est pas élucidé, et qui ne le sera vraisemblablement jamais. Le bilan réel se situe sans doute entre les vingt-cinq morts recensés par le gouvernement et les cent vingt dénombrés par les dirigeants syndicaux. Ce qui est sûr, c'est que le « mardi noir » qu'on connaît les travailleurs de cette hacienda située à environ 60 kilomètres de Guayaquil souleva une tempête politique en Equateur.

Partis politiques, organisations professionnelles et ouvrières s'élevèrent la voix pour protester contre cet absurde massacre et pour réclamer la démission des ministres de l'Intérieur et du Travail. Le gouvernement a répliqué en arrêtant une demi-douzaine de leaders syndicaux qui avaient signé des communiqués de protestation, parmi eux le secrétaire général d'une des trois centrales nationales, M. Chavez.

A La Troncal, le petit village situé à 1 kilomètre de la sucrerie, l'atmosphère reste tendue. Le couvre-feu a été imposé et



l'accès à l'hacienda elle-même est hermétiquement bloqué par la police. Mais, au siège de l'association des travailleurs, les responsables se bousculent pour témoigner devant les journalistes et les versions, sans conteste, concordent.

Le drame s'est déroulé le mardi 18 octobre, en fin d'après-midi. Depuis le matin, les travailleurs avaient déclenché une grève et occupé les locaux. Ils entendaient protester contre ce qu'ils considéraient comme une violation des contrats collectifs, qui leur donnaient droit à une hausse de salaires lorsqu'augmentait le prix du sucre. Malgré deux hausses successives, la clause n'avait pas été respectée, affirmait-on. Grève légale ou illégale ? Les versions divergent. Mais ce point, somme toute, est devenu secondaire.

A la fin de l'après-midi, quelque quatre heures avant que ne débute le massacre, les travailleurs occupant les lieux, étaient venus s'ajouter les enfants et les épouses apportant les repas.

États-Unis

M. Carter a reçu de nombreuses doléances au cours de sa tournée dans plusieurs États

Washington (A.F.P.). — Le président Carter a fait les 21 et 22 octobre une tournée au Middle-West et à l'est des États-Unis. Il a reçu un accueil plutôt froid, qui marque un mécontentement certain à l'égard de sa administration.

Dans les États de la « ceinture agricole », on lui a reproché de ne pas avoir tenu ses promesses de candidat. Selon un sondage, la popularité de M. Carter a récemment baissé de 29 % dans l'Iowa. Cette déclinisme s'explique surtout par le fait que les revenus des agriculteurs ont été considérablement érodés cette année par une baisse spectaculaire des cours alors qu'une récolte record de céréales a été enregistrée.

A Detroit, capitale de l'automobile, des chômeurs ont rappelé au président, en termes crus et souvent pathétiques, que l'Amérique compte plusieurs millions de personnes demandant à l'emploi.

Dans le Colorado, les autorités locales n'ont pas non plus ménagé leurs critiques à l'encontre de l'ancien gouverneur de George, qui s'oppose à la construction de nombreux barrages dans l'Ouest, région où l'alimentation en eau est devenue précaire après bientôt deux ans de sécheresse.

Vers 17 h 30, les forces de l'ordre (vingt policiers selon les chiffres officiels, près du double selon les travailleurs) firent irruption et intimèrent l'ordre d'évacuer les installations dans les deux minutes. Selon les multiples témoignages avant la fin de ce drame, une nuée de bombes lacrymogènes s'abattit sur les occupants et, presque aussitôt, on entendit les premiers coups de feu. Dans une panique générale, travailleurs, épouses et enfants sortirent par l'arrière du bâtiment, qui donna directement sur un canal de navigation profond de plusieurs mètres. Des dizaines de personnes tombèrent à l'eau, poussées par celles qui suivaient.

La version officielle parle de vingt-quatre morts par noyade, les dirigeants syndicaux « ayant guidé de manière suspecte les travailleurs à la sortie du canal ». Cette version, fautive, dit-on, car elle ne tient pas compte du fait que quatre mille personnes pouvaient-elles quitter normalement en moins de deux minutes un local par une porte de service ?

Les témoignages sont, de plus, formels sur un point : la plupart des victimes ont péri par balles et non par noyade. C'est ce que soutient aussi le seul travailleur admis pour quelques instants seulement, à l'autopsie pratiquée sur les lieux. Les pompiers ayant participé au repêchage des corps (après avoir été d'abord repoussés par les policiers) affirment que la majorité des cadavres présentaient des impacts de balles ou des blessures à la tête, deux vraisemblablement à des coups de crosse (depuis le 16, le chef des pompiers de La Troncal a été à deux reprises l'objet de menaces anonymes). De plus, les corps des victimes reconnues par les forces de l'ordre n'ont pas été remis aux familles.

Beaucoup de cadavres ont disparu et nombreux sont ceux qui ont vu, durant l'affrontement, les policiers enlever des corps et les jeter dans le canal ou dans la chaudière de l'usine. La subtilisation des corps est d'autant plus aisée, fait-on remarquer parmi les rescapés, que la plupart des travailleurs étaient descendus de la montagne pour travailler à la récolte de la canne, et que leur disparition ne sera constatée que plus tard par leur famille.

C'est la pire journée pour les travailleurs équatoriens depuis le fameux massacre de Guayaquil du 15 novembre 1972, affirmait-on dans les milieux syndicaux. Les trois centrales ont perdu trois journées de travail. Est-il exagéré de voir, comme elles, un geste prémédité dans l'affaire d'Azara ? Ce qui est sûr, c'est que le régime militaire équatorien, qui faisait jusqu'ici figure de modéré républicain, agit aujourd'hui d'une manière inquiétante. En menaçant d'un procès les dirigeants du syndicat d'Azara, il donne l'impression de se tromper d'adversaire.

THIERRY MALINIAK.

Washington a transmis au président Sadate « des éclaircissements » sur le document israélo-américain

Le gouvernement américain a transmis au président Sadate, par l'intermédiaire de son ambassadeur au Caire, « certains éclaircissements » sur le document de travail israélo-américain en réponse aux remarques formulées par le chef de l'État égyptien dans un message au président Carter, dont le ministre des affaires étrangères égyptien, M. Ismail Fahmy, avait fait état devant le Parlement égyptien (le Monde du 21 octobre).

● A BEYROUTH, le dimanche 23 octobre, l'hebdomadaire libanais « Mondes » a publié une interview de M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., dans laquelle celui-ci annonce qu'un projet de résolution reconnaissant le droit légitime du peuple palestinien va être soumis au Conseil de sécurité de l'ONU. M. Kaddoumi a confirmé aussi que le Conseil de sécurité se réunira jeudi prochain pour prendre connaissance d'un rapport sur « l'exercice des droits inaliénables » du peuple palestinien.

De son côté, M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., a vivement attaqué dimanche le document de travail israélo-américain sur la question de la Jérusalem arabe, en déclarant qu'il ne pèsera pas le poids de papier avec lesquels on cherche à faire capotuler le monde arabe, et qu'il ne sera pas, a-t-il, notamment déclaré.

AU CAIRE

MM. Sadate et Nemeiry président une session commune des Parlements égyptien et soudanais

Le Caire (A.F.P., Reuter). — MM. Sadate et Nemeiry, président, ce lundi 24 octobre au Caire, la première séance d'une session commune de six jours des Parlements de leurs pays. Le chef de l'État soudanais était arrivé au Caire dimanche, en compagnie des deux cent cinquante membres du Parlement soudanais qui vont siéger avec leurs trois cent soixante collègues égyptiens.

En accueillant son hôte, le président Sadate a déclaré que la rencontre des deux Parlements constituait « un moment historique et un tournant dans les relations entre le Caire et Khartoum ». Il a ajouté que « le président Nemeiry a toujours été soucieux de créer les conditions favorables à l'union entre les deux pays, et notamment de mettre en place les institutions constitutionnelles nécessaires à cette union ». Le chef de l'État soudanais a, pour sa part, déclaré qu'« Égyptiens et Soudanais vivant dans la vallée du Nil, ont toujours été un seul peuple ». L'Égypte et le Soudan sont liés par un accord d'intégration politique et économique conclu en février 1974, ainsi que par un pacte de défense commune. Les milieux autorisés égyptiens et soudanais rappellent cependant

qu'une unité politique n'est pas envisagée actuellement.

Le remaniement ministériel égyptien qui devait intervenir au début de cette semaine a été reporté, vraisemblablement à la suite de la session commune des deux Parlements. Al Ahram précise qu'une étude complète du développement économique national est toujours en voie de préparation et devrait préciser les grandes orientations du cabinet remanié. M. Blumenthal, secrétaire américain au Trésor, qui est arrivé samedi au Caire avant de se rendre à Jérusalem (voir l'article de notre correspondant), s'est entretenu avec les dirigeants égyptiens des problèmes économiques du pays. On indiquait, dans l'entourage du secrétaire américain, que l'aide financière accordée par les États-Unis à l'Égypte se poursuivra. « Car elle est payante et permet de sauver la stabilité politique et économique de l'Égypte, qui constitue un facteur de première importance au Proche-Orient ». L'assistance fournie par les États-Unis à l'Égypte, depuis le premier accord de désarmement égypto-israélien, s'élève à près de 1 milliard de dollars par an, dont le quart représente l'aide en produits alimentaires.

Le Monde

Service des Abonnements
11, rue de Valenciennes
75277 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. 4297-33

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
180 F 185 F 235 F 370 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
180 F 370 F 530 F 730 F

ÉTRANGERS
(par messages)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 250 F 365 F 480 F

II - JAPON
170 F 325 F 475 F 630 F

Par voie aérienne
Tant sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois virements)
doivent bien indiquer ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse d'abonnés
sur prospectus (nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande aux adresses au moins
avant leur départ).

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
- Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres en
capital d'impression.

EXTRA 150

AFRIQUE

LE SORT DES SIX OTAGES DE ZOUERATE

Le Quai d'Orsay qualifie d'« absurdes » les accusations du Polisario à l'encontre des techniciens français

Dans une interview filmée recueillie le 5 octobre par François Eiro, de l'Agence France Presse, M. Mohamed Lamine, « premier ministre de la République arabe sahraïenne démocratique », a reproché une nouvelle fois au gouvernement français de soutenir militairement le Maroc et la Mauritanie dans le conflit qui oppose ces pays au Front Polisario et à l'Algérie à propos du Sahara occidental. Interrogé sur le sort des six Français enlevés par une unité du Front lors de l'attaque menée sur Zouerate le 1^{er} mai, M. Lamine a estimé que cette affaire était utilisée par les autorités françaises à des fins de « consommation interne » pour « donner un semblant de légitimité » à leur « intervention dérisoire » en faveur de Rabat et de Nouakchott.

Il a précisé ses accusations contre les techniciens français travaillant à Zouerate au service de la Cominor. « Il y a peut-être des innocents parmi eux, a-t-il dit, mais il y a aussi des hommes et des femmes des services de renseignements français. Il a affirmé que tout membre de ces services qui serait pris serait considéré comme un « mercenaire » et traduit devant un « tribunal militaire ».

M. Lamine a souhaité que les autorités françaises interviennent auprès du gouvernement mauritanien afin que celui-ci fournisse une liste des prisonniers « militaires et civils » qu'il a faits dans sa lutte contre le Front. « La Mauritanie, a-t-il ajouté, a elle aussi ses disparus et ses prisonniers. Si elle fait un geste, nous sommes assurés de nos responsabilités. » A aucun moment, cependant, le responsable sahraï n'a

admis de façon claire que le Polisario détenait toujours les Français enlevés.

Dans un communiqué publié samedi 22 octobre, le ministère français des affaires étrangères a sévèrement commenté les propos de M. Lamine, qui avaient été longuement cités par une radio périphérique. Le texte du Quai d'Orsay estime que le dirigeant du Polisario « s'est livré à une nouvelle fois à un amalgame de notions erronées, injurieuses au regard du droit international ou insultantes envers nos compatriotes ». « Les Français qui travaillent à Zouerate, poursuit-il, ne sont pas des mercenaires, mais des techniciens civils recrutés et employés par la société nationale mauritanienne qui exploite le minerai de fer de la région. Ils ne reçoivent donc aucun service français de renseignements ou autres. »

« Faut-il souligner l'absurdité d'une déclaration où l'on prétend qualifier de mercenaires, c'est-à-dire de personnes se mettant au service d'une puissance étrangère, ceux dont on affirme en même temps qu'ils sont les agents des services français ? Mais à l'absurde s'ajoute l'odieux, puisqu'on en tire la conclusion que de telles personnes seraient traduites devant les tribunaux militaires. »

M. Miguel, conseil des familles des six disparus, et M. Jean-Charles Rudelino, président de l'association créée pour défendre les droits des expatriés, ont estimé dans une déclaration que les accusations portées par M. Lamine « étaient destinées à justifier le silence entretenu jusqu'à ce jour par le Polisario autour de la détention des six Français, position de plus en plus impopulaire après de l'opinion publique ».

République Sud-Africaine

M. Vorster assure que son pays est prêt à « survivre par ses propres moyens »

M. John Vorster, premier ministre sud-africain, a déclaré, dans une interview à la chaîne de télévision américaine A.B.C. diffusée dimanche 23 octobre, que son pays était prêt à « survivre par ses propres moyens » et à « résister tout seul » aux attaques combinées de l'Union soviétique et des

Etats-Unis. Après avoir rappelé son hostilité à tout compromis sur la question de l'apartheid et son rejet du principe « un homme, une voix », il a de nouveau critiqué la politique américaine à l'égard de l'Afrique du Sud.

L'administration américaine, a-t-il dit, s'efforce d'étrangler en souplesse l'Afrique du Sud, tandis que les Soviétiques prétendent nous éliminer par la force. « Évoquant les entraves qu'il a eues au printemps à Vienne avec le vice-président américain, M. Mondale, M. Vorster a ajouté : « On nous a dit alors sans équivoque que des sanctions nous seraient appliquées si nous refusions d'adopter le suffrage universel. »

Au sujet de la politique nucléaire de Pretoria, M. Vorster a indiqué qu'il n'avait jamais promis au gouvernement américain que son pays s'abstiendrait de fabriquer des armes atomiques, mais il a déclaré que l'Afrique du Sud était « seulement intéressée par le développement pacifique des facilités nucléaires ».

L'interdiction des organisations contre l'apartheid et des deux grands journaux à clientèle noire continue de provoquer des réactions hostiles dans le monde. A Bonn, M. Genscher, ministre fédéral des affaires étrangères, a déclaré, dimanche, que les mesures prises à Pretoria « ne peuvent rester sans répercussions sur les relations entre l'Allemagne et l'Afrique du Sud ». Le gouvernement ouest-allemand a décidé le rappel « pour consultation » de son ambassadeur à Pretoria.

● A La Haye, M. Van der Stoep, ministre néerlandais des affaires étrangères, a classé l'Afrique du Sud parmi les « pays qui génèrent sous la dictature ». Il a ajouté que son gouvernement ferait prochainement parvenir une note aux autorités sud-africaines pour leur exprimer son sentiment à cet égard. La Haye avait rappelé, vendredi, son ambassadeur à Pretoria (le Monde daté 23-24 octobre).

Tunisie

RELANCE DE LA COOPÉRATION AVEC LA LIBYE

(De notre correspondant.)

Tunis. — Les vues de la Tunisie sur l'Union, avec ses voisins demeurant inchangées. Le premier ministre tunisien a tenu à le rappeler, le samedi 22 octobre, en présence conjointement avec M. Abdelaziz Labidi, président du comité populaire général de la Jamahirya arabe libyenne, l'ouverture, à Tunis, des travaux de la troisième session de la grande commission mixte tuniso-libyenne de coopération.

Selon M. Labidi, les deux pays peuvent et doivent aboutir à des accords tendant à « une complémentarité économique et sociale » qui se rapprochera « de l'objectif unitaire tant souhaité ».

La réunion de la grande commission mixte consacre la repêche d'une coopération préparée au cours de ces trois derniers mois par de multiples échanges de visites à l'échelon ministériel. Les participants doivent principalement examiner la promotion des échanges commerciaux et la coopération financière et industrielle, ainsi que les problèmes de formation, d'emploi et de communications.

La question de la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès n'est pas officiellement inscrite à l'ordre du jour des conversations. — M. D.

LES PROJETS INDUSTRIELS DE LA CÔTE D'IVOIRE

A l'occasion des « Journées ivoiriennes » organisées par le C.N.P.F. avec l'industrie française, du 24 octobre au 3 novembre en France, AFRIQUE-INDUSTRIE-INFRASTRUCTURES publie un supplément de 80 pages consacré aux perspectives de développement économique de la Côte d'Ivoire.

À la Somme

Les interviews de MM. ABDOULAYE KONE, ministre de l'économie, des finances et du plan ; DENIS BRA KANON, ministre de l'agriculture ; KONE KANGALLI, ministre des P. et T. ; THEODORE KOFFI ATTORBA, ministre des eaux et forêts ; et GABRIEL DIOU, ministre de la production animale.

- L'agro-industrie en Côte d'Ivoire.
- L'industrie ivoirienne en 1976.
- La description des solzants projets ivoiriens présentés aux « Journées ivoiriennes » ainsi que les autres projets en cours ou en voie de réalisation.
- La place de l'industrie, de l'énergie et des transports dans le plan quinquennal 1976-1980.

Ce numéro (18 F) est disponible à AFRIQUE INDUSTRIE INFRASTRUCTURES, 11, rue de Tahiti, 75008 PARIS, Tél. : 227-74-16. (C.C.F. PARIS 24-02-51).

La Malmaison

21, Av. de la République, Rueil.

Au centre de Rueil, dans un grand jardin, au calme, quatre petits immeubles de trois étages.

Appartement modèle ouvert tous les jours de 14 h à 19 h. Le samedi et le dimanche de 10 h à 19 h. Tel. 967.97.17. Livraison : Novembre 77.

GEFIC 4, Place d'Iéna 723 78 78



Rien n'arrête l'homme No.1 Hertz.

En louant une voiture Hertz, vous êtes d'emblée un homme N° 1.

Et un homme N° 1 n'attend pas.

Alors, quand vous voulez une voiture Hertz, vous l'avez instantanément : une Ford Fiesta, une Simca, une Granada, ou bien encore une autre bonne voiture. Entièrement nettoyée et contrôlée. Cela fait partie du service Hertz ! Un service efficace, rapide et toujours plein d'idées. Notre dernière innovation : le Hertz N° 1 Club.

Un membre du Hertz N° 1 Club n'a pas à attendre que son contrat de location soit prêt, nous l'avons déjà rempli à l'avance pour lui. Avant de partir, téléphonez à l'un des numéros inscrits en bas de page, à votre agence Hertz la plus proche ou bien encore à votre agent de voyages. Indiquez votre numéro d'inscription au Hertz N° 1 Club et les

détails de votre réservation. Votre voiture vous attend, prête à « décoller ». Il vous suffit de montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit. Vous signez. Et hop ! vous prenez le volant.

Alors pour louer une voiture, venez chez nous. Vous deviendrez un homme N° 1. Et, comme 2 millions d'hommes d'affaires à travers le monde, pourquoi ne pas adhérer au Hertz N° 1 Club.

Ni recommandation spéciale. Ni cotisation. Un simple formulaire à retirer auprès des agences ou comptoirs Hertz. Ou encore plus simple, à votre prochaine location Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera automatiquement.

Pour vos règlements, utilisez l'une des principales cartes de crédit. Ou mieux, la carte de crédit Hertz : nous ne comptons pas d'intérêts.

* en Allemagne, Hertz VIP Club.

Hertz No.1 Club

Téléphonez, signez et prenez le volant.

PARIS (01) 788.51.51

LYON (78) 27.28.86

NICE (93) 83.07.01

Repoussez vos frontières.

forum

Le train Forum, utilisé avec succès par de nombreuses sociétés européennes et américaines, en France et en Europe, affirme la vitalité de votre entreprise et sa volonté d'expansion.

Valorisation itinérante, de vos produits, de vos moyens, et de vos idées, le train Forum c'est à chaque étape, chaque jour, l'ouverture de nouveaux marchés.

FRANCE RAIL PUBLICITE - 58, AVENUE DE LA GRANDE ARMEE - PARIS 75017
TEL : 758.15.15

DÉFENSE

POUR LA PROCHAINE DÉCENNIE

L'OTAN prépare un renforcement de son dispositif nucléaire et classique

L'OTAN a entrepris de réviser la défense du monde atlantique avec un programme en dix points dont l'application s'étendra sur la décennie 1980-1990. L'organisation a mis en chantier cette étude, qui devra être achevée dans le courant de 1978 afin que les gouvernements membres de l'OTAN puissent en tenir compte dans leurs projets de budget pour 1980.

Les dix points retenus sont les suivants : 1) les capacités nucléaires (pour la défense de l'Europe) ; 2) les capacités navales (surtout la défense des lignes de ravitaillement) ; 3) la défense anti-aérienne (notamment le remplacement des missiles Hawk et Nike) ; 4) la rationalisation et l'interopérabilité (1) des matériels ; 5) toutes les télécommunications ; 6) la guerre électronique ; 7) la logistique dite de consommation (carburants, munitions) ; 8) la préparation au combat ; 9) les renforts rapides ; 10) la mobilisation des réserves.

Certains pays de l'organisation militaire intégrée ont fait savoir qu'ils souhaitaient associer à leurs travaux les deux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN : la France (depuis 1966) et la Grèce (depuis 1974, avec toutefois une participation aux comités chargés d'élaborer les projets à long terme). La France sera, quelle que soit sa réponse, informée du déroulement des travaux.

A Bruxelles, puis à Bari en Italie, les experts européens et

américains du groupe des plans nucléaires de l'OTAN ont d'autre part, débattu du projet des Etats-Unis d'installer en Europe occidentale des bombes à neutrons (le Monde des 29 septembre et 13 octobre). Or les Américains ont estimé qu'il ne peut y avoir de production sans projet de déploiement et, donc, sans approbation européenne. Il apparaît, cependant, de plus en plus que l'acceptation du gouvernement de Bonn sera déterminante.

De sérieuses réserves

Partagés entre une indécision plutôt favorable et une approbation plutôt réservée, les Européens ont choisi de reporter à l'année prochaine une acceptation définitive. La République fédérale d'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne, qui ne se sont pas formellement opposées au projet, ont toutefois exprimé de sérieuses réserves car ces trois pays, qui ne peuvent négliger leur opinion publique, forment le territoire d'élection de stationnement des stocks américains de bombes à neutrons. La France ne participe pas au groupe des plans nucléaires de l'OTAN, mais elle n'a pas exclu (le Monde du 8 octobre) l'éventualité de la mise au point de bombes à neutrons pour en équiper ses propres forces nucléaires tactiques.

Les partisans inconditionnels de ces thèses stratégiques améri-

caines, au sein de l'alliance atlantique, ne paraissent pas vouloir un seul instant douter de l'intérêt d'une telle arme, dès lors que les Etats-Unis la leur présentent comme le moyen le plus apte de s'opposer à des forces blindées et mécanisées offensives. Les Américains ne dissimulent pas que la bombe à neutrons a été conçue, d'abord, pour le théâtre européen des opérations. Or cette arme pourrait, un jour, permettre à Washington de limiter sa présence militaire classique en Europe — on y compte trois cent treize mille six cents soldats américains actuellement — et, donc, son engagement politique. Elle transforme, de surcroît, cette même Europe en un simple « terrain de parcours » des armes nucléaires allées et venues ou en un champ de bataille dont la population, civile et militaire, serait la première victime.

A première vue, la seule question qui importe aux Européens est donc de savoir si la bombe à neutrons est absolument nécessaire à leur défense ou si d'autres moyens classiques, par exemple les missiles guidés avec précision contre les chars, les batteries d'artillerie ou les avions, etc., ne rempliraient pas mieux cette fonction de briser une offensive mécanisée sans destructions « collatérales », comme disent les spécialistes, de l'environnement humain.

La « gadgétisation »

Dans tous les pays qui développent des recherches nucléaires à des fins militaires, on constate aujourd'hui que les ingénieurs et techniciens de ces centres d'études constituent des groupes de pression muets, avant tout, par le désir de sauvegarder l'emploi et de maintenir la technologie de pointe. Ces groupes de pression tentent d'orienter les décisions gouvernementales en présentant mille projets de « gadgétisation » ou de perfectionnement incessant de l'arme nucléaire qui tendent à démythifier ou à dédramatiser la dissuasion et qui, du même coup, requièrent de nouveaux crédits, souvent importants, s'ils

sont approuvés par les gouvernements.

Les « miniskines » (armes nucléaires très miniaturisées) et les bombes à neutrons font partie de cette « gadgétisation » de la dissuasion en attendant d'autres inventions des savants. On s'arrêtera une telle politique ? Les ingénieurs et les techniciens sont-ils les mieux placés pour définir des choix stratégiques ? Et s'ils cessent d'être de simples exécutants, comme cela devrait l'être, n'est-ce pas indirectement une démission du pouvoir politique ? Des armes nucléaires « sophistiquées », conçues dans ces conditions, sont dangereuses parce qu'elles habituent progressivement l'opinion à accepter un éventuel échange nucléaire et parce qu'elles échappent insensiblement à tout espoir de contrôle politique.

Les milieux atlantiques considèrent, d'ailleurs, que les Etats-Unis ont commis une erreur en laissant s'instaurer un débat public sur un dossier qui aurait dû rester au public, puisqu'il ne s'agit pas d'une arme nouvelle mais de la modernisation des armes nucléaires existantes.

Dans l'équilibre des forces Est-Ouest, assure-t-on à Bruxelles, les gouvernements européens sont, en définitive, beaucoup plus préoccupés par d'éventuelles limitations d'emploi ou de rayon d'action du missile de croisière américain, dans un prochain accord SALT, que par la production ou l'arrêt de la bombe à neutrons.

En marge de ces discussions, les Soviétiques ont suggéré que les grandes puissances traitent, un jour, du sort réservé aux armes radiologiques, mais les Américains ne semblent pas favorables à une négociation internationale sur les armes à rayonnement neutronique, dont la bombe à neutrons n'est qu'un cas particulier.

JACQUES ISNARD.

(1) La standardisation est l'acquisition d'un même matériel par plusieurs clients. L'interopérabilité est la possibilité de rendre compatible — sur le plan opérationnel — l'utilisation en commun de plusieurs matériels différents acquis par plusieurs clients.

CORRESPONDANCE

Sécurité européenne et bombes à neutrons

Nous avons reçu la lettre suivante de M. François de Rosa, ambassadeur de France au Conseil atlantique :

Le Monde a consacré son éditorial du 23 septembre à la nouvelle annonce l'acceptation par les membres du groupe de planification nucléaire de l'OTAN du stockage en Europe de la bombe à neutrons.

Dans une Libre opinion que le Monde avait bien voulu publier le 2 août 1977, je m'étais alarmé de l'absence apparente de consultation entre gouvernements européens sur le point de savoir si une telle mesure renforcerait ou affaiblirait la dissuasion, si elle rendrait plus ou moins plausible le risque de guerre en Europe, si elle soccuverait ou réduirait une coexistence entre les armes du théâtre européen et celles du système stratégique américain.

Une consultation a bien eu lieu. Mais non pas d'abord entre Européens, et sans la participation de la France.

Faut-il donc croire que nous sommes indifférents à l'organisation de la défense d'un territoire voisin et allié qui n'a pas la profondeur d'une étape du Tour de France, comme l'observait le général de Gaulle, et à la conduite d'opérations auxquelles nos propres forces devraient prendre part si l'article 5 du traité de l'Atlantique venait à jouer ?

Cet étonnement ne va pas seul. Il porte aussi sur cette affirmation du Monde écrivant que « les gouvernements concernés ont accepté d'offrir l'Europe en holocauste au feu nucléaire ». Si cette conclusion dramatique se fonde sur des données de recherche opérationnelle, que ne sont-elles publiées ? Et si ces données ne sont pas disponibles, comment prendre parti ?

Le même éditorial affirme, en effet, que cette arme « rend possible le passage progressif de la guerre classique à l'engagement nucléaire » et

qu'elle est à ce titre « déstabilisante ».

C'est une opinion, mais ce n'est qu'une opinion. Car il est possible de soutenir avec tout autant de conviction que la véritable danger de guerre en Europe résulterait de l'existence d'une solution de continuité entre les armes dites conventionnelles et les armes nucléaires et que c'est le risque d'engrenage des uns aux autres qui assure notre sécurité. Et s'il était prouvé que cet arme constitue bien « le moyen jugé le plus efficace de contenir une attaque massive de blindés sur le sol européen », en quoi cela serait-il déstabilisant ?

Quant à croire que « les membres européens de l'OTAN ont accepté d'être d'ores et déjà les victimes désignées et consentantes de la bombe à neutrons », c'est vraiment aller vite en besogne. De quelles preuves disposons-nous pour accuser ainsi leurs dirigeants d'impéritie ou de forfaiture ? Et peut-on les critiquer sans connaître les éléments sur lesquels leur décision est fondée ?

Il s'agit pourtant d'un des choix les plus angossants que des hommes de gouvernement aient à faire. Ce qui nous paraît « consternant » c'est qu'il ait été fait sans la France, absorbée dans le spectacle des pugilats de ses partis politiques.

Car, de trois choses l'une :

— Ou bien notre gouvernement est en possession des éléments de jugement et il approuve le choix des Européens. Dans ce cas, le pays doit savoir que l'opinion du Monde n'est pas fondée ;

— Ou bien il désapprouve ce choix et il s'agit d'un événement majeur pour notre sécurité et pour l'avenir de nos rapports avec nos voisins et alliés ;

— Ou bien, enfin, l'affaire nous a laissés indifférents. Et la France vient peut-être de laisser passer une de ces occasions fugitives où elle aurait pu mettre l'indépendance de sa politique au service de l'intérêt commun des Européens comme du sien propre.

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires



EXCLUSIF EXCLUSIF EXCLUSIF EXCLUSIF

Le point

LES ATOUTS ÉCONOMIQUES DE LA FRANCE

LE POINT EN VENTE AUJOURD'HUI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Au moment où les Français ne pensent qu'à l'échéance politique de mars 1978, une échéance autrement plus contraignante les attend : l'addition de la crise. Pour la première fois, la France va devoir acheter cette année à l'étranger pour 100 milliards de nouveaux francs en matières premières et énergie. Et demain plus encore. Pour compenser ces achats, il faut vendre. Oui, mais quoi, à qui et comment ? La plupart des responsables de l'économie française ne le savent pas. Pour la première fois, Le Point analyse les branches, secteurs et entreprises qui ont une chance de se tailler une place dans la féroce compétition mondiale. Dans ce nouveau dossier, Le Point sélectionne les 12 secteurs qui seront les locomotives industrielles du pays ainsi que les 40 entreprises, souvent inconnues du public, qui seront les championnes de demain. Un document indispensable pour comprendre l'économie française et juger de son avenir. Le premier bilan des atouts de la France. Une étude, à ce jour, jamais réalisée. Dans Le Point de cette semaine.

مكتبة الشمل

Le contentieux entre communistes et socialistes s'alourdit

هكذا آمن الأهل

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les candidats du P.C. à Paris

La liste des trente et un candidats du parti communiste à Paris est la suivante :

- 1^{er} circonscription (1^{er} et 4^e arr.) : Mme Marie-Thérèse Bidaud.
- 2^e circonscription (2^e et 3^e arr.) : M. Claude Quin, conseiller de Paris.
- 3^e circonscription (5^e arr.) : M. Jean Kleinstein.
- 4^e circonscription (6^e arr.) : M. Patrick Bouchain.
- 5^e circonscription (7^e arr.) : Mme Monique Brun.
- 6^e circonscription (8^e arr.) : Mme Yvette Saintier.
- 7^e circonscription (9^e arr.) : Mme Anita Chénard.
- 8^e circonscription (10^e arr.) : M. Alain Lhostis, ancien conseiller municipal.
- 9^e circonscription (11^e arr., Folie-Méricourt, Saint-Ambroise) : Mme Donceline Bonvallet.
- 10^e circonscription (11^e arr., Roquette, Sainte-Marguerite) : M. Jacques Chabaz, député sortant, membre du bureau politique.
- 11^e circonscription (12^e arr., Bel-Air, parties Picpus) : Mme Irène Henry.
- 12^e circonscription (13^e arr., Quinze-Vingts, Bercy, parties Picpus) : Mme Frédérique Fiel.
- 13^e circonscription (13^e arr., Salpêtrière, la gare) : Mme Gisèle Moreau, députée sortante, membre du comité central.
- 14^e circonscription (13^e arr., Groulebarde, Maison-Blanche) : M. Philippe Herzog, membre du comité central, économiste.
- 15^e circonscription (14^e arr., Petit-Montrouge, Montparnasse, Montsouris) : M. Maurice Lesalle.
- 16^e circonscription (14^e arr., Plaisance) : Mme Rolande Ferlican, sénateur de Paris.
- 17^e circonscription (15^e arr., Saint-Lambert) : M. Roger Gauvrit.
- 18^e circonscription (15^e arr., Necker, partie Grenelle) : Mme Nicole Borvo.
- 19^e circonscription (15^e arr., Javel, partie Grenelle) : M. Henri Derrion, ancien conseiller municipal.
- 20^e circonscription (16^e arr., Auteuil, partie Muette) : M. Henri Le Men.
- 21^e circonscription (16^e arr., Porte Dauphine, partie Chailiot, Dauphine, partie Muette) : M. Jacques Blaise.
- 22^e circonscription (17^e arr., Ternes, partie Monceau) : Mme Jacqueline Lapourcelle.
- 23^e circonscription (17^e arr., parties Monceau, partie Batignolles) : M. Jean-Louis Faure.
- 24^e circonscription (17^e arr., partie Batignolles) : M. Louis Régulier, ancien conseiller municipal.
- 25^e circonscription (18^e arr., Grandes-Carrières) : M. Jean Gajer, conseiller municipal.
- 26^e circonscription (18^e arr., partie Clignancourt) : M. Henri Malberg, membre du comité central, directeur de l'hebdomadaire France nouvelle.
- 27^e circonscription (18^e arr., la Chapelle, Goutte d'Or, partie Clignancourt) : M. Louis Baillet, député sortant, membre du comité central.
- 28^e circonscription (18^e arr., Combat, parties Villettes) : M. Henri Fishin, député sortant, membre du comité central, premier secrétaire de la fédération de Paris.
- 29^e circonscription (19^e arr., Américus, Pont-de-Flandre, Villettes) : M. Paul Laurent, député sortant, membre du secrétariat national.
- 30^e circonscription (20^e arr., Belleville, Saint-Fargeau) : M. Daniel Dalbéra, député sortant.
- 31^e circonscription (20^e arr., Père-Lachaise, Charonne) : M. Lucien Villa, député sortant.

Ce qui fait courir M. Chirac

La fédération R.P.R. de Paris a organisé dimanche 23 octobre, à la Mutualité, une grande kermesse à la fois culturelle, folklorique, artistique et politique, qui s'est terminée par un discours de M. Jacques Chirac prononcé devant quelque six mille personnes massées dans plusieurs salles.

Par cette manifestation, le président du R.P.R. a notamment voulu rappeler que, malgré ses multiples déplacements en province, il n'entendait pas négliger la capitale : ni dans ses fonctions de maire qu'il exerce depuis le mois de mars, ni dans celles de chef de parti qui possède dans la plus grande ville de France le plus grand nombre d'élus (quatre députés sur trente et un et cinq sénateurs sur douze), qui a vu l'effacement de ses militants tripler en un an et qui possède quarante sections de l'Action ouvrière et professionnelle.

M. Chirac s'était longuement interrogé avant de se décider, au début d'octobre, à entreprendre la visite de presque toutes les circonscriptions législatives.

Les inconvénients et les risques d'un tel marathon n'étaient, en effet, pas négligeables. L'absence fréquente du chef de la capitale de Paris pouvait s'y laisser développer sans riposte immédiate, les manœuvres des intrigues, les coups bas, contrainte de courir constamment le nez sur l'obstacle. Il pouvait aussi perdre de vue l'ensemble de la course. A parler publiquement plusieurs jours par semaine et plusieurs fois par jour, il ne pouvait que se répéter au risque de lasser — ou que se contraindre, — au risque de se dévaloriser. N'est-il pas, dimanche à Paris, relâché ses discours de la précédente semaine en

Moselle ? A travers les villages et les bourgs il risquait aussi de s'ennuyer dans une France peut-être « profonde » mais de voir sa dimension nationale s'étriquer. Le prestige que lui a valu son élection à la mairie de Paris, il y a plus de six mois déjà, pouvait s'estomper. Toutes ces objections, M. Chirac se les est donc faites à lui-même et certains de ses collaborateurs les lui ont présentées avec insistance.

Le président du R.P.R. a néanmoins estimé que ses voyages électoraux avaient plus d'avantages que d'inconvénients. Ayant au cours du mois d'octobre visité les Landes, l'Aisne, la Seine-et-Marne, le Tarn, la Moselle, la Vendée, les Alpes-de-Haute-Provence, les Hautes-Alpes, il parcourra en novembre la Corse, la Vendée, l'Allier, la Loire, l'Ille-et-Vilaine, la Seine-Maritime, l'Ariège et le Haut-Rhin.

M. Chirac a décidé d'appliquer à la France entière la technique électorale qu'il a pratiquée avec succès au fil des années en Corrèze et pendant plusieurs semaines à Paris lors des élections municipales. Celle-ci est essentiellement basée sur le contact personnel avec des électeurs non sélectionnés de curieux ou de sympathisants, sur des rencontres avec des inconnus, des hésitants ou des indifférents, et sur des entretiens plus intimes avec des responsables locaux qui sont sollicités de se comporter en « relais d'opinion ».

M. Chirac a constaté — avec une certaine lucidité — que les relations qu'il pouvait établir directement avec les individus étaient meilleures que celles qui passaient par le truchement de la radio et surtout de la télévision. Cette dernière, de surcroît, ne lui est plus ouverte aussi généra-

ment ni aussi favorablement que lorsqu'il exerçait des responsabilités gouvernementales. Il a bien le sentiment que les auditeurs qui le reçoivent l'entendent pour la première fois.

Le plan de campagne

Selon lui, c'est sur le terrain qu'il doit livrer le combat et c'est auprès des électeurs eux-mêmes qu'il peut les mieux adapter ses réponses aux attaques venant de ses adversaires ou de ses alliés.

Il dispose pour cela d'un certain nombre d'atouts : un état-major logistique partiellement rodé dans lequel s'articulent plusieurs cellules telles que l'administration du R.P.R., confiée à M. Jérôme Monod, la stratégie politique qu'inspire M. Pierre Juillet (le Monde du 15 octobre), une équipe de préparation des thèmes de discours comprenant notamment des hauts fonctionnaires, des universitaires, comme M. René de Lacharrière, un service des déplacements aussi efficace qu'une agence de voyages et aussi précis qu'une organisation officielle. Parmi les autres cartes, dont le maire de Paris dispose, figure le réseau des militants et des cadres locaux du R.P.R. Si leur nombre est variable selon les circonscriptions, ils constituent cependant un capital de dévouement actif et la plupart du temps bénéfique.

Quel qu'il en soit, M. Chirac n'est pas joué, ni pour la majorité ni surtout pour le R.P.R. Et, lorsqu'il lui pose la question, il aime à répondre : « Pensez-vous que je me donne tant de mal si le R.P.R. croyait pas ? »

Il est, en tout cas, une chose en laquelle l'ancien premier ministre ne croit pas, qui est même devenue sa bête noire : les sondages d'opinion. Il les dénonce et les pourfend à chaque occasion depuis que leurs résultats, abondamment diffusés et commentés, soulignent la baisse de l'audience du R.P.R. Pour lui, la cause est entendue : ils sont « truqués » et « achetés ». Il n'ignore d'ailleurs pas que, au moment des élections municipales dernières, un « conseiller en marketing » américain, M. Jo Napolitan, consulté par les amis de M. Giscard d'Estaing, les avait incités à utiliser les sondages d'opinion comme une arme politique dans la campagne de propagande électorale contre les gaullistes.

M. Chirac, en 1974, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, avait, en revanche, davantage confiance dans les sondages sur les intentions de vote établis dans chaque circonscription par les renseignements généraux mais qui, eux, ne sont pas rendus publics. Comment, dans ces conditions, être certain que celui qui a été élu il y a huit jours accorde au R.P.R. quelque 25 % d'intentions de vote, au parti républicain moins de 15 % et aux centristes de toute espèce 6 à 8 % ?

La presse des jeunes communistes est réorganisée

Une conférence nationale du Mouvement de la jeunesse communiste a été tenue samedi 23 et dimanche 24 octobre à Villejuif. Pendant ce temps, le secrétaire général du Mouvement, a indiqué que « l'objectif est plus que jamais celui de faire l'union pour un changement réel ». « L'Union, c'est-à-dire, pour faire comprendre cet objectif aux jeunes qui éprouvent du « ressentiment » devant l'interdiction des travaux d'actualisation, il faut mener un gigantesque effort d'éducation ».

Si l'espérance d'un changement prochain probable s'est

assemblée, ce n'est pas à cause de l'ensemble des états-majors politiques mais à cause du parti socialiste qui, depuis le début de l'année, commencent à égarer un virage à droite. Le P.S. a fait la démonstration qu'il était animé d'un choix délibéré : ne pas aboutir à un accord ».

Au cours d'un débat, un délégué étudiant de Bordeaux a mis en cause le caractère démocratique de l'Union des étudiants communistes et il s'est interrogé sur le bien fondé de l'orientation du P.C.F. Il a en particulier estimé qu'une certaine « étroitesse » se manifestait dans la volonté des communistes de s'adresser en priorité aux couches les plus pauvres de la population. Cette thèse a été vivement combattue notamment par M. Patrice Faignier, membre du secrétariat de l'U.E.C. La conférence nationale a pris une série de décisions concernant la presse du Mouvement. C'est ainsi que dès le mois prochain, le mensuel Avant-Garde va devenir l'hebdomadaire de l'ensemble du Mouvement, tandis que le mensuel Clarté, qui passera de vingt-quatre à quatre-vingt-quatre pages deviendra la revue théorique, politique, idéologique et culturelle de l'Union des étudiants communistes. Avant-Garde sera tiré à cent cinquante mille exemplaires et Clarté à quarante mille.

L'UNION ÉCOLOGIQUE CRITIQUE ÉCOLOGIE 78

L'Union écologique, qui compte parmi ses animateurs MM. Robert Lafont, professeur à l'université de Montpellier ; Henri Labouli, biologiste, Elvire Traxler et l'écrivain Vercoeur, commencent la communication faite à la presse par M. Lebreton au nom d'Écologie 78 (le Monde du 23 octobre) estime dans une déclaration publiée samedi 23 octobre : « Faut-il déplorer l'évolution de la gauche à l'égard du nucléaire est un acte d'irresponsabilité. Déjà qu'on présentera des candidats contre la gauche, qui se maintiendront au second tour des législatives répond à une gaffe stratégique politique qui fera le jeu du pouvoir ».

★ L'Union écologique, 47, rue Richer, Paris-9^e.

★ M. Louis Mermas, membre du secrétariat du parti socialiste a déclaré, dimanche 23 octobre, à Brest : « Le P.S. étant le premier parti écologiste de France, il n'a pas de leçon à recevoir et il est anormal que le mouvement écologiste renvoie dos à dos la gauche et la droite. Le P.S. a une attitude responsable car il demande un moratoire sur l'énergie nucléaire. Il ne perd cependant pas de vue qu'il faut à la fois sauver la nature et créer des emplois. » (Corresp. part.)

FRANCK CRISTIANI DIFFUSION
7, rue du Boccador (3^e étage)
75008 PARIS

Un grand tailleur qui étend ses activités et qui vous propose dans sa nouvelle formule

VOTRE COSTUME, VRAIMENT SUR MESURES.

3 essayages
Risque zéro
Facon sur mesure
Grande tradition

DE 1.900 A 2.400 F

Ouvrez tous les jours sans interruption de 9 h. à 19 h. 30.

TEL. : 359-47-07

LA C.F.D.T. ENTAME SES ENTRETIENS AVEC LES PARTIS DE GAUCHE EN RENCONTRANT LE P.S.

Les dirigeants de la C.F.D.T. devaient rencontrer lundi après-midi 24 octobre M. Mitterrand et d'autres responsables du P.S. afin de « discuter avec eux de la situation actuelle de leur pays part des analyses et positions adoptées par le bureau national » de leur confédération. La délégation de la C.F.D.T. devant comprendre M. E. Maire, Mme J. Laot, MM. Mercier, Rolant et deux autres secrétaires confédéraux.

En principe, M. Maire n'entendait pas tirer de conclusions de cet entretien avant d'avoir terminé la série de rencontres avec les autres partis de gauche. Les leaders de la C.F.D.T. doivent en effet discuter des problèmes économiques et sociaux et de la crise de la gauche avec les radicaux le 26 octobre, le P.S.U. le 2 novembre, et le P.C.F. le 7 novembre.

★ La Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie (F.N.A.C.A.), réunie en congrès samedi 23 et dimanche 24 octobre, à Valence (Drôme), a décidé d'élaborer une nouvelle charte revendicative des anciens combattants d'Afrique du Nord qui sera soumise à l'approbation des principaux partis politiques avant les prochaines élections législatives.

VOSGES : la candidature de M. Stoléru est critiquée par plusieurs élus de la majorité

De notre correspondant

Épinal. — L'annonce de la candidature de M. Stoléru, député-maire de Vitte, dans la 2^e circonscription des Vosges (Épinal), a été vivement regrettée. M. Bidaud, P.R., conseiller général, maire de Xertigny, a décidé de se présenter dans cette circonscription.

Pour conserver l'unité des partis de la majorité, M. Christian Poncelet (R.P.R.), président du conseil général, sénateur, a dû venir de son autorité après de ses collègues afin qu'une déclaration faite dans de ces griefs ne soit pas publiée.

YYAN COLIN.

(Né le 23 mai 1935 à Gerbépail (Vosges), M. Maurice Lemaire, ancien directeur général de la S.N.C.P. et ancien président de l'Union internationale des chemin de fer, est conseiller général et député depuis 1959. En mars 1977, M. Lemaire avait été réélu, au second tour, avec 71 911 voix contre 21 288 à M. Pierre Noël (P.S.). Maire de Colroy-la-Grande depuis 1949, M. Lemaire ne s'était pas représenté aux élections municipales de mars dernier.)

Après avoir exprimé l'intention de se présenter dans la Meurthe-et-Moselle, puis dans la Manche, où il avait été candidat — sans succès — sur la liste de la majorité aux élections municipales de mars dernier à Cherbourg, M. Hubert Germain (S.P.R.), ancien ministre, ancien député de Paris, a indiqué qu'il se présentera à Saint-Pierre-et-Miquelon. M. Germain a précisé qu'il sera l'unique candidat de la majorité. Toutefois, le député sortant, M. Frédéric Gabriel (S.P.R.), n'a pas fait savoir s'il sollicitera ou non le renouvellement de son mandat.

De son côté, le secrétaire de la fédération départementale du parti républicain, M. Gérard Navarro, a souligné que, « jusqu'à présent, aucune candidature ni aucun patronage de candidature, en vue des élections législatives, n'a été faite pour l'entre-mer et notamment pour Saint-Pierre-et-Miquelon ».

M. HUBERT GERMAIN (R.P.R.) CANDIDAT A SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

★ L'Union solidairiste (extrême droite) a décidé, récemment, bre, de collaborer à l'effort électoral et politique du Front national jusqu'aux élections législatives.

★ L'Union solidairiste, tél. 285-21-24.

★ M. Robert Héroux, récemment nommé secrétaire national du parti républicain pour le sport, a souligné qu'il ne peut exercer cette fonction. M. Héroux est en effet candidat du P.R. aux élections législatives dans la troisième circonscription de Seine-et-Marne.



En doublant vos vitrages avec Isobaie

Vous vous protégerez contre le bruit, vous ferez des économies de chauffage...et vous paierez moins d'impôts.

Pour tout savoir sur Isobaie adressez-vous à :

D. et P.
Tél. 336.44.55 - 707.73.10

Ouvert tous les jours du lundi au samedi, de 8 h à 20 h

Devis gratuit sur demande.

Quai d'Orsay : l'au...



POLITIQUE

L'EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES

Quai d'Orsay : l'augmentation sera supérieure à celle du budget général en pourcentage

Le budget des affaires étrangères, depuis longtemps en chute libre, amorcera en 1978 un timide redressement. Sera-t-il poursuivi ? C'est la question qu'on se pose au Quai d'Orsay en constatant cependant un arrêt de la dégradation.

Contrairement aux années précédentes, la croissance de ce budget sera légèrement supérieure en 1978 à celle du budget de l'Etat. Avec 3 971 870 888 francs (1), les crédits affectés au Quai d'Orsay (à peine 1 % du budget de l'Etat) augmentent de 14,4 % par rapport à la loi de finances de 1977 et de 12,8 % par rapport à la loi de finances rectifiée par « le budget équilibre ». Le budget général, selon ce dernier ordre, augmentera de 12,5 %. La différence est mince et n'autorise pas à pavoiser, mais elle amorce un renversement de tendance. Il est plus sensible encore si, au lieu de constater les crédits bruts du Quai d'Orsay, toutes les dépenses affectées à l'étranger sont prises en compte. Ainsi, en retranchant « l'enveloppe recherches » (qui est un budget scientifique) et en ajoutant certains crédits pour les émissions radiophoniques vers l'étranger, ceux du fonds de logement des agents à l'étranger qui vient d'être créé et la compensation pour pertes de change, imputés à d'autres ministères, l'augmentation réelle du budget des affaires étrangères peut être évaluée à 16,7 %.

L'effort financier est surtout consacré à la restauration de ce qu'on appelle « l'instrument diplomatique », c'est-à-dire le personnel et les conditions de travail, deux cent quinze nouveaux emplois sont créés (contre dix l'an dernier), soit davantage qu'au cours des six dernières années. Les crédits pour les auxiliaires à l'étranger sont augmentés de 22 % et ceux des agents temporaires à Paris de 47 %. Les coopérants relevant du Quai d'Orsay sont moins bien traités : leurs rémunérations augmenteront un peu moins que celles de la fonction publique. Signe des temps, un crédit de 400 000 francs est prévu pour la première fois pour l'aide aux diplomates ou à leur famille victimes du terrorisme.

Les crédits de paiement pour les immeubles à l'étranger sont augmentés de 88 % et les autorisations de programme de 108 %. Outre les services centraux, les principaux bénéficiaires seront les postes du Caire et de Damas, où les ambassades seront modernisées, et ceux de

New-Delhi, de Bagdad, de Hanoï et de Rabat, où de nouvelles chancelleries seront construites.

La nouveauté la plus appréciée des agents à l'étranger sera le fonds de logement, doté au départ de 15 millions de francs. Il évitera à la longue des gaspillages absurdes de temps, pour les recherches d'appartements, et d'argent, pour le remboursement des dérangements.

En donnant la priorité à « l'instrument diplomatique » le gouvernement a voulu parer au plus pressé, remédier au « malaise » du Quai d'Orsay, qui avait alarmé l'an dernier nombre de députés et qui se traduit par une syndicalisation accélérée du personnel. Le budget des interventions diplomatiques est relativement sacrifié. C'est sur ce chapitre que le ministère compte faire porter son effort l'an prochain. L'action culturelle et technique, qui absorbe à elle seule près de la moitié des crédits du Quai d'Orsay, est un peu mieux traitée que l'an dernier (+ 9,5 %, au lieu de + 8 %), mais l'augmentation reste très inférieure à l'inflation. Le nombre des bourses en particulier sera restreint, le seul effort dans ce secteur étant consenti en faveur des étudiants des pays pétroliers pour soutenir les exportations françaises vers ces marchés (un programme était sur cinq ans, de mille cinq cents boursiers du Nigeria vient de commencer).

Le plan de réforme du ministère

Quant aux contributions volontaires aux organisations internationales, M. de Guiringaud, qui a représenté la France aux Nations unies, s'est efforcé de ne pas trop les maltraiter. Il a obtenu une rallonge de 40 % pour le principal programme, celui des Nations unies pour le développement (PNUD).

Les parlementaires demanderont certainement au gouvernement comment l'effort financier esquissé cette année sera soutenu. M. de Guiringaud répondra que le conseil des ministres du 13 octobre 1977 a adopté un plan de cinq ans destiné à doter la France d'un « outil adapté à son rôle dans le monde » (le Monde du 15 octobre 1976). Si la cadence de création d'emplois de cette année est maintenue, l'objectif sera atteint en ce qui concerne les effectifs. Le financement de dépenses

nouvelles telles que le fonds de logement à l'étranger est d'ores et déjà assuré. L'Etat y versera automatiquement les 15 % prélevés sur le traitement des agents auxquels sont fournis des logements de fonction. D'ici dix ans, tout problème de logement devrait disparaître.

La plan du 13 octobre, outre ses intentions budgétaires, engageait aussi le Quai d'Orsay sur la voie de réformes (le Monde du 13 octobre 1976). A l'administration centrale, la « géographisation » des services est mise en place progressivement, au rythme des changements de personnes. Elle consiste pour l'essentiel à donner aux directions géographiques, outre leurs attributions politiques, des attributions économiques et à leur adjoindre des coordina-

teurs pour les affaires culturelles. Après la direction d'Asie, qui a rodé le nouveau système, la direction d'Europe va être « géographisée ».

Le conseil des ministres du 13 octobre 1977 avait aussi décidé un renforcement de l'autorité des ambassadeurs. Il s'agit de faire des chefs de postes les représentants des divers ministères, et de leur donner un certain contrôle sur l'activité des attachés spécialisés. Le décret d'application, qui s'est inévitablement heurté à certaines objections, nécessite l'arbitrage du premier ministre et n'attendrait plus que sa signature.

MAURICE DELARUE.

(1) Non compris les crédits du ministère de la coopération.

Aujourd'hui, pour garder ou améliorer sa situation, il faut parfois savoir changer de qualification.

Cours du soir de l'Ecole Pigier à 10 minutes des grandes gares

Tous les jours du lundi au jeudi de 17h30 à 20h30
Conseils d'orientation personnalisés
(horaires "à la carte" selon les possibilités de temps de chacun)

Ecole Pigier
Institution d'enseignement privé
53, rue de Rivoli 75001 Paris - Tél. 233-44-88
Renseignements et inscriptions sur place.

**brésil
Amérique latine
Espagne et Portugal
pays africains de langue portugaise**

Livres, presse, musique, guides, cartes géographiques, méthodes audio-visuelles, diapositives, drapeaux, conférences, etc.
Importation exclusive.

Librairie-centre des pays de langue espagnole et portugaise
(anciennement Librairie Portugaise et Brésilienne)
16, rue des Ecoles, Paris-V - Tél. : 03.46.16 - Métro Maubert-Mouton.
(Vente par correspondance, sauf pour les journaux et les revues).

Le Canada en direct avec les Air Canadiens.



Si vous allez au Canada, n'y allez pas n'importe comment. Les Air Canadiens ont des conditions intéressantes à vous offrir.

Pour Toronto : 4 vols partant à 11 h 25 de Charles-de-Gaulle (tous directs, sauf le vendredi).

Pour Montréal : 4 vols sans escale par semaine. Tous ces vols se font par Jumbo Jet, Boeing 747 ou L-1011 TriStar. Et à bord, vous serez servis par le service : les Air Canadiens parlent français et vous proposent des projections de films ou de la musique stéréophonique.

Pour réserver un siège, un hôtel ou louer une voiture, appelez votre agent de voyage ou Air Canada : à Paris 9^e (24, bd des Capucines, tél : 273 84 00) ou à Lyon 2^e (63, rue du Pt-E-Herriot, tél : 42 43 17).

AIR CANADA



Nous serions tellement contents de vous accueillir.

LE NOUVEL observateur

TERRORISME: LA METHODE ALLEMANDE

Terrorisme : la méthode allemande
une grande enquête de nos envoyés spéciaux en Allemagne :
Lucien Bodard et Marie Muller

«Pour la première fois l'armée de Schmidt est entrée dans les chaumières d'Europe».
une interview de Daniel Cohn-Bendit par Bernard-Henri Lévy

Schmidt un vainqueur bien enchaîné
de notre correspondant Gérard Sandoz

et
«Détruire, disent-ils»
l'éditorial de Jean Daniel

LE NOUVEL
observateur
UN NUMERO A NE PAS MANQUER

Le Monde

Société et culture

LES ÉLECTIONS AUX COMITÉS DE PARENTS

M. René Haby, ministre de l'éducation, a publié, à la veille de l'ouverture de la période électorale dans les établissements primaires, un communiqué qui est une réplique aux récentes déclarations de M. Antoine Lagarde, président d'une fédération

de parents d'élèves, qui lui avait reproché sa « passivité » (« le Monde » du 21 octobre). Le ministre met en garde contre « une passion excessive apportée à ces élections » et affirme que l'administration a organisé ces élections « de façon parfaite-

ment objective ». Rappelons que le scrutin aura lieu, pour la désignation des membres des comités des parents, créés en maternelle et dans le primaire par la réforme Haby, entre ce lundi 24 octobre et le 11 novembre.

Le ministre met en garde contre une « passion excessive »

« Les élections aux comités de parents », déclare notamment M. Haby, vont, pour la première fois, permettre aux représentants des familles de jouer un rôle institutionnel dans le fonctionnement des écoles primaires et maternelles. Mais cette importante innovation suscite actuellement certaines prises de positions peu objectives, tant de syndicats d'enseignants que de fédérations de parents.

Le ministre de l'éducation tient à mettre en garde les parties concernées contre une passion excessive apportée à ces élections, et rappelle au respect des règles démocratiques. Il souligne que le déroulement des opérations a prévu un fait l'objet de plusieurs circulaires, extrêmement détaillées, décrivant les modalités de déclaration de candidatures, de communication de ces candidatures aux parents, de vote, et de répartition des sièges. Ces mêmes circulaires mentionnent explicitement la possibilité de recours offerts aux candidats qui estimeraient que les conditions prévues n'ont pas été remplies.

La responsabilité du directeur d'école est évidemment très directement engagée dans l'organisation et le bon déroulement des élections, mais on rappelle qu'il est assisté obligatoirement dans ses fonctions par une commission comprenant un représentant de chacune des listes en présence, soit l'un des candidats, soit un mandataire agréé par les candidats de la liste concernée. C'est cette commission qui a la charge de mettre sous enveloppe les documents électoraux prépa-

rés et fournis par les candidats ; c'est elle qui dépouille les votes. C'est précisément pour permettre le déroulement en toute quiétude de ces opérations (lesquelles peuvent nécessiter la disposition de locaux particuliers) que deux demi-journées particulières ont été prévues pour cette année de première mise en route des opérations (l'école restant de toute façon ouverte, et les enfants qui se présenteraient devant être accueillis). Au total, les instituteurs n'interrompent que pour le moment des enveloppes cachetées aux enfants de leurs classes.

Le ministre remarque que les protestations des associations de parents qui lui sont parvenues portent non pas sur le déroulement des opérations électorales, mais sur la propagande des fédérations, en début d'année scolaire, afin d'obtenir des adhésions. Il regrette profondément que des syndicats d'instituteurs, en certains endroits, aient donné de véritables consignes de boycott de cette propagande et refusent toute distribution à l'intérieur des classes lorsque deux associations étaient en présence. Le ministre signale à ce sujet que des candidats ont parfaitement la possibilité de déposer un recours contre une élection s'ils apportent la preuve que la propagande d'une association a été distribuée dans une classe alors que celle retenue et retardée ; même si ces opérations ne sont pas directement intégrées au processus de la République, il nous faut une distribution de traitement qui s'impose dans un pays démocratique (...).

AU CONGRÈS DE L'O.C.C.E.

M. Guy Georges dénonce une campagne « contre l'école de la République »

De notre correspondant

Nice. — « Sur les chemins de la créativité » : tel était le thème de réflexion soumis aux quatre cents délégués de l'Office central de coopération de l'école, qui viennent de participer au congrès national de l'O.C.C.E. à Nice.

Pendant quatre jours, les délégués ont tenté, à partir de documents élaborés dans les classes de mieux en mieux, grâce à la dynamique de groupe, les problèmes de la création. Leurs réflexions se sont ordonnées autour de huit thèmes principaux. La création picturale, artistique, dramatique, scénique, sportive, mais aussi la création liée à la vie sociale, aux mass media et à l'environnement. Tirant, samedi 22 octobre, une première conclusion des travaux, M. Raymond Toraille, président de l'Office, a nettement souligné que le travail de coopération à la base, la créativité étant l'une des dimensions indispensables de la vie coopérative à l'école.

Auparavant, M. Guy Georges, secrétaire général du syndicat national des instituteurs, pour qui une véritable coopération

parents-enfants est nécessaire, avait employé un ton plus polémique pour déclarer : « La coopération est tout d'abord un état d'esprit et non un système de contraintes. Les élections aux comités de parents sont prétextes à autre chose qui risque de compromettre la véritable coopération... »

« L'école laïque, a-t-il poursuivi, subit depuis quelques années une grave agression. C'est la campagne la plus rude contre l'école de la République. Il nous faut nous défendre contre des groupes, associations et partis qui font courir le plus grand danger à notre école... »

Il nous faut assurer une double démarche : enrichissement de la formation des maîtres d'une part, amélioration d'urgence de la situation de l'éducation nationale d'autre part. Cette dernière se doit de donner un attrait à la profession, c'est-à-dire en revalorisant le traitement des maîtres, parce que cela détermine tout le reste. »

MICHEL VIVIS.



LE JOURNAL DES L'ÉCOLE

par Daniel Morgaine

Préface d'Edgar Faure

« Cet appel doit être entendu. »

(L'Express)

ALAIN MOREAU

asprofore
association loi 1901
enseignement privé
organisé à l'intention des
DIRECTEURS DU PERSONNEL
et
RESPONSABLES FORMATION
un
EXPOSÉ-DÉBAT :
FORMATION
EMPLOI, CHOMAGE
la nouvelle réglementation
demandeurs d'emploi « jeunes »
contrat emploi-formation
licenciement économique
LE JEUDI 27 OCTOBRE
à 16h30 - Entrée libre
130 Faubourg St Honoré
75008 PARIS
Tél: 256.11.05 - 359.12.77

ENTREPRISE PARIS-16°
métro Boisserie
offre à
ÉTUDIANT(E)S
fin d'études supérieures
STAGES
Temps partiel, longue durée,
pour effectuer divers travaux
de recherches en
MARKETING
& **PUBLICITÉ**
Envoyer candidature manuscrite
+ temps soigné + photo à :
FASTRAL, 15 bis, rue Cimara, 75116 PARIS

LES INTRUS

M. Haby a sûrement raison de souhaiter que les élections aux comités de parents dans chaque école publique ne soient pas l'occasion de « passions excessives ». Mais on aurait tort de croire que la passion, tout court, puisse en être absente.

La création par la réforme Haby d'un comité de parents dans chaque école publique est, en principe, une révolution. Comme l'avait été, toujours en principe, l'introduction des parents dans les conseils d'administration des lycées après 1968. Une révolution bien tardive : pourquoi « l'école de la République », dont parle avec émotion le secrétaire général du Syndicat des instituteurs, a-t-elle attendu si longtemps pour accepter que les parents aient leur mot à dire dans son fonctionnement ? C'est que jadis la présence des parents n'était revendiquée par personne : les familles avaient une administration confiée aux instituteurs, les hommes les plus instruits des villages, et nul ne se serait avisé de leur disputer une omnipotence pédagogique.

Lourde de conflits

C'est, sans doute, l'élévation du niveau culturel des Français et la dévalorisation de la fonction enseignante dans la société qui expliquent l'introduction des parents dans l'école soit à la fois hautement revendiquée par un nombre grandissant des instituteurs et, inconsciemment, ressentie comme une menace par les professionnels de l'enseignement. A cela s'ajoute l'élargissement des missions de l'école qui n'est plus seulement le lieu de l'instruction mais devient — ou voudrait être — celui d'une éducation plus globale.

Quelle que soit la sincérité de ceux qui parlent de « coo-

pération loyale et confiante », il ne faut pas se masquer une évidence : l'introduction des parents est lourde de conflits. De plus en plus de parents prennent conscience du fait que les enseignants n'ont pas leur tâche éducative auprès des enfants que par une sorte de délégation de responsabilité. Ils souhaitent aujourd'hui avoir le droit institutionnel de contrôler l'exécution de cette délégation. Après tout, entend-on souvent, c'est de nos enfants qu'il s'agit. Dans une société de plus en plus compétitive, où l'école est considérée comme fournissant des armes pour la réussite et la promotion sociale, il n'est pas étonnant que les parents demandent un droit de regard.

Ainsi, en dehors de toute considération politique générale, le principe de la participation des parents à la vie de l'école est une mise en cause du pouvoir des enseignants. Dans la réalité, ces derniers ne sont toutefois pas trop de craintes à avoir. La loi a mis de sévères garde-fous : les comités de parents pourront ne se réunir — sous la présidence du directeur d'école — qu'une fois par trimestre, ils seront réunis aux conseils des maîtres, ils ne pourront pas proposer d'actions de l'école ou de tout autre conseil d'école. Les parents qui s'aviseraient d'enfreindre cette règle ne manqueraient pas de se heurter au front un des professionnels protégés par les textes.

Autre limitation — qu'atteste l'expérience de la participation dans le secondaire : les parents eux-mêmes. Les délégués élus sont rarement représentatifs de l'ensemble des parents, ce sont souvent des notables habitués aux réunions ou des militants chevronnés — dans ce domaine ou dans d'autres.

Les premiers sont soupçonnés de ne parler qu'en leur nom et les seconds sont parfois accusés d'avoir, au-delà de l'école, une perspective politique. La grande majorité des parents conserve une timidité et une réserve à l'égard des maîtres telles que la « collaboration » est inégale.

En dépit de ces protections — légales ou spontanées — les enseignants voient rarement d'un bon œil l'arrivée de ces nouveaux interlocuteurs. Leur résistance, consciente et organisée ou inconsciente et diffuse, est indéniable.

La centralisation

En admettant que les mentalités évoluent favorablement — des enseignants moins jaloux de leurs prérogatives, des parents moins méfiants — la participation se heurte cependant à un obstacle essentiel qui tient à la structure de l'éducation en France. Vaste armée fortement hiérarchisée, l'école publique est dirigée depuis Paris par une administration bureaucratique. La participation décentralisée dans une institution centralisée est, en grande partie, un leurre. On peut toujours se réunir pour débattre sur des questions secondaires : si les décisions sont prises à Paris — notamment en matière d'horaires, de programmes, de contenus, et dans le domaine financier, la participation n'a pas d'effets pratiques dans les domaines essentiels de la vie de l'école. L'explication du découragement de beaucoup de parents délégués dans le secondaire. Ainsi risque-t-on de voir la « passion excessive » que redoute le ministre devenir, à l'épreuve des réalités, une résignation passive.

BRUNO FRAPPAT.

Plus de dix mille personnes ce week-end à l'Espace Cardin

La grand-messe de la B.D.

La bande dessinée est à la fois un art, un commerce, une passion, une nostalgie et un mystère. Si c'est une chapelle, elle a des allures de cathédrale : plus de dix mille personnes se sont pressées, durant le week-end, à l'Espace Pierre-Cardin, à Paris, pour se tremper dans l'atmosphère chaleureuse — parfois étouffante — de la neuvième Convention de la bande dessinée, organisée par le grand-père de la B.D. en France, M. Claude Moliterni. Il y a neuf ans, en avril 1968, la première convention n'avait attiré que deux cent cinquante personnes.

Un art : il suffit de feuilleter quelques-uns des albums proposés par les quarante-huit éditeurs pour en rendre compte. Que ceux qui méprisent la B.D. commencent par le faire !

Un commerce : la foule du dimanche ne venait pas chercher des raretés esthétiques, mais se précipitait sur les best-sellers des grands éditeurs : Astérix chez Dargaud, Alix chez Casterman, Spirou chez Dupuis. Un billet, un album, une dédicace et un dessin.

Une passion : samedi, ils sont venus des faubourgs, les collectionneurs de vieux albums, pour compléter leurs collections de Cœurs vaillants d'avant-guerre, dédicacher l'Introuvable n° 1482 bis de Spirou, les vieux Mickey, les Tarzan fatigués ou les Tintin jaunies. Ils ont trente ans ou plus, ils sont fonctionnaires, avocats, médecins, employés. Un vendeur a publié récemment une petite annonce pour de vieilles B.D. dans un journal médical : il a reçu plusieurs centaines de propositions d'achat.

« Fouiller les greniers »

Une nostalgie : les adolescents d'hier ont vieilli. Ils ont trente ans. Quand ils en avaient dix, la télévision n'avait pas envahi les foyers. Au fil des standards, ils retrouvent, un peu défranchés, les albums de leur enfance, témoins ligés de leurs amusements d'hier : la couverture de Tintin du 14 octobre 1962, ils ne l'avaient pas oubliée, mais

ils l'avaient — funeste erreur — jetée. Ils la retrouvent à la « convention » avec une émotion indicible.

Un mystère : toutes classes sociales confondues, les amateurs de B.D. commentent dans un culte simple et sans ostentation une religion incompréhensible qui met au coude des marginaux et des petits bourgeois. Un quinquagénaire cossu qui passait par là n'en est pas revenu : « Vous vous rendez compte ? 150 francs le petit paquet de vieillesse de 1962 ! On devrait fouiller les greniers : qu'est-ce qu'on perd comme argent... »

Pourquoi si peu d'enfants ?

La B.D. c'est aussi une aventure. Les cinq adolescents parisiens qui lancent ce lundi dans la nature le premier numéro d'un trimestriel intitulé *Amenité* — le journal « qui se digère lentement » — ne pensent pas devenir milliardaires. Ils ont imprimé trois mille numéros, et il leur en coûte 7 000 F « prêtés par les parents ». Plus modestes, les promoteurs du *Havane* prime-sautier, édités à Argenteuil par des lycéens, se satisfont d'une vente de quatre cents exemplaires à Paris. Pour les petits collégiens du Raincy qui proposent pour 1 F le premier numéro d'un journal tiré sur une machine à polycopier, il s'agit surtout de savoir s'il y aurait un numéro deux. D'11 h à 18 h, après-midi, ils avaient vendu vingt exemplaires du numéro un.

Une ombre pourtant : pourquoi voit-on si peu d'enfants à une convention de la bande dessinée ? Cet art devenu adulte n'attirerait-il plus que les adultes ou les adolescents qui ne se font pas à l'idée d'avoir trente ans ? M. Moliterni voit l'influence de la télévision à la « radio ». L'image électronique a pris le relais. « Peut-être les enfants y viendront-ils quand ils auront grandi. »

BRUNO FRAPPAT.

UNE LETTRE DE L'ASSOCIATION ORLÉANAISE DES M.J.C.

L'association orléanaise des M.J.C. J.-M. Souffiaert et J.-P. Perrin, ont pris connaissance, dans le *Monde* du 28 septembre, des propos que M. Thinat, maire d'Orléans, a tenus devant Christian Colombani.

Les griefs de la mairie contre l'association orléanaise et les directeurs des M.J.C. se situent à trois niveaux : d'abord, cette faute grave à laquelle personne ne croit et que l'inspecteur du travail refuse de reconnaître comme telle, pour le licenciement des délégués du personnel ; en second, vient une cascade de reproches vagues dont personne ne peut obtenir qu'ils aboutissent à des accusations précises ; enfin, apparaissent les vraies raisons.

La municipalité, élue de justesse, a pris trop rapidement des mesures fort discutables : il y a eu, cet été, la municipalisation soudaine des M.J.C., puis le licenciement des directeurs. Aujourd'hui, le maire d'Orléans tient des propos peu amènes contre des animateurs profondément estimés par les adhérents des M.J.C. et les habitants des quartiers. Il se moque devant un journaliste du *Monde*, d'une famille qui assume fort bien la charge qu'elle a prise d'orphelins du Vietnam et de handicapés physiques. La DASS et des mouvements internationaux comme « Terre des hommes », « Les Amis des enfants du monde », ou « S.O.S. enfants sans frontières » font toute confiance à cette famille. Nous protestons fermement contre cette atteinte à la vie privée.

M. Thinat traite un autre directeur de M.J.C. d'Orléans d'« illégitime ». Nous souhaiterions, quant à nous, que le premier magistrat de la ville fasse preuve, à ce propos, d'un jugement plus éclairé.

Bien des gens se rendent compte, à Orléans, que le maire doit revenir sur ses décisions afin que l'on puisse sortir d'une situation inextricable. L'A.O.M.J.C. souhaite, de son côté, reprendre des négociations, encore faut-il qu'elle trouve en face d'elle un interlocuteur qui la reconnaisse responsable.

(Publicité)

THÉORIE ET PRATIQUE DE L'ÉVALUATION DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION DES ADULTES
Animateurs : Michel DEBEAUVAIS, Guy BERGER et René BARBIER
enseignants à l'Université de PARIS VIII
Les 11, 12, 13 et 27 janvier et le 24 février 1978 (12 heures)
Renseignements et inscriptions : Service de la Formation Permanente, Université de PARIS VIII, route de la Tauvergne, 75012 PARIS.
Tél : 274-12-50, poste 180 ou 314-32-26

A Saint-Véran (Hautes-Alpes)

UNE URNE A 2 000 MÈTRES

(De notre envoyé spécial.)

Saint-Véran (Hautes-Alpes). — Dans la vallée du Queyras comme dans toutes les Hautes-Alpes, c'est actuellement la morte-saison. Hôtels fermés, remontées mécaniques immobiles, tout semble arrêté. Les mélèzes perdent leurs aiguilles, dans un flouissement de couleurs qui embrase la montagne. Au fond de la vallée, on profite des derniers beaux jours pour mener paître les vaches dans les prés encore verts, et les moissonneuses-batteuses se hâtent de couper les derniers carres d'orge encore sur pied.

A Saint-Véran, la plus haute commune d'Europe (2 040 mètres), le seul lieu animé reste l'école. A la récréation de 16 heures, les enfants font la ronde sous les fenêtres de l'austère mairie-école, le seul bâtiment du village — avec l'église — qui n'ait pas sa grange de ronds sous un toit de lauze ou de bardeau.

Au premier étage, deux classes où ronflent les poches à mazout. Dans la classe enfantine : seize enfants, de trois à six ans ; dans la « grande classe » : dix-huit enfants de sept à onze ans. La grande affaire, en ce moment, c'est la préparation des élections du comité des parents, prévues ici pour le 28 octobre. « On est obligé de suivre les instructions », dit, avec un sourire résigné, la directrice, Mme Sibille. Manifestement, les circulaires parisiennes ne suscitent pas l'enthousiasme dans ce village tranquille de deux cent trente-sept âmes — dont vingt-deux foyers de parents d'élèves. « Jusqu'à maintenant, explique Mme Sibille, nous avions une caisse des écoles qui réunissait les parents une fois par mois. Maintenant, pour obéir aux instructions, nous les réunissons une fois par trimestre. »

Une mère d'élève vient demander combien d'enveloppes elle doit préparer pour les élections. Elle est une des quatre figurant sur la liste — unique — des candidats.

C'est dommage, dit-elle, sur quatre candidats, il n'y a qu'une urne Saint-Véranaise. Les trois autres, comme moi, sont parisiennes ou extérieures. Depuis que Saint-Véran est devenu un haut lieu du sans-propre du tourisme, on ne compte plus les Saint-Véranais « importés ». Même l'institutrice de la classe enfantine, Mme Marrou, vient de Paris. « Nous avons laissé là-bas nos disputes d'école, dit-elle, pas d'associations rivales. Rien que des parents, plus ou moins concernés par la vie scolaire. »

Le 28 octobre, une cinquantaine d'enveloppes seront prêtes pour les vingt-deux suffrages possibles. « On nous a promis une urne explique la directrice, alors que nous avons déjà celle de la mairie, à l'étage au-dessous. Ils compliquent vraiment tout, à Paris. »

ROGER CANS.

(Publicité)
UNIVERSITÉ D'ORLÉANS
DOCTORAT DE DROIT ÉCONOMIQUE
Responsable : ELIE ALFANDARI, professeur.
Ce doctorat, à caractère professionnel et scientifique, permet d'accéder à des postes de responsabilité dans les administrations économiques et les organisations professionnelles.
Il est ouvert aux titulaires d'une maîtrise en droit, économie ou administration économique ou sociale ainsi qu'aux titulaires de certains diplômes ou titres équivalents.
Les enseignements ont lieu le vendredi après-midi et le samedi matin, et débutent le 18 novembre 1977.
PARTIE THÉORIQUE :
1. Cours de droit économique interne, 20 heures. M. BERTRAND, professeur.
2. Cours de droit économique comparé, 20 heures. M. HONORAT, professeur.
3. Conférences de spécialité française et étrangères, 14 heures.
DIRECTIONS DE RECHERCHE :
1. L'entreprise en difficulté, 20 heures. Animateur E. ALFANDARI.
2. Les transferts de technologie, 20 heures. Animateur F. le TOUR-NEAU, professeur.
Une brochure sera adressée sur demande par la Faculté de Droit et des Sciences Économiques d'ORLÉANS, 45015 ORLÉANS CEDEX.

Saint-Véran

LE TRAITE
LEONAR

27/10/78

JUSTICE

LA DÉLINQUANCE ÉCOLOGIQUE AU CONGRÈS DE CRIMINOLOGIE

99 % de « chiffre noir »

Nice. — Le dix-septième congrès de l'Association française de criminologie, consacré à la délinquance écologique, a achevé ses travaux samedi 22 octobre à Nice (« le Monde » du 22 octobre). Pendant trois jours, des juristes, des criminologues, des psychologues, des économistes — mais surtout quelques écologistes, la plupart ayant décliné l'invitation — ont étudié les différentes formes d'agression contre la nature et examiné les moyens juridiques dont

dispose la législation française pour faire face efficacement à ce véritable fléau contemporain : un visage nouveau de la criminalité que les congressistes ont tenté de débroussailler à travers des exposés souvent formels et des discussions trop courtes. Il est vrai que le délit écologique n'est pas facile à définir : conséquence d'une négligence, d'une imprudence, ou résultat d'une recherche abusive du profit, il n'est pratiquement jamais réprimé.

De notre envoyé spécial

écologique est souvent refusée — et la répression qui s'y lie — en la renvoyant à une force anonyme : le progrès et des exigences. L'argument massif des pollueurs est depuis longtemps connu : nous procurons du travail et des richesses nécessaires. Quand la justice sévit ou que des contraintes antipollution sont imposées, les industriels peuvent estimer que le coût doit en être payé par la collectivité en se répercutant dans le coût de production. Or, la répression doit au contraire — et c'est sa justification morale — empêcher le délit, quant à modifier sa conduite », souligne M. Mugnier-Pollet.

Prudence officielle

L'affirmation en 1971, à la conférence de Stockholm, d'un droit à l'environnement, n'a pour l'instant guère été suivie d'effet. Aucune politique criminelle n'a été définie. Cependant, à Londres,

en juin 1977, le Conseil européen du droit de l'environnement (CEDR) a adopté le texte d'une résolution en onze points dont le principe est ainsi énoncé : « La responsabilité fondamentale comme la vie ou la propriété privée et publique, l'environnement doit être protégé au même titre par le droit pénal : à côté du meurtre ou du vol, chaque code pénal doit comprendre une ou plusieurs infractions de pollution, de nuisance, de destruction, de dégradation ou autres atteintes à la nature. »

Pourtant, la première systématisation d'un droit pénal écologique risque de ne pas déboucher sur le concret avant plusieurs années. La preuve en a encore été fournie à ce congrès par le silence ou la prudence des représentants des cinq ministères qui parrainaient ses travaux. Le représentant du ministère de la Santé avait même reçu l'ordre, non seulement de ne pas prendre la parole, mais de ne pas siéger à la tribune.

MICHEL BOLE-RICHARD.

A LA COUR DE CASSATION

Un Français licencié par une société suisse

L'assemblée plénière de la Cour de cassation, réunie sous la présidence de M. Marie-Danièle Moncull, a présidé le 15 octobre au ministère public occupé par M. Robert Schmeick, premier avocat général, à eu à connaître d'un problème de droit international privé à propos d'un procès en rupture abusive de contrat de travail intenté devant le conseil des prud'hommes commerciaux de Strasbourg par un représentant de commerce français à la société suisse, licencié. Il s'agissait de savoir si les dispositions d'un traité international sur la compétence peuvent être accordées en raison du caractère d'ordre public interne à la loi applicable au fond du litige.

Si l'affaire a été soumise à l'assemblée plénière, c'est que la cour de Colmar, composée de ses deux premiers chambres, a statué le 20 novembre 1974 dans le même sens que la chambre sociale de la cour de Colmar, bien que l'arrêt de cette chambre rendu le 18 février 1977 ait été cassé le 22 novembre 1972 par la chambre sociale de la Cour suprême.

Le litige remonte au 25 mars 1968, date à laquelle M. Jean Bloch, domicilié à Strasbourg, engagé en juillet 1960 comme représentant à la commission pour l'est de la France par la société suisse, licencié, a été licencié à la suite de ses réclamations concernant le calcul de ses commissions.

Le 5 mai 1969, M. Bloch assignait son employeur devant le conseil des prud'hommes commerciaux de Strasbourg pour faire établir le calcul de ses commissions et faire condamner la société au paiement d'indemnités.

La société Fillex souleva

l'incompétence du conseil des prud'hommes français en invoquant l'article premier de la convention franco-suisse du 15 juin 1969 selon lequel, « dans les contestations en matière mobilière et personnelle, civile ou de commerce qui s'élèveront entre Français et Suisses, le demandeur sera tenu de poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur ».

Le 11 juillet 1969, le conseil des prud'hommes français déclarait incompétent en invoquant la supériorité des conventions internationales sur la loi interne.

Ce fut également la thèse de la chambre commerciale de la cour de Colmar qui confirma la décision d'incompétence du conseil des prud'hommes français en précisant que le procès devait être intenté devant la juridiction suisse de la circonscription dans laquelle se trouve le siège de la société Fillex.

Ordre public et règle de compétence

Saisie d'un pourvoi de M. Bloch, la chambre sociale de la Cour de cassation cassa l'arrêt de Colmar, « l'article premier de la convention de 1969 ne pouvant porter atteinte », à son avis, « à la compétence des tribunaux français saisis d'une demande intéressant l'ordre public français », puisque le représentant se prévalait « du statut d'ordre public des juges, représentants et placiers, prévu par les articles 29 R et suivants du code du travail ». La Cour suprême reprochait aux magistrats de la cour de Colmar de s'être décidés « au seul motif que la convention internationale primait la loi interne sans même rechercher dans quelles conditions le contrat litigieux avait été conclu et exécuté ».

La cour de Colmar, composée de ses deux premières chambres, devant laquelle le dossier fut renvoyé ne s'est pas inclinée devant la position de la Cour de cassation et a confirmé elle aussi la décision d'incompétence du conseil des prud'hommes français en déclarant : « Si l'ordre public peut être invoqué pour écarter une loi étrangère dont la teneur paraît contraire à des conceptions qui paraissent fondamentales au juge français, tel n'est pas le cas en l'espèce, où l'ordre public est invoqué pour écarter une règle de compétence non contraire à l'ordre public contenu dans un traité ».

Reprenant le principe posé par la chambre sociale de la Cour de cassation, M. Deschêde a plaidé devant l'assemblée plénière dans l'intérêt de M. Bloch pour demander la cassation du deuxième arrêt de la cour de Colmar.

Mais c'est en définitive un arrêt de rejet du pourvoi du représentant français qui a été rendu le 14 octobre par l'assemblée plénière conformément à la plaidoirie de M. Lamantier, conseil de la société Fillex et après les conclusions de M. Schmeick, premier avocat général.

La motivation est en très

● M. Henri Ferretti, député (P.R.) de la Moselle, a déposé une proposition de loi tendant à supprimer les tribunaux administratifs et à attribuer aux tribunaux judiciaires la compétence en matière administrative. « La volonté qui guide ce texte est de permettre au citoyen, dont le champ des rapports avec l'administration s'élargit sans cesse, de pouvoir soumettre ses litiges éventuels au juge avec plus de rapidité et moins de frais », déclare M. Ferretti dans l'exposé des motifs de sa proposition.

REGARDS

« Sans être raciste... »

Joué-lès-Tours, comme son nom l'indique, est une commune qui jouxte la préfecture d'Indre-et-Loire au sud. Banlieue tranquille il y a vingt ans, Joué, bénéficiant à la fois de l'exode rural et de l'industrialisation, est désormais, avec près de trente mille habitants, la seconde ville du département. Pour accueillir cet afflux de nouveaux arrivants, on a construit des grands ensembles. Les structures sociales et commerciales ont suivi sans trop de difficulté d'ailleurs. Cela n'a pas suffi pour intégrer complètement une population faite dans son immense majorité de déracinés : paysans, travailleurs immigrés, dont beaucoup vont à l'usine Michelin installée sur le territoire de la commune, les autres se rendant tous les jours à Tours.

Il faut croire que les plus ancrés dans l'installation commencent à se sentir chez eux à Joué, puisque des pétitions circulent pour demander « la disparition des étrangers ». C'est dans la ZUP de La Rabrière que protestations et lettres aux autorités se succèdent depuis un mois. La préfecture d'Indre-et-Loire a reçu une lettre émanant des « commerçants et habitants de la ZUP » dénonçant « des événements fâcheux : vols dans les magasins, sur les marchés, personnes âgées et enfants quotidiennement agressés ».

Qui sont les coupables ? La lettre en donne une idée : « Sans

être racistes est-il écrit au préfet, les habitants du quartier et les commerçants de la ZUP (...) vous demandent à ce que soient expulsés de ce quartier les familles immigrées qui se livrent à de tels actes. » Une autre lettre a été adressée au ministre de l'intérieur dans laquelle « les soussignés (les concierges de certains immeubles de la ZUP s'étant chargés de leur recrutement) sollicitent la protection à laquelle ont droit les citoyens honnêtes dans une démocratie ».

Cette protection, dit la pétition, serait renforcée si le poste de police de Joué était ouvert la nuit. Cette lettre au ministre ne vise pas, comme la précédente, « les émigrés », mais dénonce « les agresseurs de tout poil qui bénéficient de l'indulgence des magistrats tourangeaux » et qui se déchaînent dès le départ des policiers.

La ministre est parvenu à la fin de la massive que, si des rondes nocturnes de police ne sont pas organisées rapidement, « le souci de la sécurité de nos familles et de nos biens risquerait de pousser les citoyens à tenter de se protéger eux-mêmes par la constitution d'un groupe d'autodéfense ».

Ces pétitions ont causé une vive émotion chez les travailleurs immigrés, dont le taux atteint, dans cette ZUP, 21,6 % de la population.

CHRISTIAN ROSSIGNOL.

ANDRÉ POLETO MENACÉ D'ÊTRE LYNCHÉ

André Poleto, détenu permissionnaire, accusé d'avoir violé, le 20 octobre, sa fille Yvonne, âgée de dix ans (« le Monde » du 23-24 octobre), a été vivement pris à partie, samedi 22 octobre, par plusieurs centaines de personnes, qui ont tenté de le lyncher. Amené sur les lieux du crime pour sa reconstitution, André Poleto a été insulté, menacé de mort par la foule qui a tenté de se saisir de lui. Appelés en renfort pour l'escorter, une soixantaine de gardiens de la brigade d'intervention de la police marseillaise ont défilé leurs collègues par des jets de grenades lacrymogènes. Un commissaire de police a été légèrement blessé par une pierre.

EMPRISONNEMENT POUR UNE « CHASSE AUX ARABES »

Le tribunal correctionnel de Metz (Moselle) a condamné le 20 octobre à des peines d'emprisonnement de douze à quinze mois de prison ferme quatre jeunes gens âgés de dix-huit à vingt ans qui avaient entrepris le 3 juillet une « chasse aux Arabes ». Ils avaient, selon leurs propres aveux, attaqué, battu et parfois dépouillé de leur argent quinze personnes. Une seule de leurs victimes porta plainte. C'est ainsi que MM. Christian Derry, Raymond Müller, Robert Quivy et Daniel Teller furent identifiés et poursuivis. « Je suis raciste », a affirmé l'un d'entre eux, et il est possible que je recommence quand je serai sorti de prison. »

Cet ouvrage sera tiré selon le nombre de souscriptions et relié au fur et à mesure des demandes.

le livre capital sur la peinture

LE TRAITE DE LA PEINTURE de LEONARD DE VINCI

Ce texte, toujours d'actualité, est aujourd'hui introuvable dans sa totalité. Jean de Bonnot propose aux amateurs de livres rares et précieux cette œuvre magistrale dans ses versions française et italienne.

Le TRAITE DE LA PEINTURE qui révèle les secrets perdus du « Grand Art », comporte notamment les étonnantes dessins de Léonard figurant dans les manuscrits originaux.

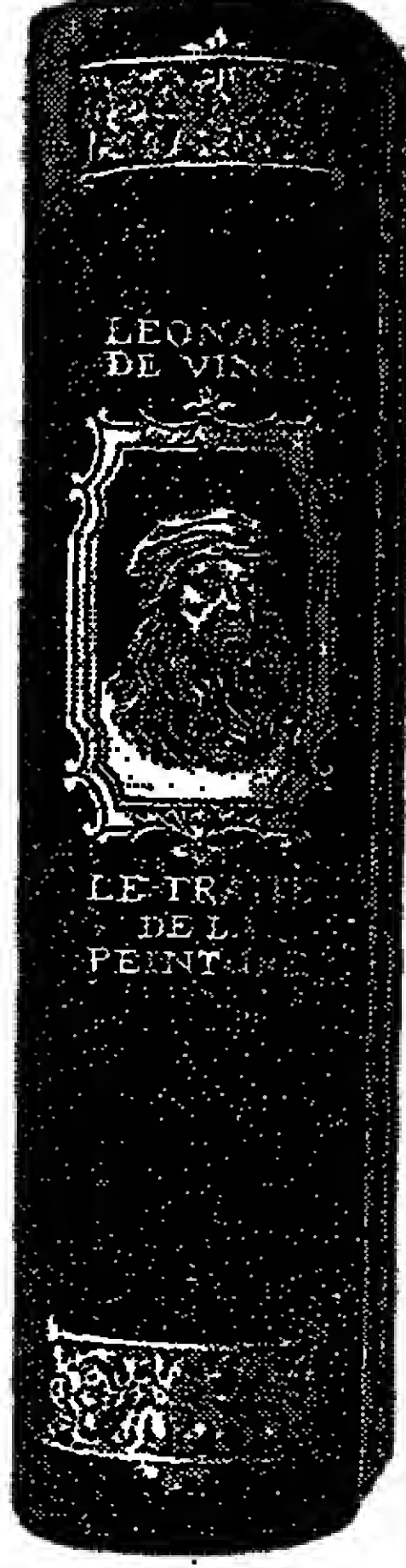
Traduction nouvelle d'André Keller, diplômé de la Société Dante Alighieri de Rome, précédée par la biographie de Léonard rédigée en 1550 par Giorgio Vasari.

Toujours épris de raretés, Jean de Bonnot a retrouvé l'édition italienne du Traité, imprimée à Bologne en 1786, où figurent les dessins de Léonard de Vinci, gravés d'après les interprétations de Nicolas Poussin.

En tout, 307 illustrations parfaitement reproduites en partant directement des gravures originales de l'époque.

Edition en un volume unique d'environ 600 pages, grand format in-quarto (21 x 27 cm).

Cette édition intégrale du « Traité de la Peinture » de Léonard de Vinci est un livre précieux par la noblesse de ses matériaux et sa fabrication dans les grandes traditions de l'artisanat ancien : plein peau de mouton d'une seule pièce pour la reliure et ot fin véritable pour le décor du dos et de la tranche supérieure, frappe à froid des deux plats, papier vergé chiffon



à la forme ronde filigrané dans la masse, pages de garde, signer et trancheilles assortis.

Quel surprenant personnage que Léonard ! Il domine toute la Renaissance et son influence se manifeste jusqu'à nos jours. Son Traité notamment a guidé tous les grands maîtres de la peinture, de Rubens aux impressionnistes. Les cubistes eux-mêmes et les artistes les plus révolutionnaires d'aujourd'hui y ont trouvé matière à réflexion. On peut dire sans exagération que la compréhension de la peinture passe par Léonard et son Traité. Ce livre est une somme. On y trouve à côté des conseils pratiques pour peindre, dessiner, construire un tableau, des pensées et des réflexions d'une élévation d'esprit qui rejoint Pascal.

Peintre, sculpteur, architecte, urbaniste, ingénieur, anatomiste, physicien, il était universel et eut un destin à la mesure de son génie. Fils naturel et sans fortune, il vécut dans l'intimité des grands et mourut en France dans les bras de François I^{er} à qui il légua la Joconde, le 2 mai 1519.

Garantie de fabrication
J'atteste que mon papier est un véritable papier chiffon, vergé au naturel ; que les peaux de mouton de mes reliures sont coupées d'une seule pièce sans couture ou collage apparent ou caché ; que les lers utilisés pour le décor des plats et du dos sont gravés à la main et signés ; que l'or employé est de l'or véritable tirant 22 carats. Jean de Bonnot

ci-dessus spécimen du dos de la reliure réduit.

BON DE RESERVATION POUR UN EXAMEN GRATUIT

(bon à découper et à retourner à : Jean de Bonnot, 7, faubourg St-Honoré, 75392 Paris Cedex 08)

Je souhaite recevoir, dès sa sortie et pour un examen gratuit de dix jours, l'édition intégrale du « Traité de la Peinture » de Léonard de Vinci en un seul volume in-quarto.

Je note le prix de souscription fixé dès maintenant à 187,50 F +

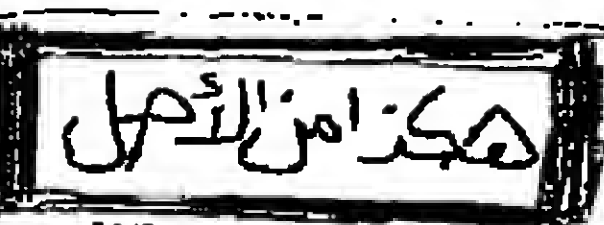
Nom (en majuscules)

Prénom

Adresse complète

code postal

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes. Signature (indispensable)



RELIGION

UNE INTERVENTION DU PÈRE ARRUPPE

« Grandeur » et « déviation » du marxisme

Roma. — Pour un peu, le synode serait passé à côté du marxisme (si l'on excepte l'exposé de Mgr Nguyen Van Binh, archevêque d'Ho-Chi-Minh-Ville (le Monde du 7 octobre), qui se présente, à l'heure actuelle, comme la seule idéologie capable de faire pièce au christianisme. Le Père Pierre Arruppe, président général de la Compagnie de Jésus, qui s'est fait déjà remarquer par son intervention sur la catéchèse extra-muros (le Monde du 22 octobre), a heureusement combié cette lacune. Son discours a été d'autant plus remarqué qu'il se situait dans le contexte italien immédiat (la lettre de M. Bertinotti à Mgr Bettazzi) et les diverses réactions qui s'en sont ensuivies) et au moment où les partis communistes font, en divers pays, patte de velours devant les catholiques.

« Impossible », a dit le Père Arruppe, de faire abstraction du marxisme en un temps où la catéchèse inclut la dimension politique. Ce silence dénoterait une grave incapacité de la catéchèse.

Après avoir précisé le caractère « non polémique » de son intervention, l'orateur a dit : « La doctrine marxiste tronque le réel et exclut tout fondement d'une éthique que, pourtant, elle postule. Le marxisme place l'espoir de salut — tout le terrestrisme mais définitif — dans le prolétariat. Il centre donc l'histoire sur quelque chose d'autre que le Christ et qui n'a pas de titre suffisant à être le centre de l'histoire.

« Dieu a fait miséricorde à tous »

« Le chrétien ne connaît d'ailleurs pas de centre simplement humain à l'histoire parce qu'il connaît un centre valant pour tout homme et pour toute l'histoire. Un des grands défauts du marxisme est qu'il ne connaît de salut qu'à la réconciliation qu'à partir d'un moment. Préhistoire, puis histoire enfin. Ne participant évidemment pas à ce moment privilégié tant d'hommes qui ont vécu auparavant : leur destin a été masqué ; quelque belle que soit la simple mémoire de quelques-uns, tous ont vécu en vain n'ayant jamais partagé et ne devant en rien partager l'événement de réconciliation. C'est, au contraire, à tous que Dieu a fait miséricorde.

« Il ne s'agit pas, on le voit, de simples points de doctrine socialo-chrétiens mais de la conception de la relation à Dieu, de l'anthropologie et de la christologie qui sont au cœur de toute catéchèse. Si celle-ci veut être efficace, elle doit conduire à ce discernement de doctrines ou tendances qui contrediraient et loi et vie chrétiennes dans ce qu'elles ont d'essentiel.

Quant aux « programmes socio-politiques du marxisme », plus ou moins distingués de l'idéologie », le Père Arruppe, après avoir remarqué que l'Eglise n'a pas de programme à proprement parler dans ce secteur, poursuit : « Le chrétien est invité à dévoiler et discerner le système de valeurs que cache le projet marxiste, tout ce à son insu. Il y découvrirait sans

De notre envoyé spécial

doute un sens profond de la justice qui doit, en effet, animer ceux qui combattent pour la justice. Mais il y a peut-être aussi qu'un fait plus confiant au processus violent comme tel qu'à un sens de la justice. On ne semble pas admettre que des hommes de l'autre classe puissent, une fois convertis, se mettre à travailler avec non moins de cœur pour la justice ; et du coup on néglige la part d'effort qui tendrait à les convertir effectivement. Ou bien on paraît insensible au fait que la violence comme telle n'est au mieux que nécessaire et jamais valeur : on ne se met donc pas sur le chemin pour établir la justice ; on exerce aujourd'hui la violence, on risque fort demain de rester violent. »

L'orateur affirme que « les biens de la Terre sont pour tous les hommes », mais il craint que « le mécanisme de l'exploitation risque de nier les valeurs de responsabilité et de participation ».

« N'y a-t-il pas, ajoute-t-il, d'inquiétantes silences dans la militance

marxiste : sur la dimension d'amour familial, sur les générations qui n'ont pas cueilli le fruit de leurs efforts, sur la mort ? En cherchant à rendre insignifiante toute cette part du mystère de l'homme, ne risque-t-on pas de le rendre effectivement insensible à toute une part de sa réalité ? »

En conclusion, le Père Arruppe déclare : « Il ne s'agit pas de bouter des crânes. La catéchèse contemporaine s'écartera d'ailleurs heureusement, en général, de telles gélidosités simplistes. Il s'agit de former au discernement. Rendre capable d'apprécier de bon cœur ce qui est grand dans ce mouvement qui a saisi une part importante de l'humanité et est même temps de mesurer avec netteté et franchise ce en quoi il nous fait dévier du Christ et de l'homme chrétien. Rendre le chrétien libre et non pas peureux devant le marxisme. Le rendre capable de franchise et de collaboration dans la mesure et les limites où elle s'impose pour le bien commun, mais non moins capable de critiquer et de prendre ses distances. » — H. F.

LE SYNODE ÉLABORE TRENTE-QUATRE PROPOSITIONS A L'INTENTION DE PAUL VI

Une institution encore dans l'enfance

Roma. — Les élections du conseil permanent du synode ont commencé. L'assemblée doit désigner douze membres dont le mandat durera trois ans. Le pape, de son côté, en nomme trois. Deux évêques seulement ont été élus au premier tour à la majorité absolue (par bulletin secret) : Mgr Aloisio Lorscheider, évêque de Fortaleza (Brésil), rapporteur général de l'actuel synode (les pères semblent avoir apprécié ses activités, puisqu'il bénéficie de 105 voix sur 197 votants) ; Mgr Joseph Bernardin, archevêque de Cincinnati (Etats-Unis), qui a présidé un des groupes

linguistiques et a obtenu 99 voix (majorité absolue : 97 voix). Le deuxième tour de scrutin (à majorité relative) aura lieu incessamment.

L'élaboration des propositions que fera le synode au pape continue. Elles sont au nombre de trente-quatre, réparties en six séries couvrant une cinquantaine de pages. D'autre part, le synode prépare un document de caractère général à usage externe.

La session sera terminée samedi 29 octobre à midi.

De notre envoyé spécial

Ici on se la sent un peu tendue. On entend dire que le synode est déjà terminé. C'est une manière de sous-entendre le manque d'enthousiasme que de nombreux pères semblent manifester pour mettre la dernière main aux conclusions de l'assemblée, conclusions qui, sauf surprise, ne devraient rien apporter de nouveau.

D'autres observateurs, plus malveillants, ajoutent en manière de boutade : « Pour que le synode soit fini, encore faudrait-il qu'il ait vraiment commencé ! » On peut, en effet, se poser la question. Si l'on tient pour bête-

De notre envoyé spécial

rique le fait que plus de cent quarante évêques du monde entier ont pu répercuter à Rome leurs préoccupations et les aspirations de leurs continents, et l'on convient qu'ils ont appris à se connaître et à s'apprécier dans leurs différences, et, ainsi, à souder la collégialité épiscopale, on ne saurait dire que le synode ait fait preuve d'élan créateur ni d'élan tout court. Les héros du concile Vatican II semblent fatigués. Plus encore que les précédents, ce synode fut sans leaders et sans sensation. Sans tension apparente non plus, ce dont on peut aussi bien se réjouir que s'étonner.

Les évêques savent que l'Eglise institutionnelle traverse une crise grave, profonde, durable. Ils en sont les premiers témoins et les premières victimes. Ce constat contribue à créer un malaise et un climat de morosité. Lequel d'entre eux oserait aujourd'hui soutenir, comme on le faisait il y a quelques années, que cette crise est une crise de croissance ? Tout au plus est-il possible d'espérer qu'elle est nécessaire à la naissance d'une Eglise autre.

Des méthodes conventionnelles

D'autre part, le synode est prisonnier de son thème : la catéchèse. Sa spontanéité est très relative. Les méthodes de travail restent conventionnelles. Aucune soupape de sûreté n'est prévue qui permettrait aux participants d'interpeller l'Eglise universelle sur une question qui leur tient particulièrement à cœur. Aucun débat n'est possible en assemblée plénière, où se succèdent, sauf rarissime exception, des monologues rédigés d'avance. Les discussions qui ont lieu dans les petits groupes linguistiques tournent plus ou moins court. L'usage, théoriquement obligatoire, du latin ne facilite pas les repères. Cette langue morte — malgré tout, et que les jeunes évêques maîtrisent de moins en moins bien — est en l'occurrence plutôt un obstacle à l'universalité de l'Eglise, à l'expression de la pensée et à son mordant.

Autre handicap : l'utilisation marginale des théologiens et des praticiens. Les évêques disposent d'experts, mais ceux-ci ne font pas partie du synode, et il ne leur revient pas directement de faire des synthèses, de proposer des solutions ou de bousculer le statu quo.

La pédagogie synodale est quasi inexistante. Le rapport initial sur le panorama de l'Eglise d'aujourd'hui, qui aurait pu être passionnant, n'a été qu'un rite et un faux-semblant sans lendemain.

La vérité oblige à dire que la catholécité de l'Eglise est de plus en plus difficile à vivre. Il n'y a guère de pensée commune entre l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Cette hétérogénéité contribue à stériliser le synode, qui embrasse trop pour bien étreindre.

L'avenir de l'Eglise

Pour l'heure, cette prétention universaliste a perdu tout crédit, et ce n'est que justice. L'Eglise romaine, qui en fut le symbole, en subit le contrecoup. A commencer par le monarque du Vatican. Les dizaines de milliers de pèlerins et de touristes qui se présentent chaque semaine à Rome ne peuvent faire oublier la perte de prestige de la papauté et son éloignement partiel des forces motrices de l'histoire contemporaine.

Le synode se révèle impuissant à colmater ces brèches, malgré sa bonne volonté. Pourtant, cette institution encore dans l'enfance porte un espoir important. A la suite de Vatican II, Paul VI a compris qu'il ne pouvait plus assumer seul la responsabilité de l'Eglise catholique. Le germe de la collégialité épiscopale a été posé, prémices de la collégialité des prêtres et des laïcs.

En un sens, l'avenir de l'Eglise est entre les mains du synode, quelle que soit sa lourdeur actuelle, ses malheurs et sa timidité. La curie romaine le pressent et s'en montre jalouse. En définitive, il ne s'en faut pas de beaucoup pour que le synode atteigne sa majorité. Déjà fortifiées par les conférences épiscopales, les Eglises locales sont sur le point d'insuffler au pouvoir central — auquel on ne saurait renoncer sous peine de protestantisation et d'atomisation de l'Eglise catholique — une nouvelle vigueur. Au vingtième siècle, l'unité ne peut plus se concevoir qu'au tour d'une instance spirituelle et d'arbitrage ayant une connaissance exacte des problèmes locaux, le respect des particularismes et une juste appréciation des cultures continentales.

On ne peut travailler à l'unité religieuse du genre humain et à la pénétration de l'Evangile qu'en abandonnant tout totalitarisme gouvernemental, doctrinal et disciplinaire. A son niveau idéologique, le marxisme en sait quelque chose.

Telle est l'issue du synode 1977, qui va s'achever dans l'indifférence générale des prêtres et des chrétiens de la base. Il importe cependant de regarder en avant : l'Eglise de demain sera pleinement synodale avec ce que cela comporte de va-et-vient réguliers et organiques entre le centre et la périphérie, ainsi que de modernisation des mœurs vaticanes, ou bien elle raterra le rendez-vous qui lui a été fixé par Vatican II avec le monde moderne.

HENRI FESQUET.



RESPONSABLE AUDIT INTERNE

150.000 F

Un très important groupe industriel français recherche, pour l'un de ses départements (13.000 personnes) spécialisé dans les biens d'équipement, le responsable de son service d'Audit Interne en voie de création. Basé dans la proche banlieue Sud de Paris, il sera rattaché à la Direction Financière et Comptable mais aura à rendre compte auprès du Comité de Direction pour les missions les plus importantes. Il sera responsable du contrôle et de l'audit de l'ensemble des activités comptables, financières et opérationnelles de gestion et devra proposer toutes les actions correctrices nécessaires : révision ou préparation de nouvelles procédures en liaison avec les unités concernées. Il aura, enfin, à développer cette activité de conseil et de contrôle et à renforcer progressivement les moyens humains et matériels. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure et pouvant justifier d'une expérience confirmée d'auditeur senior ou sein d'une grande entreprise industrielle. Cette fonction exige un excellent contact humain et une grande disponibilité pour des déplacements sur toute la France. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 150.000 francs et tiendra compte de l'expérience acquise. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2602M

INGÉNIEUR GESTION QUALITÉ

120.000 F

Une importante société française et filiale d'un groupe multinational de forte notoriété fabriquant des véhicules à usage spécifique recherche le gestionnaire des procédés et procédures de contrôle pour l'une de ses usines. Il fera partie du Département Contrôle Qualité et supervisera un groupe d'une trentaine de personnes. Il sera responsable des essais d'application et des essais au niveau développement de nouveaux produits ou modifications aux anciens produits. Il développera également les méthodes de contrôle qualité en particulier au moment du lancement de nouveaux produits. Il travaillera en liaison étroite avec les bureaux d'études en France et à l'étranger. Les moyens techniques mis à sa disposition sont sophistiqués. Le poste convient à un ingénieur diplômé qui ne soit pas un pur technicien mais plutôt un gestionnaire d'équipe capable de négocier à des niveaux élevés. Il devra avoir acquis de l'expérience en ingénierie dans des secteurs tels que l'automobile, les poids lourds, les matériels de travaux publics par exemple. Des connaissances en hydraulique seront appréciées. La pratique de l'anglais courant est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120.000 francs. Ecrire à D. GRENON à Paris. Réf. A/4392M

RESPONSABLE COMMERCIAL

100.000 F

Adhésifs Industriels — L'un des premiers fabricants européens de bandes adhésives industrielles recherche un responsable commercial pour la France. Basé dans une importante ville du Centre Est, il sera responsable, pour l'ensemble du marché français, du marketing et des ventes des produits de la société et exercera particulièrement son action auprès de l'industrie automobile. Il travaillera en étroite coopération avec l'actuel distributeur et assurera les liaisons avec la maison-mère. Ce poste intéresse un candidat possédant une expérience confirmée de la vente de produits s'adressant au même type de clientèle et capable de négocier à tous niveaux. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Voirure fournie. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2603M

INGÉNIEUR CONTRÔLE MÉTALLURGIQUE

100.000 F

Une importante entreprise française très bien placée dans son créneau de biens d'équipement mécaniques destinés à une clientèle spécialisée veut renforcer la qualité de ses produits et s'adjoindre, à cet effet, la collaboration d'un spécialiste de la métallurgie. Il animera une équipe d'une dizaine de personnes. Sa mission consistera essentiellement à apporter des conseils en technique de traitement thermique et à développer des moyens de contrôle sophistiqués permettant d'améliorer la fiabilité des procédés utilisés. Le profil recherché est celui d'un ingénieur métallurgiste possédant une grosse pratique des méthodes de traitement des aciers. Compétence des liaisons sur le plan international, la connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire. La rémunération annuelle attachée à ce poste se situe dans un ordre de grandeur de 100.000 francs et pourra être supérieure pour un candidat le justifiant. Ecrire à D. LANDEAU à Paris. Réf. A/4400M

JEUNES INGÉNIEURS

Nord

Appareillage électrique — Membre d'un puissant groupe industriel français, cette société recherche deux jeunes ingénieurs commerciaux pour son département situé dans le Nord de la France et spécialisé dans l'appareillage électrique. Pour ces deux postes, la rémunération sera liée à l'expérience et/ou au potentiel du candidat retenu. La taille du groupe offre d'intéressantes perspectives d'évolution.

Responsable commercial France

Sous l'autorité du Chef des Ventes France, il participera au développement des ventes en assistant le réseau de vente de la société et en assurant les contacts avec les principaux clients et le réseau de distributeurs du département. Ce poste s'adresse à un ingénieur électromécanicien justifiant d'une première expérience de la vente de produits industriels. La connaissance des réseaux de grossistes serait appréciée. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2604M

Responsable commercial export

Sous l'autorité du Chef de Service Exportation, il assistera le réseau commercial international et négociera directement certaines ventes ou offrira des matériels sur devis. Il sera secondé dans cette action par une équipe de six correspondants technico-commerciaux. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur électromécanicien, désireux de poursuivre ou de commencer une carrière commerciale internationale. La pratique de l'allemand est indispensable. De bonnes bases d'anglais sont souhaitées. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2605M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adressez C.V. en rappelant la référence à :

P.A. CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Paris - Stockholm - Zurich

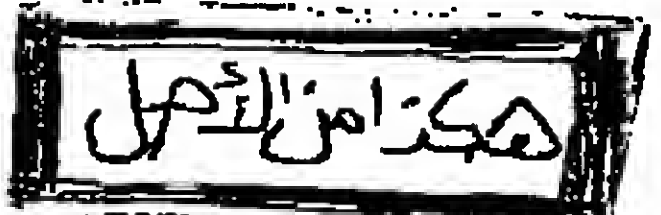
LA RELIGION du cardinal Marty par Jean Madiran

« La religion du cardinal Marty est exemplairement celle-là même de l'épiscopat français. Nous sommes à genoux devant les successeurs des apôtres, c'est l'agenouillement d'un homme libre, le suppliant et l'interpellant pour le salut de leur âme et pour le salut de leur peuple. »

Réponse de l'épiscopat : « Diffamation ! » Réponse du cardinal Marty : « Pamphlet ! »

Lisez et voyez vous-mêmes si ce sont là des réponses suffisantes à l'interpellation doctrinale de Jean Madiran.

80 pages : 10 F. Publié par la revue ITINÉRAIRES, 4, rue Garancière, 75006 Paris. Chèques postaux : Paris 13.255.72.



SPORTS

AUTOMOBILISME

JAMES HUNT VAINQUEUR DU GRAND PRIX DU JAPON

Une façon de courir derrière un champion absent

Mont Fuji. — Dans le même temps que le Britannique James Hunt (McLaren) a franchi la ligne d'arrivée du Grand Prix du Japon, dix-septième et dernière épreuve du championnat du monde, il mettait un terme à son état de champion du monde (1976). Niki Lauda, le nouveau champion du monde (1977), n'était pas au mont Fuji pour étreindre son titre. On sait pourquoi. Depuis le Grand Prix du Canada, Niki Lauda a décidé de ne plus courir pour Ferrari faute de disposer, de son point de vue, de l'assistance nécessaire pour être en mesure de faire honneur à sa réputation.

C'est un Grand Prix du Japon en tous points différent du précédent qui s'est disputé dimanche 23 octobre au mont Fuji. L'année dernière le titre s'y jouait entre Hunt et Lauda et l'épreuve s'était terminée par un temps ne pas mettre un pilote dehors. Plus, brume, visibilité réduite, bref des conditions de course qui firent que le duel Hunt-Lauda

vacances, apporte toujours son lot d'informations. C'est une porte qui se ferme avant que de s'ouvrir au mois de janvier sur un autre championnat. Partant de vacances donc, mais vacances courtes comme semblerait l'indiquer l'absence de tous les ingénieurs qui ont la charge de concevoir les nouvelles voitures. Ils étaient restés au travail en Europe pour être aussi prêts que possible dès que seront frappés les trois coups de la prochaine saison.

Fuji, le duel Schaeckel-Andretti n'a pas eu lieu. Des deuxièmes tours, Andretti, meilleur temps des essais, mais pointé huitième au premier passage, commettait une faute. Sa Lotus était les rails de sécurité et perdait une roue. Schaeckel, du coup, était vice-champion compte tenu de son avance de 8 points au championnat. Hunt avait pris le meilleur départ et il devait boucler les soixante-trois tours de l'épreuve sans connaître le moindre ennui. A l'arrivée, son avance sur Reutemann (Ferrari) dépassait les 45 secondes.

Derrière lui, dans le groupe de poursuite, il en allait tout autrement. C'était une course par élimination. Tour à tour, Schaeckel (Wolf), Mass (McLaren), Watson (Brabham), Regazzoni (Ensign), perdait le temps par des arrêts à leur stand, ou étaient contraints à l'abandon. De tous, le plus malchanceux était cependant Jacques Laffite (Ligier), dont les espoirs étaient réduits à néant par deux incidents significatifs de son manque de réussite.

Laffite change de voiture

Samedi, Laffite avait réalisé le cinquième temps des essais. C'était une performance qui lui permettait de compter pour un rôle dans le déroulement du Grand Prix. Sa Ligier était bien réglée, et 85/100 de seconde seulement le séparaient de Mario Andretti, auteur, comme on l'a dit, du meilleur temps qualificatif. Dimanche matin, au cours des essais libres, première alerte. Des ennemis de moteur, sans doute une soupape. L'équipe Ligier n'a plus le temps de procéder au changement de moteur. Jean-Pierre Jarier est donc sacrifié, comme le veut la coutume. Laffite, premier pilote, prend la voiture de Jarier sur laquelle on transfère les suspensions de la voiture condamnée. Les réglages sont aussi modifiés, mais il s'agit de partir au plus pressé.

Laffite sait qu'il ne peut pas de la voiture qu'il a signifiée durant les deux jours d'essais. Bien entendu, c'est encore pire pour Jarier, dont la participation avec un moteur presque cassé, ne peut dépasser quelques tours accomplis sans autre espoir que de faire honneur à son engagement. Il abandonnera d'ailleurs très vite. La course lancée, Laffite bataille en huitième position et, à ce

moment-là, peu nombreux sont ceux qui lui accordent la moindre possibilité de se bien classer. Sans si des éliminations favorisent ses ambitions. Et c'est bien ce qui se produit, de sorte que, aux deux tiers de la course, Laffite, contre toute attente, se retrouve deuxième, loin derrière Hunt bien sûr, mais deuxième quand même. Pour en arriver là, il a aussi démontré tout son savoir-faire. Il n'y a fait, il paraît, encore une vingtaine de mètres, quelques hoquets, et la Ligier est définitivement en panne sur le circuit. A la distance parcourue, il est quand même en tête du Grand Prix du Japon, mais on peut imaginer la déception qui a été la sienne. Dans le stand Ligier, après examen, on a expliqué l'incident. Si la voiture est tombée en panne d'essence, c'est un défaut de remplissage qui en est la cause. On croyait bien que la Ligier était partie avec les pleins faits, alors que, en réalité, il manquait 20 ou

30 litres. Toutes les écuries, un jour ou l'autre, ont été ainsi pénalisées par un manque de rigueur dans les vérifications.

C'est une aubaine pour les suivants de Laffite, et notamment pour Patrick Depailler (Tyrrell), qui se classe troisième. Pour sa dernière course, la Tyrrell à six roues, que seuls les collectionneurs vont désormais se disputer, va quitter la scène sur un bon résultat. L'expérience de la voiture à six roues prend fin sans qu'on ait pu déterminer exactement ses possibilités réelles. Sa conception et sa construction ont été une réussite, son développement un échec, et Ken Tyrrell peut revenir à la solution classique des quatre roues pour ne pas hypothéquer plus longtemps sa réputation. Il reste que cette voiture révolutionnaire a remporté un succès, celui de Depailler sera le premier pilote de l'équipe et Elf, l'associé de Tyrrell, compte bien qu'un autre pilote français, Didier Pironi, viendra succéder Patrick Depailler.

FRANÇOIS JANIN.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

Le marathon de New-York, qui a réuni 25 000 concurrents et attiré cent mille spectateurs, a été gagné le 23 octobre, par l'Américain Bill Rodgers en 2 h. 11 min. 58 sec. Le Français Fernand Kieckhefer a terminé septième en 2 h. 16 min. 25 sec. Le vainqueur du marathon olympique sur 5 000 et 10 000 mètres à Munich en 1972 et à Montréal en 1976 est décédé le 23 h. 19 min. 13 sec.

Automobilisme

GRAND PRIX DU JAPON DE FORMULE 1
1. Hunt (McLaren), 1 h. 31' 51" 88
2. Reutemann (Ferrari), 1 h. 32' 54" 13
3. Depailler (Tyrrell), 1 h. 32' 58" 07
4. Jones (Shadow), 1 h. 33' 58" 29
5. Lauda (Ferrari), 1 h. 34' 10" 66
6. P. Jarier (Shadow), 1 h. 34' 10" 66

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS 1977

Classement final : 1. Niki Lauda (Aut.), 72 points, champion du monde ; 2. Jody Schaeckel (Aut.), 55 ; 3. Mario Andretti (Stats.), 47 ; 4. Gilles Villeneuve (F1), 42 ; 5. James Hunt (G-B), 40 ; 6. Jean-Pierre Jarier (G-B), 35 ; 7. Patrick Depailler (F1), 20 ; 8. Jacques Laffite (F1), 17 ; 9. René Bernier (F1), 15 ; 10. John Watson (Aut.), 11 ; 11. Ronnie Peterson (Suède), 7 ; 12. Carlos Reutemann (Aut.), 6 ; 13. Vittorio Brambilla (Italie), 6 ; 14. Patrick Tambay (F1), 5 ; 15. Clay Regazzoni (Suède), 5 ; 16. Jean-Pierre Jost (F1), 4 ; 17. Jean-Pierre Jarier (F1), 3 ; 18. Riccardo Patrese (Italie), 1 point.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIÈRE DIVISION (Quatrième journée)

*Challans b. Villeneuve 88-74
*Can b. Clermont 80-84
*Le Mans b. Denain 106-82
*Nantes b. Jost 99-80
*Metz b. Lens 94-80
*Orthez b. Avignon 94-80
*Monaco b. Racing 85-80
Classement : 1. Jost, 2. Metz, 3. Nantes, 4. Jost, 5. Metz, 6. Nantes, 7. Villeneuve, 8. Clermont, 9. Denain, R.C.F., Jost, 4.

CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIÈRE DIVISION (Quatrième journée)

*Troyes bat Monaco 90-80
*Nantes bat Reims 90-80
*Le Mans bat Denain 106-82
*Nantes bat Jost 99-80
*Metz bat Lens 94-80
*Orthez bat Avignon 94-80
*Monaco bat Racing 85-80
Classement : 1. Jost, 2. Metz, 3. Nantes, 4. Jost, 5. Metz, 6. Nantes, 7. Villeneuve, 8. Clermont, 9. Denain, R.C.F., Jost, 4.

CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIÈRE DIVISION (Quatrième journée)

*Toulon b. Monaco 90-80
*Nantes bat Reims 90-80
*Le Mans bat Denain 106-82
*Nantes bat Jost 99-80
*Metz bat Lens 94-80
*Orthez bat Avignon 94-80
*Monaco bat Racing 85-80
Classement : 1. Jost, 2. Metz, 3. Nantes, 4. Jost, 5. Metz, 6. Nantes, 7. Villeneuve, 8. Clermont, 9. Denain, R.C.F., Jost, 4.

GROUPE B

*Poissy b. Gunglump 1-2
*Star b. Gunglump 1-2
*Brest bat Boulogne 1-0
*Dunkerque bat Gunglump 1-0
*Brest bat Boulogne 1-0
*Paris Football-Club bat Nœux 3-0
*Lille bat Lens 3-1
*Tours bat Lens 3-1
Classement : 1. Tours, 16 pts ; 2. Lille et Brest, 15 ; 4. Dunkerque, 14 ; 5. Poissy et Nœux, 13 ; 6. Brest et Lens, 12 ; 7. Gunglump, 11 ; 8. Casn, 4.

Handball

En match amical, disputé le 23 octobre à Fiolet, l'équipe féminine de Boulogne a battu la France par 21 à 15.

CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIÈRE DIVISION (Cinquième journée)

*Cannes b. Stade marseillais 20-16
*Toulon b. Gunglump 1-2
*Paris U.C. b. Boulogne 1-0
*Nîmes b. Toulon 20-16
*Gunglump b. A.S.P. 25-10
*Lille bat Lens 3-1
*Tours bat Lens 3-1
Classement : 1. Tours, 16 pts ; 2. Lille et Brest, 15 ; 4. Dunkerque, 14 ; 5. Poissy et Nœux, 13 ; 6. Brest et Lens, 12 ; 7. Gunglump, 11 ; 8. Casn, 4.

Hippisme

Le prix Jouvence, disputé à Longchamp et réservé pour les pures, a été gagné par le cheval de la propriété de M. de Tilly, La Combinaison gagnante est 13-10-7.

Jeu à treize

CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIÈRE DIVISION (Sixième journée)
*Roanne b. Villeneuve 23-0
*Saint-Etienne b. Limoux 34-14
*Avignon b. Albi 16-9
*Catalan b. Pia 26-15
*Toulon b. Marseille 34-18
*Clermont b. Jost 46-9
*Lyon bat Marseille 42-0
*Nantes bat Bordeaux 40-1
*Metz bat Lens 94-80
*Orthez bat Avignon 94-80
*Monaco bat Racing 85-80
Classement : 1. Jost, 2. Metz, 3. Nantes, 4. Jost, 5. Metz, 6. Nantes, 7. Villeneuve, 8. Clermont, 9. Denain, R.C.F., Jost, 4.

Sports équestres

CONCOURS INTERNATIONAL DE DRESSAGE DE PARIS

GRAND PRIX
1. Christine Stuckelberger (Sui.), sur Cornet, 1970 pts ; 2. Ulrich Lehmann (Aut.), sur Vénus, 1531 ; 3. G. Macdonald (G-B), sur Rhapsodie, 1481 ; 4. S. Silke (R.F.A.), sur Amadeo, 1480 ; 5. D. Bickel (G-B), sur Rhapsodie, 1470 ; 6. M. Ruth, sur Rhapsodie (R.F.A.), sur Rhapsodie, 1465 ; 7. D. Macdonald (G-B), sur Rhapsodie, 1444.

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIÈRE DIVISION (Première journée)
*Racing Club de France b. Casn 3-0
*Stade Français b. Jost 3-0
*Amiens b. Montpellier 3-2
*Cannes b. Saint-Maur 3-2

RUGBY

UN APRÈS-MIDI DE GALA AU PARC DES PRINCES

Savoir gagner et savoir jouer

Mais que leur faut-il, aux amateurs de rugby ? Qu'attendent-ils de ce jeu ? Que viennent-ils chercher au stade, le samedi ou le dimanche ? Bien sûr il y a ceux qui jouent, qui déchirent sur quelques terrains de banlieue l'herbe et leurs genoux, qui rient et rient, épuisés et moulus, le soir après la vichy-fraise du « Bar des sports », et ceux-là ont raison. A tout prendre, ils ont passé samedi 22 octobre un plus bel après-midi que nous.

Mais les autres, ceux qui sont désormais repliés sur les hauteurs des gradins, comme nous, qu'espèrent-ils d'un match, pour avoir boudé celui-là ? Que viennent-ils voir, applaudir, siffler ? Le jeu, ou la victoire des leurs, de quelques hommes provisoirement moulés de tricolore ?

C'est leur proposait à l'afroite-ment entre une équipe de France auréolée de ses succès de l'an dernier et une « équipe du président », sélection internationale qui ne pouvait certes passer pour le « grath » de l'équipe mondiale quand y manquaient quatre ou cinq des plus grands joueurs britanniques et les meilleurs champions des antipodes. Mais tout de même une équipe animée par le grand Sud-Africain Du Plessis flanqué de son compatriote non Keki et des Anglais Wheeler, Dutton et Ripley, valait d'être vue, assurée que l'on était que la seule préoccupation des trente garçons rassemblés sur le gazon du Parc des Princes était de bien jouer, libérés de la hantise, de la victoire à tout prix.

C'est pourtant dans un stade aux deux tiers vide qu'on pénétra les joueurs accourus de tous les horizons du monde pour célébrer... célébrer quoi, après tout ? Le soixante-quinzième anniversaire de la Fédération française de rugby ? Le centenaire des premiers balbutiements du jeu à quinze sur le continent, sur un terrain vague du Havre ou (le point est à présent controversé) du côté du bois de Boulogne ?

Si encore ces rares amateurs s'étaient conduits poliment avec ces jeunes gens venus de si loin pour répondre à l'invitation de leurs hôtes ! Mais on a vu, et surtout entendu, autant de malotrus et d'imbéciles siffler une tentative de transformation adverse que pour un match de championnat entre Tarbes et Toulon, le dimanche, Navrant...

Vers 1880, les trente garçons aux culottes et aux moustaches trop longues, qui bataillaient ferme dans la boue, du côté de Sainte-Adresse ou sous les grands arbres d'Auteuil, ne jouaient que pour se donner du bon temps, insoucieux de tout ce qui n'était pas la chaleur de la course et la joie de porter cet étrange objet oblong entre la poitrine et l'avant-bras. Depuis, on a complété les points, compliqué les règlements, tissé des maillots, collé des numéros dans le dos des joueurs, bâti des tribunes, opposé des nations, créé des fédérations, chauffé des foules, brisé des cœurs, lancé des vedettes, abattu des idoles.

Les vieux automatismes ont joué

On a vu, A trente, à mille, à des millions. On a groisé, grandi. On a essaimé d'un continent à l'autre et les Maoris, les Bantous, les Cheyennes, les Russes, les Japonais et même les Picards se sont mis à balotter avec l'œuf incrévable. Pourquoi pas ? Fallait-il ne jouer à ce jeu sacré qu'entre Londres et les Highlands, qu'entre l'Adour et le Tarn ? Quel plaisir de voir jouer au rugby, avec une fraîcheur épineuse, des gens de Nagasaki, de Boston et de Cordoba. Ils jouaient de mieux en mieux. Perdre leur fraîcheur ? Ils nous baltraient, même ou surtout si « nous » continuons à jouer le même jeu ! Etait-il besoin de démontrer qu'une équipe aussi soudée, lourde et agressive que la quinze de France actuel baltrait cette macédoine de joueurs venus de tous les océans ? Aussi bien l'objectif des augures de la Fédération, des rudes contremaîtres qu'ils ont donné à leur équipes et des forts champions qu'ils ont amalgamés en une sorte de club tricolore était de démontrer, en cette occasion solennelle, que les joueurs français ne savaient pas seulement gagner, mais aussi jouer.

23 à 19 en faveur des Français, c'est bien la marge de supériorité qui sépare la plus forte équipe d'Europe de la plus composite des équipes.

Résumé par le S.A.B.L. le Monde.

Général : Jacques Fauriol, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

équipes du monde. Mais ce beau jeu de plaisir et de chant qui nous était promis, l'avons-nous vu ? Oui, mais ce fut, pendant la première mi-temps, les visiteurs qui l'ont joué. Et puis, pendant les vingt premières minutes de la seconde mi-temps, sous l'impulsion de trois ou quatre joueurs exceptionnels — Paco, Sirella et surtout Aguirre, rayonnant, turbulent, le quinze français est sorti de lui-même, de sa forteresse, de ses hautes murailles, de sa lourde cuirasse. Il s'est donné enfin à cette ivresse qui devrait toujours être son élément. Alors on a vu un Roume servir un peu de ses mains, on a même vu galoper Palmié et Choffey. Or a senti souffler le vent, circuler l'air, chanter les gestes. On s'est pris à rêver.

Et puis les vieux automatismes ont joué. Des hommes formés, façonnés et chapitrés pour ne se servir que de leurs muscles, épaules contre épaules, pour circonscire l'aire de jeu, pour se battre sur un ring plutôt que pour courir sur une pelouse, peuvent bien prendre un peu de bon temps. Ils retournent vite à leurs ruminations victorieuses.

Vingt minutes de plaisir, c'est toujours bon à prendre, pour ces jeunes gens comme pour nous. Mais l'équipe de Fauriol ferait bien de ne pas s'en contenter et de se méfier de ces All Blacks néo-zélandais qui débarquent demain en France et qui joueront dix morcilles de bien jouer, libérés de la hantise, de la victoire à tout prix.

C'est pourtant dans un stade aux deux tiers vide qu'on pénétra les joueurs accourus de tous les horizons du monde pour célébrer... célébrer quoi, après tout ? Le soixante-quinzième anniversaire de la Fédération française de rugby ? Le centenaire des premiers balbutiements du jeu à quinze sur le continent, sur un terrain vague du Havre ou (le point est à présent controversé) du côté du bois de Boulogne ?

Si encore ces rares amateurs s'étaient conduits poliment avec ces jeunes gens venus de si loin pour répondre à l'invitation de leurs hôtes ! Mais on a vu, et surtout entendu, autant de malotrus et d'imbéciles siffler une tentative de transformation adverse que pour un match de championnat entre Tarbes et Toulon, le dimanche, Navrant...

VERS 1880, les trente garçons aux culottes et aux moustaches trop longues, qui bataillaient ferme dans la boue, du côté de Sainte-Adresse ou sous les grands arbres d'Auteuil, ne jouaient que pour se donner du bon temps, insoucieux de tout ce qui n'était pas la chaleur de la course et la joie de porter cet étrange objet oblong entre la poitrine et l'avant-bras. Depuis, on a complété les points, compliqué les règlements, tissé des maillots, collé des numéros dans le dos des joueurs, bâti des tribunes, opposé des nations, créé des fédérations, chauffé des foules, brisé des cœurs, lancé des vedettes, abattu des idoles.

On a vu, A trente, à mille, à des millions. On a groisé, grandi. On a essaimé d'un continent à l'autre et les Maoris, les Bantous, les Cheyennes, les Russes, les Japonais et même les Picards se sont mis à balotter avec l'œuf incrévable. Pourquoi pas ? Fallait-il ne jouer à ce jeu sacré qu'entre Londres et les Highlands, qu'entre l'Adour et le Tarn ? Quel plaisir de voir jouer au rugby, avec une fraîcheur épineuse, des gens de Nagasaki, de Boston et de Cordoba. Ils jouaient de mieux en mieux. Perdre leur fraîcheur ? Ils nous baltraient, même ou surtout si « nous » continuons à jouer le même jeu ! Etait-il besoin de démontrer qu'une équipe aussi soudée, lourde et agressive que la quinze de France actuel baltrait cette macédoine de joueurs venus de tous les océans ? Aussi bien l'objectif des augures de la Fédération, des rudes contremaîtres qu'ils ont donné à leur équipes et des forts champions qu'ils ont amalgamés en une sorte de club tricolore était de démontrer, en cette occasion solennelle, que les joueurs français ne savaient pas seulement gagner, mais aussi jouer.

23 à 19 en faveur des Français, c'est bien la marge de supériorité qui sépare la plus forte équipe d'Europe de la plus composite des équipes.

Résumé par le S.A.B.L. le Monde.

Général : Jacques Fauriol, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

équipes du monde. Mais ce beau jeu de plaisir et de chant qui nous était promis, l'avons-nous vu ? Oui, mais ce fut, pendant la première mi-temps, les visiteurs qui l'ont joué. Et puis, pendant les vingt premières minutes de la seconde mi-temps, sous l'impulsion de trois ou quatre joueurs exceptionnels — Paco, Sirella et surtout Aguirre, rayonnant, turbulent, le quinze français est sorti de lui-même, de sa forteresse, de ses hautes murailles, de sa lourde cuirasse. Il s'est donné enfin à cette ivresse qui devrait toujours être son élément. Alors on a vu un Roume servir un peu de ses mains, on a même vu galoper Palmié et Choffey. Or a senti souffler le vent, circuler l'air, chanter les gestes. On s'est pris à rêver.

Et puis les vieux automatismes ont joué. Des hommes formés, façonnés et chapitrés pour ne se servir que de leurs muscles, épaules contre épaules, pour circonscire l'aire de jeu, pour se battre sur un ring plutôt que pour courir sur une pelouse, peuvent bien prendre un peu de bon temps. Ils retournent vite à leurs ruminations victorieuses.

Vingt minutes de plaisir, c'est toujours bon à prendre, pour ces jeunes gens comme pour nous. Mais l'équipe de Fauriol ferait bien de ne pas s'en contenter et de se méfier de ces All Blacks néo-zélandais qui débarquent demain en France et qui joueront dix morcilles de bien jouer, libérés de la hantise, de la victoire à tout prix.

C'est pourtant dans un stade aux deux tiers vide qu'on pénétra les joueurs accourus de tous les horizons du monde pour célébrer... célébrer quoi, après tout ? Le soixante-quinzième anniversaire de la Fédération française de rugby ? Le centenaire des premiers balbutiements du jeu à quinze sur le continent, sur un terrain vague du Havre ou (le point est à présent controversé) du côté du bois de Boulogne ?

Si encore ces rares amateurs s'étaient conduits poliment avec ces jeunes gens venus de si loin pour répondre à l'invitation de leurs hôtes ! Mais on a vu, et surtout entendu, autant de malotrus et d'imbéciles siffler une tentative de transformation adverse que pour un match de championnat entre Tarbes et Toulon, le dimanche, Navrant...

Vers 1880, les trente garçons aux culottes et aux moustaches trop longues, qui bataillaient ferme dans la boue, du côté de Sainte-Adresse ou sous les grands arbres d'Auteuil, ne jouaient que pour se donner du bon temps, insoucieux de tout ce qui n'était pas la chaleur de la course et la joie de porter cet étrange objet oblong entre la poitrine et l'avant-bras. Depuis, on a complété les points, compliqué les règlements, tissé des maillots, collé des numéros dans le dos des joueurs, bâti des tribunes, opposé des nations, créé des fédérations, chauffé des foules, brisé des cœurs, lancé des vedettes, abattu des idoles.

On a vu, A trente, à mille, à des millions. On a groisé, grandi. On a essaimé d'un continent à l'autre et les Maoris, les Bantous, les Cheyennes, les Russes, les Japonais et même les Picards se sont mis à balotter avec l'œuf incrévable. Pourquoi pas ? Fallait-il ne jouer à ce jeu sacré qu'entre Londres et les Highlands, qu'entre l'Adour et le Tarn ? Quel plaisir de voir jouer au rugby, avec une fraîcheur épineuse, des gens de Nagasaki, de Boston et de Cordoba. Ils jouaient de mieux en mieux. Perdre leur fraîcheur ? Ils nous baltraient, même ou surtout si « nous » continuons à jouer le même jeu ! Etait-il besoin de démontrer qu'une équipe aussi soudée, lourde et agressive que la quinze de France actuel baltrait cette macédoine de joueurs venus de tous les océans ? Aussi bien l'objectif des augures de la Fédération, des rudes contremaîtres qu'ils ont donné à leur équipes et des forts champions qu'ils ont amalgamés en une sorte de club tricolore était de démontrer, en cette occasion solennelle, que les joueurs français ne savaient pas seulement gagner, mais aussi jouer.

23 à 19 en faveur des Français, c'est bien la marge de supériorité qui sépare la plus forte équipe d'Europe de la plus composite des équipes.

Résumé par le S.A.B.L. le Monde.

Général : Jacques Fauriol, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

équipes du monde. Mais ce beau jeu de plaisir et de chant qui nous était promis, l'avons-nous vu ? Oui, mais ce fut, pendant la première mi-temps, les visiteurs qui l'ont joué. Et puis, pendant les vingt premières minutes de la seconde mi-temps, sous l'impulsion de trois ou quatre joueurs exceptionnels — Paco, Sirella et surtout Aguirre, rayonnant, turbulent, le quinze français est sorti de lui-même, de sa forteresse, de ses hautes murailles, de sa lourde cuirasse. Il s'est donné enfin à cette ivresse qui devrait toujours être son élément. Alors on a vu un Roume servir un peu de ses mains, on a même vu galoper Palmié et Choffey. Or a senti souffler le vent, circuler l'air, chanter les gestes. On s'est pris à rêver.

Et puis les vieux automatismes ont joué. Des hommes formés, façonnés et chapitrés pour ne se servir que de leurs muscles, épaules contre épaules, pour circonscire l'aire de jeu, pour se battre sur un ring plutôt que pour courir sur une pelouse, peuvent bien prendre un peu de bon temps. Ils retournent vite à leurs ruminations victorieuses.

DEUX MORTS SUR LE CIRCUIT

C'est à la suite d'une erreur d'appréciation dans une zone de freinage que le jeune pilote canadien Gilles Villeneuve (Ferrari) a heurté l'arrière de la Tyrrell du Suédois Ronnie Peterson. La Ferrari de Villeneuve a littéralement escaladé la Tyrrell, puis est retombée sur le nez, avant de franchir, dans un endroit mal protégé, deux personnes, qui ont été tuées. Gilles Villeneuve, depuis ses débuts dans l'équipe Ferrari au Grand Prix du Canada, a surpris par son audace souvent mal contrôlée et une ambition qui, pour le moment, ne correspond pas encore à ses possibilités. — P. J.

tourna court. Dès le deuxième tour, Lauda, encore ennemi de son accident, décidait d'abandonner.

Ce 23 octobre, un soleil d'été dans un ciel presque sans nuages, a donné un tout autre caractère à l'épreuve. Mais les célèbres mont Fuji, le plus haut sommet japonais, ne portait aucune trace de neige. Un pic vert, dans ses plis, insolite. Autour, la vue portait aussi loin que possible. Le circuit était tel qu'en fait on pouvait croire qu'il ne s'agissait ni du même circuit ni de la même région. Dans le confort qu'apporte le ciel, les célèbres courses avaient aussi une intensité bien différente. Si le champion du monde était connu, il restait à savoir qui de Jody Schaeckel (Wolf) ou de Mario Andretti (Lotus) prendrait la deuxième place de la compétition et deviendrait ainsi le dauphin de Niki Lauda. Ce n'était pas, bien sûr, le seul intérêt du Grand Prix du Japon. Une dernière épreuve, même si elle sent les

ATHLÉTISME

Le défi d'Espelette

De notre envoyé spécial

Espelette. — Au petit matin, le patron de l'hôtel Euzkadi tira une grande table branlante sur le pas de sa porte. A travers les rues et la promenade caillouteuse, on disposa des cônes, un planche et des barrières. On avait mis en scène une opération de café sur la première, pour servir aux opérations de contrôle. Le décor ainsi planté, restait à guetter ceux que la pluie ténue de la veille n'aurait pas dissuadés de relever le deuxième défi lancé par trois intrépides coureurs à pied.

Expérimenté voici deux ans à Espelette, coquet village basque de douze cents habitants, la formule a depuis été reprise en d'autres communes de France, de Suisse et d'Allemagne de l'Ouest. Elle consiste à opposer trois marathoniens à toute une population sur une distance de 120 km. Les coureurs parcourent chacun 40 km comme ils l'entendent, cependant que trois cents volontaires se relaient au pas d'un huit présentant deux boucles de 400 mètres. La règle qui veut que le nombre triomphe n'aura pas souffert d'exception en ce dimanche 23 octobre. L'équipe formée par le vétéran bayonnais Jean Labastie, le Bordelais José Navarro et Gaby Euzart, enfant adoptif du pays qui fut à l'origine de l'affaire, était pourtant de belle qualité. Elle n'en accusa pas moins un retard de 700 mètres à l'arrivée. Chronométrée en 7 heures 25 min., elle eut toutefois la satisfaction d'améliorer de 50 minutes le temps établi par l'équipe purement locale qui, en 1976, avait connu la défaite.

A partir de 9 heures du matin, il avait été donné d'admirer la foule de la coiffeuse, pressée de faire son petit tour avant d'agiter son peigne, puis celle d'un cuisinier, de deux institutrices, d'un dentiste, d'un curé, de quelques membres de l'équipe, d'un solahira (tir à la corde) pesant leur quintal, et d'un hercule adolescent capable de soulever une charrette de 350 kilos. Au passage, tenant de lui extorquer une ordonnance dans la rue, le médecin, qui est aussi président d'un club sportif, répondait astucieusement : « Faut courir ! » Quant au maire, M. Jacques Curriet, il vint prendre le relais entre des bombins de quatre ans à peine et des compatriotes empourprés par près d'un demi-siècle de bonne obéissance.

Les concurrents se faisaient-ils rares ? On interpellait les automobilistes du village et les otis qui pointaient le nez à la fenêtre. Avant d'affronter l'Aut, les footballeurs de l'A.S. Espelette au grand complet traversèrent la rue de se mettre en jambes. Moins éduqués étaient les mobiles de ceux qui, à l'heure de l'après-midi, se lançaient dans l'aventure, nus par la perspective de se délester à bon compte. On a trop dit que la victoire et la victoire ont tué la fête de village pour ne pas se réjouir d'un tel brassage humain dans une atmosphère bon enfant. Trop souligné la morosité de l'athlétisme pour ne pas applaudir à une initiative qui, tournant le dos à des conventions excessives, renoue avec les origines populaires de ce sport. Aussi n'est-ce pas un hasard si, dans un village dépourvu de piste, le club local ne compte pas moins de cent soixante coureurs.

RAYMOND PONTU.

هكسان لاثم

Le Monde

DE L'ECONOMIE

Les disparités de ressources en France

COMMENT RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ?

Il faut parler de l'inégalité des revenus parce que c'est une manière simple de mettre en évidence quelques-uns des conflits et quelques-unes des contradictions que nous léguent la croissance du dernier quart de siècle. Le problème en effet n'a pas surgi brusquement parce que le programme commun de la gauche lui a consacré un paragraphe ou parce que le P.C. d'une part, la C.F.D.T. de l'autre, ont fait, au printemps dernier, des propositions chiffrées qui ont été reprises et largement discutées en ce début d'automne. Rien ne serait plus faux que de voir simplement là un débat sur l'une des clauses du contrat social que la majorité des électeurs pourraient imposer à l'ensemble de la nation. La France n'est pas complètement libre d'un trait de plume, de créer plus ou moins d'égalité ou de maintenir plus ou moins d'inégalité. Les choix de société ne peuvent pas ignorer l'évolution des rapports de forces liés au changement économique et ils ne peuvent s'abstenir de toute référence aux mécanismes de la formation des revenus.

La pyramide et la toupie

Les principaux caractères de la distribution des gains individuels en France sont bien connus. En ce qui concerne les salariés, le haut de la pyramide est occupé par des cadres supérieurs. La partie moyenne, entre 5 000 et 10 000 F par mois, comprend d'autres cadres supérieurs et des cadres moyens. La partie inférieure regroupe la quasi-totalité des ouvriers et des employés. Les non-salariés, qui forment moins de 20 % des actifs, se répartissent à tous les étages de la pyramide. Mais le sommet est réservé à des titulaires de revenus du capital et de l'entreprise et à certains de ceux qui exercent des professions libérales.

La distribution des revenus des ménages est influencée par les transferts sociaux et surtout par le fait que beaucoup de ménages comptent plusieurs actifs. La partie moyenne de la distribution est ainsi gonflée, et l'image d'une toupie se substitue à celle de la pyramide. L'évolution, depuis une vingtaine d'années, reflète les transformations essentielles de l'économie française. Les salariés passent de 65 à 83 % des actifs entre 1964 et 1971, les cadres moyens et supérieurs représentent maintenant 20 % des actifs.

Ces faits doivent être gardés présents à l'esprit lorsqu'on cherche à comprendre les mécanismes qui gouvernent la fixation des gains individuels. Même pour les revenus non salariaux, l'image du marché concurrentiel dominant à court le dit de son mérite et de son efficacité économique ne suffit pas à satisfaire l'analyse. L'inégalité apparaît aussi ou d'abord comme le résultat de multiples actions collectives, souvent contradictoires, appuyées quelquefois par la mansuétude des pouvoirs publics ou vivement combattues par eux (1). Les revenus des agriculteurs, des professions libérales, des industriels et commerçants ne sont pas fixés selon des règles du jeu totalement différentes de celles qui prévalent pour les salariés. Sans doute ne faut-il pas oublier ou nier la différence entre le salaire et le profit, mais les gardiens les plus fermes de toutes les orthodoxes économiques pourraient, s'ils le souhaitaient, s'opposer assez largement sur la situation d'aujourd'hui.

Non, la mythique productivité marginale ne détermine pas les salaires et les primes et le troisième mois. Non, les honoraires et les bénéfices ne résultent pas uniquement de l'infaillible et quotidienne loi de l'offre et de la demande. Non la hiérarchie des salaires n'est pas imposée par le grand capital dans l'unique but de diviser les exploités. Oui, les employeurs et les syndicats utilisent au mieux la liberté de négocier, ce qui pousse les uns ou les autres tantôt à simplifier tantôt à compliquer les grilles d'emplois et de rémunérations. De même, pour les non-salariés, l'action collective joue désormais un rôle essentiel. Discussions des tarifs avec les pouvoirs publics, ententes discrètes pour réduire ou éliminer la concurrence par les prix, tout cela constitue le cadre

(1) « La réduction des inégalités », Michel Goulet (Le Monde du 2 août 1977).

dans lequel se déploie l'activité individuelle. Cette forte part de conventionnel explique à la fois la permanence d'inégalités apparentes, comme certaines différences sectorielles de salaires, et la possibilité de changements marqués et rapides comme ceux qui ont eu lieu en 1968. Mais cela ne veut pas dire que tout est possible, que la hiérarchie des revenus est entièrement construite par des décisions que l'on peut modifier sans conséquences.

Les mécanismes de fixation des revenus ne disent pas tout, en effet, et indiquent pas comment chaque actif, et surtout chaque salarié, obtient une place dans l'édifice des rémunérations et comment sa situation peut changer. Pour les salariés, les deux mécanismes majeurs sont les différences de salaire à l'entrée dans la vie active et l'inégalité des évolutions probables. Tous ceux dont le sort est inscrit dans des grilles rigides connaissent bien la question. S'il n'y avait que deux salaires de début, le SMIC et un salaire double de celui-ci et si chacun avait la certitude de doubler son salaire à l'ancienneté au cours de sa vie active, l'écart hiérarchique serait de un à quatre entre le débutant payé au SMIC et le travailleur mieux rémunéré à la veille de prendre sa retraite.

Schématiquement, l'évolution des gains d'un salarié peut être analysée en deux phases. La première correspond aux suppléments de salaire à la croissance de la productivité nationale ; les gains liés à l'ancienneté, avec ou sans changement d'emploi (ces gains dépendent du statut ou des conventions collectives qui régissent la situation de ce salarié) ; enfin les gains liés à une promotion aléatoire qui dépend en partie du comportement de chacun et de sa volonté de changer d'emploi et d'entreprises, de profiter des possibilités de concours internes, etc.

Individuellement et collectivement, les salariés luttent contre le risque économique qui ferait perdre définitivement les avantages acquis et contre le risque individuel de stagnation ou de régression, lié à la compétition quotidienne et aux appréciations des supérieurs. Tout cela les conduit à utiliser les trois variables — sécurité du gain annuel, régularité de sa croissance, éventualités de promotions — afin d'obtenir le plus d'avantages. Maximiser l'espérance de gain peut consister à commencer sa vie active le plus haut possible ou à se ménager un début de carrière accablé ou encore à s'assurer, autant que faire se peut, contre les aléas.

JEAN VINCENTS,
professeur à la faculté des sciences
économiques de Toulouse.
(Lire la suite page 20.)

REVENANTS ET REVENUS

On peut se targuer de connaître avec précision l'actuelle répartition des revenus en France ? Personnellement, les enquêtes ne manquent pas. Seulement, l'esprit de dissimulation qui continue de régner dans notre pays altère singulièrement leur valeur. S'appuient-elles sur des données statistiques d'origine fiscale par exemple ? Tout le monde sait que, pour certaines catégories de contribuables, les revenus fiscaux n'ont que de lointains rapports avec des revenus réels. S'appuient-elles au contraire sur l'étude approfondie de certains cas concrets ? Il y a gros à parier que les personnes qui ont accepté de tout dire aux enquêteurs sont des « originaux », absolument pas représentatifs de l'ensemble. D'ailleurs, faute de connaissances préalables, on ne voit pas très bien comment pourrait être choisi un échantillon représentatif de la répartition des revenus.

Si notre science est singulièrement limitée, cela ne nous empêche pas d'affirmer des convictions profondes. L'éventail des revenus est encore trop ouvert en France, mais il s'est beaucoup réduit depuis quelques dizaines d'années et cette tendance au rétrécissement n'est pas près de s'achever. Que l'éventail soit trop ouvert, personne, ou presque, ne le conteste. C'est en tout cas l'une des rares considérations sur lesquelles tombent d'accord, avec plus ou moins de nuances, les économistes, les hommes politiques français, de droite et de gauche.

Rétrécissement de l'éventail

En revanche, bien des gens refusent d'admettre que la situation ait été pire autrefois. Il est vrai que nous avons tous tendance à embellir le passé. Et puis, dans le passé, les inégalités étaient souvent mieux supportées qu'elles ne le sont aujourd'hui ; cela peut s'expliquer par la force de l'habitude et par la relative faiblesse des moyens d'information. Il n'empêche que le mécontentement explosait parfois dans des révoltes populaires ; l'inégalité des revenus apparaît alors au grand jour. Nous pouvons aujourd'hui encore en prendre la mesure en relisant certains auteurs du dix-neuvième siècle et du début du vingtième.

Si nous sommes amateurs de chiffres, les travaux récents de Jean-François nous montrent sans contestation possible que certains types de revenus se sont largement rapprochés les uns des autres au cours des dernières décennies. Personnellement, nous tenons de bonne

source que le directeur général de telle grande entreprise pouvait, avant 1914, s'acheter un immeuble à Paris avec ses économies d'un an. Si certains hommes d'affaires français restent très largement rémunérés, nous n'en sommes tout de même plus là.

Un autre signe confirme la tendance au nivellement : c'est la disparition progressive des employés de maison. Dans la classe moyenne française, les générations actuelles disposent en général de bien des éléments de confort ou de luxe auxquels les générations précédentes ne songaient même pas. En revanche, il n'est plus question dans ces milieux de passer à son service une « bonne de tout faire », comme cela semblait tout naturel autrefois ; c'est bien le signe que la rémunération des travailleurs du bas de l'échelle s'est revêtue par rapport aux rémunérations « moyennes ». Dans le même esprit, il allait de soi jadis que le possesseur de telle voiture de luxe avait un chauffeur personnel ; aujourd'hui, la voiture s'est perfectionnée, mais le chauffeur a disparu.

Trois critères en perte de vitesse

La tendance au rétrécissement de l'éventail des revenus n'est pas près de s'achever, avons-nous dit. En effet, la principale cause de disparité ne réside pas dans la loi de l'offre et de la demande, mais dans l'idée que le public, plus ou moins consciemment, se fait des diverses activités professionnelles. Tel métier est pénible et ne recueille pas assez de vocations pour répondre à la demande de la clientèle ; il n'empêche que ce métier est mal payé et que personne n'est vraiment disposé à le réviser. En revanche, les candidats pullulent pour exercer telle profession parce de tous les agréments : personnel, parmi les clients ou les employeurs, n'ose se prévaloir de cet état de choses pour payer moins cher ses services. Bref, si les revenus varient considérablement entre professions ou entre fonctions, c'est d'abord parce que les « images de marque » sont très dissemblables. Or, il nous paraît évident que cette dissimilitude va s'atténuer. Voici pourquoi.

Les images de marque, en l'occurrence, reposent sur trois critères essentiels : la « noblesse » pour accéder à la profession ou à la fonction concernée, responsabilités encourues, rôle représentatif assumé. Ces trois critères vont, avoir de moins en moins d'importance.

JEAN RIVOIRE,
professeur
au Centre d'études supérieures de banque.
(Lire la suite page 20.)

LA SAGESSE OU LA FACILITÉ ?

La cinquième semaine de congés payés ? Pourquoi pas ? M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., n'est pas le seul dirigeant syndical à avoir inscrit cette demande dans le lourd cahier des revendications ; mais, en relançant le débat, il a occupé habilement le terrain syndical, quelque peu déserté par des confédérations — C.G.T. et C.F.D.T. — qui se préoccupent de l'avenir de la gauche. Et le dirigeant de F.O. a plusieurs arguments dans sa poche pour défendre son projet. Il s'agit d'une revendication simple et populaire qui, de surcroît, se négocie plus facilement au niveau national avec le C.N.P.F. que la réduction hebdomadaire du travail, sujet de discussion réservé aux fédérations professionnelles.

L'octroi d'une cinquième semaine de repos, si celle-ci est accordée en hiver, rejoindrait les préoccupations de la Faculté de médecine, favorable à une pause des travailleurs cinq mois après les congés d'été. Il ne heurterait pas un certain nombre d'employeurs concernés à multiplier les journées de chômage partiel ou conjoncturelles rémunérées à 60 %. Il satisfait un grand nombre de Français qui souhaitent passer les fêtes de fin d'année en famille.

Mieux encore, la reconnaissance de cet avantage social permettrait de réduire les inégalités entre les ouvriers et le personnel d'encadrement ; puisqu'un certain nombre de cadres bénéficient déjà de la fameuse cinquième semaine. Au total, s'il est vrai qu'un travailleur sur cinq dispose de cinq semaines de congé, le temps n'est-il pas venu de procéder à une généralisation ?

L'extension de la cinquième semaine de congés serait une grave erreur, rétorquent tous ceux qui ont étudié les liens entre la fatigue et le travail. De nombreux économistes, des sociologues, des médecins, considèrent en effet que l'obstacle numéro un, en France, devrait porter sur la réduction de la semaine de travail. Championne pour les congés payés, la France doit à la fois le record de la durée légale du travail, la plus basse et aussi celui de la durée effective, la plus élevée.

Officiellement, tous les partenaires sociaux sont d'accord pour s'attaquer en priorité aux horaires hebdomadaires. Dans le rapport du VII^e Plan, tous les débats ont porté sur la diminution de la semaine de travail et la généralisation du repos hebdomadaire de deux jours. Des spécialistes ne manquent pas d'indiquer par ailleurs que la généralisation de la cinquième semaine de congés risque de porter un coup fatal à la réduction des horaires. Objectivement, diraient certains, l'accroissement des congés payés devrait passer au second plan. Mais réduire d'une heure la semaine de travail n'a évidemment pas la même portée auprès de l'opinion publique que l'octroi d'une cinquième semaine de congés, même si en fin de compte la première mesure aboutit à une diminution annuelle bien supérieure à quarante heures de travail. Quelle thèse l'emportera ? La sagesse ou la facilité ?

UN ATOUT : LA PROPULSION NUCLÉAIRE DES NAVIRES CIVILS

La percée de l'énergie nucléaire dans la propulsion navale civile annoncée comme proche depuis plus de vingt ans, mais retardée par ses implications juridiques, écologiques et psychologiques, n'a toujours pas eu lieu.

Pourtant, elle trouve aujourd'hui une justification économique. Son développement serait important pour la collectivité nationale grâce à l'économie notable d'hydrocarbures que réaliserait l'armement pétrolier français et surtout grâce à l'activité exportatrice des chantiers.

Un serpent de mer. Telle était l'énergie d'un article du Monde du 25 juin 1975 consacré aux perspectives de la propulsion nucléaire. Un mois après une conférence spécialisée tenue à New-York. Le mot exprime bien la situation. En permanence à l'ordre du jour depuis 1964, date de la mise en service des sous-marins à propulsion nucléaire, son développement reste au point mort en ce qui concerne les bâtiments marchands malgré un brillant succès dans les flottes de combat. Plus de deux cents sous-marins et quelques navires de surface, totalisant plus de mille années-réacteurs de fonctionnement sans incident grave, lient au caractère

nucléaire de la propulsion, en témoignage.

Les raisons de ce retard sont bien connues :

— Les aspects réglementaires et juridiques n'ont pas encore fait l'objet de l'accord international préalable indispensable à toute exploitation commerciale.

— Des réticences psychologiques se font jour devant toutes les applications du nucléaire :

— Jusqu'en 1973, la faiblesse du prix du pétrole ne laissait aucune marge de compétitivité. Le contexte actuel de crise, tant dans les transports maritimes et surtout pétroliers que dans la

construction navale, constitue un facteur négatif supplémentaire que le niveau actuel du prix des hydrocarbures n'a pas encore suffi à contrebalancer.

Pourtant, selon des études récemment publiées (1), l'exploitation de navires marchands à propulsion nucléaire, qui serait le seul moyen de réaliser des économies significatives d'hydrocarbures dans une activité qui consomme près de 7 % de leur production, semble recevoir une justification économique pour une large part du trafic maritime.

La mise en œuvre de la compétitivité paraît plus élevée que les quarante-cinq mille chevaux précédemment avancés, plusieurs types de navires sont susceptibles d'une exploitation équilibrée.

Un nouveau candidat

Depuis longtemps, le navire porte-conteneurs semble être le mieux placé pour inaugurer la propulsion nucléaire civile, mais, depuis peu, un nouveau candidat apparaît, le minéralier-charbonnier, en raison des brillantes perspectives de développement devant lesquelles se trouve aujourd'hui le charbon, ainsi qu'il est apparu en septembre à la 2^e conférence mondiale de l'énergie, à Istanbul. Mais le charbon souffre d'un handicap de coûts de transport parfois prohibitifs, particulièrement liés à la taille des minéraliers-charbonniers, relativement faible comparée à celle des grands pétroliers. D'où l'idée de charbonniers nucléaires géants.

Dans le cas des transporteurs de gaz liquéfiés, la propulsion nucléaire n'apporte de gain sur le coût de transport de la thermie livrée que dans le cas de liaisons à long cours, trans-États-Unis par exemple. L'avantage est alors de 10 à 15 %, en partie grâce à la possibilité qu'elle donne de reliquer à bon compte la partie de la cargaison (0,5 %) qui s'évapore chaque jour, au lieu de la brûler dans la chaudière. Elle serait, par contre, sans intérêt pour l'approvisionnement français en provenance d'Algérie.

Dans le cas de pétroliers géants, les perspectives actuelles du développement de l'économie de la propulsion nucléaire civile, la Bulletin de R.C.E. 8/78 (Document 88) françaises) : Après l'économie de la propulsion nucléaire civile, Conférence mondiale sur la recherche dans les transports, Rotterdam, 26/28 avril 1977.

l'intérêt de la propulsion nucléaire dépend du point de vue sous lequel on se place, celui de l'armateur ou celui de la collectivité.

Pour l'armateur, le recours à la propulsion nucléaire ne présente qu'un intérêt économique mineur. Il impose un investissement plus élevé, de 30 à 40 % par navire mais moins de 10 % par tonne de capacité de transport annuelle, car la vitesse de croisière passe de 16 à 20 nœuds — et conduit à un prix de revient du transport de la tonne de pétrole à peine inférieur de 5 à 10 % dans la meilleure hypothèse. La sensibilité de ce prix à celui du combustible nucléaire est faible, de l'ordre de 0,11, le tiers de ce qu'elle est au prix du fuel lourd dans le cas du navire conventionnel. Ainsi, le doublement du prix de l'uranium qui intervient pour le tiers du coût du combustible fissile n'aurait-il qu'une incidence de 3,5 %. La sensibilité aux variations du surcoût d'investissement lié au caractère nucléaire de la propulsion est également faible, de 0,1 environ, ce qui minimise l'inconvénient pour les études économiques de l'incertitude sur ce paramètre.

Pour la collectivité nationale, ce recours présente un tout autre intérêt, celui d'une importante économie de fuel lourd : une économie de sources de près de 2,5 millions de tonnes résulterait chaque année de la nucléarisation de la moitié de la flotte assurant l'approvisionnement de la France en pétrole. Même en supposant importée la totalité de l'uranium consommé, l'économie annuelle de devises correspondante serait de l'ordre d'un milliard de francs.

Mais la France n'importe pas que du pétrole ; aussi une action donnée n'est-elle pas nécessairement justifiée du fait qu'elle induira un jour une économie de pétrole à n'importe quel prix. Il est donc intéressant de comparer les coûts d'investissement par tonne d'équivalent pétrole économisé par an dans ce cas, dans celui des centrales nucléaires terrestres et par exemple dans celui de l'énergie solaire : respectivement moins de 500 F, 2 000 F, et 3 000 à 25 000 F selon la technique mise en œuvre. Le coût des économies qu'est susceptible de procurer la propulsion nucléaire apparaît ainsi comme limité.

SERGE RUEL,
Ingénieur du génie maritime.
(Lire la suite page 20.)

Sud-Ouest

Bordeaux
Toulouse Aéroport

Réservation
Réservation Centrale Paris
Tél. : 657 11 43 Téléc. : 200432
ou dans un des 35 hôtels Sofitel
ou dans les agences de voyages.

Hotel Sofitel

*** L'amour du métier.

COMMENT RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ?

(Suite de la page 19.)

Des alternatives s'ouvrent selon le taux de croissance de l'économie. Les augmentations de salaires à l'ancienneté sont indispensables si l'on doit faire le même travail tout au long de sa vie. Les enseignants le savent. Au contraire, si les passages à des emplois mieux rémunérés sont faciles, l'organisation des carrières s'avère plus importante. De ce point de vue, la rupture survenue en 1974 ne sera peut-être pas sans conséquence dans le secteur privé notamment.

Cet aspect essentiel des mécanismes d'attribution des gains au cours de la vie active est communément publié dans les discussions, et Pascal Salin (1) a en raison de rappeler que, si tous les actifs avaient le même profil de revenu au cours de leur vie, la hiérarchie des gains pourrait être ouverte bien que, en un sens, l'égalité — parfaite, puis- que chacun percevrait la même somme au cours de sa vie.

Il ressort de tout cela qu'une réduction de l'écart hiérarchique des salaires (pour s'en tenir à eux) ne consiste pas seulement à élever le minimum ou à abaisser le maximum. Très au contraire, une réduction exige une « remise en ordre » qui se fait par le jeu combiné des points d'entrée, du changement de l'ampleur des carrières assurées à l'ancienneté ou autrement et des modifications des probabilités d'accès à certains emplois. On retrouve alors les mécanismes qui fixent la hiérarchie des rémunérations, on met en jeu le rôle de la formation initiale et de l'ancienneté. Réduire l'inégalité, c'est nécessairement diminuer l'espérance de gains de certains et accroître celle des autres. Cela peut se faire en élevant les salaires de départ les plus bas et en augmentant l'ampleur de la carrière quasi garantie de ceux qui sont le moins rémunérés.

Des gagnants et des perdants

Aucune politique d'égalisation ne peut négliger l'indépendance entre les divers aspects du problème et ne peut ignorer les conséquences que peuvent avoir les choix qui seront faits sur les rapports de revenus selon la fonction, mais aussi selon l'âge. L'examen des contenus divers que peuvent avoir les politiques d'égalité des revenus est donc nécessaire.

Furquoy résume l'inégalité des revenus : Pour créer plus de justice ? Pour répondre que ne dit pas l'essen-

(1) « Croissance et égalité », Pascal Salin

La propulsion nucléaire des navires civils

(Suite de la page 19.)

La situation apparaît aujourd'hui comme gelée, car aucune décision de construction n'a encore été rendue publique. On ne peut citer que deux faits positifs.

— Le lancement par le Canada d'un appel d'offres international pour un brise-glace de 90 000 CV au moins ; — l'envoi d'une lettre d'intention au chantier américain Newport News par l'armateur britannique P&O, portant sur trois pétroliers d'environ 500 000 tonnes de port en lourd (500 000 tonnes de capacité), mais assortie de restrictions qui en réduisent la portée.

Néanmoins, le marché potentiel n'est pas négligeable puisque le nombre de navires susceptibles de recevoir une propulsion nucléaire au cours de la décennie 1980-1990 est évalué à une cinquantaine par an.

Malgré l'ampleur de ce marché potentiel, et l'enjeu pour la collectivité en termes d'économies d'hydrocarbures, on peut craindre que le développement d'une flotte nucléaire française ne soit tributaire d'une impulsion publique, puis- que la relative faiblesse de sa rentabilité pour un armateur privé n'est guère de nature à l'inciter, surtout dans le contexte économique actuel. L'écueil réside dans la Déclaration générale de la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) d'une somme importante à l'Atmosphère-Antenne consacrée aux chaudières de propulsion nucléaire destinées à la propulsion nucléaire ou à la fourniture d'énergie électrique dans les pays en voie de développement est un fait positif. Est-ce suffisant ?

Encore une aide de l'Etat à un programme industriel insuffisamment justifié, dira-t-on peut-être, et de penser à superposition, malgré son récent succès devant la Cour suprême.

Ce serait à tort pour deux raisons. La première est que la situation de la France au plan industriel, en ce domaine, est particulièrement favorable. La seconde est que les aspects commerciaux en sont fondamentalement différents.

La France serait en mesure de faire bonne figure : sa construction navale, déjà plutôt ardue sur des navires sophistiqués, à haute valeur ajoutée, se trouve dans une situation globalement favorable pour promouvoir cette application de l'énergie nucléaire.

En effet, l'expérience acquise en France dans la mise au point et la réalisation du programme naval militaire par Technicatome — filiale du Commissariat à l'énergie atomique — profiterait à son homologue, Atmosphère-Antenne, de même que le savoir-faire

tiel. Car toute réduction de l'inégalité est un changement de la répartition des revenus avec des gagnants et des perdants, avec des problèmes soudain plus faciles à résoudre — ou devenus plus complexes. C'est dire que les politiques d'égalité peuvent viser des objectifs très divers ou les atteindre sans le vouloir spécialement.

Je distinguerai quatre objectifs possibles :

Lutter contre la pauvreté

Lorsque la pauvreté est patente, alors, liée à des handicaps physiques, psychiques, raciaux (c'est-à-dire sociaux), il est relativement facile de la réduire sans toucher à l'ensemble de l'édifice social. Une politique de transferts sociaux peut être efficace. Mais, dans la vaste zone où la pauvreté est latente, ne sont pas associées à des signes évidents d'infirmité, le problème reste entier. Problème classique de la famille avec des enfants jeunes, où la femme ne travaille pas au dehors et où le salaire du père ne dépasse guère le SMIC. Naturellement on dira qu'il faut l'extension des crèches, le retour au plein emploi et le SMIC à 2200 francs. Le problème serait résolu, puisque le ménage percevrait deux salaires.

En attendant (et même dans ce cas), la lutte contre la pauvreté devrait être un objectif accepté par tous. Cette lutte s'implique pas nécessairement que l'on prenne aux riches pour donner aux pauvres. Sans doute on combine les souffres avec des montages ; mais les avantages techniques ont, en fait, une analyse économique en soi. On peut très bien souhaiter des prélèvements sur la collectivité entière afin que, par solidarité, chacun de nous participe à la lutte contre la pauvreté.

Revaloriser le travail manuel

Revaloriser le travail manuel exige sans doute une hausse relative des salaires ouvriers de début et une ouverture de la hiérarchie. Qui est prêt à l'accepter franchement ? Il s'agit là d'une des questions difficiles que la société française doit résoudre dans les prochaines années. Les échelles de salaires révisées encore en partie la situation qui prévalait il y a vingt ou vingt-cinq ans. Le marché du travail était alimenté par un exode rural important, renforcé par une immigration aisée. Les emplois non manuels bénéficiaient encore des avantages qu'ils avaient acquis lorsque la formation initiale était plus chèrement distribuée.

Aujourd'hui, plus du tiers de chaque classe d'âge atteint la fin du second

cycle secondaire classique ou technique. Les formations non manuelles courtes se sont multipliées. L'examen des flux de mobilité entre catégories socio-professionnelles montre qu'il y a un mouvement des ouvriers vers les emplois. L'avenir de la croissance française, la réussite d'une industrialisation cohérente, dépend beaucoup des solutions qui seront apportées à ces problèmes. Croire qu'il suffit d'investir souvent en achetant de l'équipement importé et de restaurer les entreprises pour que les conditions de production soient modifiées est une illusion fautive.

Favoriser les jeunes

Par le jeu des statuts qui font place à l'ancienneté et par l'effet des promotions, le salaire d'une grande partie des travailleurs augmente avec l'âge. Une forte hausse du SMIC et des salaires qui lui sont légèrement supérieurs bénéficierait en premier lieu aux jeunes. Les conséquences sur la scolarité, le post-obligatoire et sur la séparation précoce des générations seraient vraisemblablement importantes. Cela peut être vu. Mais des effets secondaires sont inévitables. Les salariés qui emploient beaucoup de jeunes seraient affectés. L'insécurité à l'embauche des jeunes serait renforcée et la pratique des emplois à durée déterminée serait encouragée.

D'un autre côté, on ignore complètement ce que pourrait être l'effet d'une hausse de salaires assez substantielle sur le comportement des jeunes dans le travail, notamment le désir probable de quitter l'école pour ceux qui y restent, faute de mieux. Ces observations, ou plutôt des questions, n'existent pas en soi. Elles sont, en fait, des questions de réajustement de la hiérarchie des salaires. Elles rappellent seulement la complexité du problème, l'éventuelle contradiction entre des effets souhaités et d'autres qui ne le seraient pas. Si les salaires des jeunes sont rapidement accrus du fait de la hausse des rémunérations faibles, du même coup l'avantage relatif lié à l'ancienneté diminue. En outre, pour les salaires de début, l'écart lié à la formation initiale est réduit. Changements qui ne peuvent être ignorés par une politique de réduction des inégalités.

Faire de nouveaux riches

Dans une société où il y a des petits, des moyens et des gros, si la justice consiste d'abord de réduire les écarts pour améliorer le sort des petits, les moyens se trouvent tout naturellement au sommet de la nouvelle pyramide. La lutte contre l'inégalité améliore réellement le sort des plus faibles, mais elle donne à ceux qui occupaient les rangs intermédiaires le sentiment de supériorité qu'ils désiraient. Les voilà rehaussés par l'abaissement des mieux placés.

L'effet d'une réduction de l'inégalité, réalisée en diminuant les salaires élevés et en augmentant les salaires les plus faibles, serait donc assez clair. Quelques centaines de milliers de cadres seraient concernés, et les salaires de ces hommes de plus de quarante ans, seraient abaissés. La catégorie en dessous, nettement plus jeune en moyenne, est quatre ou cinq fois plus nombreuse. Elle comprend, pour les salariés, et les plus bas de la hiérarchie actuelle, peuvent espérer améliorer leurs gains avec l'âge ; mais elle est constituée en majorité par des actifs qui ne travaillent pas ou ne dépassent pas le seuil des salaires pour fixer les idées, on est situé entre 6 000 et 8 000 francs par mois. Toute réduction de l'inégalité par le haut améliorerait la position relative. Cette évolution est déjà entamée, notamment dans la fonction publique, où les plus hauts traitements augmentent moins vite que les autres.

Egalisation de droite ou de gauche

Aucun gouvernement ne pourra ignorer les problèmes que pose l'évolution de l'économie et de la société. La France ne pourra être prospère dans les années 80, relever les défis de l'échange international et de l'aspiration à un meilleur niveau de vie si elle ne passe — que si elle sait modifier les structures de revenus et changer bien plus que les salaires — que si elle ne peut pas suffisamment pour établir les grands équilibres, mais on voit mal comment ils pourraient l'être réellement si nous n'avons fait de ce côté-là. Les solutions qui appaîtraient la majorité dans le ne se confondraient pas avec celles que la gauche mettrait en œuvre.

L'égalisation de droite pourrait admettre une légère réduction de la hiérarchie des salaires, comme dans d'autres pays avancés, une augmentation relative des salaires des manuels, une lutte sincère contre la pauvreté. Les jeunes s'y gagneraient peut-être pas beaucoup, car ils auraient toujours les emplois les moins stables, les moins formateurs. L'abaissement du haut de la hiérarchie accentuerait que l'on a appelé naguère la prolifération des cadres. Le vaste groupe des classes moyennes se renforcerait d'autant. Mais tout cela ne concernerait que les salariés, et les non-salariés et surtout ceux des industries, des gros commerçants et de la plupart des professions libérales, échapperaient à cette égalisation. Le capitalisme triomphant s'accommoderait bien, à côté des multinationales, d'un certain nombre de gens à l'aise.

L'égalisation de gauche, dans ses versions les plus adoucies, aboutirait peut-être à des résultats assez peu différents en ce qui concerne les salariés, sauf les jeunes pour lesquels elle devrait chercher des solutions meilleures. Mais la non-salariés. Leurs revenus devraient être aussi sévèrement limités que les salaires, ce qui promet des changements radicaux.

Ces remarques chagrineront ceux qui aiment les équations simples : l'inégalité, c'est l'injustice, donc la justice c'est l'égalité. Mais la justice n'est que meilleure et on sait apprécier ses effets probables.

JEAN VINCENS.

REVENANTS ET REVENUS

(Suite de la page 19.)

Le premier parce que la démocratisation de l'enseignement va faire apparaître dans tous les métiers une proportion de plus en plus grande de personnes instruites. Le deuxième, parce que la spécialisation des activités tend à limiter la responsabilité de chacun et que celle-ci, en outre, est de plus en plus fréquemment couverte par un système d'assurances. Le troisième, parce que le développement des moyens d'information rend de moins en moins crédible la représentation d'une collectivité par une catégorie particulière d'individus.

Ainsi donc, alors même que les pouvoirs publics s'abstiendraient d'agir sur les événements, l'éventail des revenus aura tendance à se rétrécir encore dans l'avenir. Il n'est pas possible de prédire le temps que durera cette évolution, ni le niveau auquel elle aboutira (l'égalisation absolue des revenus paraissant hors de question, tant que les êtres humains ne seront pas égaux...). Mais, le fait même de l'évolution nous paraît, encore une fois, incontestable.

Cela étant, il est tout à fait légitime, de la part des pouvoirs publics, de chercher à accélérer l'évolution naturelle. Le VII Plan retient, à cet effet, trois domaines d'intervention privilégiés : développer l'aspect redistributif des prestations sociales et de leur mode de financement, assumer l'égalité devant l'impôt, encourager par tous les moyens possibles la revalorisation des bas revenus. Personnellement, nous mettrions plutôt l'accent sur deux autres politiques : supprimer les dispositions de caractère excessivement corporatiste, dont certaines avaient été dénoncées, en son temps, par le rapport Armand-Rueff, empêcher, par la voie fiscale, l'accumulation indéfinie des fortunes privées, donc des revenus du capital.

Certaines personnes, à gauche, suggèrent d'instituer la publicité des revenus. Ce serait, en principe, une méthode radicale pour dénoncer les excès, donc pour préparer leur élimination. Mais, étant donné l'actuel comportement des Français, une telle disposition aurait surtout pour effet de surexciter leur esprit critique et leur humeur revendicative, qui sont déjà surabondants l'un et l'autre. Et puis, il va de soi que les revenus soustraits à l'impôt seraient aussi soustraits à la publication, ce qui donnerait une prime supplémentaire à la fraude. On ne peut s'empêcher d'ailleurs de remarquer que la publicité de l'impôt sur le revenu a déjà été instituée en France, voici près de vingt ans, à l'instigation de M. Antoine Pinay. Il a fallu par la suite l'assortir de diverses conditions qui réduisaient singulièrement sa portée. Le jour viendra peut-être où les Français trouveront tout naturel de dire leurs revenus à qui voudra les entendre, comme c'est aujourd'hui le cas de américains. Mieux vaut, en l'occurrence, laisser faire le temps.

Encadrement

D'autres hommes de gauche, soucieux d'aller droit au but, réclament l'encadrement autoritaire des revenus. Sans plus attendre, ils proclament l'écart maximum qui leur paraît acceptable entre les plus hauts revenus et les plus bas. C'est un vieux rêve de théoricien qui s'impose ainsi à la réflexion des Français. Il est toujours tentant, quand un problème se pose, de trancher dans le plein obscurité. Essayons donc de leur apporter quelque lumière. Les difficultés de revenus se sont mises dans la position délicate de chirurgiens qui s'apprêtent à opérer un patient en pleine obscurité. Essayons donc de leur apporter quelque lumière. Les difficultés de revenus se sont mises dans la position délicate de chirurgiens qui s'apprêtent à opérer un patient en pleine obscurité.

Tout d'abord, il faut bien prendre conscience de la manière dont la plupart de nos concitoyens réagissent si on leur ôte, une fois pour toutes, pour eux et pour leurs enfants, la chance d'améliorer largement leur situation. Ils ne trouveraient plus guère de raisons de courir des risques, de prendre des initiatives, de s'écarter de la routine. A rémunération égale, ils se porteraient tout

naturellement vers les situations qui leur apporteraient d'autres avantages : stabilité de l'emploi, titres officiels, décorations, bureaux prestigieux, logements et voitures de fonction, coupe-file... Bref, on aboutirait inévitablement à la stagnation économique et à la prolifération des signes extérieurs d'inégalité. Comme l'observait récemment l'un des responsables du Mouvement des radicaux de gauche, les signes extérieurs d'inégalité sont plus néfastes encore, pour la société française contemporaine, que l'inégalité des revenus.

En outre, il est bien évident que l'encadrement des revenus provoquerait une crise brutale dans les industries et les commerces de luxe. A la limite, ces activités ne s'adresseraient plus qu'à la clientèle étrangère, comme c'est déjà le cas dans certains pays. Bien sûr, d'autres activités pourraient se développer à leur place. Mais la substitution peut entraîner plusieurs années, entre-temps, le chômage serait massivement accru. Les partis politiques, qui élaborent fiévreusement des programmes, pour les cinq années à venir, ne devraient pas perdre de vue cette sombre perspective.

Il reste à savoir sur quelles bases serait fixé l'éventail des revenus. Pour des raisons pratiques assez évidentes, ce sont les revenus bruts avant impôt qui devraient être pris en compte. Du fait de la progressivité de l'impôt, les revenus nets seraient encore plus resserrés que ceux n'apparaîtraient officiellement. Mais le plafond de revenus serait-il applicable à chaque individu séparément, ou bien à chaque foyer ? Raisonner par foyer, ce serait donner une prime conséquente à la scission des foyers, autrement dit au divorce ou à l'union libre. Raisonner par individu, ce serait pousser au travail presque toutes les femmes qui aujourd'hui restent volontairement sans profession ; voilà, encore un facteur d'aggravation du chômage dans les prochaines années.

Dérait-on considérer le plafond comme intangible, ou bien admettre certaines dérogations ? Dans la première hypothèse, on s'exposerait à voir disparaître certaines professions, dont les meilleurs représentants traitent exorbitant leur art au-delà des frontières. Dans la seconde, on risquerait, de dégradation en dégradation, d'aboutir au plus pur arbitraire.

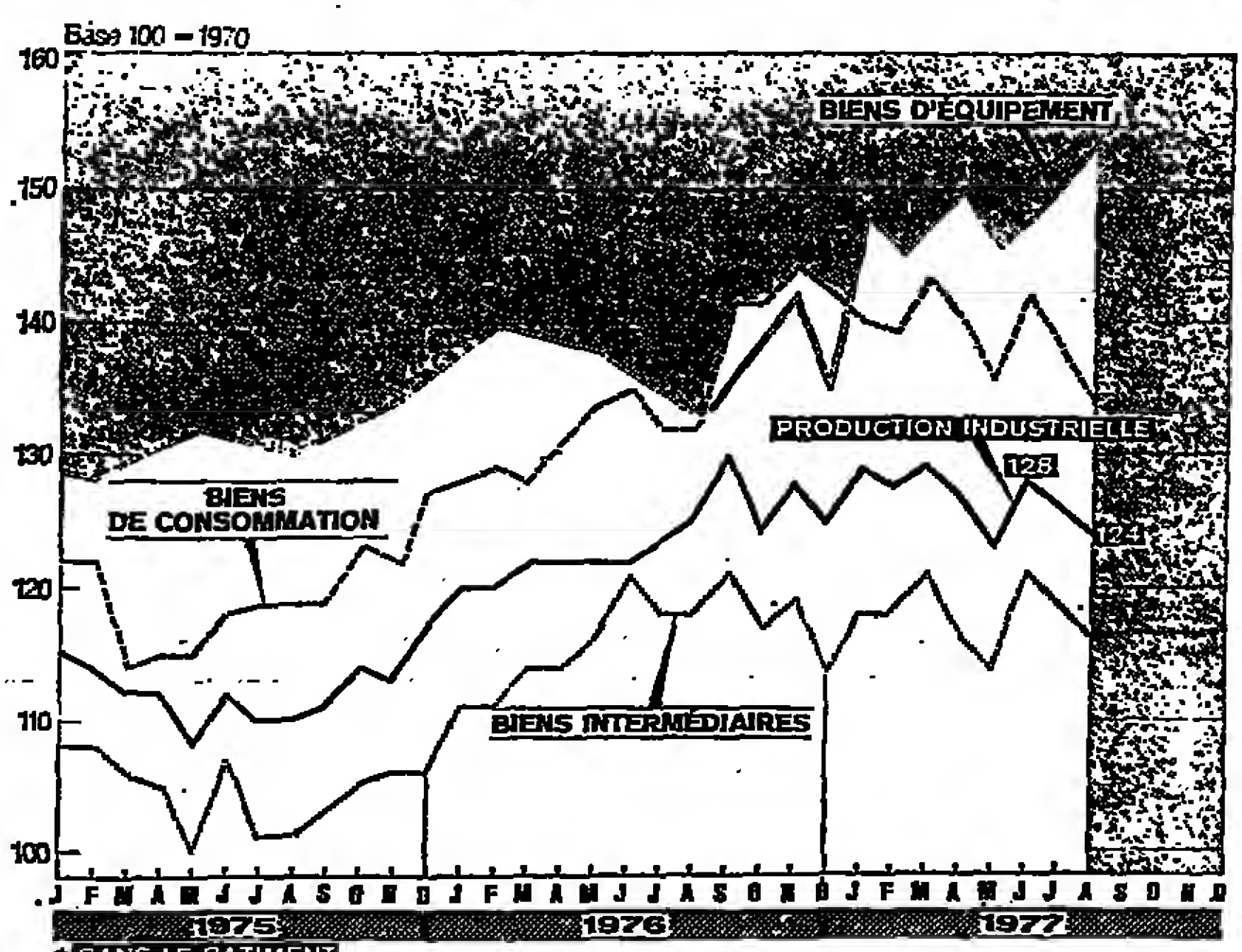
Le dernier dilemme n'est pas le moins embarrassant. Va-t-on se contenter d'« encadrer » les seuls salaires ? Va-t-on décider que l'encadrement concernera l'ensemble des revenus dont bénéficie une même personne (y compris les revenus du capital et ceux du travail salarié), la part de ces revenus qui dépasse le plafond étant imposée à 100 % ?

La première formule serait manifestement injuste à l'égard des salariés. Elle serait d'ailleurs assez tournée ; elle pourrait empêcher une entreprise d'exploiter tels collaborateurs à ses bénéfices, de leur faire verser des honoraires par une filiale ou par des clients, ou tout simplement de leur laisser du temps libre pour acquiescer des revenus annexes ? Quant à la seconde formule, elle serait en principe satisfaisante du point de vue de l'équité ; encore peut-on s'interroger sur les vertus d'une société où les seuls moyens légitimes de faire fortune seraient d'obtenir un héritage ou de gagner au jeu... Mais, en portant l'impôt à un taux libéralement confiscatoire, elle exacerberait la fraude fiscale. Et il n'est pas besoin d'insister sur son influence démobilisatrice.

On nous suggère, ici où là, une formule intermédiaire : les salaires seraient plafonnés par exemple à cinq fois le SMIC et la fraction des revenus excédant dix fois le SMIC serait imposée à 100 %. Ce n'est qu'un mauvais compromis, cumulant les inconvénients de l'une et l'autre formule. L'économie d'un pays développé constitue un ensemble étonnamment complexe et délicat. On peut l'aider à évoluer dans le bon sens. Mais il est dangereux de chercher à la contraindre.

JEAN RIVOIRE.

Production industrielle : recul



La production industrielle a fortement reculé en juillet-août, l'indice se situant à 124 contre 128 en juin. Cette régression est due notamment à une baisse des activités de l'industrie automobile, dont l'indice spécifique revient de 167 à 152, ce qui ne correspond pas à l'évolution des immatriculations, fortes pour la saison. Un déclin de la production industrielle est enregistré depuis le début de 1977. Mts en trimestres mobiles, après correction des variations saisonnières, l'indice est situé à 126 pour juin-juillet-août contre 133 pour janvier-février-mars, 127 pour février-mars-avril, 126 pour mars-avril-mai et avril-mai-juin et 125 pour mai-juin-juillet. En septembre, selon la Banque de France, l'activité industrielle a retrouvé un rythme voisin de celui observé en juin. Elle devrait se maintenir à ce niveau jusqu'à la fin de l'année.

Idées
REVUE INDÉPENDANTE, analyses petites entreprises, pertes, rentabilités. Publie sans censure les conseils, les idées, les créations de nouvelles affaires très rentables. Pour s'abonner à son compte, verser 100 francs, par chèque, en chèque, en mandat, en carte bancaire. Informations/réponses gratuits. ÉDITIONS 312, 22, 45, 54, 60, 68, CULMAR - Tél. : 23-15-62.

CEUX QUI PENSENT A L'ACHETER
44, Av. Edouard Vaillant
92100 BOULOGNE 609 91 33

مركز الاتصال

Les groupes industriels et leurs filiales

Vrais et faux débats

Le futur électoral de gauche n'a pas en à choisir le terrain de la dispute qu'un groupe de négociateurs lui impose. Mais cela fournit au moins l'occasion de débattre de la nationalisation des grands groupes industriels. Deux problématiques s'opposent à cet égard.

La première pose le problème en termes de pourcentage de prise de participation entre 51 % et 100 %, dans le cadre de la législation actuelle sur les sociétés, et des rapports de pouvoir qu'elle fonde ou tolère entre les actionnaires d'une même société, d'une part, de cette dernière avec la maison mère, d'autre part.

Dans ce cadre, la discussion est vaine et perd tout intérêt. On a beaucoup de mal à imaginer, par exemple, que le P.S. ait cru faire une concession au P.C. en proposant de nationaliser des filiales à 98 % de groupes eux-mêmes nationalisés. Il n'y a, dans ce cas, ni transfert de nouveaux pouvoirs à la collectivité nationale ni de véritable appropriation nouvelle. La nationalisation de deux cent vingt-sept filiales de ce type n'apporte rien de plus que celle des soixante-sept initialement prévues. L'enjeu du débat d'aujourd'hui pour s'apprécier en nombre de filiales à nationaliser, alors qu'une société où l'Etat est majoritaire se comporte, en fait, comme une société nationale ? Comment pourrait-il en être autrement, d'ailleurs, quand la loi donne tous les pouvoirs à la majorité des deux tiers des actionnaires et qu'elle réserve au tiers minoritaire un seul pouvoir réel, celui de bloquer les augmentations de capital et donc le développement de l'entreprise ?

On se doit lui-même à des limites. La pratique quotidienne de la vie des sociétés montre abondamment que ce veto ne peut résister face à l'actionnaire majoritaire, dont le pouvoir d'investissement est quasi illimité, comme celui de l'Etat. On ne peut bloquer indéfiniment la vie d'une société sans qu'il y ait abus de droit, la justice, de ce fait, abandonner son privilège. Un seul argument, développé depuis des années par les syndicats, notamment la C.G.T., peut être sincèrement invoqué en faveur de la nationalisation complète des filiales. Il ne s'appuie pas sur le droit, mais sur le fait que les conditions de travail et de rémunération, ainsi que les libertés syndicales, sont généralement meilleures ou mieux respectées dans une entreprise nationalisée que dans ses filiales.

Mais les dernières propositions du P.S. semblent avoir tenu compte de cette objection, puisqu'elles prévoient « l'exercice des droits des travailleurs dans le secteur public à toute société contrôlée à 50 % par une collectivité publique ou une entreprise nationale ». Fausse dispute donc, dont l'enjeu ne vaut pas tant d'éclats.

Contrôler les groupes...

Il faut traiter des nationalisations d'une manière plus complète, en y associant la critique de la notion même de groupe et des rapports de pouvoir qui s'établissent au sein de celui-ci et dans ses relations avec l'Etat et les collectivités publiques.

La notion de « groupe » est récente. Le terme s'est substitué à ceux de « trust » ou de « cartel » pourtant plus précis mais aussi plus chargés d'affectivité négative. Pour la même raison, on parle de « diversification » au lieu de concentration horizontale pour exprimer un phénomène pourtant identique, même si les laudateurs de la « diversification » prétendent aujourd'hui que l'association de plusieurs sociétés entre elles est facteur de « synergie ». Encore un mot à la mode pour signifier parallè-

Il qu'un plus un font un peu plus de deux.

Or, rien n'est moins évident, comme le démontre déjà l'arithmétique. La concentration financière ou industrielle n'est pas un bien en soi. Sa justification la plus fréquente, mais la moins avouable, est une volonté de puissance qui permet, notamment, d'assurer l'Etat en opérant la confusion la plus complète dans la gestion des biens publics et privés.

Or, le remplacement des anciens dirigeants — qui déjà, à l'heure actuelle, ne représentent pas toujours les propriétaires — par de nouveaux dirigeants, nommés ou non par les pouvoirs publics, ne changerait rien à la question. On ne peut empêcher les responsables d'un groupe dominant d'être tentés d'orienter les décisions de l'Etat dans un sens favorable aux intérêts particuliers qu'ils représentent. Il importe donc d'inventer des rapports tels, entre les groupes et l'Etat, que ce dernier ne pourra ni diriger les affaires ni abdiquer son contrôle.

On peut imaginer pour cela des contrôles a priori (présentation ou nomination des principaux directeurs) et a posteriori (contrôle du Parlement). A cet égard, il faut préférer le statut de la Régie Renaut à celui de l'É.D.P. Tout cela a été dit, mais n'est pas suffisant, car le succès de Renaut tient également au fait que la Régie n'est pas un monopole.

...en favorisant la décentralisation

Pour exercer son contrôle sans gêner lui-même les affaires, l'Etat doit privilégier la multiplicité des firmes au monopole. Il doit, en d'autres termes, favoriser la décentralisation, la décentralisation au lieu de la soumission au vent d'un principe centralisateur. Le jacobinisme n'est pas mort à gauche.

Sur le plan interne de la gestion de ces groupes, il en résulterait également un bienfait dans de nombreux cas et contrairement à des idées reçues. Combien de départements industriels ou commerciaux, de sociétés filiales subissant le poids fatidique de contrôles abusifs de services fonctionnels du « siège » ou du « sous-groupe » de la holding et de la sous-holding, voire de tous en même temps, sans efficacité réelle ni valeur ajoutée ! Les raisons de l'attribution d'une société ou le rattachement d'une branche ou division à un groupe devraient être reconsidérées, et le lien de dépendance disparaître s'il n'est justifié par une nécessaire concentration rationnelle des moyens.

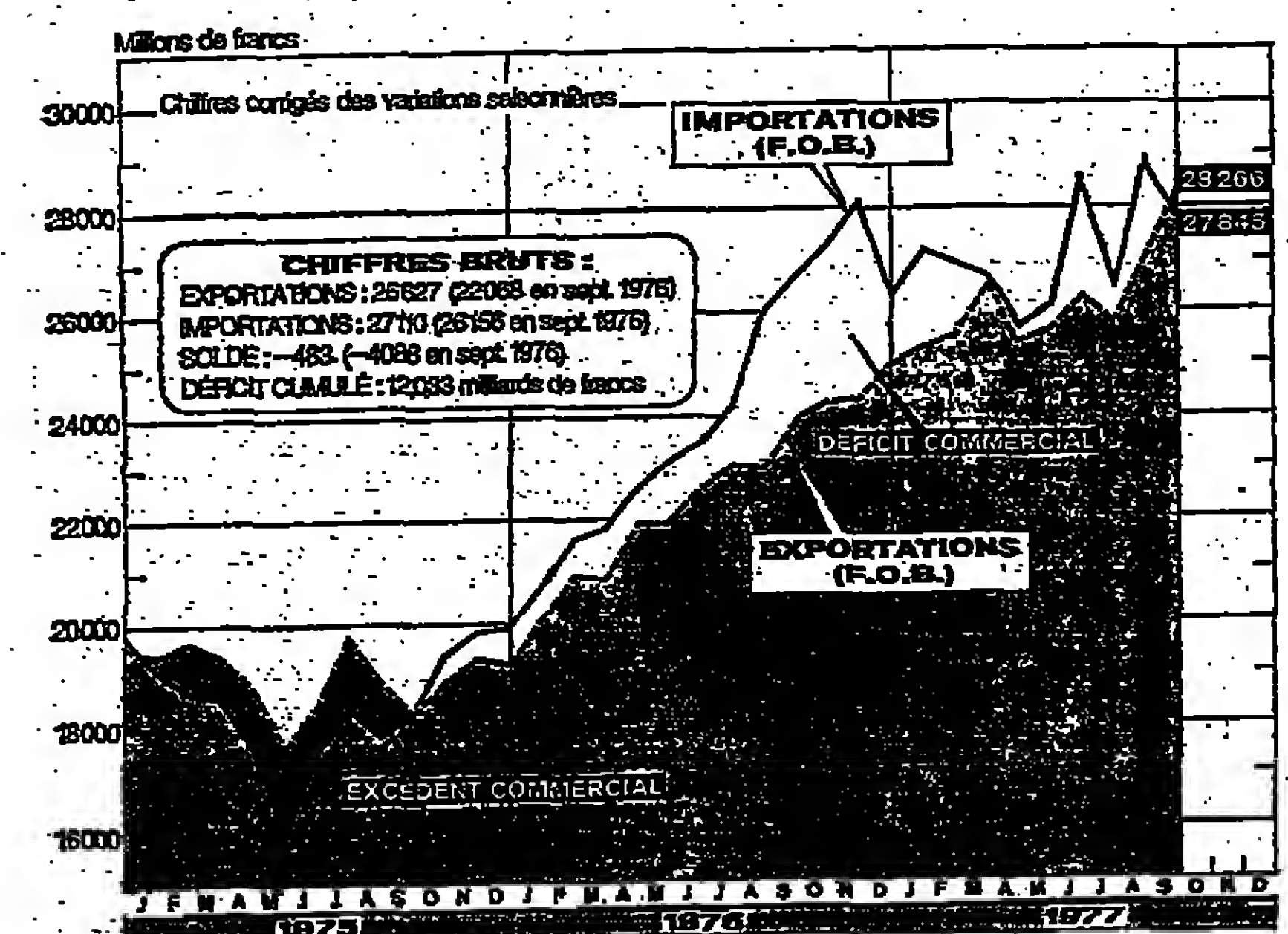
Quant au contrôle de la collectivité publique, pourquoi ne s'exercerait-il pas, chaque fois que possible, au niveau local d'une région, d'un département ou d'une commune ? Il n'y a plus lieu de craindre l'extension des nationalisations si l'on accepte en même temps que la concentration de plusieurs firmes nationales autonomes de la même profession, l'exercice décentralisé du pouvoir de contrôle de la collectivité publique.

Certes, l'Etat devra prendre dans certains cas l'initiative de regroupements, notamment pour faire face aux trusts étrangers. Mais de nombreuses solutions peuvent être imaginées sans qu'il soit toujours nécessaire de recourir à la consolidation des capitaux et à l'exercice d'une autorité unique pour l'ensemble des activités des sociétés regroupées.

Est-il encore permis d'espérer que les partis de gauche, d'accord sur l'essentiel en ce qui concerne l'appropriation collective des moyens financiers et industriels, laissent les débats au vent pour aborder maintenant les vrais problèmes qui se posent à la vie des entreprises après leur nationalisation ? Ils trouveraient sans doute de nouveaux sujets d'attente. A défaut, le débat engagé sérieusement sur un terrain nouveau serait riche de développements futurs.

MAURICE RADICHE,
Cadre de grande entreprise
ayant travaillé pendant
de nombreuses années
des responsabilités syndicales.

Commerce extérieur : surplus



Un bon résultat ne fait pas le printemps. L'excédent de la balance commerciale, retrouvé en septembre, doit être interprété avec prudence. Actuellement, la demande étrangère demeure, pour les entreprises qui en bénéficient, notamment celles qui produisent des biens d'équipement, un « appoint substantiel », comme le note la Banque de France. Toutefois, en raison d'une concurrence étrangère de plus en plus dure, il se pose déjà, et se posera chaque jour davantage, des problèmes de rentabilité et de production. Face aux difficultés du commerce mondial, deux notes viennent d'être tracées : la diversification de l'industrie française, prônée par le parti communiste, ou, au contraire, sa spécialisation, souhaitée par le président de la République.

METZ
à 2 heures 45 de Paris*

Autoroute de l'Est

chefs d'entreprise, responsables du recrutement

de la région parisienne qui n'ont pas déjà en relations suivies avec une agence locale de l'ANPE.

pour déposer rapidement vos offres d'emploi ou de stage pratique en entreprise appelez

central-emploi

un nouveau service de l'Agence Nationale pour l'Emploi

797-11-19

(10 lignes gratuites)
Tél. EMPLOI 211995
24 heures sur 24

ANPE
Agence Nationale pour l'Emploi

Christian Borromée

SOLUTIONS POUR DEMAIN

Préface de **JACQUES RUEFF**
de l'Académie française

Postface de **ALAIN PEYREFITTE**
de l'Académie française

Grand spécialiste des questions financières, Christian Borromée expose dans ce livre les remèdes aux vices cachés ou apparents, économiques ou financiers.

l'appel PLON

METZ
à 2 heures 45 de Paris*

Autoroute de l'Est

COMMENT TRAITER UN V.I.P.

Il vient à son Club (fermé, discret, raffiné dans le moindre détail) savourer deux heures de charme et de détente. Comme on savourer un plaisir un peu secret.

Il a choisi pour son adresse, son ambiance feutrée et ses installations uniques à Paris. Son linge et sa cabine y sont personnels. Tout comme le salon-bains où l'accueille l'une des douze ravissantes jolies femmes, venues de tous les coins du monde.

En plus de leur beauté, elles ont un point commun : l'art de pratiquer la douceur dans les nuances. Sama, hammam, soins esthétiques complèteront sa détente.

Cet homme est un V.I.P. Une "Very Important Person" à qui l'on rend pendant deux heures l'hommage qui lui est dû. Une sensation rare.

RELAX CENTER
261.27.25-261.27.97
6, rue de la Paix - 75002 Paris

V.I.P. Club

METZ
à 2 heures 45 de Paris*

Autoroute de l'Est

L'ASIE DANS LE COMMERCE MONDIAL

Investir au Vietnam

« **P**AYS socialiste recherche capitaux étrangers de toute origine pour développer son économie », c'est l'offre initiale, entorse aux principes du socialisme, la République socialiste du Vietnam la publie volontiers dans un journal. Il semble aujourd'hui, en R.S.V.N., que le pragmatisme se marie habilement avec l'idéologie. En présentant en avril dernier (le Monde du 28 avril) un code des investissements qui autorise les étrangers à investir sous forme de coopération dans la production ou de sociétés mixtes, Hanoi avait déjà montré ses intentions libérales en la matière.

Les autorités vietnamiennes doivent apporter prochainement de nouvelles précisions à ce code qui traiterait dans le même sens. Il s'agit notamment, selon le ministre du Commerce extérieur de la R.S.V.N., d'une législation du travail concernant le personnel vietnamien qui collaborera avec des entreprises à capitaux étrangers, de réglementations de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et sur les salaires des travailleurs étrangers. La procédure à suivre pour déposer un dossier d'investissement serait également mieux définie.

« Nous voulons élargir les rapports économiques de notre pays. En toute objectivité, une coopération internationale est nécessaire à l'économie d'un pays », nous a déclaré M. Ngo Thi Kim, conseiller commercial de la R.S.V.N. en France. Notre pays n'a pas de préjugés. Nous accueillons favorablement tous les projets d'investissement d'où qu'ils viennent et nous les étudions cas par cas. Nous reconnaissons bien qu'une coopération durable ne peut exister que si les deux parties y trouvent leur avantage. »

Cette déclaration de principes et les précisions attendues suffiront-elles à séduire les investisseurs étrangers et à dissiper leur méfiance ? Actuellement, en effet, le bilan est loin d'être positif. Au Centre français du Commerce extérieur, on indique qu'aucun investissement étranger n'a été réalisé jusqu'à ce jour au Vietnam depuis la fin de la guerre. Des concours financiers existent, la France est en tête pour les crédits gouvernementaux, — des usines clés en main ont été vendues, comme la cimenterie Polysius France, pour un montant de 300 millions de francs environ, en construction dans le sud du pays, mais pas 1 franc, pas 1 dollar, par 1 deutschemark, n'a été investi sur place.

Les projets sont encore au stade de l'étude. L'American Management Association (AMA), par exemple, qui regroupe soixante mille sociétés américaines, a entrepris, après une filiale de la Chase Manhattan Bank, des recherches sur les possibilités de commerce et d'investissement au Vietnam. L'AMA a organisé le mois dernier à New-York un séminaire

sur ce thème. Une mission d'une quinzaine d'industriels et de banquiers du Centre d'étude et de coopération internationale (C.E.C.I.) avec à sa tête son président, M. Olivier Giscard d'Estaing, vient de rentrer de Hanoi, où elle a séjourné une semaine. Les membres des directions de Saint-Gobain, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, de France Rail M.T.E., de Fives-Cail-Babcock, de Fiat, qui la composaient notamment, devaient discuter avec les autorités vietnamiennes des projets de coopération et obtenir des précisions sur ce fameux code.

Les investisseurs étrangers n'ont pas manqué en effet, lors de la publication du code, de souligner les paragraphes équivoques du texte. Hanoi garantit le transfert des intérêts et des profits pendant quinze ans, mais y aura-t-il bénéfices ? Qui contrôlera la comptabilité des sociétés ? Qui garantira la parité du dong, la monnaie nationale ? La mention de « secteurs réservés », d'activités « soumises à des sanctions fiscales », réveille de façon compréhensible la méfiance des capitalistes.

Les milieux d'affaires, avant d'engager dans des sociétés mixtes avec les autorités vietnamiennes, attendent également le règlement des problèmes concernant les investissements effectués du temps de l'ancien régime.

Le traitement qui sera réservé aux usines Citroën, Roussel et Rhône-Poulenc, seules sociétés à n'avoir pas été expropriées, servira de test aux investisseurs potentiels. Si trois sociétés mixtes voient le jour dans des conditions favorables, ce sera sans doute un gage suffisant des bonnes intentions vietnamiennes. Chez Roussel, on affirme que « la mise d'un accord a été obtenue en mai dernier » mais on ne peut avancer aucune date pour la fin des négociations. Même écho chez Rhône-Poulenc, qui vient de faire de nouvelles propositions au sujet des dividendes et des royalties de son usine Vinaspes, dans la banlieue de Saigon. Dans ces deux cas, les Français ne contestent pas la bonne volonté des Vietnamiens de vouloir aboutir à un accord, la disparition de nombreux cadres pendant la guerre, le manque de juristes au Vietnam, justifiant, selon eux, la lenteur des négociations.

Ces hypothèques levées, les Vietnamiens parviendront-ils, dans une conjoncture où l'investissement se porte mal, à séduire les pays capitalistes ? « Les pays socialistes continuent à nous accorder leur aide, mais elle ne nous suffit pas à satisfaire nos besoins », ajoute M. Kim. Après trente années d'absence pour notre indépendance, il y a tant à faire dans notre pays... »

EMMANUEL FESSY.

Promotion japonaise de produits français

De notre correspondant

Tokyo. — Loin de se résorber, l'excédent commercial du Japon avec l'Europe s'accroît. Malgré les promesses de modération faites à plusieurs reprises par le gouvernement Fukuda, il s'élèvera cette année à plus de 5 milliards de dollars (4,7 milliards en 1976). Certains « barons » de l'économie nipponne sont conscients que cette situation ne peut, à terme, que desservir leurs intérêts. La diminution des exportations et une nouvelle orientation de l'économie sont des mesures politiques de longue haleine. Dans l'immédiat, en revanche, certains groupes japonais paraissent décidés à développer les ventes européennes sur le marché de leur pays. C'est notamment le cas de Seibu, le premier groupe de distribution du Japon.

L'année dernière, au point fort de la querelle entre Tokyo et la C.E.E., les Japonais lancèrent l'idée de promotion des produits français en Europe. Contre les industriels européens se plaçant, apparemment, non sans raison, de l'obstacle des barrières non tarifaires, la proposition fit sourire et l'on vit surtout un moyen de gagner du temps et d'apaiser les esprits. Le patronat et le ministère du Commerce International et de l'Industrie (MITI) organisèrent, néanmoins, notamment en France, des missions d'information et de prospection. De son côté, la firme

Sony réalisa une campagne publicitaire en ce sens dans la presse européenne qui lui aurait rapporté sept contrats de vente au Japon de produits français.

L'opération que lance Seibu est plus concrète. Son président, M. Tsutsumi, âgé d'une cinquantaine d'années, qui a pris la tête du groupe à vingt-huit ans, est considéré aujourd'hui comme l'un des patrons les plus puissants du Japon. N'a-t-il pas soutenu le candidat socialiste qui se présentait dans la circonscription d'Ikebukuro, un quartier populaire de Tokyo où se trouve l'un des grands magasins Seibu ? Surnommé le « garde-rouge » de l'établissement nippon, M. Tsutsumi est membre du Kessai Doyukai (Conseil pour le développement économique), organisme privé — et restreint — qui regroupe les plus influents hommes d'affaires japonais. Cet organisme vient de publier le rapport controversé suggérant une limitation des exportations nipponnes et une stabilisation du commerce extérieur.

Le groupe Seibu, dont les activités sont multiples — grands magasins et supermarchés, tourisme, immobilier — et qui possède aussi un théâtre, un musée et une maison d'édition,

regroupe cent cinq sociétés pour un capital de 33 milliards de yens et emploie trente mille personnes. En 1976 son chiffre d'affaires s'est élevé à 1 271 milliards de yens. Le groupe représente au Japon soixante et une sociétés étrangères — dont beaucoup sont françaises — et a passé des contrats de coopération technique avec quinze autres. En France, Seibu a créé, il y a quelques années, un ensemble touristique à Port-Barrais, dans le Languedoc, et la sœur de M. Tsutsumi a acquis récemment le casino de Trouville.

Dans un premier temps, Seibu entend concentrer son action de promotion au profit de la France. Le groupe, qui est l'un des plus actifs dans la vente de « prestige » français — la mode et ses accessoires, la bijouterie, — entend distribuer une gamme totalement différente de produits (appareils ménagers, articles de la vie quotidienne). Seibu, qui organise dans ses grands magasins une exposition de l'artisanat européen, veut aussi vendre des produits industriels. Cette initiative à suivre est moins une démonstration de simple bonne volonté du Japon à l'égard de ses partenaires européens qu'elle ne relève d'un certain réalisme dont l'intérêt n'est pas exclu, ce qui garantit son efficacité.

Ph. P.

Les parapluies de Taipei

De notre envoyé spécial

Taipei. — A la suite d'un typhon, des pluies diluviennes venant de l'est, tre sur Taipei. La maison de M. Chen, une partie des usines, avaient été inondées. Pourtant M. Chen souriait. Il est vrai que, par métier, il aime la pluie : son groupe, Fu Tai Umbrella, est le plus important fabricant de parapluies de Taiwan. Le sanctuaire des nationalités chinoises est depuis quelques années, le premier pays producteur et exportateur de parapluies du monde : en 1976, soixante millions d'unités ont été vendues à Taipei, M. Chen, dont le groupe a exporté l'année passée pour un valeur de 7,8 millions de dollars, passe pour le roi du parapluie.

M. Chen est un Tawanais de souche. De ses origines paysannes, il a conservé une certaine bonhomie et un ton jovial. Il y a vingt-cinq ans qu'il s'est lancé dans la fabrication des parapluies. A cette époque, le Japon dominait le marché. M. Chen en importait par petites quantités à Taiwan. A Waihou, dans les montagnes de Taiwan, ses usines succèdent le long d'une route. La fabrication est totalement intégrée : une première usine fabrique les armatures en acier (500 000 par mois), une autre les tissus, une troisième les manches, la dernière assemble le tout. La cinquième société est chargée des ventes à l'étranger. Pratiquement la totalité de la production du groupe Fu Tai est destinée à l'exportation. M. Chen n'a pas d'usine dans les autres fabricants taiwanais en pièces détachées, armatures et manches. Le groupe Fu Tai emploie un millier d'ouvriers, mais fait aussi sous-traiter sa fabrication dans plus de six cents familles vivant aux alentours des usines.

Le succès de Taiwan sur le marché mondial s'explique principalement, commente M. Chen, par le faible coût salarial dans un processus de fabrication où la plupart des opérations se font à la main. Malgré une relative augmentation des salaires à Taiwan — l'année passée, M. Chen a relevé de 25 % les payes de ses ouvriers, qui se chiffrent en moyenne à 120 dollars par mois, — un parapluie très simple revient à moins d'un dollar. Il est revendu trois fois plus cher aux Etats-Unis. Pour les para-

pluies de qualité, qui reviennent à 24 dollars la douzaine, le prix sur le marché américain est de 14 dollars l'unité. M. Chen craint pourtant la concurrence des autres pays d'Asie à bas salaires, notamment la Corée du Sud. Prévoyant, il diversifie sa production et fabrique désormais aussi des chaînes de vélo. Mais la menace ne devrait pas, selon lui, peser avant dix ans.

Actuellement, Taiwan détient 70 % du marché aux Etats-Unis. Fu Tai pour sa part, a réparti ses ventes entre l'Amé-

rique (35 %) et l'Europe (20 %). Malgré des droits de douane de 17 %, frappant les parapluies (finis vendus au sein de la Communauté européenne (dont la Corée du Sud est pour l'instant exemptée), le groupe de M. Chen conserve la suprématie. En France, où il est le troisième exportateur, il vend surtout des armatures.

Et la crise mondiale ? M. Chen sourit : « Bien sûr, nous avons été touchés par l'augmentation du prix des matières premières. Mais, vous savez, il pleut toujours quelque part dans le monde. »

PHILIPPE PONS.

Le Cambodge accroît ses échanges extérieurs

DEPUIS le début de l'année, le Cambodge a sensiblement développé ses échanges économiques avec les pays étrangers. Selon les statistiques de Hongkong Far Eastern Economic Review il demeure difficile de connaître avec précision les chiffres des exportations, pour la majeure partie — composée de riz, de caoutchouc et de poivre — aurait été vendue en Chine, en Corée du Nord et à Madagascar. De plus, Phnom-Penh a exporté vers le Japon, au cours des cinq premiers mois de l'année, pour 154 000 dollars de riz, de caoutchouc et de kapok, et pour 142 000 dollars de caoutchouc vers Hongkong et Singapour.

Les importations en provenance de Chine ne sont pas non plus connues. Au cours du premier trimestre, le Cambodge a importé pour environ 12 millions de dollars de marchandises de Hongkong et du Japon. Tandis que ce dernier vendait essentiellement de l'acier, Hongkong a surtout exporté des matières premières pharmaceutiques (modernes et traditionnelles) destinées à combattre la malaria et les maladies gastriques, des insecticides et des produits chimiques pour la transformation du caoutchouc.

du filé de coton, des pièces détachées, du matériel électrique et de l'acier. La société cambodgienne Ren Pung, installée à Hongkong, est le principal intermédiaire pour ces importations. Etant donné que Phnom-Penh conserve une balance commerciale fort déficitaire, ce sont des prêts chinois qui servent à financer une large fraction de ces achats. Par rapport aux autres pays de la région, comme par rapport au Cambodge d'avant guerre, les chiffres peuvent paraître minimes. Ils n'en témoignent pas moins d'une volonté d'ouverture commerciale — certes limitée — du Cambodge révolutionnaire.

VOIX ET EXPRESSION
Parler avec aisance
se faire écouter,
maîtriser l'oralité,
convaincre, décider,
tout cela ensemble.
C.E.S.D.E. de 14 h. 30 à 19 h.
24, rue Henri-Barbusse - 75005
Téléph. : 325-18-10 - 326-15-42

Maintenant votre clientèle internationale peut vous appeler de: Londres, Francfort, Genève, Amsterdam, Madrid, Zurich, Bruxelles, New York et Barcelonne pour le prix d'une simple communication locale.

800
Grace au Service 800
Pour de plus amples renseignements appelez: Paris 236 67 89

TOUT SUR LES PETRODOLLARS ENFIN EN FRANÇAIS DEUX BULLETINS DU FINANCIAL TIMES

La notoriété internationale du FINANCIAL TIMES n'est plus à faire. Ses bulletins confidentiels font autorité dans le monde entier. A partir du 27 octobre prochain, deux d'entre eux, en langue française, dans leur version intégrale.

DEUX FOIS PAR MOIS : PETROMONEY REPORT (Pétrodollars Informations)

Tout sur les pétrodollars et leurs utilisations : prêts, contrats, investissements, etc. PETROMONEY vous apporte également des renseignements encore confidentiels sur :
- Les négociations en cours.
- Les activités des établissements bancaires dans les pays producteurs.
- Les projets en matière de placements de capitaux.
Le réseau d'informateurs du grand quotidien britannique permet à PETROMONEY d'être la première publication internationale du genre. Tous ceux qui, de près ou de loin, soit commerceront avec les pays producteurs de pétrole, soit désirent faire appel à leurs capitaux, ont en PETROMONEY un outil essentiel.

Et également chaque semaine : WORLD COMMODITY REPORT (Matières premières Informations)

Véritable document de synthèse et de prévisions sur toutes les matières premières, rédigé par le FINANCIAL TIMES, dont la notoriété dans ce domaine n'est plus à établir.

Bulletin d'abonnement à nous retourner à GRAPH'IT Service 28, rue Louis-le-Grand - 75002 PARIS - Tél. 742.73.66

Prix de lancement valable jusqu'au 31 novembre 1977

- ☐ PETROMONEY : 1400 FF au lieu de 1600 FF par an
☐ COMMODITY REPORT : 2200 FF au lieu de 2500 FF par an pour les deux secteurs
☐ Option METAUX : 1400 FF au lieu de 1700 FF par an
☐ Option MATIERES PREMIERES AGRICOLES : 1400 FF au lieu de 1700 FF par an

Nom : Prénom : Signature :
N° : Rue :
Code : Ville :

(Prix valables pour la C.E.E. et la Suisse.)

Pour les autres pays prévoir un supplément pour les frais d'envoi par poste aérienne.)

A nous retourner sous enveloppe affranchie.

COMPRENDRE L'ECONOMIE c'est d'abord MAÎTRISER UN LANGAGE

jean-francois PHELIZON
LEXIQUE DE TERMES ÉCONOMIQUES
3^e édition revue et mise à jour
Format de poche
Prix public : 23 F.

1500 termes que vous pouvez rencontrer demain dans vos lectures, dans une conversation, dans le journal...

- Les termes de la théorie économique classique (Prix d'Équilibre, Accélérateur, Élasticité...)
- Les noms et faits de l'histoire économique (Marshall, New Deal, Marx, Matignon...)
- Les termes de l'économie d'entreprise (Autogestion, Bilan, Cash-Flow...)
- Les termes de l'actualité économique et les sigles des organismes (Serpent monétaire, C.E.E., O.C.D.E. Euro-Dollars...)

TV TECHNIQUE & VULGARISATION
21, RUE CLAUDE-BERNARD, 75005 PARIS

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES annonce la parution des

Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise de la Communauté

Depuis le mois de juin 1976, une nouvelle brochure mensuelle ayant pour titre « Les résultats des enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise de la Communauté », est publiée par la Commission des Communautés européennes. Cette brochure, qui remplace la publication trimestrielle « Rapport sur les résultats des enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise de la Communauté », présente désormais, sous une forme détaillée, les résultats complets des enquêtes de conjoncture harmonisées, effectuées auprès des industries des Etats membres, à l'exception du Danemark qui n'y participe pas encore.

Ces enquêtes sont réalisées par questionnaire adressé, chaque mois, à plus de vingt mille chefs d'entreprise représentatifs de l'ensemble de l'activité industrielle de la Communauté, répartis en vingt-deux secteurs et sous-secteurs. Le questionnaire porte sur la situation des carnets de commandes et des stocks de produits finis, les perspectives de production et de prix, la durée d'activité assurée, les capacités de production et les perspectives d'emploi.

La nouvelle brochure présente les résultats détaillés des trois derniers mois d'enquêtes sous forme de tableaux chiffrés, et des graphiques font ressortir l'évolution au cours des deux dernières années. Elle intègre, en outre, deux fois par an, les résultats des enquêtes de conjoncture sur les investissements dans l'industrie.

N° 8.848, Mult. dk/dk/inf/inf

Prix de vente au numéro	FR 300,-	DKK 46,15	DM 10,50	FF 36,-
Abonnements à 11 numéros	FR 2 500,-	DKK 385,-	DM 103,-	FF 361,-

Cette publication est également disponible sur bandes magnétiques mises à jour chaque mois (depuis 1975) : FR 10 000,-

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Boîte postale 1002, Luxembourg.

ARTS ET SPECTACLES

LE JOUR DES MUSIQUES

Lavelli de Paris à Angers.

Créée à Aix-en-Provence en juillet 1976 grâce à l'entente du Festival avec les opéras de Bordeaux, Marseille, Rouen et Toulouse pour amorcer le coût d'une production exceptionnellement onéreuse, la Traviata, mise en scène par Jorge Lavelli, s'installe salle Faurat pour six représentations, du 25 au 30 octobre grâce à une aide spéciale du ministère de la culture et de l'environnement.

On la retrouvera à Angers — ayant laissé en route Michel Plasson, l'orchestre du Capitole et Sylvia Sass, — où elle ouvrira les 4 et 6 novembre un festival Lavelli : Idoménée (les 23, 25 et 27 novembre), qui en 1976, sur ce même théâtre, établit définitivement le renom de ce jeune metteur en scène, un nouveau Fidelio (les 10, 12 et 14 février), décors de Max Bignens, avec Margrit Bruse et Reiner Goldberg, puis la reprise du Pelléas et Mélisande de l'Opéra de Paris (les 19 et 21 avril).

* Théâtre municipal d'Angers, place du Rallèlement. Tél. 67-76-32.

Les quittances du cantor.

Il écritait tant de musique qu'il n'avait guère le loisir d'être homme de lettres. Pourtant la collection des écrits de Bach (correspondance, rapports d'examen, expertises d'orgue, quittances, dédicaces), au ton très officiel, est passionnante : elle nous fait saisir, avec son époque, le personnage quotidien, son caractère rude et entêté, son sérieux et parfois ses drames lorsqu'il évoque Johann Gottfried Bernhard, ce fils qui a mal tourné, disparu...

L'édition critique de W. Newman et H.J. Schulze, revue et augmentée par les Archives Bach de Leipzig (traduction et notes de S. Wallon et J. Weber), replace dans leur contexte chacune de ces lettres, inconnues en France pour la plupart.

* Ed. Bataillon, 12, rue Bonaparte, Paris-6 (302 pages, 115 x 28, relié, 150 fr.).

«Roland le Paladin.»

Des quinze ouvrages lyriques composés par Haydn pour le théâtre princier de Nicolas le Magnifique, on ne connaissait guère que ceux entendus au hasard des concerts de la radio ou des festivals et le peu qu'en disaient les ouvrages spécialisés ; quelques enregistrements étaient parus dans l'indifférence générale.

Il a fallu attendre la sortie du disque de la Fedelta premiata, il y a un an, premier jour d'un cycle sous la direction d'Antal Dorati, chez Philips (réf. 30.870.028), de l'infidélité delusa (Hungaroton SLPX 11332/34), en décembre 1976, de la Vera costanza (Philips 6703.077) six mois plus tard, pour que se révèle la curiosité endormie des amateurs d'opéra. Une à une, les académies y sont allées de leur prix et le Festival de Montreux vient de décerner le sien à cette Fedelta premiata.

Est-ce seulement une mode, une loquace contatation ? En découvrant, face après face, Orlando Paladino, qui vient de paraître (Philips 9500.332/35, prix en souscription : 143 F), on ne doute plus du succès promis à cette mise à jour qui, venue du disque, touchera bientôt les théâtres. Rien de fastidieux dans cet opéra héroïque, comique et tendre, inspiré de l'Arioste. On attend donc avec une double impatience l'Isola disabitata et il mondo della Luna annoncés pour 1978.

Danser à Albi ?

Pour faire oublier les moyens modestes de la Maison des jeunes et de la culture, un jeune chorégraphe, Paul Bogossian, y organise une quinzaine de danse moderne avec deux ateliers : l'un de création, assuré par Jacques Lefèvre et lui-même, l'autre d'animation synthétique — guitare — confié à François Bouché.

En guise d'ouverture, la venue de Carolyn Carlson et de Larrio Ekso, accompagnés du contre-bassiste Barre Phillips (le 28 octobre). Contrepoint à ces manifestations, l'espoir — pour pouvoir publics de la nécessité d'une action permanente orientée vers la danse contemporaine dans une région prête à l'accueillir.

Musique

Les vendanges de Donaueschingen

(Suite de la première page.)

Les raccourcis sont toujours flots et il s'en faut que Donaueschingen soit un chemin constamment semé de roses. Une quasi-certitude est (sauf mauvais temps) de contempler ici la gloire de l'automne, lorsque la « forêt noire » des sapins s'illumine de mille nuances de l'or, du rouge et du vert finissant. Mais musicalement, c'est bien souvent l'hiver des laboratoires broyant du noir et du vide.

Les vendanges de cette année n'ont cependant pas été mauvaises avec quatre œuvres au moins qui devaient durer. Ce ne sera sûrement pas le cas de « Es » pour contrebasse et orchestre de l'Anglais Barry Guy (1947). Celui-ci nous a offert un affreux rogoût de son instrument amplifié, accompagné par un orchestre sans queue ni tête (avec percussions de café-tière et de poêles à frire), pour évoquer un grandiose lever de soleil sur la mer au Brésil, qui nous a laissé la tête pleine de bruit et de fureur.

Heureusement, comme une main douce épaise les fibres, venait tout de suite après la plus pure, la mieux composée des partitions, « Diapason », de Dieter Schneiden (1930). Cette musique si économe d'une manière si rare est fascinante ; dominée par l'esprit du canon, sérielle à sa manière, elle fait songer à un Webern plus chaleureux, plus tendu et redoublé. Chaque note touche en nous une corde sensible ; elle se prolonge en résonance, en résonance, en déviation dans d'autres groupes instrumentaux, retrouvant les magies de la mélodie de timbres ; l'œuvre est faite de résonances de plus en plus serrées qui aboutissent à un espace sonore très riche, où sans cesse les couleurs se métamorphosent. Musique très limpide qui se dissout en flocons de neige, qui, un instant, donne comme une valse lointaine, se mue en choral tonal et s'évapore.

Deux autres œuvres achevaient ce dimanche selon un crescendo qui nous consolait d'heures moins ensoleillées, deux œuvres qui étaient comme un hommage de Donaueschingen à Royan, parce qu'elles y furent créées en avril dernier. « Rus » pour orchestre et bande du Portugais Emmanuel Nunes (1941) a recueilli ici le même succès, dû à cette énergie centrale qui rayonne à travers toute cette partition pleine de vibrations, de feux d'artifice intérieurs, de rythme et de couleurs, mais aussi contemplative sous cet imposant firmament électronique ; un musicien de grande stature indéniablement. « Enewah », du Lyonnais Hugues Dufour (1943), joué par les Percussions de Strasbourg sous la direction de Giuseppe Sinopoli, a paru plus rigoureux et plus souverain encore qu'à Royan. Cette « symphonie » en quatre mouvements qui dure soixante-quinze minutes, semble suspendre le temps. Elle ne joue nullement du pittoresque des instruments, guère de leurs possibilités mélodiques ; c'est une musique pure, toute couleur et percussion, sereine et subtile, d'une très grande force intérieure, mais qui jamais ne fait appel aux éclats brutaux et spectaculaires. Des rythmes clairs et complexes à la

fois, une vie effervescente des timbres, des voix mystérieuses qui sortent de l'ombre, une abstraction vivante ; jamais la percussion n'a été aussi noblement traitée.

La quatrième œuvre marquante venait presque au début de ces journées, après une page décevante de l'Anglais Brian Ferneyhough, et les « Quatre Saisons », de Charles Ives, du Suisse Heinz Holliger (1939) sur des poèmes de Hölderlin, partition joliment ouvragée mais un peu gratuite. Dans les « Variations sur la résonance d'un cri », Cristóbal Halffter poursuit ses recherches de symbiose entre l'orchestre qui est comme une sorte de miroir « réfléchissant ». « Résonance » doit être pris dans son sens profond ; c'est le cri de l'homme, de tous les hommes, sur lequel médite cette partition riche en événements intérieurs, qui est comme une sorte de vaste nébuluse où la musique se forme et se défait comme une procession de nuages plus ou moins noirs et épaisses à l'horizon du monde.

Il resterait à parler de l'après-midi consacré aux « Points de vue 1976-1977 » de Vinko Globokar. Mais plus que dans son « Laboratorium 1973 », ce mélange d'études pour transformer l'homme en instrument et de l'instrument en voix humaine, de films amusants et absurdes, de clownerie instrumentale, de théâtre musical et d'improvisations collectives, ne relève vraiment de la composition, tout au plus de l'expérimentation et de l'agitation.

Tous ces concerts bénéficient d'une nouvelle fois d'interprétations magistrales grâce à l'orchestre de Baden-Baden, dirigé par Ernest Bour, et à la Schola Cantorum de Stuttgart.

JACQUES LONCHAMPT.

Retransmissions lyriques : une proposition de M. Vozlinsky

Après la polémique intervenue entre l'administration et les syndicats de l'Opéra de Paris, d'une part, et la direction de l'Antenne 2, d'autre part, au sujet des retransmissions radiodiffusées de spectacles lyriques, M. Vozlinsky, qui a récemment relancé par une lettre de M. Pierre Boulez protestant contre le refus par Radio-France de retransmettre les deux concerts qu'il a dirigés à l'Opéra (le Monde du 19 octobre), — M. Pierre Vozlinsky a proposé de retransmettre sur les antennes de Radio-France des productions lyriques d'ici le 31 décembre 1978.

Donnée de ces retransmissions seraient prises en charge (dont quatre) par la société de radio, qui en assurerait exclusivement le financement en réglant aux musiciens un cachet supplé-

mentaire équivalent à 20 % de leurs rétributions habituelles. Les six autres retransmissions seraient simultanément sur Antenne 2 et, en stéréophonie, sur France-Musique. Seule la société de télévision financerait alors l'opération en versant aux musiciens 33 % de leur salaire.

On sait que les syndicats réclamaient précisément le droit de censure, en cas de retransmissions simultanées à la radio et à la télévision, les suppléments de 20 et de 33 %. M. Vozlinsky, qui s'y oppose, prouverait cependant par sa proposition que les musiciens n'ont pas à accéder aux retransmissions des musiciens en cas de retransmission uniquement radiodiffusée, mais qu'ils ont le droit de réclamer la même prime, tout en étant payés à la convention des conventions collectives dans le cas de retransmissions simultanées à la radio et à la télévision.

M. LEFORT : le coût de l'Opéra est proportionnel à son succès

Interrogé, samedi soir, au cours du journal d'Antenne 2, le successeur de M. Liebermann à la tête de l'Opéra de Paris, M. Bernard Lefort, a déclaré que le coût de fonctionnement de l'établissement ne dépassait pas celui du Metropolitan de New-York ni celui de la Scala de Milan, qu'il était « proportionnel à son succès ». « On objecte parfois, a-t-il dit, que les frais sont montés pour une qualité équivalente au Covent Garden de Londres. Mais cette salle est plus mo-

derne, plus maniable, et demande beaucoup moins de personnel que notre palais Garnier, isolé et d'un fonctionnement difficile. » Interrogé sur l'existence d'une nouvelle salle pour l'Opéra de Paris, M. Lefort a déclaré : « Je crois que l'on a compris que c'est une nécessité d'espérer que l'on comprendra aussi la nécessité de bien préparer ce projet. Il ne faut pas le réduire à la hâte et nous devons d'abord nous assurer que nous aurons les moyens nécessaires pour le réaliser. »

Notes

Cinéma

« Les Petites Galères »

Nous étions, samedi, six spectateurs dans une salle de deux cent vingt-neuf places, pour voir ce film qui n'est programmé qu'une fois par jour, à 18 h. 30. « Les Petites Galères » est le premier cinématographique de Jean-Pierre Monod. Celui-ci habite Rouen, où il a été à la fois producteur, scénariste, directeur de la photographie et monteur de cette œuvre parfaitement marginale. Des comédiens qu'on ne connaît pas en sont les interprètes.

« Les Petites Galères » nous ramène aux premiers tréteaux de Jean-Luc Godard ou de Jean Eustache. Un jeune homme un peu paillard erre à travers Rouen. Monod filme son comportement et nous parle surtout de son propre amour du cinéma, de son obstination à se servir d'une caméra autrement qu'on ne le fait d'habitude. Il y a là-dedans autant de malades que de promesses, mais on est ému comme devant un message trouvé dans une bouteille jetée au hasard de la mer. On aimerait bien savoir pourquoi ce jeune homme de

Rouen a choisi de tourner un film qui ne peut avoir aucune carrière commerciale. Un critique peut toujours lui dire qu'il a compris son message. Mais à quoi cela lui servira-t-il ?

Jacques BICLER.

(*) Le Selin Cinéma.

Théâtre

« Almira » à l'Espace Cardin.

Almira est une ville balnéaire espagnole, un miroir aux alouettes pour ceux qui vivent juste de l'autre côté de la frontière : une famille d'émigrés, la patronne d'un hôtel vide, dont la fille est, elle, un miroir aux alouettes pour la dernière génération d'émigrés. André Michel Bouquet en compte bien, accompagné de sa femme, Eleonore Elit, qu'il ne rend pas heureux. D'origines espagnoles, il s'est fait révéler par problèmes d'enfance. Son passé, d'ailleurs est des plus mystérieux, ce qui permet à Michel Bouquet de créer une œuvre à l'immuable sourire énigmatique. Il est très riche, séduit les femmes, les hommes et les enfants, pour leur perte

Théâtre

«PALAZZO MENTALE» à Nanterre

Il y a la masse sombre de l'enfer, le cuir noir des musiciens (de groupe Sberre), les flashs métalliques de leurs instruments. Ils s'enfoncent doucement dans les sous-sols. La musique, venue de l'invisible, rythme l'après-midi d'un voyage à rebours. Le rideau s'ouvre sur le Palazzo au milieu d'un parc fondu dans la brume. Devant l'arche est trop verte. Des personnages y sont posés, créatures laquées, toutes neuves, figures déjà vues et jamais rencontrées autre part que sur des images : couvertures de livres, affiches, écrans. Il y a Proust, Kafka, Sade, Borges, des hommes en habit, des femmes en robe de soirée, une vamp canaille en jasettes. Chacun peut leur donner un nom, ils n'ont pas d'identité, ils sont l'état vivant de mots imprimés sur papier, imprimés dans la mémoire.

Pierre Bourgeade a construit un collage de textes empruntés à auteurs représentés et à d'autres. Georges Lavandant leur donne une réalité théâtrale. Les mots traversent les personnages et rejoignent la musique. La musique raconte et entraîne les palpitations, les reculs, les curiosités, les élans inavoués, les détresses, les sarrasmes d'un jeune homme (Ariel Carola-Valdes) qui court après l'amour, poursuit des jeunes filles aussi belles, aussi intouchables, que des cover-girls. Il est saisi par un détective-Fregoli (Gabriel Monnet) dont le paternalisme jovial apparaît douteux. Peut-on se fier à qui que ce soit dans ce pays de l'artifice, peuplé de sous-journaux retenus par les yeux ? « Palazzo Mentale » est le spectacle du regard, tout y est d'une fabuleuse beauté, dans les décors de Jean-Pierre Vergier et des éclairages qui découpent l'espace comme on parle de découpage cinématographique.

Surtout, le spectacle propose toutes les manières de voir. Nous voyons des gens qui, se sachant avec embarras les attitudes stéréotypées de la vie en société. Nous

COLETTE GODARD.

* Théâtre de Nanterre, 20 h. 30, jusqu'au 6 novembre.

Expositions

Le marché à la recherche des « amateurs »

Lorsqu'on début des années 70 se multipliaient en Europe les « ateliers » pour les artistes, à Cologne, à Paris, à Bologne ou à Barcelone, — tableaux et sculptures y étaient mis à l'encre en rangs serrés, parfois déposés en vrac contre les murs ou par terre, l'argent en quête de placements était abondant, et l'on ne craignait pas de présenter les œuvres d'art comme des marchandises.

À la FIAC du Grand Palais, la foire de l'art change d'allure. Il a fallu laisser passer le tumulte du jour de l'inauguration, où plusieurs milliers de visiteurs ont envahi les allées bordées de cent petites salles, pour voir dans le calme, dès le lendemain, ces ci-malades soudain prises d'un accès de dignité, un rien plus sérieux, tentant à pénétrer. On peut aller au Grand Palais pour le plaisir de voir, et aussi pour se tenir informé.

Retour de flamme

Voici la sculpture étonnante de Botero, peintre fétichiste qui fait l'apologie de l'adiposité. Ses bandes perverses au visage pourpointé des seins sont les deux cœurs de ses tableaux et fait couler leurs contours en trompe-l'œil dans le bronze (galerie Lelong-Bernard). Tout à côté, les sculptures-sièges d'acier de Jean de Chillida, travail de forge herbacéen qui valent le plus grand poids et met en mouvement avec sa légèreté les plus immobiles (galerie Maeght).

Un peu plus loin, un autre constructeur s'est mis à nouveau au travail : Soulages, dont on n'avait pas vu d'exposition à Paris depuis plusieurs années. Des peintures sur papier qui portent des trajectoires en bleu et en noir, sous des architectures romanes. Il n'a pas résisté à l'envie de les faire transiter sur la sculpture et de leur donner la pérennité du bronze (galerie de France). Sculptures aussi, avec César : des « expansions » qui montrent le jeu baroque, charnel, de formes et de lumières où le « hasard » devient une « nécessité » (Galerie Beaubourg, œuvres anciennes ; galerie Colette Creu-zevalle). Une rétrospective Bettencourt rend hommage à l'un des derniers surréalistes fasciés par la magie (galerie Gervais). Il a un frère oublié et méconnu : Primer, un visionnaire à découvrir (galerie Lelong-Bernard).

Le marché de l'art contemporain est en pleine effervescence. Les œuvres de la sculpture de Jean de Chillida, travail de forge herbacéen qui valent le plus grand poids et met en mouvement avec sa légèreté les plus immobiles (galerie Maeght).

Ces expositions sont les meilleures de celles que l'on pourrait voir dans les galeries sur les deux rives de la Seine. Mais on mentionnera le phénomène de la concentration du marché avec l'exposition Pollock, éponyme d'un ensemble de très belles toiles d'un peintre montré ici sous son meilleur jour de grand pictura-

liste (galerie Melki). On ne saurait citer toutes les œuvres rassemblées sous la verrière du Grand Palais, qui mérite, plus que jamais, la visite : Manolides, Lopez Garcia, Alex Katz, Schlosser, Michel Gérard, Max Wimmer, Damas, Dorado, Samuel Buri, Maurice de Kooning.

Vient ensuite les « phases » de la peinture contemporaine, les cubistes de la galerie Louise Leiris d'accrochage d'œuvres de Braque, Picasso, Gris, Léger, rend hommage en quelque sorte à la sagacité d'un marchand, Kahnweiler, qui avait pris ces peintres sous contrat en 1912, de cette génération. Léger est l'artiste dont on retrouve les peintures et dessins de stand en stand. Si une part importante de son œuvre est sur le marché, c'est sans doute parce qu'elle n'a été valorisée que récemment, et aussi en raison de sa modernité : on y retrouve beaucoup de l'imagerie du pop-art et même de ce dessin réaliste d'objets quotidiens que « réinventait » l'avant-garde aujourd'hui. A elle seule, la galerie Berggruen en présente un ensemble assez éblouissant, avec notamment le dessin de la Composition aux croix (1939), dont la peinture se trouve galerie Louise Leiris.

Léger aussi chez Krugier, mais qui ne s'en tient pas là. C'est un marchand qui a du flair. Il a réuni un ensemble de dessins de jeunes d'aujourd'hui et de maîtres d'hier, liés par la manière sinon par l'esprit. Hofmann, Thiemer, Titus-Carmel, Popper, Poniatowski, Camacho, Velikovic, Guarienti, O. Olivier, tous des jeunes dans la continuité de Balhaus, Seurat, Odilon Redon, Giacometti, Chirico. Une œuvre à part : une petite gouache du Radéu de la Méduse de Géricault.

En avant-garde et d'anti-art dans ce marché, qui a pris le durable et rassurant. Car les pari de proposer des œuvres produites d'avant-garde ont souvent la particularité de mal résister à l'épreuve du temps. Elles ont la vie courte et perdent vite leur virulence, sinon leur sens, ce qui est loin de convenir au système « spéculatif », qui s'accommode mieux d'œuvres d'apparence plus traditionnelle. Beaucoup d'artistes retournent au travail de base du dessin réaliste, comme pour reprendre un métier que les artistes d'avant-garde — manipulateurs d'idées abstraites et de machines électroniques — avaient finalement oublié. C'est une autruche pour le système du marché qui prône, comme le montre l'exemple du Grand Palais, le « retour à la main », à l'« artiste artisan » qui revient enfin à la probité de l'art. Du point de vue des marchands, il s'agit d'en donner un peu plus pour faire retrouver aux amateurs les chemins de la passion.

JACQUES MICHEL.

* FIAC (Foires internationales d'art contemporain), au Grand Palais, jusqu'au 30 octobre.

سكوان النش

DEMAIN PREMIERE
CAITE MONTMARTRE
 28, RUE DE LA GITE, Métro: MONTMARTRE, CAITE

Elles...
STEFFY POMME JANE YVY
 Comédie de PAM GEMS
 Adaptation de ISABELLE FANCHON
 Décor de TANYA Mc CALLIN
 Mise en scène de MICHEL FAGADAU
 LOCATION: THÉÂTRE et AGENCES Tél: 633.16.16

ODEON
 THÉÂTRE NATIONAL
 à partir du 2 novembre
 19H 30
LE ROI LEAR
 de SHAKESPEARE
 mise en scène
 Giorgio STREHLER
 par le
PICCOLO TEATRO DE MILAN
 T.L.S., 19 h 30 sauf dimanche et lundi
 matinée dimanche à 16 heures
 Rés. et location : 325-70-32
 jusqu'au 13 novembre

T.B.B.
 THÉÂTRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT : 603.60.44
 DIRECTION: JEAN-PIERRE GRENIER

7 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
SERGE LAMA
 DU 25 AU 30 OCTOBRE INCLUS
 60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100m du Métro Marcel SEMBAT)
 LOCATION au THÉÂTRE et dans TOUTES LES AGENCES

THEATRE ANTOINE
 30 octobre, à 15 heures
DERNIERE:
LES PARENTS TERRIBLES

à partir du 7 novembre
RÉCITAL:
RAYMOND DEVOS
 LOCATION OUVERTE

DANIEL BARENBOIM
 2 récitals exceptionnels de piano
 THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 20 h 30
 Jeudi 27 octobre : SCHUBERT
 Lundi 7 novembre : BEETHOVEN

Derniers enregistrements de piano :
 MENDELSSOHN, Romances sans paroles (n° 2740 104)
 BRAHMS : Variations pour piano (n° 2830 335)

MERCREDI
 Deux femmes enquêtent
 sur la vie et la mort
 d'une autre femme.

ALICE CONSTANT
 un film de CHRISTINE LAURENT

MERCREDI
 Un film de
WERNER HERZOG

LA BALLADE DE BRUNO.

Grand prix spécial du jury pour la mise en scène
 au Festival de Taormina 1977

Interdit aux moins de 13 ans.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
 Opéra, 19 h 30 : Hommage à Serge Lifar.
 Comédie-Française, 20 h 30 : L'im-
 promptu de Versailles; le Misan-
 thrope.
 Centre Pompidou, 15 h, 18 h 30 et
 20 h 30 : Spectacle audio-visuel.

Les salles municipales

Théâtre de la Ville, 20 h 30 :
 Orchestre du Capitoul de Toulouse
 (Barrios, Monseigneur).
 Nouveau Carré, 21 h : Concert Agré-
 gation Musicale de Buenos-Aires.

Les autres salles

Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium,
 21 h : Les Éclats de New-York.
 Comédie Châteauneuf, 21 h 10 :
 Boule-Boule.
 Dancourt, 21 h : Pêche.
 Espace Cardin, 20 h 45 : Alimra.
 Fontaine, 21 h : 1915.
 Huchette, 20 h 45 : la Cantatrice
 chauve; la Leprieux.
 Madeleine, 21 h : Feu de vache.
 Montparnasse, 21 h : Rostrop.
 Nouveautés, 21 h : Apprendis-moi,
 Céline.
 Palais, 18 h 30 : Ben Zimst; 21 h :
 L'Album Zola.
 Plaisance, 20 h 45 : Qui.
 Poche-Montparnasse, 20 h 30 : Sigis-
 mond.
 Saint-Georges, 20 h 30 : Topaze.
 Théâtre d'Édgar, 20 h 30 : Sylvia.
 Voltaire, 20 h 30 : Victime
 du devoir; 22 h : Un oiseau dans
 la vitre.
 Théâtre du Marais, 20 h 30 : le
 Communisme agricole.
 Théâtre La Pénière, 20 h 30 : le
 Retour.
 Théâtre Présent, 20 h 30 : les
 Derniers.

cinémas

(*) Films interdits aux moins de
 treize ans.
 (**) Films interdits aux moins de
 dix-huit ans.

La cinématèque

Chaillet, rétro.

Les exclusivités

L'AMI AMÉRICAIN (A.M., v.o.) (*):
 Quintette, 8 (325-40-40); Gau-
 mont-Rive-Gauche, 8 (340-25-33);
 14-Juillet-Paradise, 8 (325-58-00);
 Élysées-Lincoln, 8 (339-34-14);
 Olympia-Entreprise, 14 (342-67-42);
 v.f.: Impérial, 8 (325-75-82).
 L'AMOUR EN HERBES (Fr.): Mont-
 parnasse-21, 8 (344-12-77); Colisée,
 8 (339-38-46); Francine, 8 (376-
 33-58); P.L.M.-Saint-Jacques, 14
 (388-58-32); Gaumont-Convention
 (323-52-57); Secrétaire, 18 (306-
 71-33).
 L'ANIMAL (Fr.): Richelieu, 2 (333-
 66-70); Bata, 2 (742-65-33);
 Cluny-Palace, 8 (333-07-76); Hau-
 teville, 8 (333-75-28); Boquet,
 14 (341-44-11); Normandie, 8 (339-41-13);
 66-03); George-V, 8 (325-41-40);
 Ambassade, 8 (339-18-08); Fau-
 velle, 18 (333-38-50); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Gau-
 mont-Sud, 14 (331-51-16); Cam-
 bronnette, 15 (754-42-68); Victor,
 18 (727-48-75); Wapler, 18
 (387-50-70); Gaumont-Gambetta,
 20 (787-02-74).
 ANNE HALL (A.M., v.o.): Paramount-
 Odéon, 8 (325-59-83); Studio Jean-
 Cocteau, 8 (333-47-52); Publi-
 ca, v.o.: Quintette, 8 (340-25-33);
 v.f.: Capri, 8 (306-11-59); Para-
 mount-Opéra, 8 (373-34-77); Para-
 mount-Galade, 14 (380-18-03);
 Paramount, 14 (376-34-34);
 (328-22-17); Paramount-Malliot,
 14 (758-34-34).
 AU DÉLÀ DU BIEN ET DU MAL
 (A.M., v.o.) (*): Bonaparte, 8
 (328-12-12); U.G.C.-Odéon, 8 (325-
 71-08); Normandie, 8 (339-41-13);
 Studio Raspail, 14 (339-38-58);
 v.f.: Caméo, 8 (770-20-88); U.G.C.-
 Cluny, 8 (333-66-13); v.f.:
 U.G.C.-Gobelin, 13 (331-06-19);
 Métrol, 14 (333-33-43); Bienvenue
 Montparnasse, 18 (344-26-02).
 BAD (A.M., v.o.) (*): Quintette, 8
 (325-40-40).
 BARRY LYNDON (A.M., v.o.):
 Convention-Saint-Charles, 15 (578-
 33-00); v.f.: U.G.C.-Opéra, 8 (321-
 50-53).

Pour tous renseignements concernant
 l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
 704.70.20 (lignes groupées) et 721.42.34
 (de 11 heures à 21 heures,
 sauf les dimanches et jours fériés).

Lundi 24 octobre

Les concerts

Lucernaire-Forum, 21 h : Jacques
 Gautier, piano (Bach, Susa, Sussal,
 Haydn, Brahms, Debussy).
 Salle Fieret, 21 h : Wilhelm Kempff,
 piano; Yehudi Menuhin, violon
 (sonates de Beethoven).
 Église Saint-Augustin, 20 h 30 :
 S. Chabarmartin (Bach, Franck,
 Viardot).
 Théâtre de la Ville, 20 h 30 :
 17 Celliers et 2 Violoncelles (Bach,
 Lalande, Handel, Hindemith).
 Salle Gaveau, 21 h : J. Boert, bary-
 ton; R. Stancovski, piano (Schu-
 bert).
 Radio-France, 20 h 30 : Ensemble
 Pupier, 14, dir. E. Rosenfeld
 (Mozart, Beethoven, Berlioz, Schu-
 bert, Weber, Tannhauser).
 Palais des arts, 20 h 30 : Orchestre
 Conservatoire de Paris, dir.
 P. Dervaux (Kabalevski, Bartok,
 Britten, M. Takemitsu).
 Théâtre de la Ville, 21 h : Jesse
 Norman, cantatrice (Puccini, Bee-
 thoven, Mahler, Sade, Debussy).

Jazz, pop, rock et folk

Théâtre Montferrat, 22 h 30 :
 Francis Tuskas, Compagnie
 Lubat.
 Lucernaire-Forum, 19 h : Nicole
 Devaillat, jazz brésilien.

LES NAUFRAGES DU 747 (A.M., v.o.):
 Calypso, 17 (754-30-88); v.f.:
 Grand-Pavlov, 18 (331-44-88).
NE LAISSEZ PAS LES MORTS (Fr., v.o.):
 L'Opéra et le Saxon (A.M., v.o.):
 Palais des arts, 8 (325-44-38); Le
 Saxon, 8 (339-38-50); v.f.:
 Palais FADRON (A.M., v.o.): Quin-
 tier Latio, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Paradis, 8 (325-58-00); Bata,
 8 (333-75-82); v.f.: Richelieu, 2
 (333-66-13); 14-Juillet-Bastille, 11
 (337-06-37); v.f.: Richelieu, 2
 (333-66-13); Gaumont-Convention,
 15 (323-52-57).
PARADIS D'ÉTÉ (Sud, v.o.): Ven-
 dôme, 8 (325-44-38); Studio de
 Gravelines, 8 (333-38-50); Olympic,
 14 (342-67-42).
LES PASSÉS SUPPLÉ (Fr.): U.G.C.-
 Opéra, 2 (321-50-33); Élysées-
 Point-Show, 8 (325-44-38); Mont-
 parnasse-Palace, 14 (336-65-13);
 Triomphe, 17 (339-10-41).
SAULO (A.M., v.o.): Panthéon, 8
 (325-44-38).
TRANSAMERICA EXPRESS (A.M.,
 v.o.): U.G.C.-Bastille, 8 (723-
 68-23).
UN AUTRE HOMME, UN AUTRE
CHANCE (Fr., v.o.): Cluny-Palace,
 8 (333-07-76); Cluny, 8 (339-38-50);
 20-40; v.f.: Cluny, 8 (339-38-50);
 Adèle, 12 (333-07-76); Mont-
 parnasse-Palace, 14 (336-65-13);
 Gaumont-Convention, 15 (323-52-57);
 Mayral, 10 (323-22-09).
**UN BOURGEOIS TOUT PETIT, FE-
 TIT** (A.M., v.o.): Cluny, 8 (339-38-50);
 (323-22-09).
UNE ÉTOILE EST NÉE (A.M., v.o.):
 U.G.C.-Opéra, 2 (321-50-33); Élysées-
 Point-Show, 8 (325-44-38); Mont-
 parnasse-Palace, 14 (336-65-13);
 Gaumont-Convention, 15 (323-52-57);
 Mayral, 10 (323-22-09).
UNE JOUEUSE D'ÉCHECS (Fr., v.o.):
 U.G.C.-Opéra, 2 (321-50-33); Élysées-
 Point-Show, 8 (325-44-38); Mont-
 parnasse-Palace, 14 (336-65-13);
 Gaumont-Convention, 15 (323-52-57);
 Mayral, 10 (323-22-09).
UN PONT TROP LOIN (A.M., v.o.):
 Mayral, 10 (323-22-09); v.f.:
 Richelieu, 2 (333-66-13); v.f.:
 les Temples, 3 (325-44-38).
UN TAXI MAUVE (Fr., v.o.):
 Mayral, 10 (323-22-09); v.f.:
 U.G.C.-Opéra, 2 (321-50-33); Élysées-
 Point-Show, 8 (325-44-38); Mont-
 parnasse-Palace, 14 (336-65-13);
 Gaumont-Convention, 15 (323-52-57);
 Mayral, 10 (323-22-09).
WIVES (Norv., v.o.): Studio de la
 Contrepartie, 8 (325-44-38); Olympic-
 Entrepôt, 14 (342-67-42). A
 18 h. (et sam. et dim.).

Les séances spéciales

LES APPRENTIS SORCIERS (Fr.):
 Olympia, 14 (342-67-42); A. 18 h.
CHIENS DE PAILLE (A.M., v.o.):
 les Tournelles, 20 (336-51-59), mardi
 à 21 h.
DELIAHAT ET DUBUFFET (Fr.):
 Olympia, 14, à 18 h.
EASY RIDER (A.M., v.o.): Saint-
 Ambrose, 11 (700-88-16) mardi à
 21 h.
L'EMPEREUR DES SENS (Jap.),
 v.f.: Saint-André-des-Arts, 8
 (333-66-13); A. 18 h. et 24 h.
HAROLD ET MAUDE (A.M., v.o.):
 Luxembourg, 8 (333-07-77); A. 10 h,
 12 h et 24 h.
INDIA SONG (Fr.): le Seine, 8
 (325-59-82); A. 12 h. et 24 h.
LENTY (A.M., v.o.): la Clif, 8
 (333-66-13); A. 12 h. et 24 h.
MASCULIN-FEMMINI (Fr.): la Clif,
 8, à 12 h. et 24 h.
LE MÉCANO DE LA GÉNÉRAL (A.):
 Studio Galade, 8 (333-72-71), à
 12 h. et 24 h.
ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX
 (A.), v.o.: Lucernaire, 8 (344-
 26-02); A. 12 h. et 24 h.
RAIN ET CHOCOLAT (Fr.), v.o.:
 Luxembourg, 8 (333-07-77); A. 10 h,
 12 h et 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.): Saint-
 André-des-Arts, 8 (333-66-13); A.
 12 h. et 24 h.
LE PRIVE (A.), v.o.: la Clif, 8,
 A. 12 h. et 24 h.
ROMEO ET JULIETTE (It.), v.o.:
 Luxembourg, 8, à 12 h. et 24 h.
LA SALAMANDRE (Suisse): Olympic-
 Entrepôt, 14, à 18 h.

ZOUC
 R'Albourn 21 H.
 version 77

AU PALACE
 DERNIÈRE LE 29 OCTOBRE
 sans autre prolongation
 Tél: 70.44.37

Les films nouveaux

LA GUERRE DES ÉTOILES, film
 américain de George Lucas,
 v.o.: Quintette, 8 (325-40-40);
 14-Juillet-Paradise, 8 (325-58-00);
 Élysées-Lincoln, 8 (339-34-14);
 Olympia-Entreprise, 14 (342-67-42);
 v.f.: Impérial, 8 (325-75-82).
LES ENFANTS GATES (Fr.): Impe-
 rial, 8 (325-75-82); Saint-Ger-
 main-Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES DIABLES PROBABLEMENT (Fr.):
 Calypso, 17 (754-30-88).
LA LOUPE (Fr.): Studio Laga, 8
 (333-66-13); U.G.C.-Opéra, 2
 (321-50-33); Saint-Germain-
 Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES ENFANTS GATES (Fr.): Impe-
 rial, 8 (325-75-82); Saint-Ger-
 main-Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES DIABLES PROBABLEMENT (Fr.):
 Calypso, 17 (754-30-88).
LA LOUPE (Fr.): Studio Laga, 8
 (333-66-13); U.G.C.-Opéra, 2
 (321-50-33); Saint-Germain-
 Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES ENFANTS GATES (Fr.): Impe-
 rial, 8 (325-75-82); Saint-Ger-
 main-Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES DIABLES PROBABLEMENT (Fr.):
 Calypso, 17 (754-30-88).
LA LOUPE (Fr.): Studio Laga, 8
 (333-66-13); U.G.C.-Opéra, 2
 (321-50-33); Saint-Germain-
 Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES ENFANTS GATES (Fr.): Impe-
 rial, 8 (325-75-82); Saint-Ger-
 main-Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES DIABLES PROBABLEMENT (Fr.):
 Calypso, 17 (754-30-88).
LA LOUPE (Fr.): Studio Laga, 8
 (333-66-13); U.G.C.-Opéra, 2
 (321-50-33); Saint-Germain-
 Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES ENFANTS GATES (Fr.): Impe-
 rial, 8 (325-75-82); Saint-Ger-
 main-Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES DIABLES PROBABLEMENT (Fr.):
 Calypso, 17 (754-30-88).
LA LOUPE (Fr.): Studio Laga, 8
 (333-66-13); U.G.C.-Opéra, 2
 (321-50-33); Saint-Germain-
 Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES ENFANTS GATES (Fr.): Impe-
 rial, 8 (325-75-82); Saint-Ger-
 main-Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES DIABLES PROBABLEMENT (Fr.):
 Calypso, 17 (754-30-88).
LA LOUPE (Fr.): Studio Laga, 8
 (333-66-13); U.G.C.-Opéra, 2
 (321-50-33); Saint-Germain-
 Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES ENFANTS GATES (Fr.): Impe-
 rial, 8 (325-75-82); Saint-Ger-
 main-Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES DIABLES PROBABLEMENT (Fr.):
 Calypso, 17 (754-30-88).
LA LOUPE (Fr.): Studio Laga, 8
 (333-66-13); U.G.C.-Opéra, 2
 (321-50-33); Saint-Germain-
 Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES ENFANTS GATES (Fr.): Impe-
 rial, 8 (325-75-82); Saint-Ger-
 main-Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES DIABLES PROBABLEMENT (Fr.):
 Calypso, 17 (754-30-88).
LA LOUPE (Fr.): Studio Laga, 8
 (333-66-13); U.G.C.-Opéra, 2
 (321-50-33); Saint-Germain-
 Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES ENFANTS GATES (Fr.): Impe-
 rial, 8 (325-75-82); Saint-Ger-
 main-Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES DIABLES PROBABLEMENT (Fr.):
 Calypso, 17 (754-30-88).
LA LOUPE (Fr.): Studio Laga, 8
 (333-66-13); U.G.C.-Opéra, 2
 (321-50-33); Saint-Germain-
 Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES ENFANTS GATES (Fr.): Impe-
 rial, 8 (325-75-82); Saint-Ger-
 main-Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES DIABLES PROBABLEMENT (Fr.):
 Calypso, 17 (754-30-88).
LA LOUPE (Fr.): Studio Laga, 8
 (333-66-13); U.G.C.-Opéra, 2
 (321-50-33); Saint-Germain-
 Village, 8 (333-66-13); Coli-
 sée, 8 (339-38-50); U.G.C.-Mar-
 beuf, 8 (325-44-38); 14-Juillet-
 Bastille, 11 (337-06-37); Montpar-
 nasse-Palace, 14 (336-65-13); Mu-
 se, 14 (333-66-13); Gaumont-
 Gambetta, 20 (787-02-74).
LES ENFANTS GATES (Fr.):

RADIO-TÉLÉVISION

M. Michel Poniatowski philosophe

Les hommes politiques de droite ayant pris à leur tour l'habitude d'écrire des livres, c'est comme « philosophe » et comme « historien » que M. Michel Poniatowski était mis en question « dimanche soir, sur FR 3 ».

Le principal titre de gloire de l'ancien ministre de l'Intérieur est d'avoir contribué, en 1974, à la victoire de M. Giscard d'Estaing. Il a connu ensuite, plus de revers que de succès, mais de sa réussite initiale, il a gardé quelques temps la réputation d'un maître tacticien. Aujourd'hui, il entend montrer qu'il est capable, comme l'ancien ministre, de proposer une vision globale de l'avenir. A des interlocuteurs qui, « pour être au fait », lui ont dit qu'il a donné de présenter les éléments d'une doctrine politique, il a d'abord cité les propos

que lui a tenus M. Helmut Schmidt après l'enlèvement de M. Schleyer, et qui l'ont « trappé » : « Je ne céderai pas », lui a dit le chancelier d'Allemagne fédérale. Si l'abandonne maintenant, l'abandonnerai la rue, la ville, les villages aux plus forts, l'abandonnerai la loi, les institutions, la République. »

De M. Giscard d'Estaing, M. Poniatowski a répété qu'il était l'homme d'Etat le mieux adapté à l'époque actuelle, qui appelle à la fois autorité et souplesse, ordre et liberté. Il a fait entendre l'enregistrement des paroles prononcées en avril 1973, au cours d'un déjeuner offert aux républicains indépendants par Georges Pompidou : « Il faut, disait l'ancien président, de la République à celui qui devait devenir son successeur, que vous soyez des deux ou trois, il y aura une

vocation nationale évidente. » Du gaullisme, il a indiqué, en réponse aux questions de M. Alexandre Sanguinetti, qu'il en partageait les vues sur les institutions, l'unité, l'indépendance. De M. François Giscard, dont le livre contient, selon lui, « un très grand nombre d'insuccès », il a dit enfin : « Quand on a mangé la soupe pendant trois ans, il est étrange qu'on la trouve amère. »

M. Poniatowski, lui, n'a pas perdu le goût de « la comédie du pouvoir ». Les hommes d'Etat, a-t-il dit, puis ils reviennent, avec une image déformée. « Reviendrez-vous, lui a-t-on demandé ? Je pense que c'est assez probable. Songez-y ! », comme M. Alain Peyrefitte, cet autre homme d'Etat philosophe, à faire un détour par l'Académie française ?

THOMAS FERENCZI.

Enfermer la folie

Concevoir, entendre, neud mois la naissance, souhaiter ou pas, de ce garçon, de cette fille, étiqueté déjà par le choix d'un prénom, chargé du poids des désirs, des déceptions, des culpabilités, des ambitions plus ou moins avouées de ceux qui l'ont précédé dans la vie, une vie dont les racines plongent au plus profond de l'héritage familial et social, une vie dont les jeunes pousses peuvent s'échapper, mais de tendresse et de soins, quelle responsabilité ! Terrifiante.

Daniel Katin attribue à dimanche sur Antenne 2. La raison du plus fort ? L'émotion des enfants pas comme les autres, au « désordre inexplicable » d'un monde, d'un milieu mal préparés à leur venue. C'est jouer sur les mots. C'est feindre d'ignorer les maux génétiques ; c'est négliger — déce-
table dès le troisième mois de

la grossesse — l'aberration chromosomique, la trisomie 21 responsable du mongolisme, sur quoi le Mouvement de libération de la femme appuyait en partie son action pour le droit à l'avortement ; c'est oublier les accidents, encore fréquents, les incapacités de se tenir d'un accouchement difficile.

On peut le regretter. On ne peut rester insensible, en revanche, à la chaude lumière de ce regard attentif, généreux, posé sur les petits mongoliens, les débiles profonds, les minuscules vieillards grabataires, incontinents, les pouspées-chiffes, incapables de ce tenir droites, de s'asseoir, les lésés-pour-compte, les « irréductibles » rencontrés dans cet internat médico-pédagogique de la région parisienne, placé sous la seule surveillance d'un médecin généraliste. On ne s'ac-
combre pas ici de psychologues.

d'éducateurs, on se contente d'assurer à ces enfants, déclarés incurables par la faculté, un simple gardiennage pris en charge par l'Etat social.

Les excellents résultats obtenus dans un hôpital de jour par une équipe de spécialistes prouveraient, s'il en était encore besoin, qu'il est possible et nécessaire d'enlever, mieux, d'abriter, la mur de silence dont s'entourent — fragile, pathétique barrière — ces petits êtres en état de manque affectif. Quelle que soit l'origine de leur mal, il est, le plus souvent au moins, en partie réductible, réparable. A condition d'y mettre la peine, d'engager un personnel qualifié, et surtout d'élever, d'ouvrir au monde extérieur ces institutions où croissent, oubliés, rayés, redoutés, objets de peur et de honte, ces petits morts-vivants.

CLAUDE SARRAUTE.

DANS LA MAYENNE

La destruction du relais de Pré-en-Pail compromet les émissions télévisées vers l'Ouest

Les six émetteurs-récepteurs couvrant la Bretagne et la Normandie, et les installations de la station du relais hertzien de Pré-en-Pail, près de Laval (Mayenne), ont été totalement détruits, samedi 22 octobre, peu après 22 heures, par l'explosion d'une charge de plastique estimée, selon les enquêteurs, à plus de 20 kilos. Le façade et les autres murs du bâtiment que le gardien avait quitté vers 20 h. 30 ont été soufflés par la déflagration. Des « blocs-batteries » de plus de 400 kilos chacun ont été projetés à l'extérieur. Les dégâts sont évalués à plus de 10 millions de francs.

L'attentat a été revendiqué par le mouvement Trawalch (Résistance nationaliste bretonne) qui était déjà manifesté le 10 octobre dernier en plaquant le siège administratif de l'I.R.D.F. à Pontivy (Morbihan) (le Monde du 11 octobre) et avait reconnu être l'auteur de l'attentat commis dans la nuit du 17 au 18 septembre contre l'hôtel des impôts de Morlaix (le Monde des 20 et 21 septembre). Le mouvement Trawalch, qui a vu le jour le 20 septembre 1977, devait également revendiquer l'attentat contre le centre des impôts de Châteaubriant (Loire-Atlantique) le 20 octobre.

Un texte photocopié et signé « Dre Urz Erwan » portant le cachet de cette organisation clandestine a été glissé, dimanche matin 23 octobre, sous une porte du bureau régional de l'A.F.P. à Rennes (Ile-et-Vilaine). La lettre déclare notamment : « Trawalch, par cet attentat, prouve sa détermination à poursuivre la lutte pour la souveraineté du peuple breton et de la nation bretonne. Vives l'indépendance. »

Les auteurs du sabotage ont pénétré dans l'enceinte du relais en découvrant le grillage et se sont enfuis en voiture. Les recherches effectuées par les services de la gendarmerie se sont pour l'instant révélées infructueuses.

La destruction du relais hertzien a interrompu la liaison satellite entre Paris et Fleury-Mérogis. Les communications ne se font que par câble. Des équipes régionales de T.D.F. (Télédiffusion de France) ont effectué des réparations qui permettront de relayer uniquement TF 1 en Bretagne et dans les pays de Loire et FR 3 en Basse-Normandie. Les dégâts entraînent, d'autre part, le retard du programme couleur de la première chaîne qui devait intervenir dans le courant de l'année 1978.

M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré à propos de ce sabotage : « Les sabotages de ce genre sont inacceptables et ont des conséquences intolérables. » M. Barre a ajouté que « le gouvernement prendra les mesures qui s'imposent pour éviter le renouvellement d'incidents de ce genre », précisant cependant que ce n'était pas facile. M. Dominique Buisson, secrétaire du groupe politique du parti républicain, a également condamné « cet acte de violence ».

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 24 OCTOBRE
— M. Jean-François Revel dispute de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— L'avenir des races est le thème du débat qui suit le film *King-Kong* sur TF 1, vers 23 h.

MARDI 25 OCTOBRE
— M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances est interrogé sur France-Inter, à 7 h. 45.

— Marcel Fagnanelli reçoit M. Gérard Nicoud, secrétaire général du C.I.D.-Unati, et Antoine Bufenacht, secrétaire d'Etat au Commerce, à l'industrie et à l'artisanat, sur le thème « Les commerçants et le gouvernement », au cours du magazine R.-M.-C.-Choc, sur R.-M.-C., à 13 h. 30.

— Mme Alice Saunier-Séte, secrétaire d'Etat aux universités, est l'invitée du magazine « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h. 15.

— La Tribune libre est ouverte à la Société des amis du bouddhisme, sur FR 3, à 19 h. 40.

GRÈVE DES JOURNALISTES D'ANTENNE 2

La seconde chaîne ne diffuse, ce lundi 24 octobre, qu'une édition du journal, celle de 20 heures, soit le programme minimum prévu en cas de grève de la rédaction. L'intersyndicale a, en effet, appelé ses adhérents à envahir la moitié des quelque cent trente journalistes de l'équipe de Jean-Frédéric Stéfani, à partir de 14 heures, pendant vingt-quatre heures. M. Daniel Estève, délégué C.F.D.T., fait état de tensions accrues au sein de la rédaction depuis le mois de juin dernier, la direction de la société et notamment M. Xavier Larère, directeur général, ayant opposé depuis lors un « non » catégorique aux revendications des journalistes. Contrairement à ce qui s'est passé à Radio-France (où le salaire minimum a été fixé à 4 500 F, aucun accord salarial n'a été conclu), les journalistes d'Antenne 2 ont refusé de signer une convention collective. Les syndicats s'inquiètent de « fiches de rendement », dont chaque journaliste ferait l'objet. Enfin, les négociations concernant la révision des conventions collectives qui devaient débuter au mois de mai (les textes établis au 1^{er} janvier 1978 n'étant valables que jusqu'au 31 décembre 1977) ne doivent s'engager que le mardi 25 octobre, alors que la direction a déjà exprimé l'intention de modifier respectivement certains chapitres (article 32 sur les salaires arbitraires et l'article 30 sur la concertation au sein de la société).

Le dix-neuvième Concours international de culture de Paris, organisé par Radio-France, a démarré, vendredi 21 octobre, son premier prix d'interprétation à Kazubito Yamashita, guitariste japonais de seize ans. Deux deuxième prix ont été accordés à Clara Stradivari et à Jean-Louis Bouchard, tous deux âgés de 12 ans. Le troisième prix a été attribué à Jean Sorroche (Porto-Rico), âgé de 11 ans.

Le dix-neuvième Concours international de culture de Paris, organisé par Radio-France, a démarré, vendredi 21 octobre, son premier prix d'interprétation à Kazubito Yamashita, guitariste japonais de seize ans. Deux deuxième prix ont été accordés à Clara Stradivari et à Jean-Louis Bouchard, tous deux âgés de 12 ans. Le troisième prix a été attribué à Jean Sorroche (Porto-Rico), âgé de 11 ans.

CULTURE

INAUGURÉ MARDI PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE Le musée de la Renaissance sera ouvert au public à Écouen le 28 octobre

C'est le mardi 25 octobre que le président de la République inaugure le musée de la Renaissance installé, comme l'avait voulu André Malraux dès 1959, dans le château d'Écouen, dont la plus grande partie vient d'être restaurée et remise en état. Admirable édifice construit par le comte Anne de Montmorency entre 1538 et 1550, le château d'Écouen avait été converti en 1807 par décision de Napoléon I^{er} en maison d'éducation pour les filles de la Légion d'honneur. Cette institution qui resta dans les lieux jusqu'en 1902 laissa le château dans un tel état de délabrement que les affaires culturelles hésitèrent longtemps à le prendre en charge.

C'est alors qu'André Malraux, ministre d'Etat des affaires culturelles, décida lui-même de le confier à la direction des musées de France pour y établir le musée de la Renaissance, où seraient conservées les collections incomparables du musée de Cluny, sous-traites au public depuis trente ans faute de place, et des objets qui, ayant appartenu avant la Révolution au château d'Écouen, retrouveraient ainsi leur cadre d'origine, au milieu d'un décor intérieur d'une rare beauté (1). La partie des collections de l'Écouen est sans conteste la fameuse suite de dix tapisseries, longue de 75 mètres, dite la « Tenture de David », tissée au seizième siècle, histoire des amours de David et Bethsabée, exposée en 1971 au Grand-Palais. Elle a trouvé un cadre digne d'elle dans la galerie de Psyché et le pavillon du roi situés au rez-de-chaussée du château, dans le bâtiment sud-ouest.

Mais Écouen, ce n'est pas seulement un château, un musée. C'est aussi un parc de 17 hectares et une forêt de 100 hectares formant un ensemble unique, et qui eux aussi viennent d'être réaménagés. On a redessiné le petit jardin à l'italienne joignant le château, et dans le parc aux hautes futaies, on a rétabli les magnifiques allées qui mènent d'un plan d'eau bientôt peuplé de poissons au terre-plein occidental qui domine la plaine de France. Si le parc est géré par la conservation du château, la forêt est administrée par le département. Tous deux seront accessibles au public dès le 28 octobre, aux heures et dans les jours ouvrables. Voilà donc plus de cinq ans que MM. Saliot et Erlange-Brandenburg, conservateur du musée de Cluny, désormais conservateurs également du musée d'Écouen, se sont attelés avec une équipe remarquable d'inspecteurs des monuments historiques, d'architectes et d'ingénieurs à un travail considérable où les écueils n'ont pas manqué et si le musée national de la Renaissance prestigieuse entreprise de la direction des musées de France, est maintenant une réalité, la tâche n'est pas achevée. Il reste encore à restaurer et à remettre en état toute une partie de l'édifice conçu par le comte Anne de Montmorency, et qui ne reprendra son nouvel usage qu'en 1981.

ANDRÉE JACOB.

(1) Musée de la Renaissance, château d'Écouen, ouvert à partir du 28 octobre, de 10 h. 45 à 12 h. 15, de 14 h. 15 à 17 h. 15, sauf le mardi. Moyens de communication : S.N.C.F. ou autobus 208 C, porte de France à Saint-Denis.

LUNDI 24 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

18 h. 35. Pour les petits : 18 h. 40. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Feuilleton : Le 16 à Kerbriant, de J. Cosmos et J. Chatelet.

Une famille mêlée à la Résistance, en 1940 en Bretagne.

19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. Journal.

20 h. 30. FILM (l'avenir du futur) : KING-KONG, de M.-C. Cooper et E.-B. Schoedsack (1933), avec F. Wray, R. Armstrong, B. Cabot, F. Reicher (N. Rediffusion).

La vedette féminine d'une équipe de cinéma venue tourner un film dans une île mystérieuse de l'archipel malais est enlevée par un terrible ogre. Il l'emporte dans la jungle peuplée de monstres préhistoriques.

Des fragments et une poésie fantastique que n'a pu épurer, malgré ses énormes moyens, le *King-Kong* 1976, de John Guillermin.

21 h. 55. Débat : L'avenir des races. Avec MM. P.-P. Grasse, biologiste ; J. Ruffie, professeur au Collège de France ; Y. Coppens, maître de conférences au Muséum d'histoire naturelle ; et G. Balandier, anthropologue.

CHAÎNE II : A 2
18 h. 25. Dorothea et ses amis ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Ouvrez l'œil ; 20 h. Journal.

20 h. 30. La tête et les jambes ; 21 h. 55. Portrait : Les chemins de Chagall, par D. Lecomte (deuxième partie) ; 22 h. 50. Émission de l'INA : Je, sur le Pont-Neuf, de M. Mitrani.

23 h. 20. Journal.

CHAÎNE III : FR 3
18 h. 45. Pour les jeunes : La chronique du mois ; 19 h. 5. Émissions régionales : Sports 22 ;

19 h. 40. Tribune libre : Jean-François Revel ; 20 h. Les Jeux.

20 h. 30. FILM (cinéma public) : BLUFF, de S. Corbucci (1975), avec A. Quinn, A. Celentano, Capucine, C. Cléry.

Pendant les années 20, un petit truand et un gangster célèbres s'associent pour monter des escroqueries de plus en plus énormes. Cette comédie italienne, bête mais réussie, est un démarrage de l'année.

22 h. Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30. Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London. Adaptation D. Chabbi. Avec J.-P. Delcourt, E. Weiss. Réalisation : Rollin-Weiss ; 19 h. 25. Présence des arts.

Premier épisode d'une autobiographie romancée, retranscrit avec des mots d'aujourd'hui.

20 h. « Le docteur est en visite », de M. Schlöth. Avec M. Renaud, D. Genes, C. Brosset. Réalisation : P. Guinand (rediffusion) ; 20 h. 45. Concert : Orchestre symphonique de la radio bavaroise, avec S. Palm, G. Glöckner ; 22 h. 30. Entretiens avec Cheng-Tcheng, par C. Hudelet.

23 h. De la nuit.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. Musique : magazine ; 19 h. Jazz time ; 19 h. 45. Dix-neuvième concours international de guitare.

21 h. 15. Orchestre symphonique de Boston, direction A. Boult, avec M. Frager, piano ; « Symphonie n° 34 », de Beethoven ; 22 h. 5. « Symphonie n° 39 » (Mozart) ; 23 h. 10. Souvenirs de Bruno Walter : Mozart, Brahms, Bruckner, Mahler, Wagner ; 0 h. 2. 5. Passez donc au studio ; H. Dreyfus.

MARDI 25 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. Journal ; 13 h. 45. Rester donc avec nous ; 14 h. 5. Émission pédagogique (reprise à 17 h.) ; 14 h. 30. Série : L'homme sans visage ; 16 h. Rencontres internationales du troisième âge ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 55. Pour les petits : 18 h. 40. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Feuilleton : Le 16 à Kerbriant (Grand-mère, agent secret, deuxième épisode) ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Variétés : Pile ou face, de Cl. Fléouter, B. Bouthier, Desfontes.

Avec Michel Bernard, Eddy Mitchell, G. Montaki, Colette Renard, Edith Berger.

21 h. 35. A la poursuite des étoiles : Le serpent d'étoiles, par R. Clarke et N. Skrozkzy. Réal. M. Cliney.

Avec la participation de MM. Ch. Fehrenbach, astronome, directeur de l'Observatoire de Haute-Provence ; R. Raveau, astrophysicien ; J. Lequeux, radio-astronome ; J.-L. Heuvel, astronome.

22 h. Émission littéraire : Le livre du mois, de J. Ferriol et Ch. Collange.

Avec MM. Anne Siniard (pour Léon Blum, de J. Lacombe) ; Jeanne Prévost (pour le Féminisme au masculin, de B. Groult) ; André Hauser (pour la Machine à vapeur, de P. Crisafulli et J.-Y. Lhommès) ; M. P. Gauthier (pour Lettres ouverts aux gens de vingt ans à qui l'on veut, de G. Suffer) ; F. Chatelet (pour Les chemins de Chagall, de J. Lecomte) ; M. Paillet (pour Vodka-cola, de Ch. Lévassier) ; P. Salinger (pour Quatre ans pour changer le monde, de M. Ullmann) ; S. Moutpied (pour Les Cent quatre-vingt jours de Mitterrand, de A. Berault et J. Chabridon) ; 23 h. 40. Journal.

CHAÎNE II : A 2
13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Valérie ; 14 h. 5. Aujourd'hui magazine ; à 15 h. Série : Kojak ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... ; 18 h. 25. Dorothea et ses amis ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h. Journal.

20 h. 35. Dossiers de l'écran. FILM : LE SIX JUILLET, de Y. Karsasik (1967), avec Y. Kalourow, A. Demidov, V. Tatousov, V. Lanovoi (N).

Les événements du 6 juillet 1918 et le rôle décisif que joua Léna dans l'une des tentatives les plus dramatiques de la jeune révolution soviétique.

Émission de suite de Léna dans un film historique tourné avec beaucoup de soin mais dont l'apparence objective semble contestable.

Vers 22 h. Débat : Il y a soixante ans, la révolution soviétique.

Avec M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., Henri Malberg,

membre du comité central du P.C. Bernard-Lévy, auteur de la Barbarie à visage humain, et deux historiens soviétiques.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Touche la tortue et Le club d'Ulysse ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : le bouddhisme ; 20 h. Les Jeux.

20 h. 30. FILM (westerns, policiers, aventures) : ALVAREZ KELLY, d'Ed. Dmytryk (1968), avec W. Holden, R. Widmark, J. Ryle, P. O'Neal, V. Shaw. (Rediffusion.)

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie avec Geneviève Serrault (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 8 h. Les chemins de la connaissance « Bynance regarde Bynance », par R. August ; à 9 h. 32. « L'attachement », par A. Adelman ; à 10 h. 20. « L'étoile de l'Alliance », par C. Mettra ; 9 h. 4. Le matin des autres ; 10 h. 45. Un quart d'heure avec Georges Becker ; 11 h. 2. L'Opéra de Paris sous l'administration de Jacques Rouché, par J. Bourgeois ; 12 h. 5. Part pris ; 12 h. 45. Passions.

13 h. 30. Livre parcours variés ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Les Feux du pouvoir », de Jean-P. Boudry ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture, géométrie variable ; à 16 h. Match ; 16 h. 25. Ne quittez pas l'école ; 17 h. 15. Les Français d'inter-régions ; 17 h. 32. L'Opéra de Paris sous l'administration de Jacques Rouché ; Wagner en français ; 18 h. 30. Feuilleton « Martin Eden », de Jack London. Adaptation D. Chabbi, avec J.-P. Delcourt, E. Weiss, R. Menard, Réalisation J.J. Rollin-Weiss ; 19 h. 25. Sciences : l'Institut Pasteur, génie génétique ; 20 h. Dialogues : « Quelle Bretagne ? Quelle Celtic ? », avec Ned Thomas et Y. Person ; Au-delà des fausses images et du folklore une lutte érudite, une prise de conscience régionale, la revendication d'une culture profonde, en Bretagne, mais aussi au Pays de Galles, en Ecosse et en Irlande. Deux universitaires expliquent.

22 h. 30. Entretiens avec Cheng-Tcheng, par C. Hudelet ; 23 h. De la nuit.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 2. Petites formes ; 10 h. La règle du jeu ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Sélection concert ; 14 h. 40. Jazz classique ; 15 h. 15. Stéro poète ; 16 h. 15. Mélodies sans paroles, musique ancienne ; une histoire de chœur (Mozart, Haydn) ; à 15 h. R. Stravinsky ; à 15 h. 32. Œuvres de Fauré, Debussy, Stravinsky ; 17 h. Studio 107 ; 18 h. 2. Musique magazine ; 19 h. Jazz time ; à 19 h. 55. Écoute ; 19 h. 45. Divertissement ; 20 h. 30. Festival de Bonn. Concert de musique contemporaine par l'orchestre radio symphonique de Sarrebruck, dir. H. Zender ; « Variations sur un thème de Mozart » (Bartók) ; « Rhapsodie de Marlow et Goldmund » (R. Saxton) ; « Ding, pour orchestre » (R. Moser) ; « Acaïto, pour clarinette et orchestre » (E. Luckenman) ; 22 h. Souvenirs de Bruno Walter ; 0 h. 5. Passez donc au studio.

Lisez

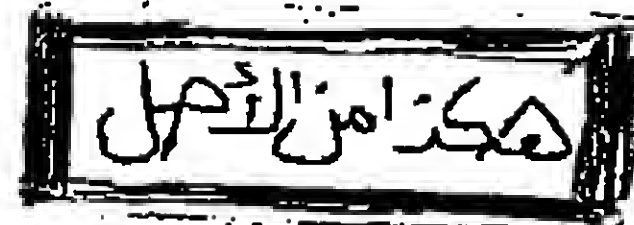
Peyton Place

En librairie, le roman qui a donné naissance au feuilleton le plus célèbre du monde.

de Grace Metalious

Texte intégral

SEGHES



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,62

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADEES	24,00	27,49
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,76
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux



KLOCKNER

INDUSTRIE-ANLAGEN GMBH

Nous projetons, fournissons, construisons et finançons des installations industrielles, clé en main dans le monde entier.

Nous sommes chargés de recruter pour une **USINE D'ENGRAIS AU CAMEROUN**

CHEF D'ATELIER MÉCANIQUE

avec de bonnes connaissances dans l'entretien mécanique d'une usine chimique et de l'expérience pratique avec des machines-outils. De préférence le candidat devrait disposer d'un certain talent d'improvisation.

CHEF D'ATELIER ÉLECTRIQUE

avec de l'expérience particulière dans l'entretien d'instrumentation d'une usine chimique (sans ordinateur du processus).

Les candidats pour ces deux postes devront être expérimentés dans l'enseignement des apprentis.

Pour une **CIMENTERIE AU ZAIRE** :

CHEF D'ATELIER ÉLECTRIQUE

Le candidat pour ce poste devra disposer d'une formation théorique avec des connaissances électroniques ainsi que de l'expérience pratique dans l'entretien d'une usine de ciment ou chimique et de l'instrumentation.

CHEF DE SERVICE-COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

Le candidat pour ce poste devra disposer d'une formation théorique et de l'expérience pratique de plusieurs années dans ce métier avec des notions de la comptabilité générale. Pour les quatre postes il sera offert un niveau de rémunération élevé avec des autres avantages.

Les candidatures avec C.V., prétentions et indication de la date d'entrée possible sont à adresser à
KLOCKNER INDUSTRIE-ANLAGEN GMBH, Management Consulting,
Mülheimer Str. 54, D 4100 Duisburg

Pour emplois sur champs de recherche pétrolière en
EUROPE - AFRIQUE - MOYEN et EXTREME ORIENT

Schlumberger

recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

- débutants (ou presque)
- célibataires,
- anglais nécessaire

Envoyer curriculum vitae avec photo à
ST SCHLUMBERGER
Recruiting Dpt
42 rue Saint-Dominique - 75007 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS
TOUS LES QUALIFICATIONS
POUR L'AMÉRIQUE DU SUD
(Bresil, Argentine, Venezuela,
etc.) dans une entreprise
Doc. ALE (25), BP 42-09 Paris.

INGENIEURS

TECHNIQUE

PROCHE-ORIENT
Min. 10 ans exp. entreprises
bâtiment ou bureau d'études
engineering, dont 5 ans second
niveau.
Anglais bilingue indispensable.
250.000 à 300.000 F/an selon
expérience + av. en nature.
Ecr. avec C.V., photo, sous réf.
1.000, à SHEPHERD, A.P. 269,
75424 PARIS CEDEX 09, qui tr.

L'UNE DES PLUS GRANDES
ENTREPRISES

D'AFRIQUE NOIRE

FRANCOPHONE

exercant des activités
commerciales et industrielles
dans plusieurs pays
recherche

DEUX

CHEFS

COMPTABLES

Titulaires du D.E.C.S. complet
et ayant acquis une solide expérience
dans leur métier, de préférence
dans une affaire similaire
installée dans la même zone
géographique.

Age souhaité : 28 ans minimum.

Les situations offertes comportent
des possibilités d'accroissement
à des postes supérieurs et, dès
le départ, seront de bon niveau,
tant en ce qui concerne le
salaires que les avantages sociaux,
prévoyance en particulier.

Envoyer C.V. détaillé
sous réf. n° 6316, à L.T.P.,
31, boulevard Bonne-Nouvelle,
75002 PARIS CEDEX 02.

IMPORTANT GROUPE EUROPÉEN DEVELOPPANT ACTIVITÉ DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

recherche pour
ARABIE SAOUDITE

DIRECTEURS RÉGIONAUX

Le Directeur Régional, placé sous l'autorité du
Directeur Général de la société, a une large auto-
nomie d'action. Il dirige les activités de la société
au niveau de la région.

En particulier :

- Stockage des produits alimentaires ;
- Contrôle de la distribution ;
- Maintenance de l'infrastructure en bon état (entrepôt, parc de 80 véhicules).

Il supervise également les services fonctionnels :
Personnel (effectif total : 150 personnes environ),
Administration et Comptabilité et Bureau Informatique.

Ce poste conviendrait à cadre ou ingénieur ayant
déjà exercé des responsabilités opérationnelles dans
un pays étranger.

L'esprit d'initiative et une grande capacité d'adaptation
sont indispensables.

- Pratique de la langue anglaise indispensable ;
- célibataire ou marié sans enfant de préférence ;
- contrat de 2 ans minimum ;
- rémunération élevée.

Adresser curr. vitae + photo sous réf. 72.254,
J.R.P. PARIS (20), qui transmettra.

offres premier emploi

1^{er} EMPLOI INFORMATIQUE

Nous vous proposons, après tests d'aptitude, une
formation complète à la programmation.

Au terme d'un stage de 6 mois, vous accéderez
à la qualification de programmeur, et vous serez
intégrés aux équipes de développement.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS.

CONDITIONS EXIGÉES :

- Moins de 25 ans ;
- Bac C ou D ;
- Libérés des O.M. ;
- Sans emploi.

LE CONTINENT

« ASSURANCES »

62, rue de Richelieu - 75002 PARIS
Téléphoner à : M. BORDERIE,
261-81-81, poste 3446.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

Programmers-Analysts Electronic Design Engineers

Compensation to
129,000 Fr

For positions in the United States

Applications are invited for Software and Hardware Engineers to fill key roles in developing a new generation of advanced telephone switching systems.

Applicants should have an aptitude, experience, and interest in one or more of the following areas:

TELEPHONY SYSTEMS ENGINEERING - Requires 5 or more years telephony related experience to define systems, hardware and software requirements for switching systems for the International and North American marketplaces. Experience with international signalling is essential for Milan, Tennessee, systems positions.

SOFTWARE DESIGN - Will be involved in designing, writing, and testing of software for telephony systems. Should have worked on software or similar systems. Experience with international signalling would be highly desirable for positions in Milan, Tennessee.

PCM - Knowledge of PCM transmission and switching hardware is required.

SUPPORT SOFTWARE - Should have software experience in the design of loaders, assemblers, simulators, editors and/or compilers.

SIMULATION - Experience in software simulation of computers or telephony systems desired.

Our headquarters is in Des Plaines, Illinois - a quiet, attractive Chicago suburb in the splendid Great Lakes region; our Milan facility is within driving distance of such cities as Memphis and Nashville, Tennessee. Both our facilities are located in places where you can count on long-term professional challenge and growth, stability, personal rewards, and good family living.

If you are qualified for any of the immediate openings listed, please send complete resume by air mail to address below. Our representative can give you full details when interviews in France are arranged in the near future.

Only those with fluency in English need apply.

Tom Edmonson, Telecommunications Division - Switching
ITT International Telephone and Telegraph Corporation
2000 South Wolf Road, Des Plaines, Illinois 60018, U.S.A.

TELECOMMUNICATIONS

ITT

Switching Center

EXPANSIAL Recherche pour Société Nationale Algérienne de réalisation de grands ouvrages hydrauliques

INGENIEURS

- Génie civil pour
 - bâtiments
 - ouvrages en béton
 - V.R.D.
 - terrassement
- Spécialistes
 - galeries souterraines
 - carrières
 - Etudes B.A.
 - Mécanicien
 - pour parc matériel travaux publics
 - Géomètre
 - pour barrages, digues et galeries

REF. 811 M

REF. 801 M

REF. 813 M

REF. 804 M

REF. 802 M

REF. 805 M

REF. 812 M

REF. 806 M

Pour l'ensemble de ces postes, il est exigé :

- Une solide formation de base
- Une expérience professionnelle de 10 années minimum.

Envoyer curriculum vitae sous référence correspondante, à
EXPANSIAL - 6 rue Halévy - 75009 Paris

Groupe SANRAPT et BRICE

recherche pour

AFRIQUE FRANCOPHONE et ANGLOPHONE

DIRECTEURS TRAVAUX CHANTIER ROUTIER

Une solide expérience professionnelle acquise dans un
poste similaire ainsi qu'une bonne connaissance de la
langue anglaise pour le poste en Afrique anglophone
sont indispensables.

Adresser C.V., photo et prétentions à **SATOM**
5, avenue Galliéni 94250 GENTILLY

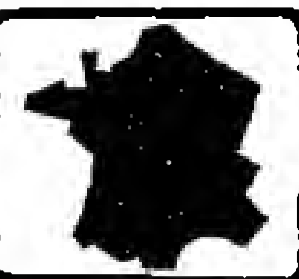
296-15-01

	La ligne	La ligne T.O.
OFFRES D'EMPLOI	45,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le min. cot.	T.C.
ANNONCES ENGAGEES	24,00	27,46
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Constructeur de biens d'équipement mécanique élaborés OUEST ATLANTIQUE - 500 personnes - 150 millions de C.A. - Leader technique - export 60% recherche un

INGENIEUR Diplômé Grande Ecole

• + de 35 ans, son expérience couvre les domaines de la fabrication (usinage, mécano-soud, hydro, montage), des méthodes, ordi-lance, des services divers de l'organisation et de la gestion d'une production, et de la sous-traitance. Elle lui permet d'être le Chef hiérarchique et l'animateur d'un ensemble technique de production. • Anglais et pratique de l'informatique souhaités. Adresser C.V. détaillé + photo + références sous n° 4.259 à : A. GIORGIS 100, av. Charles de Gaulle, 92222 Neuilly Cedex (réponse sous huitaine)

POSTES A POURVOIR SUR NANTES (44)

Référence : 8132 - POUR SERVICES TECHNIQUES INFORMATIQUES

- INGENIEURS DEBUTANTS (Pos. I) ET CONFIRMES (Pos. II) spécialité informatique Travail en temps réel. Connaissance Assemblage indispensable. Expérience appréciée.

Référence : 8133 - POUR SERVICES METHODES FABRICATIONS ELECTRONIQUES

- INGENIEURS DEBUTANTS (Pos. I) ET CONFIRMES (Pos. II) Formation E.N.I. ou équivalent. Expérience dans la fonction appréciée.
- INGENIEUR POSITION III A (même formation) Expérience de plusieurs années indispensable dans un service Méthodes fabrications électroniques professionnelles et/ou grand public.

Adresser C.V. détaillé avec n° tél. (si possible), à : Service Anpe, 12, r. Strasbourg, 44041 NANTES. Cedex Tél. : (40) 47-01-08.

CHEF COMPTABLE

Une des premières sociétés françaises de CONFECTION (+ 500 pers.) renforçant ses structures recherche

- Sous l'autorité du Directeur Général il aura la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité générale et analytique de l'entreprise en relation avec la Direction de Gestion.
- 30 ans minimum. Solide formation comptable (D.E.C.S.) possédant de bonnes connaissances fiscales et sociales et notions d'informatique.
- Ce poste convient à un homme possédant quelques années d'expérience, organisé et méthodique, pouvant maîtriser les problèmes de relations humaines.
- Il sera capable de suivre l'expansion de l'entreprise.
- Résidence : ville des Pays de la Loire.

Pour Inf. Compl. écrire sous réf. 6625 C à :

CAP OUEST 11 Bd. G. Guesneau 44000 NANTES

Groupes BOSSARD

SCHLEGEL, systèmes d'étanchéité

recherche pour sa nouvelle filiale en France, installée dans des bureaux modernes à 60300 Saulx.

UN JEUNE CADRE COMPTABLE

ayant une bonne formation théorique et quelques années d'expérience pratique dans un cabinet ou une entreprise internationale.

Il se verra confié l'ensemble de la comptabilité et des tâches administratives, dans une société dynamique, lui offrant d'excellentes perspectives, tant sur le plan national que sur le plan international.

Bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Outre la comptabilité générale et analytique, le candidat sera chargé des problèmes concernant la gestion de la trésorerie, des comptes clients et fournisseurs, des déclarations fiscales et sociales, etc.

Envoyer C.V. détaillé, références et prétentions à :

M. P. Berloo N.V. SCHLEGEL S.A. 140, bd Lambert, boîte 5 B-1030 Bruxelles - Belgique

FOSTER WHEELER

recherche pour

CHANTIERS FRANCE ET ÉTRANGER

INGENIEURS DE CHANTIERS ET CONTROLEURS DE TRAVAUX

dans les spécialités suivantes :

- charpente métallique ;
- tuyauterie, soudure ;
- fours industriels ;
- chaudronnerie ;
- machines mécaniques.

Adr. C.V. et prêt à Chef Service Construction, 31, r. des Bourdonnais, Paris-1^{er}, ou téléphoner : 233-44-32.

MARIE BRIZARD FRANCE

recherche pour son siège social à BORDEAUX

1 chef de service comptabilité et trésorerie

formation niveau expertise comptable, 10 ans expérience indispensable dans sociétés industrielles de grande ou moyenne importance avec application informatique.

Mission :

- Assurer le bon fonctionnement des comptabilités, générale - trésorerie et clients - Établir mensuellement bilans, comptes d'exploitation, résumés de la Sûr et en fin d'année les documents requis par les administrations fiscales.

Statut cadre, appointements sur 13 mois, avantages sociaux supérieurs à la convention collective. Promotion envisagée pour candidat de valeur dans un délai de 2 ans environ.

Envoyer lettre manuscrite, C.V.-photo (retournée) et prétentions à :

MARIE BRIZARD FRANCE Service du Personnel B.P. 557 33002 BORDEAUX CEDEX

VIDEON

Fabricant de composants électroniques (1100 personnes en France) recherche pour Montville (20 km au Nord de Rouen) son :

CHEF de la COMPTABILITE ANALYTIQUE

Niveau DECS et prouvant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une fonction similaire.

Connaissance de l'anglais impérative.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel B.P. 20 - 76710 MONTVILLE.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche pour ses Usines du SUD-OUEST

2.000 personnes

UN CHEF COMPTABLE

qui aura la responsabilité des services de comptabilité industrielle, analytique et gestion de stocks et qui assurera la liaison avec les services financiers du Groupe.

L'évolution du poste nécessite des connaissances et une expérience en comptabilité générale, 35 ans minimum. Diplômes souhaités.

Lieu de travail 30 kilomètres de Toulouse

Ecrire avec C.V., photo et prêt, se le n° 30.008 à : CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CADRE COMMERCIAL

pour assurer contacts avec administrations, collectivités, entreprises et gérer un réseau de grossistes à suivre et à développer.

Poste évolutif, possibilité de promotion.

AVIGNON mais pas Ind. Adr. C.V. et photo et prêt, à : M. P. RICHARD 14, rue de la République B.P. 220 - 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

PRESTA-FRANCE

recherche pour mission à l'étranger OFF SHORE

FOREURS

Anglais courant

Envoyer C.V. complet à PRESTA-FRANCE M. Villépin 76, allée Jean-Jaurès 31 TOULOUSE

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

(échelle indiciaire des Secrétaires généraux de 2.000 à 5.000 habitants) pour assurer gestion du personnel, tâches administratives, comptables et travaux de la commission paritaire.

Les candidatures doivent être adressées AVANT LE 12 NOVEMBRE 1977, à la Mairie de CRAN-GEVRIER 46, avenue de la République 74015 CRAN-GEVRIER

STERIA MEDITERRANEE

recherche

PROGRAMMEURS

Niveau D.U.T. 2 ans d'expérience Assembl. T.P. (C.I. 50 au stral.)

Adresser C.V. et prétentions à STERIA MEDITERRANEE 42, boulevard Notre-Dame 13006 MARSEILLE

DUNKERQUE

Faire offre pour premier contact T. 0464 M. RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e

offres d'emploi

offres d'emploi



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION SYSTEMES DIGITAUX recherche pour faire face à son expansion

ingénieurs commerciaux

MINI-ORDINATEURS et SYSTEMES

(Réf. DSD 1077/302)

Ces postes s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur désireux de valoriser leur diplôme par une expérience dans le secteur commercial.

Ils auront l'entière responsabilité de la prospection et des ventes auprès des grandes entreprises et mèneront les négociations jusqu'à leur terme.

Postes à pourvoir : PARIS SUD NICE.

spécialiste hardware

(Réf. DSD 1077/331)

Pour assurer la maintenance en clientèle du matériel commercialisé par la Société.

4 ans d'expérience minimum sur :

- systèmes à disques
- mini-ordinateurs et périphériques.

Anglais indispensable.

Prévoir formation préalable aux USA.

Poste à pourvoir : PARIS SUD.

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., photo, date de disponibilité, prétentions en rappelant la référence du poste à :

Madame LE GUET, T.I.F., S.P. 5, 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

responsable formation

(Réf. DSD 1077/321)

Il devra avoir 2 à 4 ans d'expérience dans ce domaine et bien connaître les techniques pédagogiques

- une très bonne connaissance des matériels informatiques (Hardware et Software)
- une pratique courante de l'anglais qui sera la langue de travail

Il sera chargé de l'organisation et du suivi des cours de formation clients (logiciels de base et matériels).

Formation préalable aux U.S.A.

Poste à pourvoir : NICE

ingénieur software

(Réf. DSD 1077/312)

3 à 5 ans d'expérience sur mini-ordinateurs (systèmes d'exploitation, assembleurs, Cobol, Fortran, Software de télécommunication).

Il aura travaillé de préférence chez un constructeur ou dans une Société de Service.

Il sera chargé de l'assistance technique auprès des clients avant et après vente (surtout dans le domaine de la gestion).

Il sera très motivé par les problèmes d'applications clients.

Anglais indispensable.

Prévoir quelques déplacements de courte durée en Province.

Poste à pourvoir : PARIS SUD.

SOCIÉTÉ DE MATÉRIEL D'ELECTRONIQUE et d'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLES "TELECOMMUNICATIONS"

recherche un

Directeur des Opérations à l'Exportation

Sa mission sera de mettre en place et d'animer les nouvelles structures export de la Société, destinées à répondre aux objectifs très ambitieux d'expansion, décidés par la Direction Générale dès 1978.

Ce poste de haut niveau conviendrait à

X, Telecom, Supélec, Supaéro...

Agé de 35 ans minimum, pouvant se prévaloir à la fois de bonnes connaissances en Electronique et en Informatique et d'une large expérience des problèmes à l'exportation (politique de commercialisation, animation des ventes...).

Les dossiers de candidatures - sous Réf. M. 1385 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CONSEIL EN ORGANISATION ET EN INFORMATIQUE

Leader à l'exportation, recherche

ingénieurs grandes écoles ou équivalent

INGENIEURS SYSTEME (Support projet)

- 3 ans d'expérience IBM 370 ou HB 64 Réf. 9337/A

INGENIEURS D'ETUDES

- 2 ans d'expérience en analyse et organisation Réf. 9337/B

INGENIEUR DEBUTANT

(Grande Ecole seulement) Réf. 9337/C

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la référence du poste à Axial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, q. tr.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

C.A. 280 Millions de Francs, Filiale d'un des 1er groupes U.S., proche BANLIEUE OUEST, recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

lié directement à la Direction Financière.

Le candidat retenu devra intervenir dans tous les domaines d'exploitation de l'entreprise et par son action, contribuer à l'amélioration ou la mise en place des méthodes de gestion existantes :

- analyses de résultats mensuels
- études de rentabilité par ligne de produit
- investissements
- niveaux de stocks
- établissement des budgets etc...

Il aura les qualités suivantes :

- diplôme ESCP-ESSEC-HEC-MBA
- âge 28 ans environ
- expérience de 2 à 3 ans si possible dans un cabinet d'audit
- bonnes connaissances comptables
- anglais indispensable
- personnalité dynamique, bons contacts

Le niveau du salaire correspondra à la fonction et à l'expérience acquise.

Envoyer C.V., photo et rémunération souhaitée sous référence 32.399 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

200 150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

La Direction informatique d'une banque de dimension internationale recherche pour PARIS:

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES (X, Centrale, Mines de Paris ou équivalent)

Outre un excellent esprit d'analyse et de synthèse, les candidats, d'une forte personnalité, manifesteront un sens certain des responsabilités. Les perspectives liées aux postes permettent d'envisager de larges possibilités d'évolution au sein du département ou dans d'autres divisions.

Adresser C.V. + photo réf 2677 M à P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.



LE GROUPE DES BANQUES POPULAIRES
37 banques régionales, 2 banques spécialisées,
3 organismes centraux, 1.750 agences, 24.700 personnes,
44 milliards de francs de dépôts
proposent à

JEUNES DIPLOMÉS (ÉES)
H.E.C. - CENTRALE - MINES - E.S.S.E.C.
ou équivalent
dégageant obligations militaires
postes :

INSPECTEURS DE BANQUE

- Ils auront pour mission d'examiner et d'apprécier les divers aspects de la gestion bancaire : sécurité, rentabilité, développement, perspectives, synthèse. Formation de départ assurée.
- Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ 3 mois chacun (2 ou 3 par an), alternant avec des séjours plus longs à Paris.
- Ils devront être dotés d'une forte personnalité caractérisée par : faculté de synthèse, sens de la rigueur, aptitude à la négociation et à l'expression.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une photo, sont à adresser à :
Michel FARRUGIA - Inspection - N. 2.
CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES
131, avenue de Wagram - 75017 PARIS CEDEX 17.

CREDIT MANAGER 130.000 F +

Au sein de la Direction Administrative et Financière, il aura la responsabilité du service Crédit (45 personnes). Sa mission consistera à superviser la comptabilité clients, à faire évoluer les méthodes de recouvrement ainsi que les procédures informatiques de traitement. Il devra élaborer une politique générale de recouvrement sur le plan national en relation avec les différentes agences. Ce poste conviendrait à un homme de 30 ans environ, de formation supérieure, maîtrisant la langue anglaise et possédant une expérience similaire des problèmes de crédit. *réf. X 180*

CHARGÉ D'AUDIT ET D'ORGANISATION 100.000 F +

Il s'agit d'une création de poste. Au sein du service Audit, il sera plus particulièrement chargé d'organisation à l'intérieur de la société sur la base des résultats des audits. Quelques déplacements dans les agences de province sont à prévoir. Ce poste conviendrait à un homme d'au moins 25 ans, maîtrisant parfaitement l'anglais et ayant une double expérience en audit et en organisation d'environ 2 ans chacune. *réf. X 181*

Importante société industrielle proche de Paris recherche un

CHEF DE PERSONNEL 90.000 F

Rattaché au Directeur du Personnel, il aura la responsabilité de la gestion du personnel de l'administration centrale, des relations industrielles et des études générales relatives à l'ensemble de l'effectif de l'entreprise (plusieurs milliers de personnes). Le candidat de formation juridique de préférence aura une expérience de la fonction personnel en milieu industriel d'au moins 5 ans. Nous lui offrons un poste évolutif et à responsabilité dans un groupe important. *réf. M 12*

Adresser C.V. en reprenant la référence du poste à :
Tour de Lyon 185, rue de Bercy 75012 Paris
qui traitera les candidatures.

Marketing Pharmaceutique

135/150.000 F an

Un grand laboratoire international recherche afin de lui confier dans un premier temps, le lancement d'un important produit nouveau, **CHEF de PRODUITS CONFIRME** futur **MARKETING SERVICES MANAGER** 30 ans min., c'est un diplômé de l'enseignement supérieur, parlant anglais, qui dispose d'une bonne expérience en marketing pharmaceutique.

Ecrire sous réf 540 à GFC - Spécialiste en recherche de Cadres et Dirigeants - qui vous garantira une discrétion absolue

GFC 110 rue de Sévres
75015 Paris

Multinationale Directeur Comptable

La filiale française (700 personnes, CA 250 M) fabrique et vend des produits métallurgiques. Son siège est à Paris, ses deux unités de production en Province. Le Directeur comptable, rattaché au P.D.G., supervise et anime les services de la comptabilité et de l'informatique (25 personnes). Il élabore les meilleurs moyens en compatibilité avec les normes du groupe. Il exerce les contrôles. Son champ d'action : les plans, les budgets, l'analyse financière. Cette responsabilité sera confiée à un homme jeune de formation supérieure (BAC, BSC, etc.) possédant une expérience probante de quelques années dans une société multinationale, anglo-saxonne et fort dans un cabinet d'audit. Le candidat doit s'exprimer avec aisance en anglais et connaître l'outil informatique. Le groupe peut offrir de réelles et intéressantes possibilités d'évolution. La rémunération de départ sera de l'ordre de 150 000 F/an.

Les personnes intéressées par cette offre sont priées de faire parvenir leurs candidatures dans les meilleurs délais à SEFOP sous référence DC.1057/M qui d'avance les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

analystes confirmés

le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 370/168 - 5000 K chacun,
- UN 370/168 - AP de 6000 K,
- 550 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV (sans référence 217 M)
Service du Personnel
Tour Franklin, boîte 11
92081 Paris-La Défense.

GIE

DSM France

Filiale française d'un groupe chimique européen. Petite équipe autonome et dynamique. Le responsable informatique recherche pour l'assistance :

UN PROGRAMMEUR

Profil du poste :

- Assistance du responsable informatique à l'implantation d'un IBM 370 (analyse, programmation, mise en place) qui remplacera fin 1978 le système de time-sharing actuel.
- Maintenance du time-sharing actuellement en place.
- Poste polyvalent de par ses tâches et sa situation dans l'entreprise (contacts avec tous les services).
- Evolution vers l'analyse.

Profil du candidat :

- 25 ans minimum.
- 2 à 3 années de pratique de l'informatique.
- Très ouvert à la vie de l'entreprise, flexible.
- Sens aigu de l'organisation.
- Très bon esprit d'équipe ; très bon contact humain ; diplomate ; sachant prendre des initiatives.
- Connaissance de l'anglais appréciée.

Envoyer C.V. photo et présentations à :
M. Yves CLEMENT - Société DSM FRANCE
8, rue Louis-Lafayette, 92120 MONTROUGE

GROUPE INTERNATIONAL recherche pour le développement de réseaux de transport de données

UN INGENIEUR INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

spécialiste de la «COMPUTATION DE PAQUETS»

capable de concevoir l'architecture et d'animer la réalisation de réseaux utilisant ce procédé.

Cet ingénieur doit pouvoir utiliser l'anglais comme langue de travail et être prêt à travailler dans différents pays d'Europe.

Adresser C.V. et présentations réf. 25589 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

sema informatique

l'une des unités de SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour développer ses activités en informatique des ingénieurs diplômés de grandes écoles (X, Mines, E.C.P., Télécom., Sup'Aéro., Sup'Élec.) pour les postes suivants :

ingénieurs en organisation

Les candidats retenus se verront confier la responsabilité de la mise en œuvre d'un important système informatique de gestion. Ils en assureront la mise en place en collaboration avec l'équipe de conception. Les postes proposés requerront une expérience de 3 à 6 ans en organisation. (Réf. 10158M).

ingénieurs informaticiens de gestion

Les candidats retenus seront responsables, en fonction de leur compétence, de travaux détaillés et du suivi de la réalisation des programmes, ou affectés à des postes d'assistance technique auprès des clients de la Société. Une expérience de l'ordre de 3 ans en informatique de gestion, analyse et programmation, est requise. (Réf. 10159M)

ingénieurs

Ayant au plus un an d'expérience en informatique, ils participeront à des études de gestion automatisée ou de systèmes informatiques. (Réf. 10160M)

Pour ces postes, les candidats devront être disponibles pour des déplacements ou détachements en province et à l'étranger. Pour certains, une première affectation dans un pays en voie de développement est à envisager.

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à S. Masson, Sema-Sélection :
32126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

sema selection

MontroUGE - Lille
Lyon - Marseille

Filiale Française (5.500 personnes)
d'un Groupe International
CONSTRUCTION MECANIQUE
recherche pour son Siège Social à PARIS

jeune cadre diplômé M.B.A.

Option Marketing et/ou Economie - Finances.
Possibilités certaines d'évolution au sein du Groupe.

Envoyer dossier de candidature à No 33264 CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, Avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

UN CONSEILLER DE GESTION P.M.E.

Société française figurant parmi les cinq cents premières entreprises françaises, membre d'un groupe industriel multinational, recherche dans le cadre de son activité commercialisation **PRODUITS DE CONSOMMATION DURABLES**, un conseiller de gestion P.M.E. qui aura pour mission d'assister et de conseiller aux plans de leur organisation et de leur gestion, les moyennes entreprises constituant son réseau de distributeurs. Agé de 30 ans minimum, le candidat retenu sera diplômé d'études supérieures et aura acquis une solide expérience dans la gestion des P.M.E., si possible au sein d'une Société Conseil. Très disponible. Déplacements fréquents dans toute la France, il aura une grande habitude des contacts commerciaux. Les candidats intéressés sont invités à adresser leur C.V. avec photo et présentations sous n° 33.222 à CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris-Cedex 01, qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures. Discrétion assurée.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADEES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

UNE TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE ÉLECTRONIQUE

UN CHEF DE DIVISION POUR ASSURER LA GESTION DE SON CENTRE D'ÉTUDES

MISSION :
La mission consiste à :
— organiser et gérer les Services Généraux du Centre (approvisionnement, comptabilité, entretien, reprographie) ;
— animer une équipe de 80 personnes dont plusieurs ingénieurs et cadres ;
— élaborer et suivre le budget du Centre (500 personnes).

PROFIL :
Le candidat retenu doit :
— être un ingénieur Grandes Ecoles (Mines, Ponts et Chaussées, E.S.E., Centrale, Télécom...) ou équivalent ;
— être doté d'une forte personnalité, allié à une grande maturité ;
— posséder de réelles qualités d'animateur ;
— avoir déjà pratiqué le contrôle budgétaire.

Ce poste sera confié à une personnalité de grande valeur pouvant justifier d'une réussite reconnue dans une fonction analogue.

Lieu de travail : région parisienne.

Env. C.V., photo et prêt, à n° 33.090 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui tr.

offres d'emploi

BANQUE

Filiale Groupe Bancaire International
RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT CLIENTÈLE PRIVÉE À PARIS

Collaborateur

Pour assurer, sous la responsabilité du Directeur, un rôle de **Conseiller en gestion de fortune** et promouvoir cette fonction auprès de ses Agences en France.

Ce cadre, de niveau classe VI et VII selon expérience et qualités, doit posséder, outre une très bonne culture générale, la maîtrise de la langue anglaise, une grande assurance dans les relations et une forte expérience des titres et de la Bourse.

Adresser C.V., photo et présentations sous le N° 33.230 à : CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmet.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

LEVALLOIS (PRES METRO)
recherche

JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

Niveau E.N.C. ou maîtrise de gestion pour son service TRÉSORERIE

— Solides connaissances comptables nécessaires ;
— Esprit d'initiative et facilité de contacts souhaités.

Ecrire avec C.V., photo et prêt, à l'IMPACT, 5, rue Armand-Houssaye, 75008 Paris, qui transmet.

offres d'emploi

Yves Rocher

UN ATTACHÉ DE GESTION

PROFIL :
Baccalauréat - I.U.T. Finances, Comptabilité, Gestion.

EXPERIENCE :
2 ans dans un Cabinet comptable ou 2 ans dans Gestion d'une Chaîne de Magasins.

POSTE :
Suivi et Conseil de la gestion comptable et financière de la chaîne des magasins YVES ROCHER.
Fréquents déplacements.

UN (e) CHARGÉ (e) D'ÉTUDES

PROFIL :
Bac G2 - I.U.T. GESTION - ECOIP.

EXPERIENCE :
souhaitée mais non indispensable.

POSTE :
Suivi et Contrôle des opérations publicitaires : rendement, rentabilité, généralisation.

UN COLLABORATEUR pour le Développement Magasins

PROFIL :
Bac G3.

EXPERIENCE :
non indispensable.

POSTE :
Apporter assistance sur le terrain à l'équipe en place. Réaliser des études de marché sur les villes cibles.

Il est indispensable de posséder une voiture.

Adresser C.V., photo et présentations en rappelant le poste souhaité à YVES ROCHER, Direction Magasins, 62, avenue d'Iéna, 75110 PARIS.

MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET, filiale française de l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques et vétérinaires mondiaux offre une attrayante possibilité à un

JEUNE VÉTÉRINAIRE dans un poste de chef de promotion

Cette responsabilité conviendrait parfaitement à un homme possédant un esprit créatif, ayant le goût des voyages à l'étranger et des talents pédagogiques.

Ce poste offre une excellente opportunité de carrière dans un groupe en constante expansion et où la formation est une priorité.

Merci d'envoyer un curriculum vitae détaillé avec photo à

MSD
MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET

Direction des Affaires Sociales
M.S.D. Chibret
3, avenue Hoche
75008 PARIS

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'AUTOMATISME

LE PLESSIS-PATE
71220 BRETEIGNY-SUR-ORGE

recherche DOMAINE PÉTROLE ET PÉTROCHIMIE

UN INGÉNIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL

diplôme grande école

pour élaboration et négociation de propositions techniques et commerciales.

Expérience acquise en suivi d'affaires et en démarrage d'équipements automatisés appliqués à conduite de procédés pétrochimiques.

Anglais indispensable. Déplacements en France et à l'étranger.

Adresser C.V. manuscrit à la direction du personnel.

INTER INFORMATIQUE PACT INTERIM

recherche pour mission longue durée immédiatement à Paris

PROGRAMMEURS

1 ou 2 ans expérience min. COBOL, Assemblers.

PL1 - RP 6

Téléphone pour rendez-vous : 01.42.45.45

ou se présenter avec références : 17, rue Montmartre, 75002 Paris

à 14 heures, lundi et mercredi.

HOMMES DE PRODUCTION

120 - 160 000 F

Grande Série - Electromécanique

Paris - Province

Un groupe français de dimensions internationales (effectif 15.000 personnes) recherche pour ses unités de Paris et de province, en liaison fonctionnelle avec les services études et hiérarchique avec les services Méthodes, Outillage et Entretien de ces unités, des ingénieurs expérimentés et polyvalents, capables de gérer des équipes de 60 à 700 personnes et maîtrisant en outre des techniques variées : emboutissage, traitement de surface, usinage, bobinage, montage.

Ils seront responsables de l'organisation des campagnes de fabrication (charges/machines - effectifs) par type de produits. Ils veilleront à l'optimisation des moyens de production existants et à la participation à la définition (process, logistique) de ceux devant permettre le lancement de nouveaux produits. Ils veilleront à l'entretien de la chaîne en gestion série, dans le secteur mécanique ou électromécanique. Celle de l'implantation d'usines ou d'ateliers est souhaitée.

Ecrire sa référence 135/M (Paris) ou référence 136/M (province) à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

LA DIVISION M.T.I.

(composants d'automatismes industriels) de la société des produits industriels I.T.T. recherche

VENDEURS

TECHNIQUE COMMERCIAUX

PARIS-PROVINCE

NOUS DEMANDONS :

— Formation électromécanique, électronique.

— Expérience de la vente de produits industriels, minimum 2 ans.

NOUS OFFRONS :

— Salaire X 13 + frais.

— Avantages sociaux.

Env. C.V. av. photo et prêt, à M. HEBILLON, Div. M.T.I., 2, av. Sablon-Bouillanne, 77100 Meaux.

Société leader dans la transformation du bois recherche pour le développement de son activité mobilière

DIRECTEUR DES VENTES

Le candidat devra :

— être âgé de 32 ans et plus ;

— justifier d'une bonne expérience dans la promotion, la vente de meubles, l'animation des ventes et être introduit auprès des centrales d'achat.

La rémunération et les possibilités de promotion sont importantes.

Adresser C.V. à Mlle de Camé, 15, rue du Clos-Feuillères, 75015 PARIS.

Importante Société en forte expansion VENTE PAR CORRESPONDANCE diffusant produits culturels recherche pour son siège PARIS

chef de groupe produits v.p.c.

Il : — définit à court et moyen terme les produits correspondant aux besoins de la clientèle ;

— impulse, anime et coordonne l'ensemble des activités liées à la préparation et au lancement de chaque campagne v.p.c. ;

— suit et contrôle étroitement la commercialisation des produits sur les plans C.A., rentabilité et satisfaction de la clientèle.

De formation supérieure, il justifie d'une expérience approfondie des méthodes pratiques en marketing v.p.c. C'est un animateur et un entraîneur, ayant une forte imagination créatrice et commerciale à une grande rigueur de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., et rémunération actuelle sous référence 723M à notre conseil :

centor

DÉPARTEMENT EMPLOI

13bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

SODEXHO

Spécialiste de la restauration des collectivités accueille à la Direction du Personnel de sa Division France au Siège de Bois d'Arcy (78)

LE (OU LA) RESPONSABLE DE LA GESTION DU PERSONNEL

La titulaire du poste sera rattachée directement au Directeur du Personnel.

Il sera compétent en réglementation du travail en législation sociale.

Ce poste exige de la méthode, de la rigueur, le goût de l'étude, l'aptitude aux relations humaines.

Une expérience au sein d'une société de plus de 1500 personnes est vivement souhaitée.

Salaire 85.000 F par an.

Libre rapidement.

Envoyer : lettre manuscrite, C.V., photo à : SODEXHO Direction du Personnel 3 av. Newton 78390 BOIS D'ARCY.

UNE TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉLECTRONIQUE

recherche pour son centre d'études en région parisienne

LE CHEF DE SON SERVICE « GESTION ET PLANNING »

MISSION :
Elle consistera à :

— assurer l'animation d'une équipe de 10 ingénieurs responsables de la gestion de grands projets ;

— établir les différents tableaux de bord prévisionnels du centre (charges, moyens, etc.) ;

— préparer et suivre le budget annuel du centre (500 personnes).

PROFIL :
Le candidat retenu devra avoir :

— un diplôme d'ingénieur grande école (ou équivalent) ;

— obligatoirement une expérience précise de la gestion de grands projets associée au développement de systèmes et produits ;

— le sens du commandement et du dialogue.

Ce poste sera confié à un homme de terrain ayant une expérience en industrie ou en cabinet de conseil, de 3 à 4 ans.

Ecrire avec C.V., photo et prêt, à N° 33.283 CONTEXTE Pub., 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui tr.

COMMISSAIRE AUX COMPTES PARIS recherche STAGIAIRES - EXPERTS COMPTABLES

capables d'appréhender rapidement la fonction de RESPONSABLES DE DOSSIERS, EXPERTISE et/ou commissariat.

Il est indispensable de posséder :

— UNE SOLIDE FORMATION DE BASE JURIDIQUE, FISCALE ET COMPTABLE (Niveau D.E.S.) ;

— UNE BONNE EXPÉRIENCE D'AUDIT ACQUISE dans un CABINET ANGLAIS-SAXON.

Ecr. avec cur. vitæ, photo à S.C.M.B.T. P. 18, 7, rue Bergère, — 75009 PARIS, qui transmettra.

FILIALE FRANÇAISE IMPORTANTE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE recherche

CHEF COMPTABLE POUR DIRIGER SERVICE 30 PERSONNES

Ce poste s'adresse à un candidat de valeur ayant :

— une expérience de plusieurs années en comptabilité générale ;

— la pratique de la comptabilité anglo-saxonne ;

— le sens du contact et du commandement.

Anglais indispensable. Lieu de travail : quelques mois sur Paris puis affectation en banlieue-Sud.

Envoyer C.V. et prêt, n° 33.289 CONTEXTE-Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}, q. tr.

EGL

recrute des

INFORMATIENS

INGÉNIEURS, MATIÈRE ou DUT confirmés ou débutants.

Pour participer à des projets de : — GESTION : grand système, mini et micro informatique, Data base, réseaux, systèmes temps réel.

Réf. G. — SCIENTIFIQUE et SPATIAL : organismes européens.

Réf. STS — MINI-INFORM. INDUSTRIELLE : acquisition de données, processus control.

Réf. MI — GESTION INDUSTRIELLE : contrôle de production.

Réf. GI

Envoyer C.V. dét. en prêt, réf. 55, rue de la Harpe, 75005 PARIS ou tél. 01.42.45.45

DISCRETION ASSURÉE.

Recherche animateur 20 à min. par établissement socio-éducatif. C.V. et photo, C.R.A.P., S.P. 131 6123 ARGENTAIL.

Les journaux font-ils mieux leur travail que les annonces de recrutement ?

Pourvu ou non d'un emploi, désirant ou non en changer, les cadres lisent dans leur grande majorité les offres d'emploi diffusées dans la presse.

En confirmant ce point, l'enquête

MARKTTEST - HAVAS CONTACT met fin à une vieille polémique comme elle lève aussi le voile sur d'autres interrogations tout aussi essentielles et tout aussi controversées.

Le contenu des annonces, leur taille, la présence ou l'absence du nom de l'entreprise qui recrute satisfont-ils les cadres ? Jettent-ils un rôle, et lequel, dans leur décision de répondre aux annonces qui leur sont destinées ?

Quel type d'annonces incite le plus les cadres concernés à répondre ?

HAVAS CONTACT a prévu de présenter les résultats de cette enquête aux responsables de recrutement qui voudraient bien en formuler la demande.

Pour cela, il suffit d'appeler :

Marie-France HECKLY (poste 247) ou

Sylvie CARPENTIER (poste 246)

HAVAS CONTACT

156, bd Haussmann,

75008 PARIS.

Tél. : 236.42.81 - 755.99.08.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	60,00	68,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

informatique

Importante Société de Services et Systèmes Informatiques filiale de grands groupes industriels français, recherche :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

- logiciel tous types d'ordinateurs,
- systèmes de gestion sur mini-ordinateurs,
- systèmes industriels.

Une bonne expérience dans chaque type de produit et des références dans des fonctions similaires sont nécessaires. Ils seront :

CHARGES D'AFFAIRES

Leur mission consiste à assurer tous les aspects de la vente et de la réalisation des affaires existantes et nouvelles en contact permanent avec la clientèle.

CHEFS DE PROJETS

Leur mission consiste à assurer l'étude et la conception des applications et le contrôle technique des équipes de réalisation.

INGENIEURS TECHNO-COMMERCIAUX

Leur mission consiste à analyser, à formuler les besoins de nos clients et à réaliser les propositions. Ils doivent être en contact permanent avec la clientèle.

Adresser sous réf. AFFI 10 C.V. détaillé, photo et prétentions à I.C.A. qui transmettra. Discretion assurée.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

CONSTRUCTEUR FRANCAIS DE MATERIEL INFORMATIQUE LEADER DANS LE DOMAINE DES SYSTEMES TRANSACTIONNELS (PARIS SUD)

INGENIEURS D'ETUDES (HARDWARE)

pour développer des matériels informatiques temps réel ; ces postes conviendront à des ingénieurs grandes écoles (Supélec ou équivalent), ayant acquis une bonne expérience dans la réalisation de circuits logiques à base de micro-processeurs, et disposés à s'intégrer dans une équipe d'ingénieurs hardware, logiciel et mécaniciens.

Pour certains de ces postes un séjour de longue durée aux Etats-Unis (1 an environ) est prévu. Adresser candidature avec photo et prétentions à No 33273 CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Indiquer avec la candidature vos la (ou les) Sociétés à laquelle il ne doit pas être transmis. Les candidatures seront traitées confidentiellement.

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche son

FORMATEUR TECHNIQUE

- Il aura pour mission de :

- concevoir et réaliser des programmes de formation technique,
- conseiller et organiser le personnel pour la formation individuelle,
- participer à l'organisation administrative du service formation.

La formation de base sera équivalente à celle d'ingénieur électromécanicien.

Il sera dynamique - organisateur - pédagogue et posséder une expérience en industrie.

La connaissance de l'anglais sera appréciée, position cadre.

Rémunération 80.000 F. an.

Envoyer C.V. et prétentions - service du Personnel YM - 5 boulevard Gallieni - 92231 GENNEVILLIERS.

Notre Société est un des Grands de l'Electronique Française

Pour développer nos ventes à l'exportation, nous recherchons des

RESPONSABLES EXPORT

- Zone AFRIQUE ANGILOPHONE
- Zone EXTREME-ORIENT

Hommes d'expérience dans le domaine des biens d'équipement, habiles négociateurs aux échelons les plus élevés des administrations étrangères. Les candidats devront être âgés au minimum de 30 ans.

La maîtrise courante de l'anglais est indispensable.

Postes à Paris. Voyages fréquents.

Ad. C.V. prêt et photo à n° 33282 CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

Pour son CENTRE D'ETUDES situé DANS LA BANLIEUE PARISIENNE Une importante société française d'INFORMATIQUE et d'AUTOMATIQUE recherche

JEUNES INGENIEURS (Grandes Ecoles)

pour participer à la conception et à la réalisation de vastes projets de télécommunications.

- Les candidats retenus devront avoir :
- Une forte personnalité ;
- Une expérience réelle (même limitée) dans le domaine du logiciel pour micro-processeurs ;
- Un goût prononcé pour les contacts humains et le travail en équipe.

Il sera offert :

- Une activité motivante dans un domaine en expansion permanente ;
- Une ambiance de travail dynamique ;
- De réelles possibilités de se constituer une carrière au sein d'un groupe important.

Env. C.V., photo et prêt. N° 32282 CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}.

3M

Usines de Beaucourt (Val d'Oise) recherche pour compléter son département

ORGANISATION ingénieur

- débutant ou ayant une première expérience,
- de formation mécanique ou chimie, anglais indispensable,
- connaissances en informatique, TIME SHARING, recherche opérationnelle ou M.T.M., souhaitables.

Il sera chargé des études d'organisation de la production (implémentation, méthodes de stockage et manutention, optimisation des coûts de fabrication, études de temps et de rentabilité, liaison informatique/production).

Devant agir en conseiller (position staff), le candidat retenu possèdera un excellent contact humain à tous niveaux et le sens de la persuasion.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92020 BEAUCOURT

ingénieurs confirmés X. CENTRALE. A.G.I.M...

Une Société d'ingénierie et de construction d'ensembles industriels clés en main dispose de plusieurs postes de

DIRECTEUR DE CHANTIER en France et à l'étranger.

Vous prendrez en charge la direction technique et la gestion administrative et budgétaire d'un chantier de longue durée (3 à 5 ans).

Vous animer une importante équipe d'ingénieurs et de techniciens et assurerez sur le site les relations avec le client.

Votre réussite à ce poste implique une expérience éprouvée de plusieurs années dans la direction de chantiers de préférence grandes installations électro-mécaniques, centrales thermiques, pétrochimie.

D'intéressantes perspectives de carrière peuvent alors être envisagées.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre candidature s/réf. 9345 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Adresser votre

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	45,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	31,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne cal.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,46
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,58
AUTOMOBILES	20,00	22,58
AGENDA	20,00	22,58

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Pour un des
HYPERMARCHES
(C.A. 100 millions de F.) qui fonctionne en filiale autonome, un des leaders français de la distribution crée le poste d'

adjoint du directeur

- Il sera son conseiller OPERATIONNEL de gestion.
- Il analysera la VIE du magasin, en liaison avec les différents services, tirera des conclusions et proposera des plans d'action. Il disposera pour cela d'un outil informatique particulièrement performant.
- Il prendra, en plus, dans un deuxième temps, des responsabilités hiérarchiques.

Nous recherchons un diplômé d'une grande école commerciale qui ait 3 à 5 ans d'expérience, dans la distribution de préférence.

Le poste est à pourvoir dans la banlieue Est de Paris.

Pour recevoir des informations complémentaires, écrire sous référence 1210 A, 5, rue Meyerbeer, 75009 Paris.

egor

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE DE CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE recherche

DES DIRECTEURS de Grands Projets

Ces postes conviendraient :

- soit à des ingénieurs électroniciens de haut niveau,
- soit à des ingénieurs informaticiens confirmés.

Les responsabilités sont importantes et requièrent, outre d'excellentes connaissances en technologie électronique en informatique, une grande aptitude à l'animation d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens très compétents dans leur domaine.

Le niveau de rémunération est élevé.

Lieu de travail : RÉGION PARISIENNE.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 33.053, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

SOPAD (NESTLÉ)
recherche, pour tenir après formation un poste d'

ACHETEUR

UN JEUNE HEC, ESSEC, ESCP... (Premier Emploi)

Intéressé par les problèmes techniques et la négociation et connaissant et parlant l'anglais et l'allemand.

Dans le domaine qui lui sera confié il devra prospecter le marché, assurer l'approvisionnement des usines et gérer les stocks.

Ecrire avec C.V. et prétentions à la Direction du Personnel 17, quai Paul-Doumer - 92401 COUREVOIS.

Le Directeur Central de gestion d'un groupe de presse et d'édition produisant et commercialisant dans le monde entier des périodiques et des livres recherche pour l'assister à temps plein

cadre financier et administratif

+ de 45 ans

De formation solide en finances-comptabilité, il justifie d'une expérience approfondie acquise sur le terrain : Direction Financière et Administrative, par exemple. Il parle l'anglais.

Ecrire avec C.V. et rémunération actuelle sous réf. 722 M à notre Conseil

centor DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

Important centre informatique de gestion, région parisienne, équipé de matériel de grande puissance recherche pour son département EXPLOITATION

informaticiens

niveau DUT informatique ou équivalent

- expérience indispensable dans la fonction de pupitre sur grosse configuration IBM avec environnement téléprocéssing.
- travail en équipe
- postes de responsabilité

Envoyer CV et photo, sous référence 220 M à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

directeur exportation PARIS

150 000 F +

Filiale d'un grand groupe international, une société française spécialisée dans L'EQUIPEMENT POUR COLLECTIVITÉS (+ 100 MMF. 280 P) recherche son responsable commercial à l'exportation.

Celui-ci, dépendant du Directeur Général, participera à la détermination de la politique commerciale à l'export, à son animation. Il mène toutes actions commerciales de nature à développer l'impact de la société et son image de marque sur les marchés extérieurs. Il gère le budget de son département.

Agé d'au moins 35 ans, ayant une formation supérieure grande école, une parfaite maîtrise de l'anglais, il apportera obligatoirement une expérience de l'engineering et des chantiers, de la vente à un haut niveau de biens d'équipement dans le monde entier, et la pratique des questions financières liées aux échanges internationaux.

Ecrire sous la référence M 164 à F. LECOQ, 40, rue du Four 75006 Paris 548.24.96

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour sa

DIRECTION INFORMATIQUE

CHEF DE PROJET

Pour développement de système "gestion" et "process" sur mini ordinateurs (type P.D.P. 11).

- formation ingénieur
- minimum 3 ans d'expérience
- solide connaissance Software
- connaissance de l'anglais

Ecrire avec C.V. sous n° 17010 B 17, rue de la République 93200 VINCENNES ou trans.

C.E.R.I.A.
Centre d'étude et réalisation en Informatique appliquée - Société coopérative de production recherche

- INGÉNIEURS D'ÉTUDES
- ANALYSTES RÉALISATEURS

Pour réalisation de systèmes de gestion ; Pour développement de micro-système.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à C.E.R.I.A., 23, rue Vergnaud, 75013 Paris.

ORGANISME PUBLIC
En prise directe sur tous les problèmes concernant l'environnement, recherche

1 chargé d'études

Responsable sur le plan technique de l'élaboration et du suivi des programmes d'action en matière d'environnement, en liaison avec les différentes instances nationales et internationales.

Ingénieur diplômé d'une Grande École, débutant ou ayant une ou deux années d'expérience, il sera à s'intégrer à une équipe légère et disposera de ce fait d'une large délégation de responsabilités.

Adressez CV avec photo et prétentions, sous réf. 222 à SVP RESSOURCES HUMAINES, 65, Avenue de Wagram, 75017 PARIS.

Fromageries BEL
LA VACHE QUI RIT
(C.A. du Groupe en 1977 2 milliards)

recherche pour son siège social Quartier Saint-Lazare Paris

UN CHARGÉ D'ÉTUDES ET ANALYSTE DE GESTION

Comptabilité analytique et budgets

- Formation supérieure (école commerciale + D.E.C.S. ou équivalent) 2 ans d'expérience.
- POSSIBILITÉ D'ÉVOLUTION.

Envoyer C.V. manuscrite et prétentions Fromageries BEL, 4, rue d'Anjou, 75008 Paris.

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE secteur maintenance linguistique et automatique recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Le candidat retenu aura déjà acquis une expérience de la comptabilité analytique appliquée aux contrats d'ingénierie en France et à l'étranger. Il devra être capable de mettre en place un système de contrôle par informatique.

Salaires intéressants - Poste évolutif.

Env. avec C.V. détaillé sous référence DAP/EC, à : T.A.S., 77, rue La Boétie - 75008 PARIS.

IMPORTANT BANQUE AMÉRICAINE Quartier Etoile recherche

JEUNE CADRE

ESSEC - SUPDECO - HEC - MBA

Ce poste nécessite un travail intéressant dans le domaine des évaluations de Crédits Commerciaux. Le candidat retenu devra posséder :

- un esprit d'analyse ;
- de bonnes notions en comptabilité et analyse financière.

Première expérience non indispensable. Anglais courant impératif.

Env. C.V. et prêt. au n° 1353 à Le Monde + Publ. à rue des Italiens, 75427 Paris (9^e), qui tr.

PAMPUS FLUORPLAST
Z.I. D'ARGENTEUIL recherche pour son service commercial (emploi sédentaire)

un collaborateur

NOUS DEMANDONS :

- diplômés avertis techniciens, commerciaux et administratifs.
- de bonnes connaissances dans la vente des produits finis suivant plans.
- une certaine expérience dans les fournisseurs industriels.

NOUS OFFRONS :

- place stable.
- possibilité d'évolution rapide vers position cadre.

Envoyer C.V. manuscrite et photo 4, rue de Salomonique 93101 ARGENTEUIL CEDEX

IMPTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
proche BANLIEUE SUD recherche

INGÉNIEUR - ANALYSTE

FORMATION GRANDE ÉCOLE pour :

- développement de logiciel système sur mini-ordinateurs.

Quelques années d'expérience et connaissances de la langue anglaise exigées.

Adr. C.V. man. sous le n° 32.833 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

IMPTE AGENCE INTERNATIONALE
recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

Junior

JEUNE DIPLOMÉ(E)
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

réellement motivé par la communication

Sens commercial. Goût de l'initiative et des responsabilités. Personnalité évolutive. Bilingue français-anglais.

Adressez C.V. et photo sous n° 712.801 M à : REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT HEBDOMADAIRE CHRÉTIEN
recherche

CADRE ASSISTANT DIRECTEUR COMMERCIAL

pour activités de diffusion et de promotion

Les candidats devront avoir au minimum 25 ans, une formation commerciale et un sens développé des contacts humains.

Le poste comporte de nombreux déplacements en province.

Adressez C.V., photo et prétentions sous n° 32.401 à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPORTANT BANQUE PRIVEE
recherche pour son

DEPARTEMENT IMMOBILIER

ATTACHÉ DE DIRECTION

- connaissant bien le montage et le suivi des crédits promoteurs,
- possédant un très bon niveau d'anglais,
- désireux de compléter son expérience bancaire au sein d'un établissement à vocation internationale.

Adressez lettre et C.V. détaillé ss réf. 3742/O MINET Publicité 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (Discretion assurée)

Importante organisation professionnelle recherche pour son service économique et financier

UN COLLABORATEUR

Niveau Licence ou maîtrise Sciences Eco. 25 ans minimum

Connaissant spécialement problèmes actuels financiers construction immobilière.

Adressez lettre manuscrite de candidature avec C.V. et photo sous n° 6.588, LE MONDE Publicité, 3, rue des Italiens, 75427 Paris 08.

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche pour son Département ETUDES

CHIEF DE PROJET

Système Télécommunications

30 ans minimum. Formation E.S.C., Sup. Télécom. Anglais courant. Base : PARIS.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, sous référence 28514, à Havas Contact - 156, bd Haussmann Paris 8^e

Très important groupe textile international spécialisé dans la fabrication de tissus de qualité recherche pour sa filiale parisienne

DIRECTEUR COMMERCIAL

Vendeur de haut niveau, expérimenté, dynamique, bien introduit auprès des fabricants de prêt-à-porter féminin et grossistes en tissus à travers la France.

Rémunération intéressante plus un intéressement sur la réalisation des objectifs.

Position d'avenir pouvant mener rapidement au poste de Directeur Général.

Répondre sous réf. DT/MS avec C.V. détaillé, à : T.A.S., 77, rue La Boétie - 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ LOCATION BANLIEUE SUD-EST PARIS
recherche

JEUNE CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE

(25 ans environ), déplacements possibles, formation souhaitée, B.T.S. Comptable ou équivalent.

Ecrire sous le numéro T 00498 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmet.

Important Cabinet d'AVOCATS
internationaux recherche

JURISTES TRÈS QUALIFIÉS EN DROIT DES AFFAIRES

Ayant maîtrise ou doctorat en droit, Sciences Po, D.E.C.S., S.S.E.C., Sup. de Co. ou équivalent. Ayant au moins 3 ans d'expérience juridique ou fiscale dans un cabinet français ou anglo-saxon ou une entreprise.

Excellentes connaissances de l'anglais, allemand souhaité.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions à n° T. 001.555 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SETEC TRAVAUX PUBLICS
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

débutant ou quelques années d'exp. Formation CHESAP pour études de structures.

Adressez C.V. à l'attention de M. Fauchart ou M. Nérand, SETEC, 28, rue de la Rapée, 75384 Paris Cedex 12.

Société de service (TOURISME) et Société civile (CONSTRUCTION) STATION

HAUTE-SAVOIE
pour réorganisation comptabil.

JEUNE AUDIT COMPTABLE

mission ponctuelle, région, assurée. C.V. et photo sous n° 7.465 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, PARIS-2^e

Agence de voyages TRANSCAR recherche d'urgence

RESPONSABLE CCAL

Pour son service de production Groupes - Concrés - Expositions

Expérience courte. Transmettre C.V. avec photo R. MAS TRANSCAR via expansion, 9, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.

Société Française Industries Chimiques recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

formation A et M (DN, ENSI Adm. C.V., prêt. et photo MINET Publ. 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS qui transmet.

BAM
Filiale française groupe américain spécialisée instrumentation de recherche offre poste

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

à jeune physico-chimiste (niveau DEA, DUT ou sup.) et présent d'instrumentation de mesure en physique et chimie analytiques. Bilingue anglais, ayant exp. industrielle en spectrométrie X et goût du contact. Rémunérat. intéress. + commis. + voiture.

Adr. C.V. man. photo et prêt. s/s réf. 724 à Mlle de Clinchamps EAM Recrutement, 14, rue Gabriel-Peri, 92120 Montrouge. Réponse et discrétion assurées.

BAM
recherche pour banlieue parisienne

ANALYSTES PROGRAMMEURS

de haut niveau connaissant : petits ordinateurs (Téléconcoeur) Assembleur et temps réel

Téléphonez pour rendez-vous 245-88-25 ou 344-61-65.

27/10/1977

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

ETABLISSEMENT FINANCIER

DEUX ASSISTANTS (TES)

pour assister la gestion administrative de la direction et du suivi des affaires de liaison avec les administrations, les banques et la C.O.F.A.C.

Les candidats (tes) devront avoir une bonne connaissance pratique des procédures de crédit des établissements de crédit.

Envoyer lettre manuscrite, adressée à M. J. P. LEBLANC, 33, avenue du Maine, 75013 PARIS CEDEX 13.

UN INGENIEUR

ETUDE ET DEVELOPPEMENT DE PROJET : I.N.S.A., A.M. ou A.M.T. 3 à 4 ans d'expérience, maîtrise de la langue anglaise, expérience de bureau d'études et de gestion.

Poste : Responsable de l'étude technique de projets de développement de produits de télécommunications.

Ecrire avec C.V. et photo à M. J. P. LEBLANC, 33, avenue du Maine, 75013 PARIS CEDEX 13.

ENERGIE SOLAIRE

Société Française d'Initiative Technico-Commerciale (S.F.I.T.C.)

— Capacité d'initiative technique et commerciale.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

— Capacité de gestion d'un projet technique et commercial.

secrétaires

Secrétaires de direction

Le secrétaire général d'une société française

FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

recherche

Secrétaire de direction

DE HAUT NIVEAU

PARIS (16^e)

— Partielle bilingue anglaise ;

— Excellente présentation ;

— Sens des responsabilités ;

— Libre de suite ;

— Poste à pourvoir de suite.

Téléphoner pour r.v. : 651-22-55, poste 629 h.b.

Le Président Directeur Général d'une

société multinationale, située à Paris,

secteur Montparnasse recherche sa

Secrétaire

de Direction

Elle devra avoir 35 ans minimum et présenter

de nombreuses références (une dizaine d'années

d'expérience dans la fonction).

De formation BTS minimum, elle sera

bilingue français-anglais et parfaite steno-

dactyle dans ces deux langues.

En outre nous la voyons dynamique, orga-

nisée, efficace, discrète... c'est-à-dire capable

d'assurer un secrétariat de haut niveau.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo

à M. J. P. LEBLANC, 33, avenue du Maine, 75013

PARIS CEDEX 13 qui transmettra.

Secrétaires

IMPORTANTE SOCIETE

DE DISQUES

78 - CHATOU

recherche pour son

DIRECTEUR FINANCIER

Secrétaire

STENO DACTYLO

Excellente connaissance

langue anglaise.

Dir. des affaires.

Adresser C.V. et photo à

M. J. P. LEBLANC, 33, avenue du Maine, 75013

PARIS CEDEX 13.

Secrétaires

SOCIETE DE TOURISME

Neilly

recherche

Secrétaire

STENO DACTYLO

Notion anglaise, anglais

fluide. 72-05-10, poste 27.

Secrétaires

CONSEIL DE SOCIETE

recherche pour son

DIRECTEUR FINANCIER

Secrétaire

STENO DACTYLO

Excellente connaissance

langue anglaise.

Dir. des affaires.

Adresser C.V. et photo à

M. J. P. LEBLANC, 33, avenue du Maine, 75013

PARIS CEDEX 13.

Secrétaires

CONSEIL DE SOCIETE

recherche pour son

DIRECTEUR FINANCIER

Secrétaire

STENO DACTYLO

Excellente connaissance

langue anglaise.

Dir. des affaires.

Adresser C.V. et photo à

M. J. P. LEBLANC, 33, avenue du Maine, 75013

PARIS CEDEX 13.

Secrétaires

CONSEIL DE SOCIETE

recherche pour son

DIRECTEUR FINANCIER

Secrétaire

STENO DACTYLO

Excellente connaissance

langue anglaise.

Dir. des affaires.

Adresser C.V. et photo à

M. J. P. LEBLANC, 33, avenue du Maine, 75013

PARIS CEDEX 13.

Secrétaires

CONSEIL DE SOCIETE

recherche pour son

DIRECTEUR FINANCIER

Secrétaire

STENO DACTYLO

Excellente connaissance

langue anglaise.

Dir. des affaires.

Adresser C.V. et photo à

M. J. P. LEBLANC, 33, avenue du Maine, 75013

PARIS CEDEX 13.

Secrétaires

CONSEIL DE SOCIETE

recherche pour son

DIRECTEUR FINANCIER

Secrétaire

STENO DACTYLO

Excellente connaissance

langue anglaise.

demandes d'emploi

FISCALISTE 30 ANS

maturité en Droit + E.N.I.

ancien inspecteur des impôts

(6 ans vérification)

cherche emploi dans

le secteur privé

ou collaboration de cabinet

Ec. n° 1005 M. Régie-Presse

85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

Secrétaire Sténodactylo

Notions comptables

ch. steno, 30-35 ans, 10 ans

versailles, St-Lazare, Saligny

Ec. n° 1005 M. Régie-Presse

85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

MEDECIN FRANCAIS

dipl. parassit, parl. anglais,

persan, expérience, cherche

poste Iran, Irak ou Afghanistan.

Ec. n° 1005 M. Régie-Presse

85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

COMPTABILITE

ch. emploi, 30-35 ans, 10 ans

versailles, St-Lazare, Saligny

Ec. n° 1005 M. Régie-Presse

85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

CHIEF DE SERVICE

PRET AERIE

avec expérience douane et ban-

caire, expérience, cherche

poste Iran, Irak ou Afghanistan.

Ec. n° 1005 M. Régie-Presse

85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

COUPLE 35 ANS

EDUCATEUR SPECIALISTE

expérience direction, 10 ans

versailles, St-Lazare, Saligny

Ec. n° 1005 M. Régie-Presse

85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

CADRE ADMINISTRATIF

COMPTABLE

37 ans, 10 ans, 10 ans

versailles, St-Lazare, Saligny

Ec. n° 1005 M. Régie-Presse

85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

13 ANS CHIEF COMPTABLE

avec expérience, 10 ans

versailles, St-Lazare, Saligny

Ec. n° 1005 M. Régie-Presse

85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

JEUNE JOURNALISTE

23 ans, 10 ans, 10 ans

versailles, St-Lazare, Saligny

Ec. n° 1005 M. Régie-Presse

85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

MARCHES

SCANDINAVES

30 ans, 10 ans, 10 ans

versailles, St-Lazare, Saligny

Ec. n° 1005 M. Régie-Presse

85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

MATRISE BIOCHIMIE

27 ans, 10 ans, 10 ans

versailles, St-Lazare, Saligny

Ec. n° 1005 M. Régie-Presse

85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

ATTACHE CIAL EXPORT

Ec. n° 1005 M. Régie-Presse

85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

DESIGNER

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La ligne	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

PLACE DES VOISGES
(Proximite) DANIEL REY, IMM.
AVENUE DE LA GAZETTE, 132 bis
3 P., 138 m² av. meublé et
plafond. T. 724-44-43.
SR JONES DE MONTMARTRE
200 m² de lot privé - 250 m²
3 ch. et 2 s. de b. - 132 m²
CHAMPELAIN. T. 521-51-51

EUROPE - 190 M²
magasin 6 p. logement
aménagé. 2 b. s. de b. Asc.
Ch. de b. - 527-25-88
PALAISSY-ROYAL
100 m² de lot privé - 132 m²
3 ch. et 2 s. de b. - 132 m²
CHAMPELAIN. T. 521-51-51

CHARDON-LAGACHE
Imm. 1922 R. de ch. 60 L.V.
Ch. de b. 60 m² de lot privé
privative 200 m² F. 527-25-88
EXCEPTIONNEL près Eglise
St-Vincent-de-Paul, imm. 11 ch.
pièce de lot privé, 132 m² F.
724-44-43

Opéra - Beau 3 p. Bal. Tout
confort - T. 724-44-43
MOULIN DE LA GALETTE
Pav. imm. 100 m² de lot privé
3 ch. et 2 s. de b. - 132 m²
CHAMPELAIN. T. 521-51-51

AV. JUNOT - Tr. 6 liv. 3 ch.
Pav. 60 m² de lot privé
3 ch. et 2 s. de b. - 132 m²
CHAMPELAIN. T. 521-51-51

CONSEILLER-COLLIGNON
Tr. 60 m² de lot privé
3 ch. et 2 s. de b. - 132 m²
CHAMPELAIN. T. 521-51-51

MARAISS dans immeub. caract.
4 ch. et 2 s. de b. - 132 m²
CHAMPELAIN. T. 521-51-51

ROME Grand studio, cul.
salle de b. - 132 m²
CHAMPELAIN. T. 521-51-51

16^e IM. DE STANDING
apt. de réception, bon état, tout
confort, 22 m² de lot privé
CHAMPELAIN. T. 521-51-51

ST-GEORGES d'artillerie
à rénover, entrée, cul., salle de
bains, bal., loggia, 235.000 F.
CHAMPELAIN. T. 521-51-51

MARAISS-VOISGES
Appartement ravissant dans HP
18^e arr., grand séjour, 3 ch.
bains, cheminée, - 632-30-80

142 RUE SAINT-MAUR
(Métro Parmentier)
Studio neuf avec vraie cuisine,
23 m² + 7 m² de balcon
Sur place, de 14 à 18 heures
Téléphone à V.P. : 567-54-56

142 RUE SAINT-MAUR
(Métro Parmentier)
3 pièces, neuf, 104 m²
+ 12 m² de balcon
cuisine Siemens, haute qualité.
Sur place, de 14 à 18 heures
Téléphone à V.P. : 567-54-56

142 RUE SAINT-MAUR
(Métro Parmentier)
4 pièces, neuf, 104 m²
+ très grand balcon
double exposition, entièrement
sur jardin, très calme, cuisine
et dressing équipés.
Sur place, de 14 à 18 heures
Téléphone à V.P. : 567-54-56

142 RUE SAINT-MAUR
(Métro Parmentier)
Studio à 5 pièces, neuf,
grands jardins intérieurs,
habitable immédiatement
demande location élevée
bonne rentabilité
un excellent rapport
qualité/prix.
Sur place, de 14 à 18 heures
Téléphone à V.P. : 567-54-56

TROCADERO
PRIX INTERESSANT
215 m² services, 2 b. s.
FRANK ARTHUR - 746-41-49

Paris Rive gauche

GRENELLE-SAINT-SIMON
De bel imm. en rénov., duplex,
5 p. et 6 s. de b. - 132 m²
Cuis. 3 b. s. de b. - 132 m²
18 rue de Saint-Simon
mar. 25 et mer. 26 de 10 à 18 h.
T. 724-44-43
SUR JOLIE COUR FLEURIE
5 p. et 6 s. de b. - 132 m²
18 rue de Saint-Simon
mar. 25 et mer. 26 de 10 à 18 h.
T. 724-44-43

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

NEUILLY-S-SEINE - Charmante
maison, 4 pièces, cul.,
bains, téléphone, jardin planté
sur berges - 746-41-49

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

Immobilière (information)

LOCATIONS SANS AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES
18, r. de la Michodière, M. Oprea
Frais abonn. 310 F. - 264-52-04
Propriétaires de logements
anciens ne louent plus à la
surface corrigée, mettez vos
normes vos appartements
profitez des avantages de
P.A.N.A.N. Adressez-vous à
un spécialiste.

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. T. 757-62-02

locations non meublées

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

locations non meublées

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

Paris
Part. loué 2 p. 2 p. place de la
NATION. Ref. n. Cuis. amén.
WC. Bal. 120 F. C. C.
T. 567-54-56

fonds de commerce

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Paris
Café santé vend Café-Alimen-
tation-Journaux, dans un bourg
prospère, grosse client. bel
immeub. 120 m², 120 m², 120 m²
T. 567-54-56

Boutiques

FRIEDLAND-ÉTOILE
2 magasins, tous comm., luxe,
ball 4 ans, sans pas-de-porte.
Téléphone : 527-48-61

FRIEDLAND-ÉTOILE
2 magasins, tous comm., luxe,
ball 4 ans, sans pas-de-porte.
Téléphone : 527-48-61

FRIEDLAND-ÉTOILE
2 magasins, tous comm., luxe,
ball 4 ans, sans pas-de-porte.
Téléphone : 527-48-61

FRIEDLAND-ÉTOILE
2 magasins, tous comm., luxe,
ball 4 ans, sans pas-de-porte.
Téléphone : 527-48-61

FRIEDLAND-ÉTOILE
2 magasins, tous comm., luxe,
ball 4 ans, sans pas-de-porte.
Téléphone : 527-48-61

FRIEDLAND-ÉTOILE
2 magasins, tous comm., luxe,
ball 4 ans, sans pas-de-porte.
Téléphone : 527-48-61

FRIEDLAND-ÉTOILE
2 magasins, tous comm., luxe,
ball 4 ans, sans pas-de-porte.
Téléphone : 527-48-61

FRIEDLAND-ÉTOILE
2 magasins, tous comm., luxe,
ball 4 ans, sans pas-de-porte.
Téléphone : 527-48-61

EN ÎLE-DE-FRANCE

DES LIGNES DE MÉTRO PLUS SURES ET PLUS PRÉCISES

Le pilotage automatique... avec un préposé aux commandes

De nombreux Parisiens prennent le métro plusieurs fois par jour. Bien peu savent comment il fonctionne. Ainsi sont-ils persuadés qu'il y a, en tête et en queue du train, deux voitures motrices, travaillant en alternance suivant la direction du déplacement. Or il y a tou-

jours au moins trois voitures motrices qui conjuguent leurs efforts, et ce sont parfois les trois voitures centrales, les deux extrêmes n'étant que des remorques. De même l'occupant de la cabine de pilotage avant est, sans conteste, le conducteur.

Cela aussi est erroné, au moins au sens littéral : sur la majorité des lignes, cet agent ne conduit pas. La partie active de son rôle est la fermeture des portes quand la rame est en station. Entre les stations, il n'intervient pas, sauf incident. C'est un pilote automatique qui conduit le train à la station suivante.

Les premiers essais de pilotage automatique ont été faits à partir de 1965 sur la ligne 11 (Châtelet-Mairie-des-Lilles). Ces essais se faisaient avec des trains vides pendant les heures de nuit où le service est interrompu. Ils ont été suffisamment concluants pour que le pilotage automatique soit mis en service sur cette ligne en 1968. De 1970 à 1973, la R.A.T.P. a adapté les lignes 4 (Clignancourt-Orléans), 1 (Vincennes-Neuilly) et 3 (Levallois-Grainville). Les années suivantes ont été le tour avec un système automatisé des lignes 6 (Bois de Boulogne), 9 (Pont de Sèvres - Montreuil), 8 (Mairie de la Nation - Nation), 13 (Châtelet - Mairie de la Nation) et 7 (Vincennes - Mairie de la Nation). La ligne 13 était aussi dotée d'un système automatisé. Enfin, les lignes 12 (Saint-Denis - Châtelet) et 7 (Vincennes - Mairie de la Nation) ont été automatisées à la fin de cette année. Le principe adopté est simple. Entre les rails, un câble qui, étant alternativement parallèle et perpendiculaire aux rails, dessine une série de créneaux de longueur variable. Il est parcouru par un courant électrique de haute fréquence, 135 000 hertz dans la version la plus récente. Un détecteur est situé sous l'avant de la rame. Chaque fois qu'il passe sur un créneau, il reçoit une impulsion qu'il transmet au pilote automatique. La vitesse du métro doit être telle qu'il s'écoule 0,3 seconde entre deux impulsions. L'intervalle mesuré est plus grand, le métro accélère, s'il est plus faible, le métro ralentit. Il s'arrête s'il ne reçoit plus d'impulsions, ce qui est une sécurité en cas de coupure du câble. Dans une zone du tunnel où la vitesse est de 60 kilomètres par heure, les créneaux auront une longueur de 6 mètres. Un peu avant la station, les créneaux sont régulièrement pour commander un freinage progressif et finalement l'arrêt.

Il y a quelques complications à ce schéma très simplifié. Ainsi, devant les signaux il y a deux câbles et non un seul. L'un, à créneaux longs et allongés quand le feu est vert ; l'autre, à ses

créneaux qui se resserrent et provoquent l'arrêt au feu rouge. De même en faisant varier la fréquence du courant dans le câble autour de sa valeur théorique de 135 000 hertz, on augmente ou on diminue le temps théorique de 0,3 seconde qui doit séparer deux impulsions. Cela permet par exemple d'accélérer une rame qui a pris un peu de retard sur son horaire théorique.

C'est là sans doute l'intérêt principal du pilotage automatique. Un horaire de métro est un système instable : si une rame prend du retard, elle trouvera plus de voyageurs à la station suivante, ce qui aura pour effet d'augmenter le temps de stationnement, donc le retard.

Le processus est cumulatif, et si l'on veut l'enrayer, il faut réagir très vite, dès que le retard dépasse quelques secondes.

La « ligne téléphonique »

Il est hors de question de demander à un conducteur de respecter à la seconde près un horaire, ce qui est pourtant essentiel si l'on veut que l'intervalle entre rames soit faible. Aux heures de pointe, les métros se suivent sur certaines lignes avec un intervalle de 35 secondes ; dans l'avenir cet écart descendra à 30 secondes, et même à la minute sur la section Gare du Nord - Châtelet, Gare de Lyon du R.E.R. Seul le pilotage automatique permet d'aussi brefs intervalles.

Il y faut aussi une régulation d'ensemble. La R.A.T.P. a installé un poste de commande centralisé, boulevard Bourdon, près de la Bastille. Pour chaque ligne, un opérateur est assis devant un pupitre et il a sous les yeux un grand tableau synoptique qui représente les deux voies de la ligne avec leurs divers aiguillages, l'emplacement des signaux, et bien entendu, les stations. La position de chaque rame est affichée en permanence avec pour certains synoptiques récents, le numéro de la rame. Le contrôleur a donc sous les yeux tous les éléments qui lui permettent de réguler le trafic. Il est d'ailleurs en communication téléphonique constante avec tous les conducteurs, la ligne téléphonique étant le rail qui fournit le courant aux motrices.

Puisque le contrôleur surveille l'ensemble de la ligne, et peut donner des ordres aux pilotes automatiques, on peut se demander si la présence d'un conducteur est essentielle. Il existe des automatismes conçus pour fonctionner sans aucun employé à bord des véhicules. C'est le cas du système VAL de la société Matra qui équipe les métros de la région parisienne. Mais ces conditions

À San-Francisco le BART (Bay Area Rapid Transit) a circulé en automatique intégral. Un accident survenu à la station de Embarcadero, a convaincu les responsables qu'il est difficile de tout prévoir et qu'un conducteur n'est pas inutile au cas où quelque chose va mal. Les techniques modernes permettent de construire, pour chaque type d'incident, un système automatique qui réagira plus vite et mieux que l'homme à cet incident. Mais l'homme reste le seul « système » qui sache réagir à tous les accidents et particulièrement aux ennemis imprévus.

Pour la R.A.T.P. la question ne se pose pas, et le pilotage automatique qu'elle a installé ne peut se passer d'une présence humaine. Si quelqu'un tombe du quai d'une station quand le métro arrive, mais est encore à distance suffisante, le conducteur freinera à 80 secondes, et même à la minute sur la section Gare du Nord - Châtelet, Gare de Lyon du R.E.R. Seul le pilotage automatique permet d'aussi brefs intervalles.

Le conducteur reste d'ailleurs maître de la mise en marche au départ d'une station. Divers systèmes sont en service sur les différentes lignes. Le plus récent, fonctionnant comme suit : plusieurs secondes avant l'arrivée au quai, un « rouleur » placé à l'avant de la station émet un son qui n'est qu'une « gongue » audible que du côté d'entrée du quai. Cette gongue sonne, beaucoup plus intense, que prévient les voyageurs, puis ferme les portes et autorise la mise en marche automatique à la seconde prévue par le régulateur central.

Aux heures de pointe, il est impératif que le conducteur

Heures de pointe

Le conducteur reste d'ailleurs maître de la mise en marche au départ d'une station. Divers systèmes sont en service sur les différentes lignes. Le plus récent, fonctionnant comme suit : plusieurs secondes avant l'arrivée au quai, un « rouleur » placé à l'avant de la station émet un son qui n'est qu'une « gongue » audible que du côté d'entrée du quai. Cette gongue sonne, beaucoup plus intense, que prévient les voyageurs, puis ferme les portes et autorise la mise en marche automatique à la seconde prévue par le régulateur central.

Aux heures de pointe, il est impératif que le conducteur

JACQUELINE DANS SON « 28 »

« Attendez le suivant, c'est un homme qui conduit »

« J'ai commencé ma carrière à la R.A.T.P. comme receveuse sur les autobus puis, lorsqu'on a supprimé ce poste, je n'ai pas voulu aller au métro... alors j'ai posé ma candidature pour être machiniste. » C'est ainsi que, depuis sept ans, Jacqueline L...

Bien sûr, il y a « les inévitables grincheux », ceux qui ne sont jamais contents « parce qu'ils n'ont pas de place assise » ou parce que le bus a « une minute de retard », mais c'est une minorité ; la clientèle du 28, les machinistes sont unanimes à le reconnaître, est une bonne clientèle.

Son bus, c'est, depuis 1971, le 28, et sa vie est tout entière rythmée par ces quarante-cinq minutes qui séparent la gare Saint-Lazare de la porte d'Orléans via la gare Montparnasse et l'Ecole militaire. « Nous avons trois sortes de services, explique-t-elle : le service du matin — en ce moment par exemple, je commence à 6 h. 18 pour terminer à 12 h. 9 — le service de l'après-midi et un service mixte avec une coupure au milieu de la journée. Chaque mois on nous remet nos horaires et la liste de nos jours de congé, car nous travaillons par tranches de cinq ou six jours. »

Elle passe chaque jour sept heures à son volant, mais elle ne croit pas à la monotonie, car ces incessantes rotations sont jalonnées d'événements : « Il y a tout d'abord les « pointes » : de 7 h. 30 à 9 h. 30 le matin. La circulation se bloque et le bus affiche complet. »

Le soir, tout recommence entre 17 heures et 19 h. 30. Le matin, le 28 « s'embourbe » tout au long de l'avenue du Maine jusqu'à la gare Montparnasse, puis rue de Sèvres. Le soir, c'est la rue de la Boétie et la rue de Sèvres qui « bouchonnent ». Mais depuis quelques années, la situation s'est améliorée. « Ce sont les couloirs réservés aux autobus qui nous permettent de respecter nos horaires. »

Quand on conduit un bus durant des années sur la même ligne, on finit par connaître ses usagers : elle a, elle souligne le mot, « sa clientèle ». Il y a « la dame aveugle avec son chien qui monte gare Saint-Lazare. Elle descendait à Saint-Denis, mais, depuis quelques jours elle s'arrête à Saint-Augustin ; » l'employée de 50 millions de consommateurs qui vient lui serrer la main lorsqu'elle la rencontre, même si elle ne prend pas l'autobus ; » sans compter tous ceux qui viennent lui dire bonjour au moment dans le véhicule », et « ceux qui l'invitent à prendre un café au terminus. »

Mais si l'homme peut surveiller le bon fonctionnement de l'automatisme, la réciproque n'est pas vraie, au moins avec le système actuel. La R.A.T.P. a cependant mis en service sur la ligne 10 (Antenil-Austerlitz) un système de valise automatique qui arrête toute rame qui franchirait un signal au rouge. De ce fait la conduite, bien que manuelle, peut se passer avec un seul agent dans la rame. Ces agents assure sans avoir à quitter son siège, l'ouverture et la fermeture des portes. Un ensemble d'images électroniques permet au contrôleur que la fermeture des portes s'effectue bien.

Des études sont actuellement faites pour adapter ce système ou une autre aux lignes équipées du pilotage automatique. La conduite serait faite, suivant les périodes, par le conducteur ou par l'automatisme, chacun étant alors sous la surveillance de l'autre.

MAURICE ARVONNY.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

DÉBAT

Faut-il fermer les villes nouvelles ?

par JACQUES GUYARD (*)

A U moment où les villes nouvelles deviennent une réalité, où des centaines de milliers de jeunes ménages y sont installés, où l'on est clairement passé de « l'aventure intellectuelle » aux problèmes concrets de la gestion et du développement, le gouvernement semble abandonner ce projet. M. Fourcade, l'ancien ministre de l'équipement, et nombre d'élus de la majorité ont dit, au Parlement et dans les conseils régionaux, que les villes nouvelles coûtaient trop cher, que leur lancement n'avait été qu'une erreur, qu'elles ne se justifiaient que comme « banc d'essai d'équipements simples, répétitifs et peu coûteux ». Leur conclusion est qu'il faut, au plus vite, ramener les villes nouvelles dans le droit commun.

Le droit commun, quand on regarde les mesures prises par le pouvoir, mène à la faillite. La construction des villes nouvelles a exigé au départ d'énormes investissements (achats de terrains, assainissement, constructions de routes et d'équipements sociaux) que les habitants devaient rembourser après leur arrivée, grâce à la pratique du différenciel qui permet de rembourser quarante ans après les travaux. Aujourd'hui les remboursements commencent à être versés, mais la crise économique a ralenti la population et moins de cinquante des entreprises prévues sont installées.

A cela s'ajoutent les charges de fonctionnement des équipements réalisés, conçus pour des populations de 200 000 à 400 000 personnes, et utilisés par quelques

centaines de milliers. Ainsi le réseau de transports de l'Essonne, à l'ouest de Paris, a-t-il un déficit de 6 millions de francs. A l'ouest, vaste centre culturel et social, un déficit de 8,5 millions. Si l'on y ajoute le déficit de la gestion des autres services et les remboursements d'emprunts, on arrive pour le Syndicat communalautaire d'Essy à un total de 20 millions de francs pour une population impossible de mille cinq cents à deux mille ménages en 1977. En droit commun, il faudrait donc augmenter de 1 million, au moins, les impôts locaux de chaque famille. Et ce sera le double dans deux ou trois ans, quand tombera la masse des remboursements d'emprunts et quand les

constructions d'aujourd'hui nouvelles commenceront à se dégrader. Pourquoi ce déséquilibre financier ? Parce que les villes nouvelles, conçues entre 1965 et 1972 dans un contexte d'expansion accélérée et de développement démographique rapide de la région parisienne, se réalisent sous le signe de la crise économique et de la stagnation démographique. Les entreprises créatrices d'emplois sont rares, les promoteurs ne s'engagent pas, et les ménages hésitent à acheter un appartement. Ainsi s'accumule un retard inquiétant sur les prévisions de rentrées fiscales. Les habitants actuels n'y peuvent rien. Beaucoup d'entre eux participent passionnément à la

définition d'un cadre de vie nouveau. Ils bénéficient de services et d'un environnement encore inachevés et souvent de haute qualité. Il est normal qu'ils paient des impôts pour cela, à condition qu'on ne les écrase pas de charges qui ne les concernent pas. Le parti socialiste, qui dirige depuis mars 1977 les villes nouvelles, fait les propositions suivantes :

2) Eloigner la menace d'un désastre financier par la prolongation pour quatre ans des différenciels et par la prise en charge par l'Etat du déficit de fonctionnement des villes nouvelles, sous la forme d'une subvention compensatrice des pertes fiscales dues au retard dans le développement.

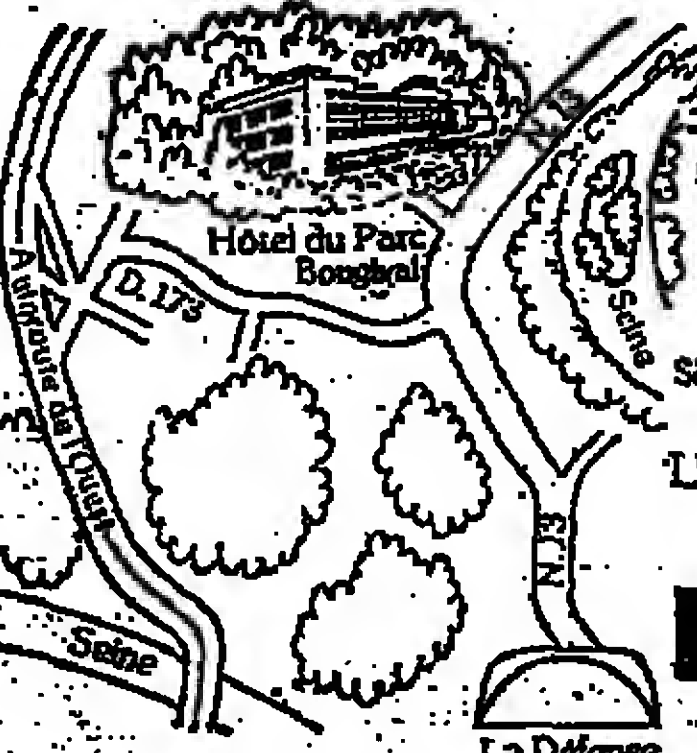
1) Redéfinir l'avenir des villes nouvelles, en tenant compte du tassement démographique. Donc, tout gigantesque évacué, préciser leur profil de villes moyennes, instruments de rééquilibrage interne aux régions et d'expérimentation d'un cadre de vie plus agréable. Cela doit se faire, dans les deux ans, avec la participation de la population maintenant installée.

3) Une fois le projet des villes nouvelles revu démographiquement, procéder à un apurement financier, l'Etat prenant en charge la dette et les frais d'entretien liés au surdimensionnement des équipements initiaux, tandis que la région, le département et les habitants de la ville nouvelle couvriront les dépenses d'un projet ramené à taille humaine.

(*) M. Guyard est député (P.S.), président du Syndicat communalautaire d'aménagement de la ville nouvelle d'Essy.

Renoir, Manet, Sisley aimaient la douceur des bords de Seine à Bougival. A l'Hôtel du Parc, vous comprendrez pourquoi.

C'est ici qu'aimaient travailler les impressionnistes. C'est ici qu'ils venaient se détendre et partager les plaisirs de la table entre amis. C'est ici, face à l'île de la Chaussée, que l'Hôtel du Parc ouvre ses portes. Un hôtel pas tout à fait comme les autres, avec la Seine qui coule à ses pieds et le Parc de Bougival juste derrière lui. Ses chambres - il y en a 175 - toutes avec salle de bains, téléphone, télévision, bar privé. Son patio et sa piscine, son bar et ses



salons, son restaurant où règne Daniel Gardone, Maître Queux de la nouvelle cuisine française, tout ici incite au repos, renoue avec les traditions du passé. Quant à ceux qui veulent se mettre « au vert » pour travailler, ils apprécieront sûrement la galeté et le confort des salles de conférences (totalement isolées phoniquement), la perfection des équipements. Loin du bruit, dans la lumière et la verdure. L'Hôtel du Parc de Bougival est à côté de Paris. Tout à côté.

HOTEL DU PARC DE BOUGIVAL
1042, rue Yves Tanguy - 78380 Bougival

EQUIPEMENT

TOURISME

L'hôtellerie : une industrie qui ne boude pas toujours ses fins de mois

La société DAFSA-Analyse vient de publier, dans sa collection « Analyses de secteurs », une étude sur l'industrie hôtelière à l'intention des investisseurs. En seize-vingt pages, auxquelles sont jointes des annexes très fournies, ce document passe successivement en revue le marché de l'hôtellerie et ses caractéristiques économiques et financières à travers une trentaine de sociétés hôtelières.

La conclusion de l'étude de DAFSA-Analyse est plutôt inquiétante. Elle note une baisse de la valeur ajoutée et une chute de la marge brute en 1974 et 1975. Celle-ci est devenue trop faible pour récupérer les frais financiers des établissements hôteliers au moment où leur endettement à long et moyen terme s'est accru de façon importante par rapport aux capitaux permanents. Hormis certains grands établissements de luxe qui tirent leur épingle du jeu avec une marge brute de l'ordre de 25 % de la valeur ajoutée, la rentabilité économique de l'hôtellerie est en nette diminution (voir tableau ci-contre).

Au début des années 1980, le pare hôtelier français était l'un des plus vieux du monde, avec une moyenne d'âge de soixante-cinq ans. Dix ans plus tard, une mutation s'est produite sous l'effet des créations de nouveaux

établissements de grande capacité. Toutefois, l'entreprise familiale domine encore 40 % des établissements n'ont pas de salariés, et 10 % seulement en comptent plus de cinq. Le nombre des salariés employés dans l'ensemble de l'hôtellerie s'élève à 140 000, auxquels s'ajoutent 100 000 non-salariés (patrons, aides familiaux).

L'amélioration du confort moyen

L'hôtellerie homologuée de une étoile à quatre étoiles luxe disposait, en 1962, de 11 728 hôtels. Le 1^{er} janvier 1977, ce chiffre était de 17 155, soit une augmen-

tation de 46 %. L'évolution a été identique, quoique moins spectaculaire, pour ce qui concerne le nombre des chambres, qui est passé de 333 176 en 1962 à 428 553 en 1977 (+ 29 %). La capacité d'hébergement de l'hôtellerie française est devenue la plus importante d'Europe avec celle de l'Italie.

Le confort moyen s'est amélioré entre 1962 et 1977, en raison notamment de la multiplication des hôtels trois étoiles (+ 64,2 %) et quatre étoiles (+ 175 %). Les établissements disposent de moins de chambres, mais de plus de salles de bains. Les pourcentages de chambres avec salle de bains s'étagent de 39,7 % dans les

LA RENTABILITÉ DE QUELQUES GRANDES SOCIÉTÉS ANONYMES (rapport entre l'excédent brut d'exploitation et les capitaux immobilisés.)

	1972	1974	1975
Hilton	0,21	0,18	0,16
Plaza-Athénée	0,20	0,23	0,26
George V	0,09	0,12	0,12
Concorde	0,05	0,01	0,06
Sofitel	0,10	0,08	0,07
Frantel	0	0,02	0,07
Sheraton	non significatif	1,78	2,74
P.L.M.	0,07	0,03	0,03
Compagnie hôtelière des Ares	0,02	0,13	0,23
Novotel-S.I.R.E.H.	0,18	0,18	0,13
Ramada Inn	non significatif	0,02	0,02
Claridge	0,18	0,03	0,01
Negresco	0	0,02	0,01
Canacster	0,01	0,02	0,03

La rentabilité des sociétés anonymes gérant un ou plusieurs hôtels se calcule en rapportant l'excédent brut d'exploitation à la quantité de capitaux immobilisés. Le ratio ainsi obtenu donne la « santé » de la société : le tableau ci-dessus reproduit partiellement les chiffres de l'étude de DAFSA-Analyse. On s'aperçoit qu'en 1972, 1974 et 1975, par exemple, le Hilton et le Plaza-Athénée ont connu de bons résultats, alors que Frantel, Ramada Inn et le Negresco ont enregistré des résultats peu satisfaisants. Ces remarques ne sont, bien entendu, valables que pour les années considérées, certaines sociétés situées dans « le rouge » ayant considérablement redressé leurs bilans depuis 1975.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandes et nouveau guide gratuits numéro 02
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1973
soumise au contrôle pédagogique (D.E.S.)
4, rue des Fêtes-Champs,
75008 PARIS - CEDEX 02
Tél. : 295-26-16.

TRANSPORTS

M. Barre : pas question d'augmenter les pilotes les mieux payés

Du 19 au 22 octobre, les syndicats du personnel navigant de la compagnie privée UTA ont appelé à la grève pour protester contre le refus de la direction d'appliquer pour les plus hauts salariés les augmentations prévues par la convention collective. Le premier ministre vient d'intervenir dans ce conflit qui, au-delà du cas particulier d'UTA, soulève deux questions plus générales. 1) Quelles seront les rémunérations réelles du personnel navigant français, sont-elles très différentes de celles qui sont pratiquées à l'étranger? 2) peut-on concilier pour les hauts salariés le respect des conventions collectives et l'application du plan Barre?

Repreuant l'argumentation de la direction d'UTA, M. Raymond Barre a fait publier, le 22 octobre, le communiqué suivant : « Sur proposition du gouvernement, le Parlement a adopté, à la fin de l'année dernière, une disposition

visant à modifier, en 1977, la progression des rémunérations des pilotes. Cette disposition a pour conséquence de plafonner les rémunérations mensuelles supérieures à 24 000 F et à freiner l'accroissement de celles comprises entre 18 000 et 24 000 F. (...) »

Malgré des temps de travail faibles (quarante à cinquante heures de vol effectif par mois), une proportion importante des navigateurs techniques de l'aviation civile perçoivent une rémunération supérieure à 18 000 F ou à 24 000 F par mois et en moyenne à plus de 20 000 F. La rémunération d'un certain nombre d'entre eux atteint 45 000 F.

Une grève lancée par ceux qui bénéficient de tels avantages, supérieurs en tout cas à ceux accordés par d'autres compagnies aériennes européennes, traduirait un refus de la solidarité nationale. Dirigée contre une loi votée par le Parlement, elle serait une atteinte à la légalité.

M. Maurice Chertret, président du Syndicat national du personnel navigant de l'aviation civile (S.N.P.N.A.C.), a aussitôt réagi aux propos de M. Barre qu'il a qualifiés de « démagogiques ».

« Même les pilotes de Concorde ne touchent pas 45 000 francs par mois », a déclaré M. Chertret. « Seuls deux ou trois navigateurs dans chaque compagnie, ceux qui ont des responsabilités particulières, reçoivent des rémunérations de cet ordre, mais la majorité d'entre eux ne perçoivent que 20 000 francs environ. Pour 40 à 50 heures de vol effectif, il y a en réalité 200 heures de travail. »

M. Chertret a réitéré la comparaison faite par le Premier ministre avec les rémunérations en vigueur dans les compagnies étrangères. « Il n'y a pas deux compagnies qui procèdent de la même manière et toute comparaison est impossible », a-t-il déclaré. « Un commandant de bord de Boeing 747 touche 90 000 dollars (40 000 francs) aux États-Unis. Nous sommes loin de ce chiffre, en France. »

● **Succès pour Concorde.** — Après avoir affecté avec succès une série d'atterrissages et de décollages sur l'aéroport de New-York, le Concorde a regagné Toulouse le dimanche 23 octobre.

Lundi, le New York Times affirme que les milieux proches du Port de New-York sont maintenant convaincus que le Concorde a remporté une victoire définitive sur ses adversaires en prouvant, lors des tests, qu'il n'était pas plus bruyant qu'un avion subsonique. L'ouverture de la ligne régulière Paris-New-York est prévue pour le 23 novembre.

● **Osaka interdit aux gros porteurs.** — Les compagnies aériennes ne pourront pas desservir l'aéroport d'Osaka au Japon avec des avions gros porteurs à partir du 1^{er} novembre, comme cela était prévu en raison de l'opposition des riverains.

● **L'anniversaire de la première traversée de l'Atlantique sud.** — Le cinquantième anniversaire de la traversée aérienne de l'Atlantique sud et du tour du monde des aviateurs français Costes et Le Brix a été marqué par une brève cérémonie organisée le 22 octobre au Musée de l'air du Bourget. Assistèrent notamment à cette cérémonie le cœur de Le Brix, Maurice Bellonte, équipier de Costes dans la première traversée est-ouest de l'Atlantique nord, et des représentants des ambassades sud-américaines à Paris.

● **L'affaire du Léopard.** — Le secrétaire d'État à l'Industrie, au Commerce et à l'Artisanat, M. Antoine Rufenacht, parlant dimanche 22 octobre, au Havre devant l'équipage du car-ferry navrais Léopard, qui doit passer sous pavillon anglais le 1^{er} janvier prochain, pour bénéficier de coût d'exploitation moins élevés, a déclaré que cette affaire posait une question de principe très grave. « L'avenir de la marine marchande française, a-t-il déclaré, est en jeu car on ne peut accepter que tout trafic trans-Manche passe sous pavillon étranger. » (Corresp.)

● **Autobus toulousains : léger rattrapage.** — Depuis deux semaines, les usagers des transports en commun de la ville de Toulouse et de son agglomération sont touchés par une grève totale des personnels de la C.T.T. (Compagnie des transports toulousains). Samedi 22 octobre, le syndicat F.O. a autorisé ses adhérents à reprendre leur travail. Une trentaine de bus circuleront ce lundi matin. Quant à la C.G.T., elle a maintenu l'ordre de grève et a organisé, avec l'appui du parti communiste, une manifestation à travers la ville pour faire entendre les revendications des tramistes. — (Correspondance.)

ENVIRONNEMENT

Plusieurs milliers de personnes manifestent dans le calme contre la centrale de Cruas-Meysses

De notre envoyé spécial

Montélimar. — Trois à quatre mille personnes ont manifesté, le dimanche 23 octobre, contre la construction, entre Meysses et Cruas, sur la rive droite du Rhône, en amont de Montélimar, d'une centrale nucléaire de quatre tranches de 900 mégawatts chacune.

La manifestation, qui avait fait l'objet d'une négociation préalable entre la préfecture de l'Ardèche et le comité d'organisation, s'est déroulée sur un parcours de 11 kilomètres, traversant le site choisi par l'E.D.F. Elle n'a donné lieu à aucun incident. Si le parti communiste avait refusé

de participer à cette marche, le M.R.G., le P.S.U. et, pour la première fois, le parti socialiste s'y étaient associés.

Ce sont essentiellement des habitants — des filles et des garçons de quinze à vingt ans, en majorité — venus de la Drôme et de l'Ardèche et, pour une part, de Lyon, de Grenoble et de Saint-Etienne — qui ont protesté contre la construction de cette centrale. Dans cette région, en effet — et c'est une autre différence avec Malville — une partie importante de la population s'est élevée très tôt contre le projet. « Quatre-vingt-cinq pour cent des habitants de Malville ont signé quatre-vingt-cinq au total ont signé une pétition contre l'implantation de la centrale », a rappelé, au cours d'une conférence de presse, M. Grégoire Cambouran, curé du village, qui a pris la tête de la contestation.

L'appui du parti socialiste

A Cruas (1 700 habitants), d'après un sondage réalisé par les écologistes, pour 55 % la population s'est prononcée contre le projet. Au cours de l'enquête d'utilité publique effectuée au début de l'année dans les dix-huit communes concernées, deux mille protestations ont été portées sur les registres d'enquête. Plusieurs centaines de lettres d'opposition sont parvenues aux commissaires-enquêteurs et une pétition comportant douze mille signatures leur a été remise, a affirmé le responsable du comité régional anticentrale de Cruas-Meysses. Sans effet apparent, puisque les commissaires-enquêteurs concluent leur rapport par un avis favorable. On sait la suite. Se fondant sur ces premiers résultats, l'E.D.F. a fait entreprendre, le mardi 18 octobre, les travaux préliminaires à la construction de la centrale, sans attendre les autorisations officielles.

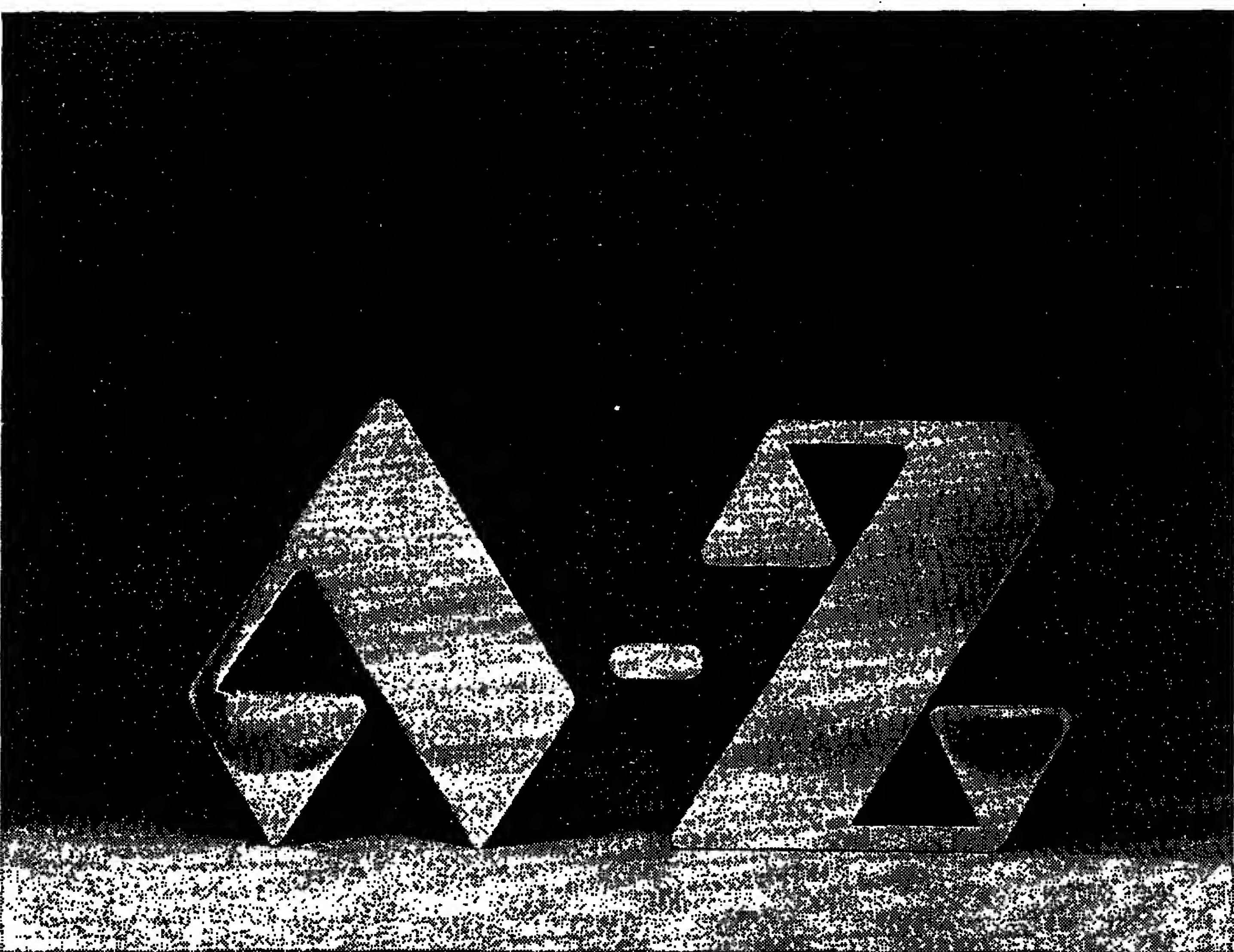
Essentiellement locale et populaire, la mobilisation contre la construction de la centrale a repris en effet à une autre différence importante avec Malville — l'appui direct du parti socialiste, dont plusieurs responsables, MM. Georges Fillard, député de la Drôme (P.S.), et maire de Romans, Maurice Pic, sénateur de la Drôme (P.S.) et maire de Montélimar, ont pris part à cette marche. Certains ont vu dans la présence de M. Robert Chapuis, dont on sait qu'il est candidat pour les prochaines législatives à la première circonscription de l'Ardèche (Fribas), une démarche « circonstancielle », tous ont noté dans les propos du responsable socialiste une opposition au nucléaire d'avantage soulevée.

Sorte d'anti-Malville, le rassemblement de Cruas-Meysses contribuera sans doute à redonner de la crédibilité aux écologistes anticentrales. Ce n'est pas pour autant que ceux de l'Ardèche ont oublié les événements de juillet : une plaque de marbre a été fixée au balcon de la mairie de Meysses en souvenir de la mort de Vidal Michalon.

BERNARD ELIE.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

● **Grève au Vaudreuil.** — Une centaine d'habitants du Vaudreuil, dans l'Eure, refusent de laisser leurs impôts locaux pour protester contre l'absence de représentants élus de la population au sein du conseil qui gère la ville nouvelle. Celle-ci, qui compte 2 500 habitants, est administrée par un conseil urbain composé de cinq conseillers généraux et des quatre maires des communes limitrophes de la ville nouvelle. La loi prévoit que trois représentants de la population soient élus au sein du conseil lorsque la ville aura 5 000 habitants.



Abecor: les plus importants banquiers européens vous offrent un service international et complet.

Les connaissances et l'expérience de sept des plus grandes banques d'Europe et des actifs de près de 200 milliards de dollars, font d'Abecor, un groupe international de première importance. La B.N.P. est la banque Abecor en France.

Un service complet.
Les banques Abecor peuvent fournir un service international complet, des études économiques et des conseils financiers aux crédits et prêts qu'ils soient.

Un service international.
Abecor possède des succursales, des agences et des bureaux de représentation dans 118 pays sur 5 continents.

Les banques membres d'Abecor sont aussi

représentées dans la banque de la Société Financière Européenne, dans l'Euro-Latin American Bank et dans d'autres grandes organisations financières.

Un service efficace.
Au départ, une volonté : celle de rechercher avant tout rapidité et simplicité. Quel que soit votre problème, vous n'aurez qu'un seul interlocuteur.

Pour entrer en relation avec Abecor en France, il vous suffit de vous mettre en rapport avec la Division Internationale de la B.N.P., 20-22, bd des Italiens, Paris. Tél. : 523.55.00, poste 496, 300 ou 157. Dans les autres pays, adressez-vous à la banque Abecor du pays.

Banques membres d'Abecor :
Algemeen Bank Nederland
Banca Nazionale del Lavoro
Banque Bruxelles Lambert
Banque Nationale de Paris
Barclays Bank
Bayerische Hypotheken- und Wechsel-Bank
Dresdner Bank
Membres associés :
Banque Internationale à Luxembourg
Österreichische Länderbank
Membre associé spécial :
Banque de la Société Financière Européenne

La B.N.P. est la banque Abecor en France.



ÉCONOMIE - SOCIAL

MARCHÉ COMMUN

Les Neuf tentent une nouvelle fois de mettre d'accord les pêcheurs de la Communauté

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Peut-on mettre sur pied une politique commune de la pêche, autrement dit s'entendre pour gérer en commun les ressources en poisson existant dans la zone des 200 milles qui borde les côtes de la Communauté ? Il semble exclu que les ministres des Neuf, qui se réunissent sur ce thème les 25 et 26 octobre à Luxembourg, parviennent sur ce point à accorder leurs vues.

Les nouvelles propositions de la Commission, concernant la répartition des droits de capture entre les États membres, sont, en effet, jugées inacceptables par les Anglais ; ceux-ci ont averti les Français qu'ils se montreraient très durs. Reste à savoir à quel niveau les placeront les enchères. Des tensions sérieuses dans la zone de 12 milles s'étendant au large de leurs côtes : les pêcheurs français, et ceux de la zone de 12 milles, ancrés au large de la zone de 12 milles, se disputent la zone de 12 milles. Les pêcheurs français, et ceux de la zone de 12 milles, ancrés au large de la zone de 12 milles, se disputent la zone de 12 milles.

Au centre des propositions de la Commission, se trouve la fixation pour chaque État membre, par zone et par zone de pêche, des quotas de capture autorisés en 1978. En raison de la nécessité, unanimement reconnue, de préserver les stocks, les captures totales que la Commission se propose d'autoriser en 1978 sont inférieures à celles effectuées en 1976. Toutefois, le sacrifice ainsi imposé solidairement aux pêcheurs de la C.E.E. a pu être limité en raison de l'éviction de nombreux pêcheurs de pays tiers. Il faut ainsi rappeler que la négociation d'un accord de pêche à long terme avec l'U.R.S.S. ayant échoué, la C.E.E. interdit l'accès de ses eaux aux chalutiers soviétiques depuis le début octobre (le Monde daté 2-3 octobre), et les propositions de la Commission ne prévoient pour 1978 aucun quota en faveur des

Russes, des Polonais et des Allemands de l'Est.

Bref, le « gâteau » à partager entre les États membres de la C.E.E. demeure substantiel. Il reste que les Anglais sont mécontents de la manière dont la Commission propose de le découper. Pour fixer les quotas, elle a fait la clé anglaise jadis, avec l'approbation générale, par la convention sur les pêcheries de l'Atlantique du nord-est (N.E.A.F.C.). Elle a légèrement corrigé les résultats ainsi obtenus, afin, d'une part, de permettre aux Irlandais d'accroître substantiellement leurs prises, d'autre part, de donner une légère préférence aux pêcheurs de l'Ecosse et du nord de l'Angleterre, en d'autres termes, elle a quelque peu diminué les quotas allemand, français, danois et du Benelux pour accroître ceux de l'Irlande et du Royaume-Uni.

Les Irlandais ne contestent pas les chiffres mais le système : ce qu'ils continuent de réclamer, pour être sûrs de pouvoir effectivement accroître leurs prises, c'est une zone de pêche exclusive de 50 milles. Les Anglais estiment que les corrections faites par la Commission en leur faveur sont très insuffisantes : sous une forme ou sous une autre, ils veulent se voir reconnaître un régime nettement préférentiel ; ils s'estiment d'autant plus fondés dans leur réclamation que leurs mers sont les plus poissonneuses de la C.E.E. et que, d'autre part, leurs pêcheurs ont été plus que quiconque pénalisés par les restrictions à la pêche décrétées par plusieurs pays tiers, tels que l'Islande et la Norvège.

Les Français, quant à eux, peuvent accepter sans grande difficulté les quotas qui leur sont alloués par la Commission. Leur inquiétude est d'une autre nature : les mesures techniques de conservation préconisées par Bruxelles (maillage des filets en particulier), gênent considérablement nos pêcheurs si elles étaient retenues par le conseil des ministres.

PHILIPPE LEMAITRE.

SUISSE : réduction du déficit budgétaire.

(De notre correspondant.)

Berne. — Tirant les conséquences du refus des citoyens d'introduire la T.V.A. M. Georges André Chevalaz, chef du département fédéral des finances, a présenté, vendredi 21 octobre, un projet de budget traduisant une volonté de modération des dépenses. Pour 1978, le déficit budgétaire de la Confédération helvétique est estimé à 1.192 millions de francs suisses, soit 636 millions de moins qu'en 1977, les dépenses s'élevant à 16.073 millions et les recettes à 14.881 millions.

Alors que le déficit avait, à l'origine, été évalué à 2.1 milliards de francs, les autorités ont pris deux trains de mesures pour l'alléger et compenser en partie le manque à gagner résultant du rejet de la T.V.A.

La compression du déficit budgétaire est un nouveau signe de la stabilisation progressive de l'économie helvétique. Avec à peine sept mille chômeurs, une inflation pratiquement maîtrisée et une balance des paiements traditionnellement excédentaire, la Suisse connaît, il est vrai, une situation tout à fait particulière. — J.-C. B.

20% par an nets d'impôts est-ce possible ?

Telle est la rentabilité que nous pourrions nous aider à obtenir de vos investissements.

Le choix de l'emploi de vos capitaux représente une décision importante pour vous et votre famille. Nous vous proposons des placements sélectionnés à partir d'investissements de base de 500.000 francs, immobilisés en moyenne sur 2 ans et ce, nets d'impôts, car ils bénéficient de l'exonération fiscale qui s'applique, notamment, à certaines plus-values mobilières.

Si vous êtes intéressés, écrivez-nous ou téléphonez-nous à :

SECIP S.A.
11, rue Jean-Beaussire
75004 Paris - Tél. 271.18.63
Société Française d'Etudes et de Conseils en Investissements et Placements.

A L'ÉTRANGER

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : le taux de croissance ne devrait pas dépasser 3 % en 1978

estiment les instituts spécialisés

De notre correspondant

Bonn. — Jamais encore la relance n'aura dépendu autant qu'aujourd'hui de facteurs psychologiques. Tel est en tout cas la conviction que le chancelier Schmidt a exprimée la semaine dernière au premier ministre français, M. Raymond Barre, lorsque celui-ci lui a rendu visite à Bonn. Au moment où le Parlement fédéral s'apprête à approuver le « compromis fiscal » négocié entre le gouvernement et l'opposition — qui pour l'État se traduira par une perte de recettes de 11 milliards de deutschemarks au lieu des 7,5 initialement prévus — la grande question reste donc de savoir si les entrepreneurs d'une part et les consommateurs de l'autre vont suffisamment dépenser les ressources supplémentaires que l'État se prépare à laisser dans leurs poches au lieu des 7,5 milliards de réserves et à l'épargne.

Pour autant que l'on sache, le chancelier Schmidt a indiqué au premier ministre français que le nouveau plan de dégrèvements fiscaux devrait, en principe, ajouter un point au taux « spontané » de croissance de 3,5 % à 3,7 % qui était prévu pour l'année à venir. L'effet dépendra cependant de la rapidité d'application des mesures qui vont, sans aucun doute, être approuvées par le Bundestag dès cette semaine et par le Bunderrat le 4 novembre.

Les prévisions officielles quant à la croissance ne sont d'ailleurs pas partagées par tous les experts. Le rapport annuel des cinq principaux instituts de recherche économique, qui est publié ce lundi 24 octobre, prévoit qu'en 1978 la croissance réelle ne sera pas supérieure à celle de cette année et ne dépassera pas 3 %. Il est vrai que ces mêmes instituts s'étaient lourdement trompés il y a un an lorsqu'ils envisageaient une reprise de l'économie mondiale avec un optimisme qui a été démenti par la réalité.

Un accord inévitable

Le nouveau programme fiscal résultant des travaux de la Commission de coordination du Parlement fédéral tient compte des propositions du gouvernement, comme des vœux de l'opposition chrétienne-démocrate. Un tel accord était inévitable puisque la C.D.U.-C.S.U. détient la majorité à la Chambre des États. Les dernières péripéties de la lutte contre le terrorisme ont cependant faci-

lité les choses en créant entre les partis ouest-allemands un nouveau sentiment de solidarité qui a accéléré l'issue des pourparlers. Les thèses présentées de part et d'autre étaient « classiques ». En ce qui concerne l'allègement de l'impôt sur le revenu, les sociaux-démocrates s'en tenaient, comme on l'imagine sans peine, à un abaissement à la base favorisant la « classe ouvrière ». Les chrétiens-démocrates, toujours partisans de « récompenses de part et d'autre », bien entendu, un dégrèvement progressif qui allègerait aussi le fardeau des classes moyennes et des cadres supérieurs.

L'accroissement de la masse des ressources

Le compromis associe donc un abaissement progressif à l'abaissement de base, solution qui avait été recommandée depuis le début par les libéraux. L'aspect nouveau de cet accord est qu'en fin de compte il accroît sensiblement la masse des ressources laissées à la disposition des citoyens. Alors qu'au départ le gouvernement envisageait d'abandonner quelque 7,5 milliards de deutschemarks aux contribuables, le montant total des abattements sera finalement proche de 11 milliards (23 milliards de francs).

En relevant l'abattement à la base de l'impôt sur le revenu, le Trésor public perdra 2,1 milliards de deutschemarks. Le dégrèvement progressif coûtera plus de 5 milliards. L'exonération des primes de fin d'année — mise en vigueur dès le prochain Noël — représentera 2,5 milliards, et les nouveaux taux d'amortissement dégressif pour les équipements et les bâtiments 1,7 milliards de deutschemarks.

Le ministre des finances, M. Apel, estime que ces 11 milliards devraient stimuler de façon sensible la consommation tant que les investissements. En sera-t-il bien ainsi ? La réaction des simples citoyens continue cependant d'être problématique, et bien des experts, même dans le camp gouvernemental, se demandent si les entreprises se décideront à reprendre leurs investissements alors que dans le meilleur des cas leurs capacités de production continueront encore d'être sous-utilisées pendant bien des mois à venir.

JEAN WETZ.

ISLANDE : pour la première fois les fonctionnaires sont en grève illimitée.

Reykjavik. — Les fonctionnaires islandais sont, depuis le 11 octobre, en grève illimitée. C'est la première fois qu'un tel mouvement a lieu en Islande, où les employés de l'État et des collectivités locales n'ont obtenu le droit de grève que l'année dernière. Dans ce pays de 230.000 habitants, où la plupart des salariés travaillent dans de petites entreprises, les mouvements revendicatifs sont toujours menés à l'échelle nationale.

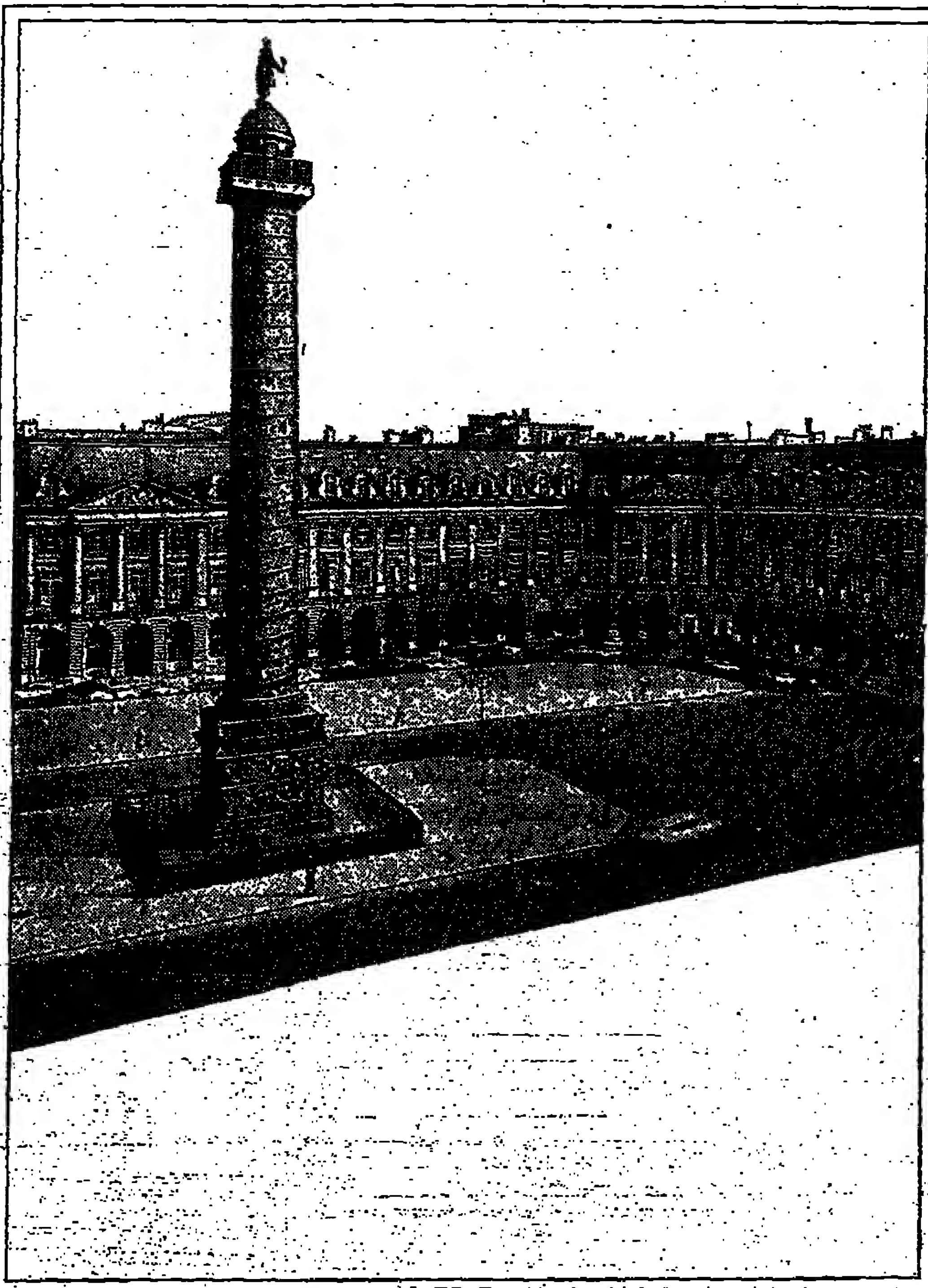
Le droit de grève accordé aux fonctionnaires vient troubler la mécanique bien huilée de la politique islandaise des retraites. Le syndicat de la fonction publique (qui ne compte dans ses rangs que les hauts fonctionnaires et les enseignants du secondaire et du supérieur, affiliés à un autre syndicat) demande le resserrement de l'échelle des salaires — celle-ci ne va pourtant que de 1 à 3 % — et le droit de rompre les accords salariaux déjà conclus au cas où l'inflation serait plus forte que prévu.

En fait, ce n'est pas tant une progression du taux d'inflation que le gouvernement redoute — il attendra, selon les estimations, les moins pessimistes, au moins 35 % — que l'ouverture d'un nouveau front revendicatif : les fonctionnaires ne vont-ils pas obtenir des avantages que les salariés du secteur privé réclameraient à leur tour ? C'est aussi une émulation syndicale, que l'affiliation obligatoire au syndicat unique dans l'industrie et le pêche et l'absence de droit de grève dans la fonction publique avaient, jusqu'à présent, réussi à empêcher.

GERARD LEMARQUIS.

JAPON

Deux sociétés japonaises viennent d'être condamnées à verser plus de 500 millions de yens (2,6 millions de dollars) de dommages et intérêts à quarante personnes victimes d'un empoisonnement chimique en 1968 dans l'ouest du Japon. Le tribunal de Fukuoka a rendu son verdict dans l'affaire de la pollution d'une baie de cuisine, produite par la société Kanemi, par du diphénylène polychloré, un composé synthétique fabriqué par la société Kanemi. Entre le début de l'été et novembre 1968, plus de dix mille personnes ont été intoxiquées. Quarante-quatre en sont mortes. — (A.F.P.)



Deutsche Bank, une adresse internationale

Deutsche Bank
10, Place Vendôme, 75 Paris 1^{er}

Nous avons élu domicile à notre ancienne adresse et notre bureau de représentation de Paris, qui opérait depuis longtemps déjà avec le plus grand succès, a acquis de nouvelles dimensions. En effet, le 18 octobre 1977, il est devenu une succursale qui continuera à entretenir avec sa clientèle les relations déjà existantes et vous offrira d'autre part les services complets d'une banque de dépôts.

Nous y gérons votre compte en francs ou autres monnaies et mettons à votre disposition des crédits pour financer vos exportations ou vos investissements. Nous vous conseillons sur vos projets de financement et sur les questions de coopération avec des entreprises allemandes, par exemple lorsqu'il s'agit de créer des « joint ventures ». Enfin, nous vous aidons à trouver des débouchés sur le marché de la République fédérale d'Allemagne qui continue d'être l'un des principaux clients de l'économie française.

Depuis un siècle, nous opérons sur le plan international. Notre tradition et notre expérience nous

ont permis d'atteindre notre taille et notre importance actuelles. Notre nouvelle succursale de Paris vous offre la possibilité d'établir des contacts avec toutes nos implantations et nos experts du monde entier.

Vous pouvez attendre de nous des solutions sur mesure et nous sommes prêts à assumer des risques pour réaliser vos affaires à l'étranger. Nos collaborateurs savent s'adapter avec souplesse aux exigences les plus diverses et prendre des décisions rapides.

Grâce à notre présence mondiale, nous avons une connaissance très précise des marchés internationaux et grâce à notre tradition nous entretenons partout de précieux contacts. C'est un actif dont vous pourrez aussi bénéficier pour vos affaires à l'étranger.

Deutsche Bank AG
Succursale de Paris
10, Place Vendôme,
75001 Paris
Tél. 1-61-62-62



Deutsche Bank

FRANTEL METZ

A deux pas de la Vieille Ville

CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI

Notices à votre disposition
chez les dépositaires

LOTO

FRANTEL NANCY

A deux pas de la place Stanislas

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU TOURISME
OFFICE NATIONAL ALGÉRIEN DU TOURISME

CENTRALES TECHNIQUES

UNITÉ D'AMEUBLEMENT

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL N° 90/77

Dans le cadre de la réalisation d'une Centrale Technique composée d'un certain nombre d'unités de production, l'OFFICE NATIONAL ALGÉRIEN DU TOURISME (ONAT) lance un avis de concours international pour la conception, l'étude et la réalisation, clés en main, d'une unité extensible d'ameublement.

Les sociétés intéressées peuvent retirer le dossier programme à l'OFFICE NATIONAL ALGÉRIEN DU TOURISME, sous-direction des Marchés, 25-27 rue Khelifa-Boukhalfa, ALGER.

Les propositions complètes devront parvenir à l'adresse sus-indiquée avant le 30 novembre 1977, le cachet de la poste faisant foi.

FRANTEL NICE

A deux pas de la place Masséna.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Hydraulique de la mise en valeur
des terres et de l'environnement

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Appel d'Offres est lancé en vue de l'exécution des travaux principaux du barrage à édifier sur l'oued FESSA (Willa de SKIKDA).

Les travaux principaux consistent en l'exécution :
— d'une digue en terre compactée de 36 m de hauteur maximale, d'un volume total de 2,5 millions de mètres cubes environ ;
— des ouvrages annexes nécessitant la mise en place d'environ 40.000 m³ de béton, comprenant un évacuateur de crues à seuil libre de 50 m et un couloir de 300 m de longueur se terminant par un seuil de sel.

Les Entreprises intéressées par l'exécution de ces travaux sont invitées à retirer les documents à :

DIRECTION DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES
B.P. 34 BERNARDINI - ALGER

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, devront être déposées sous pli fermé à la Direction des Projets et des Réalisations Hydrauliques, à l'adresse indiquée ci-dessus, avant le 15 décembre 1977 à 12 h.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.

26 HOTELS EN FRANCE

frantel

Des hôtels au cœur des villes

Réservation centrale PARIS 828.88.00

ÉCONOMIE - SOCIAL

BILLET

8 000 à 28 000 F par mois pour contrôler des salariés en arrêt de travail

Une firme paie-t-elle des médecins 28 000 F par mois pour vérifier si ses salariés en congé maladie sont vraiment incapables de travailler ? Certains de ces médecins se regroupent-ils entre eux pour exercer à tour de rôle la médecine libérale pendant le temps disponible... et contrôler les arrêts de travail qu'ils ont eux-mêmes prescrits ? Ces questions explosives ont été lancées par le Médecin de France, l'habdomadaire de la Contédération des syndicats médicaux français.

La firme automobile mise en cause, Peugeot, nous a répondu qu'elle n'employait pas et ne rémunère pas 28 000 F par mois des médecins pour lutter contre l'absentéisme. Elle nous a invités à nous adresser à son cabinet conseil. Du cabinet conseil qui nous a renvoyés aux Assurances générales de France, lesquelles nous ont adressés au GAMECO (Groupeement d'action médicale collective), nous avons pu percevoir la chaîne qui, finalement, aboutit... au point de départ.

Comme bien d'autres entreprises qui ont institué la mensuration des ouvriers et garantissent, de ce fait, le maintien intégral du salaire en cas de maladie, la firme en question a souscrit une assurance.

La compagnie d'assurance lui rembourse le paiement des salaires des personnes malades, à charge pour elle d'organiser un contrôle des arrêts de travail, afin d'éviter les abus. Pour ce faire, la compagnie a créé un groupement d'intérêt économique, lequel paie des médecins qui acceptent d'exercer ce que le Médecin de France appelle des « tâches policières ».

Telle est la raison d'être du GAMECO. Cinq-vingt-trois médecins y sont employés et rémunérés par les Assurances de France, en fait pour les firmes clientes, une tâche délicate mais bien rémunérée. Au départ, nous

a expliqué un responsable de GAMECO, les médecins étaient payés à la vacation : environ la moitié d'une visite d'un généraliste plus des indemnités de déplacement. Mais face au « productivisme » de ces praticiens, qui multipliaient les visites, GAMECO a offert un salaire mensuel garanti. Combien ? Vingt-huit mille francs par mois ? Il y a bien un médecin qui reçoit cette somme, nous a-t-on indiqué, mais c'est une « anomalie ». Sur les cinquante-trois praticiens qu'emploie GAMECO, les dix médecins les mieux rémunérés reçoivent en moyenne 23 000 F par mois, le salaire des autres variant de 8 000 à 10 000 F par mois. « Un médecin à qui un tribunal confie une expertise dont l'objet est comparable à celui que poursuivent nos médecins contrôleurs, gagne plus, parfois beaucoup plus », a ajouté notre interlocuteur.

Est-ce efficace pour l'employeur ? Dans 78 % des cas le médecin contrôleur reconnaît la réalité de l'insipitude du malade visité. Dans 20 % des cas, il constate l'absence du malade à son domicile et dans 2 % seulement l'absence d'insipitude. Or les médecins salariés contrôleurs de la Sécurité sociale en constatent 4 %.

Moins sévères, mieux ou aussi bien payés que les médecins de la Sécurité sociale, les médecins contrôleurs privés doivent-ils être maintenus ? Sans parler de la légalité de ce système — des procès sont en cours — il est en tout cas curieux de voir des médecins privés être payés à des tarifs parfois très élevés pour contrôler les contrôleurs, voire se contrôler eux-mêmes ou contrôler leurs associés, puisque certains d'entre eux envisagent de créer un cabinet de groupe, libéral bien entendu.

JEAN-PIERRE DUMONT.

ÉNERGIE

UNE JOURNÉE D'ÉTUDE A DOUAI

La gazéification du charbon ne modifierait pas l'évolution des mines du Nord-Pas-de-Calais

De notre correspondant

Lille. — « Le gisement houiller du nord de l'Europe est connu depuis longtemps et nous avons à peine grignaté l'écorce », a ainsi s'est exprimé M. P. Ledent, directeur de l'Institut belge des industries extractives, devant quelque quatre cents personnes (spécialistes des charbonnages, hommes politiques, syndicalistes) réunies l'autre semaine à Douai, à l'initiative de la Société de l'industrie minière. Dans une région où l'on envisage dans un avenir très proche l'arrêt de toute production minière, une telle image laisse rêver.

Cette journée avait pour but de présenter le dossier de la gazéification, cette technique qui consiste à obtenir de l'énergie à partir des gisements en grande profondeur en brûlant la houille sur place et en récupérant le gaz ainsi produit.

Faut-il continuer à fermer les puits alors que le sous-sol est encore riche de ressources considérables en houille ? Car tous les spécialistes sont bien d'accord en grande profondeur et même dans la mer du Nord, sous les nappes de pétrole, se trouvent encore des milliards de tonnes de charbon qui pourraient représenter, selon certaines estimations, quelque deux cent cinquante années de consommation énergétique pour l'Europe du Nord. Il n'est donc pas déraisonnable de penser que l'industrie charbonnière puisse trouver un jour un deuxième souffle. Mais sous quelle forme et dans quelles conditions ?

Une expérience sera tentée très prochainement dans le Borinage, près de Mons, à la suite d'un accord entre les gouvernements belge et allemand. L'extraction par puits comme c'est le cas actuellement n'étant guère possible pour les couches profondes (de 1 200 mètres), on utilisera les techniques pétrolières. Le gisement sera atteint par des sondages entre lesquels on créera des communications par fissuration des couches. Pour

aboutir à l'exploitation industrielle du procédé, sous réserve que les expériences soient concluantes, il faudra de quinze à vingt années de travaux et des investissements considérables en recherche.

De grands espoirs sont donc permis, mais bien des incertitudes demeurent. En tout cas, il semble établi qu'en aucune façon la gazéification ne pourra modifier en quoi que ce soit l'évolution des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais. Selon les indications données, les gisements profonds dans le Nord-Pas-de-Calais seraient eux-mêmes très limités et irréguliers. On a fait valoir aussi que la gazéification n'apporterait en rien une solution au problème de l'emploi. « Dix fois moins de personnes que dans les houillères pourraient être employées dans cette industrie », a-t-il été souligné, « et même sans hommes », a dit M. Ledent. On peut imaginer que l'extraction du charbon cesse totalement dans la région et que, vingt à trente ans plus tard, apparaisse une nouvelle industrie celle de la gazéification, qui occuperait, elle aussi de vastes espaces, mais pas forcément ceux de la zone minière actuelle qui est trop urbanisée pour permettre de nombreux sondages.

Certains intervenants se sont étonnés que le gouvernement français n'ait manifesté qu'un intérêt très modéré pour l'expérience lancée en Belgique. Veut-il se cantonner au rôle d'observateur et attendre des résultats probants avant de se lancer dans l'aventure ? N'a-t-il pas mis trop exclusivement sur la nucléaire ? Il est vrai que la gazéification n'est pas la solution certaine pour un avenir très proche, mais fait-il pour autant se désintéresser des atouts probables pour le vingt et unième siècle ? Selon certains syndicalistes, cela remet aussi en cause les structures de la recherche au sein de la CRICA.

GEORGES SUEUR.

EUROP ASSISTANCE SOCIÉTÉS



M. Meier, homme d'affaires venu signer un contrat à Madrid.



M. Ferry, architecte chargé de diriger un chantier en Algérie.



M. Chevalier, contrôleur délégué dans une filiale de Berlin.

LES NOUVEAUX ABONNES EUROP ASSISTANCE

Transporter un malade, affréter un avion sanitaire dans les heures qui suivent, acheminer une pièce détachée pour une voiture en panne... ce que nous faisons pour tous nos abonnés depuis 15 ans, nous allons maintenant le faire aussi pour les Sociétés. De nombreuses entreprises françaises sont de plus en plus fréquemment amenées à envoyer des collaborateurs à l'étranger.

La base, loin de chez soi, le moindre incident peut prendre des proportions graves. Les entreprises se voient donc offrir, par Europ Assistance, le souci de protéger leurs collaborateurs mais, en plus, celui de veiller au bon déroulement de leur mission.

Avec la création d'Europ Assistance Sociétés, nous leur apportons 24 heures sur 24 toute aide matérielle, humaine et médicale dont elles pourraient avoir besoin, avec la compétence et l'expérience qui ont déjà permis d'aider des milliers de touristes en difficulté et de sauver des centaines de vies.

Aujourd'hui, une entreprise bien organisée et consciente de ses responsabilités abonne à Europ Assistance Sociétés ses collaborateurs en déplacement à l'étranger.

EUROP ASSISTANCE SOCIÉTÉS

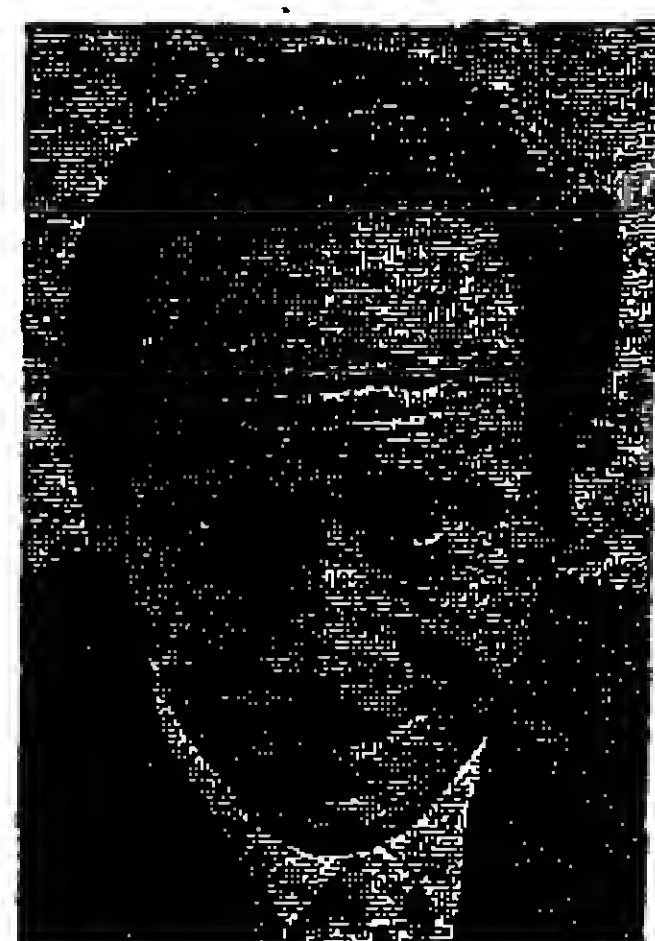
Les abonnements Europ Assistance Sociétés sont distribués par le réseau traditionnel des professionnels habilités à vendre Europ Assistance. Pour toute documentation complémentaire, vous pouvez retourner ce bon à Europ Assistance - 23-25, rue Chaptal, 75441 Paris Cedex 09.

Nom _____
Prénom _____
Société _____
Adresse _____
Tél _____
Fonction dans l'entreprise _____

CAPELOU
TOUT CE QUI
SE TRANSFORME
EN LIT

DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION
CAPELOU Distributeur
MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
PARIS XI^e - Métro PASTEUR
Tél. 397.46.35 +

Pour vous
et votre équipe
de vente



HEINZ GOLDMANN
sera
16 Novembre 1977
à Paris
pour une journée

COMMENT CONCLURE ET
OBTENIR LA COMMANDE
EN 1978

Renseignements et inscriptions
HEINZ GOLDMANN
Centre International de ventes
147, Avenue Paul-Courmer
92020 RUEIL-MALMAISON
Téléphone : 977.82.54

مكتبة المصطفى

ECONOMIE - SOCIAL

ENERGIE

Le « tout électrique » en question

Le Journal officiel vient de publier les modalités de paiement de l'avance remboursable relative aux logements neufs chauffés à l'électricité. Créée pour freiner le développement du tout électrique, cette avance, de 3 500 F pour les logements individuels et de 2 500 F pour les immeubles descriptifs par une colonne mentionnant l'application aux bâtiments nouveaux dont le chauffage fonctionne à l'électricité pour au moins la moitié de sa puissance. Versée par le maître d'ouvrage préalable à la mise sous tension, elle est remboursable pour moitié après cinq ans, l'autre moitié étant après dix ans. Cependant, les maîtres d'ouvrage dont le permis de construire a été déposé avant le 23 octobre sont exonérés de cette avance et la mise sous tension intervient avant le 1^{er} août 1978. Ce décret est une victoire de l'Agence pour les

économies d'énergie, qui dénonce depuis plusieurs années la déperdition calorifique de la transformation d'électricité en chaleur : l'énergie électrique à l'arrivée ne représente que 30 à 35 % de l'énergie consommée par la centrale. Dans ces conditions, il paraît indispensable de freiner le succès du chauffage électrique. Si les objectifs impartis à l'Agence étaient de deux millions de logements équipés en 1985, le rythme actuel aurait amené à dépasser trois millions de logements. Après l'interdiction de la publicité, cette avance remboursable vient donc couper les ailes du « tout électrique ». « C'est trop injuste », explique un industriel, M. Maslens, qui s'est lancé dans le chauffage électrique et s'estime pénalisé. Mais, à en croire la revue 50 millions de consommateurs, ce mode de chauffage était déjà le plus onéreux.

30% plus cher que le gaz ou le fuel

Sous le titre « Fuel, gaz, électricité, lequel choisir ? », la revue 50 millions de consommateurs se livre dans son numéro de novembre à une étude comparative, dans une région de température moyenne, des quatre types de chauffage dans cinq modèles de maisons individuelles. Ce test tient compte des conditions légales d'isolation. Pour la consommation annuelle, le coût du « tout électrique » est supérieur de près de 30 % à celui du gaz et du fuel. Si l'on tient compte des dépenses totales (amortissement du chauffage et de l'isolation, entretien et consommation d'énergie), le « tout électrique » est aussi le mode de chauffage le plus onéreux dans deux modèles de maisons sur trois.

La revue 50 millions de consommateurs conclut : « Il est rare que le choix soit à exercer sur les quatre types traditionnels de chauffage. On peut hésiter entre gaz et fuel, fuel et propane, gaz et électricité, en fait, la localisation de la construction et la proximité de telle ou telle source d'énergie sont des éléments souvent déterminants. Parfois même, on est tenu d'adopter le type de chauffage choisi par le constructeur, dans un lotissement, notamment. Cette situation est contraignante. Et l'on doit se demander, le cas échéant, si le choix effectué par le constructeur ne correspond pas à une opération plus ou moins fructueuse. »

Sur la foi des précisions effectuées par les distributeurs et appliquées aux modèles de maisons dont nous avons traité dans le 50^e, il apparaît que, consommateur et installateur confondus (et toute préférence marquée pour telle ou telle formule mise à part), le gaz est le plus avantageux. Il est suivi par le fuel ou le propane, puis par l'électricité.

TEMOIGNAGE

C'est trop injuste...

Le chauffage électrique intégré est attaqué de toutes parts. Le gouvernement Agence pour les économies d'énergie propose et obtient des mesures destinées à en arrêter brutalement l'expansion.

« Chauder à l'électricité, c'est gaspiller trois quarts de l'énergie mise en jeu », tel est le thème de l'actuelle campagne de dénigrement. C'est vite dit et horriblement simpliste.

Lorsque, voici trente ans, les premiers installateurs de chauffage électrique intégré commencent leur action, ils s'écarteraient résolument du chauffage électrique tel qu'il était connu par les appareils mobiles d'époque. Ils nous proposent une solution venant des pays scandinaves, solution de confort total comprenant une isolation poussée, un renouvellement lent et permanent en air filtré et aussi un type de chauffage tout à fait décentralisé.

Une source de chaleur indépendante se trouve dans chaque pièce à chauffer, avec chaque fois un thermostat précis permettant d'atteindre et de maintenir, sans la dépasser, la température désirée.

Ce système de chauffage direct donne actuellement satisfaction à des dizaines de milliers de ménages. En fait d'investissement, il n'y a qu'un déplacement de dépenses par rapport au chauffage central classique : moins pour les appareils de chauffage, plus pour l'isolation et surtout la superisolation.

Ses promoteurs se refusent généralement à l'appliquer dans les habitations déjà construites, car cette superisolation ne peut généralement pas y être réalisée avec toute l'efficacité voulue.

Limité dans ses applications comme décrit ci-dessus, ce système concerne moins d'énergie primaire que les modes de chauffage central traditionnels. Sinon, comment expliquerait-on que, avec une calorie qui coûte trois à quatre fois plus cher (la calorie électrique par rapport à la calorie fuel), les prix d'exploitation restent compétitifs ? Des milliers de cas peuvent être présentés pour le prouver.

Mais, malheureusement, on ne s'attarde pas aux faits ni à tenter de les expliquer. « On » en fait un gaspillage, et « on » condamne.

Et on ajoute : en isolant pour le chauffage central par combustible, on pourrait... Et bien non : en isolant les nouveaux immeubles selon les règles actuellement obligatoires, on consommerait certes moins d'énergie primaire. Mais on n'en consommerait jamais aussi peu que dans un immeuble tout électrique superisolé, et l'on ne coûte pas plus cher l'autre.

Des moitiés d'économie

Un système central dont les calories se perdent dans les caves, les cheminées, les tuyaux ne peut prétendre utiliser moins de calories qu'un système simple et décentralisé, avec par pièce comme le chauffage électrique direct. Et la dis bien direct, c'est-à-dire sans accumulation nocturne, car les demi-mesures n'entraînent que des moitiés d'économie. Finalement, le gaspillage de calo-

ries est tel avec le chauffage central traditionnel que, par comparaison avec l'électricité directe, son rendement global n'est pas meilleur que celui de la centrale électrique thermique. Je sais que cela heurte les idées reçues. Et aussi la force d'inertie de ces dernières. Mais les faits sont là, il suffit de les examiner. Si l'on veut vraiment consommer moins d'énergie, il ne faut pas brimer un système qui est précisément le plus agréable, le plus propre, le plus sûr, le moins polluant. Par contre, on pourrait limiter, dans les nouvelles habitations, la puissance installée, calculée en énergie primaire, et celle qu'elle peut émettre, utile, avec bien entendu la correction du double de la zone climatique intéressée : ce serait établir la vérité économique et une réelle concurrence, chacun étant traité sur un pied d'égalité.

Cela vaudrait certes mieux que de créer des mesures parasitaires discriminatoires et aveugles. Cette sagesse, on l'a peut-être un jour. En attendant, le gouvernement s'apprête à briser les reins à une industrie nouvelle, sans même l'avoir appelée en consultation.

Encouragée il y a dix ans, poussée énergiquement à investir lors de la crise du pétrole, vilipendée aujourd'hui, des ingénieurs et des ouvriers, des techniciens et des employés, des installateurs spécialisés se demandent de quel demain sera fait. Il y aura des faillites, des fermetures d'usines, du chômage. Il y aura aussi beaucoup d'amertume chez ces promoteurs qui furent les véritables promoteurs de l'isolation thermique. Vraiment, c'est trop injuste.

ROBERT MASLENS.
Fondateur des sociétés Masler, fabricant d'appareils électroniques.

GRACE A UN GAZODUC TRANSMEDITERRANÉEN

L'Algérie va fournir 300 milliards de mètres cubes de gaz à l'Italie

De notre correspondant

Alger. — La SONATRACH et l'ENI ont signé samedi 22 octobre un important accord au terme duquel l'Algérie fournira à l'Italie 300 milliards de mètres cubes de gaz sur une période de vingt-cinq ans, soit 12 milliards de mètres cubes par an. Le contrat, qui fait de l'ENI le principal partenaire de la société algérienne des hydrocarbures, prévoit la construction d'un gazoduc trans-méditerranéen de 1 000 kilomètres qui reliera le puits d'Assi-R'Mel à la Sicile, d'où il sera prolongé jusqu'à Bologne, dans le nord de la péninsule.

D'un diamètre de 1 m. 30, le gazoduc sera long de 550 kilomètres en Algérie et de 380 en Tunisie. La traversée de la Méditerranée, entre Cap-Bon et la ville sicilienne de Maza-del-Vallo, constituera une première mondiale, puisqu'elle se fera sur 180 kilomètres à une profondeur de 600 mètres.

Le gaz commencera à passer en 1981, et atteindra le rythme moyen annuel de 12,4 milliards de mètres cubes à partir de 1983. Ce qui représentera pour l'Algérie un revenu évalué à 600 millions de dollars par an, sur la base du prix courant de vente convenu F.O.B. frontalière algéro-tunisienne.

Le coût global, y compris les installations d'Assi-R'Mel, la production, la collecte, le traitement et l'acheminement, est évalué à 2 500 millions de dollars, dont 1 400 millions de dollars assurés par l'Algérie. Les travaux commenceront l'an à 500 millions de dollars, l'autre à 600 millions de dollars, et seront respectivement la propriété de la Tunisie et de la Sonatrach. L'opération sera financée par la Sonatrach. L'ENI bénéficiera d'un prêt de 1 030 millions de dollars d'un durée de quinze ans compor-

tant un moratoire de cinq ans. Il comporte un crédit fournisseur de 600 millions à 7,15 % d'intérêt, et un crédit libre à 8,2 % d'intérêt.

M. Sid Ahmed Ghazali, ministre de l'énergie et des industries pétrochimiques, a souligné le caractère exemplaire de cette coopération entre trois pays méditerranéens, dont deux maghrébins soucieux de faire de la Méditerranée un lac de paix.

P. S.
[La signature de ce contrat confirme l'excellent climat qui règne actuellement entre l'Algérie et l'Italie. Or, on a appris samedi que l'Italie consentirait un prêt important à l'Algérie consistant à financer la construction d'une usine automobile (« le Monde » du 22-23 octobre). Pour ce contrat, Fiat est en concurrence avec Renault. De même, Gas de France et la Sonatrach ont aussi un projet de gazoduc trans-méditerranéen qui arriverait en Espagne, mais dont la discussion semble laborieuse.]

● L'Arabie Saoudite favorable à une hausse modérée du prix du pétrole. — Une certaine augmentation du prix du pétrole est justifiée, à condition qu'elle se situe dans une limite raisonnable, a précisé le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Al Fayçal. D'autre part, la commission économique de l'OPEP doit se réunir à Vienne, du 7 au 17 novembre, pour discuter la possibilité d'utiliser dans l'avenir, non plus le dollar, mais les droits de tirage spéciaux. Le prix du pétrole comme cette question seront débattus lors de la conférence ministérielle de l'OPEP à Caïrac, le 20 décembre. (Reuters.)

FONCTION PUBLIQUE

SIX SYNDICATS ORGANISENT UNE SEMAINE D'ACTION DU 24 AU 29 OCTOBRE

Six des sept fédérations de fonctionnaires (C.G.T., C.F.D.T., FEN, C.F.T.C., C.G.C. et autonomes) organisent, du 24 au 29 octobre, une « semaine d'action » pour protester contre l'insuffisance des propositions gouvernementales faites lors des négociations salariales, rompues le 23 septembre dernier. Le cartel Force ouvrière de la fonction publique a décidé, pour la même raison que les autres fédérations, une « semaine d'action » du 7 au 12 novembre.

Du 24 au 29 octobre, des manifestations, rassemblements et meetings auront lieu à Paris et en province, et des délégations syndicales se rendront dans les diverses administrations afin de sensibiliser les fonctionnaires et l'opinion publique sur le caractère néfaste de la politique d'austérité. Les fonctionnaires parisiens défilent, mercredi 24 octobre, de l'hôtel de Ville au Palais-Royal.

● M. Gérard Nicoud a été réélu président du CTD-UNAFI au cours du congrès national du mouvement, qui s'est tenu à Royan le dimanche 23 octobre.

● L'exécution du VII^e Plan. — Une erreur matérielle a faussé, dans l'article du 21 octobre consacré à l'état d'exécution du VII^e Plan, la compréhension des résultats indiqués. Le taux de 54,2 % indiqué est obtenu en comparant la somme des dotations reçues en 1976, 1977 et de celles prévues en 1978 — le tout converti en francs 1975 — à l'« enveloppe » financière initialement votée par le Parlement pour l'ensemble du quinquennat 1976-1980, et non pour les trois premières années du Plan, comme indiqué hier.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Rep. + Mart.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4,578 4,580	+ 70 + 99	+ 120 + 110	+ 250 + 330
£ can.	4,570 4,570	+ 35 + 65	+ 60 + 100	+ 180 + 250
Yen (100)	2,978 2,978	+ 39 + 118	+ 140 + 150	+ 360 + 410
D.M.	2,130 2,140	+ 80 + 95	+ 150 + 180	+ 470 + 520
Franc	1,590 1,595	+ 60 + 75	+ 110 + 130	+ 240 + 280
P.S.	13,720 13,740	+ 280 + 290	+ 1 200 + 1 250	+ 3 400 + 3 600
L. (1 000)	2,16 2,160	+ 120 + 145	+ 250 + 285	+ 660 + 700
£ (1 000)	5,478 5,485	+ 380 + 150	+ 600 + 680	+ 1 400 + 1 500
£ (1 000)	5,478 5,485	+ 230 + 280	+ 450 + 520	+ 1 120 + 1 240

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/4	4	3 1/2	4	3 1/2	4	3 1/4	4 1/4
\$ E.-U.	6 1/4	6 3/4	6 1/2	7	6 3/4	7 1/4	7 1/4	7 3/4
Franc	4 1/2	5 1/4	4 1/2	5	4 5/8	5 1/8	5	5 1/2
£ can.	4 1/2	5 1/4	4 1/2	5	4 5/8	5 1/8	5	5 1/2
P.S.	1 1/4	1 3/4	1	1 1/2	1	1 1/4	1 1/4	1 3/4
L. (1 000)	9	14	13	15	13	15	13	15
£ (1 000)	2 1/4	2 3/4	2 1/2	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4
£ (1 000)	2 1/4	2 3/4	2 1/2	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

PRESSE

EN ITALIE

Démission du directeur du « Corriere della Sera »

De notre correspondant

Rome. — M. Piero Ottone, qui dirigeait le « Corriere della Sera » depuis 1972, a présenté sa démission le samedi 22 octobre. L'éditeur Elio di Stefano, directeur du quotidien milanais, envisage de le remplacer par M. Franco Di Bella, directeur du journal conservateur de Bologne « Il Secolo del Carlino ».

Quelque prévisible depuis quelques semaines, ce changement a ému la rédaction du « Corriere ». Celle-ci compte exprimer son avis par un vote à bulletin secret. Mais le propriétaire ne sera pas obligé d'en tenir compte, et il l'a prouvé par avance. Les milieux politiques s'agitent aussi, bien que M. Ottone ait consulté les principaux partis — accomplissant la « tournée des sept églises » — avant de prendre sa décision.

L'agitation qui se manifeste à Rome et à Milan tient à plusieurs facteurs. D'une part, le « Corriere » est le quotidien le plus prestigieux de l'Italie, celui dont toute formation politique craint de s'attirer la bienveillance. D'autre part, le changement de directeur risque de s'accompagner d'un virage à droite du journal, qui selon des facteurs attentifs, aurait déjà commencé.

Le règne de M. Ottone, marqué par un gauchissement du « Corriere », n'aurait été ainsi qu'une parenthèse. Beaucoup se demandent si ce changement n'est pas dû à l'entrée d'un nouvel et gros actionnaire dans la société éditrice. On parle même d'un groupe allemand proche de M. Strauss, mais rien ne permet pour le moment d'étayer cette hypothèse.

Le départ de M. Ottone et l'opinion financière qu'il aurait provoquée font l'objet de plusieurs interrogations parlementaires. Les communistes, notamment, demandent qu'il soit constaté que l'éditeur Mondadori entre en « Corriere » avec des capitaux « provenant directement ou indirectement » du groupe Agnelli (Fiat, « la Stampa »). Il n'est pas cependant dans l'habitude des pouvoirs publics de dévoiler ce genre de transaction.

Pour M. Eugenio Scalfari, directeur de la « Repubblica » (socialiste), l'affaire démontre surtout à quel point les journaux italiens dépendent du pouvoir politique par l'intermédiaire des banques. Le scandale du « Corriere », écrit-il, ne tient pas au fait que le nouveau directeur rectifie la ligne du précédent, ce qui est pleinement dans son pouvoir et dans son droit, mais au fait que les partis — en, pour parler clairement, la démocratie chrétienne — se sont emparés aussi du « Corriere della Sera ».

● Le département de science politique de la Sorbonne (université Paris-I) délivre un diplôme de troisième cycle en information et communication auquel peuvent avoir accès (après une année préparatoire) les personnes qui, sans être titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur, ont acquis une expérience professionnelle dans ces domaines.

★ Pour tout renseignement, s'adresser au département de science politique, université Paris-I, 17, rue de la Sorbonne, 75231 Paris Cedex 05. Tél. : 323-12-12, poste 3823.

Perdre son âme à Broadway? Ou la retrouver à Kathmandou?

OFFRE EXCEPTIONNELLE

UNE SEMAINE A NEW YORK

HOTEL COMPRIS

à partir de 2.370 F*

DÉPART QUOTIDIEN

Ce prix comprend :

le voyage aller-retour,

départ Paris, votre

chambre double avec

salle de bains à l'hôtel

Century Paramount,

en plein Broadway,

à deux pas de tout

ce qu'il faut voir.

Pour l'hôtel

Americana (Luxe) :

2.790 F*

* À partir du 1^{er} novembre.

Sau du 15/12 au 31/12.

SÉJOURS DE 14 JOURS EN INDE :

INDE DU NORD - NEPAL

à partir de 5.010 F.

Paris - Delhi - Jaipur - Agra - Khajuraho - Bénarès - Kathmandou.

INDE DU SUD - CEYLAN

à partir de 4.375 F.

Delhi - Dabolin - Goa - Madras - Colombo - Kikkaduva - Delhi - Paris.



Pour vous décider, un agent de voyages et la brochure Vacances Fabuleuses

PAN AM.

Pan Am Paris, 1 rue Scribe, tél. 266.45.45.

ÉCONOMIE - SOCIAL

AGRICULTURE

EN 1977

Le revenu des agriculteurs progresserait de 2 % à 4 %

Une chose est d'ores et déjà certaine : rompant avec le système mis en place en 1974, le gouvernement ne distribuera pas d'aide directe en 1977. En revanche, des prêts à taux d'intérêt bonifiés pourraient être accordés, de façon très sélective, dans les zones particulièrement touchées par les calamités du printemps (Sud-Ouest et vallée du Rhône).

Une dévaluation du « franc vert » se traduirait par un relèvement des prix garantis par les règlements communautaires. Actuellement, la décade du franc sur le marché monétaire atteint 15 %. Il est exclu que M. Barre aille très loin dans la correction, par crainte d'emballer les prix alimentaires au détail : 5 % au mieux, dit-il à la mi-septembre M. Méhaignerie.

Le ministre de l'Agriculture déclarait, vendredi après-midi 21 octobre dans le Finistère que durant la période 1970-1976 le revenu agricole moyen avait progressé de 2,4 % par année. Si les viticulteurs sont au-dessous de la barre, la tendance a été plutôt favorable à ceux qui ont choisi la filière « élevage-lait », c'est-à-dire la grande majorité des agriculteurs français. Un moyen pour M. Méhaignerie de répondre à ceux qui organisent, sans beaucoup de conviction ni d'éclat d'ailleurs, un baron d'honneur contre la taxe de coresponsabilité sur le lait.

Les experts sont unanimes : la production agricole française retrouvera en 1977 son volume record de 1974 et le pouvoir d'achat des paysans progressera sensiblement. Les chambres d'agriculture retiennent une fourchette de +2 à 4 % pour la moyenne nationale, et les services de M. Pierre Méhaignerie, entre 2,5 et 3 %. Pour la première fois depuis quatre ans, le

revenu paysan progressera sans « coup de pouce » de l'Etat, pourrait-on dire, du moins si l'on ne prend pas en compte la distribution au cours du premier trimestre du solde de l'indemnisation sécheresse de 1976 (2,7 milliards de francs).

Pour les dirigeants des quatre grandes organisations professionnelles (APCA, F.N.S.E.A., C.N.J.A., et Organisation mutualiste), l'amélioration du revenu agricole revêt donc, du fait de ce solde d'« impôt sécheresse », un caractère artificiel. Ils l'ont rappelé à M. Raymond Barre au cours d'un dîner, mercredi à l'hôtel Matignon, destiné à la préparation de la conférence des revenus qui se tiendra dans la deuxième décennie de novembre.

Réunis jeudi, les présidents des chambres d'agriculture ont décidé de leur côté d'adresser quatre revendications précises à M. Raymond Barre :

• Une dotation budgétaire exceptionnelle au Fonds national des calamités agricoles, en raison de l'ampleur des sinistres ;

• Des étalonnages et des allègements des charges décidés au stade départemental pour les agriculteurs sinistrés pendant plusieurs années consécutives ;

• Un réajustement du « franc vert ».

• Cinq cent mille choux-fleurs ont été détruits, le 23 octobre, à Saint-Malo par les producteurs d'Ille-et-Vilaine, du Finistère-Nord et des Côtes-du-Nord. La

ville, déjà deux cent quarante-cinq mille choux-fleurs avaient été rendus impropres à la consommation par les producteurs, qui venaient ainsi éviter une chute des cours en raison de l'abondance de la récolte. — (A.F.P.)

AUTOMOBILE

La nouvelle Opel Rekord : une bonne carte

Présentées toutes deux au Salon de Francfort, les gammes Ford Granada (le Monde du 23 septembre) et Opel Rekord ont de nombreux points communs : dans les deux cas, les filiales allemandes des premiers constructeurs mondiaux n'ont fait que du « restyling » sur des mécaniques banales. La première, toutefois, s'est enrichie d'un moteur diesel Peugeot, quand la seconde adoptait l'injection Bosch L Jetronic (celle de la Citroën CX GTI) sur le moteur 2 litres présenté l'an dernier (le Monde du 11 mai 1976). Le résultat, pour les deux marques, est extrêmement satisfaisant en ce qui concerne l'esthétique.

Opel se distingue pourtant de son éternel concurrent par une recherche plus réaliste des qualités routières : le pont arrière est toujours aussi rigide, mais la nouvelle suspension

avant (Mac Pherson) le complète harmonieusement. L'ensemble est plus cohérent et s'allie moins vite, sur sol dégradé, que des roues trop indépendantes. La direction — à recirculation de billes — est homogène et son assistance ne s'impose pas. Et les freins sont excellents parce qu'ils ne se bloquent pas. Quant aux moteurs — 2000 S à carburateur et 2000 E à injection, — ils supportent allègrement une comparaison avec ceux de modèles concurrents, leur puissance (100 et 110 ch DIN) et leur couple se révélant à un bon niveau. Les boîtes enfin, mécaniques et automatiques, sont agréables et n'ont pas de défaut particulier. Au total, les nouvelles Rekord sont des berlines familiales, spacieuses (y compris à l'arrière), dotées d'un grand coffre, très bien présentées mais sans prétention, confortables et à l'allemande — et dont le comportement routier, sans être exceptionnel, est satisfaisant.

Le travail d'Opel est d'autant plus sérieux que la firme propose des versions de base bien équipées auxquelles peuvent s'ajouter une « grande carte » d'options exceptionnelles (réglage des sièges avant en hauteur, chauffage du siège du conducteur, appuie-tête aux sièges arrière, antenne incorporée dans le pare-brise, pont autobloquant, amortisseurs correcteurs d'assiette, etc.). Cette démarche est suffisamment rare pour qu'elle ne soit pas saluée.

La firme allemande n'en restera pas au « sur mesure » industriel. Des nouveautés apparaîtront dans un futur très proche : en haut de gamme, les Senator et le coupé Monza adopteront des roues indépendantes, une première évolution significative avant la présentation, dans deux ans, d'une Kadett à traction avant.

MICHEL BERNARD.

* PRIX : 2000 S, 39 995 F (T) et 38 800 F (L5) ; 2000 E, Berlin, 40 525 F. Boite auto : 3 120 F.

* CONSOMMATION : 2000 S, 7,9 ; 9,2 ; 12,3. 2000 E, 7,8 ; 9,9 ; 12,2.

H.L.M.

EN 1978

L'ALLOCATION-LOGEMENT SERA CALCULÉE À PARTIR DU LOYER AU 1^{er} FÉVRIER

Les locataires des H.L.M. bénéficiaires de l'allocation-logement ne souffriront pas du report au 1^{er} février de la date de hausse des loyers habituellement pratiquée le 1^{er} janvier. En effet, un décret, actuellement en préparation, changera la date de référence prise en compte pour la révision annuelle de l'allocation-logement. Habituellement, l'évolution de cette allocation est calculée à partir du loyer au 1^{er} janvier. En 1978, elle le sera sur le loyer pratiqué au 1^{er} février.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



UNIDEL

AUGMENTATION DE CAPITAL

à raison de deux actions nouvelles pour cinq anciennes

La période de souscription à l'augmentation de capital, qui avait été annoncée le 15 septembre 1977, est fixée du 2 novembre 1977 au 5 décembre 1977.

Ces 158 696 actions nouvelles seront émises au prix d'émission de F 130 par action (valeur nominale de F 100 + F 30 de prime d'émission) pour porter l'actuel capital de F 38 924 400 à F 54 494 000. Les actions nouvelles porteront jouissance à compter du début de l'exercice en cours, soit le 1^{er} juillet 1977.

En 1976, le groupe UNIDEL a réalisé un chiffre d'affaires de F 1 069 000 000, ce qui le situe au tout premier rang des entreprises françaises d'installations électriques.

La consolidation du portefeuille des commandes des entreprises du groupe représentait, au 30 juin 1977, et hors taxes, environ F 1 200 000 000 de travaux non encore réalisés (+ 53 %).

Pour l'exercice 1977, le chiffre d'affaires consolidé, hors taxes, devrait atteindre F 1 500 000 000 (+ 31,5 %).

Les prévisions de résultat de l'exercice en cours devraient permettre à la société de maintenir, sans événement imprévisible, la distribution d'un dividende unitaire de F 11 + F 5,5 d'impôt déjà payé au Trésor, soit globalement F 16,50 sur les 544 940 actions constitutives du nouveau capital. Sur la base des derniers cours cotés, le rendement s'établit à près de 12 %.

Une notice d'information, qui a obtenu le visa de la Commission des opérations de Bourse, sous le numéro 77-124 du 4 octobre 1977, est tenue à la disposition du public sur simple demande (BALO du 24 octobre 1977).

L'ÉPARGNE DE FRANCE

La distribution gratuite par incorporation de réserves à raison d'une action pour huit actions anciennes, décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 22 juin 1977 est en cours de réalisation depuis le 17 octobre 1977.

Le capital est désormais porté à 544 940 actions.

L'Épargne de France a déjà procédé tous les ans depuis 1971 à des distributions d'actions gratuites, notamment une action gratuite

pour cinq en 1974, une action gratuite pour huit en 1975 et une action gratuite pour cinq en 1976.

Ainsi le porteur de 50 actions de 100 F en 1971 détient fin 1977, 253 actions de 50 F, compte tenu de quelques opérations sur rompus et d'un dédoublement des actions décidé en 1972.

Pour les huit premiers mois de l'année, les encaissements nets d'annulation ont progressé de 13 % par rapport à l'an dernier.



GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 30 SEPTEMBRE 1977	(Compagnie d'investissement pour le placement et le placement) C.I.P.	A.O.P.I.M.O. (Société anonyme pour la gestion financière de valeurs mobilières)
Nombre d'actions au 30 septembre 1977 (actions de 100 F nominal) ..	331 163	993 914
Actif net par action ..	285,08 F	100,44 F
Actif net total ..	88 043 064,08 F	100 444 305,68 F
Répartition actif net (en %) :		
— Obligations françaises ..	7,82	0,15
— Obligations étrangères ..	23,39	24,97
— Actions françaises ..	8,50	64,31
— Actions étrangères ..	29,23	0,97
Rappel :		
Dividende par action de 100 F nominal :		
— Montant net et avoir fiscal	12,49 + 3,24	11,14 + 0,78
— Date de paiement ..	12 avril 1977	12 avril 1977

Souscription : Services administratifs, 87, rue de Richelieu, Paris (2^e), ou Banque générale du Phénix, 31, rue Lafayette, Paris (9^e).

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE LA PÉTROCHIMIE

Entreprise Nationale « SONATRACH »

DIVISION COMMERCIALISATION

Direction marché intérieur

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 2/77

Dans le cadre de la réalisation de son programme de 31 installations intégrées de distribution de produits pétroliers (carburants, bitumes, lubrifiants, GPL, etc.) l'Entreprise Nationale SONATRACH lance et ce, pour une tranche de 7 unités un avis d'appel d'offres pour l'Étude d'Engineering, la fourniture des équipements, la construction et la mise en service en Algérie des ouvrages suivants :

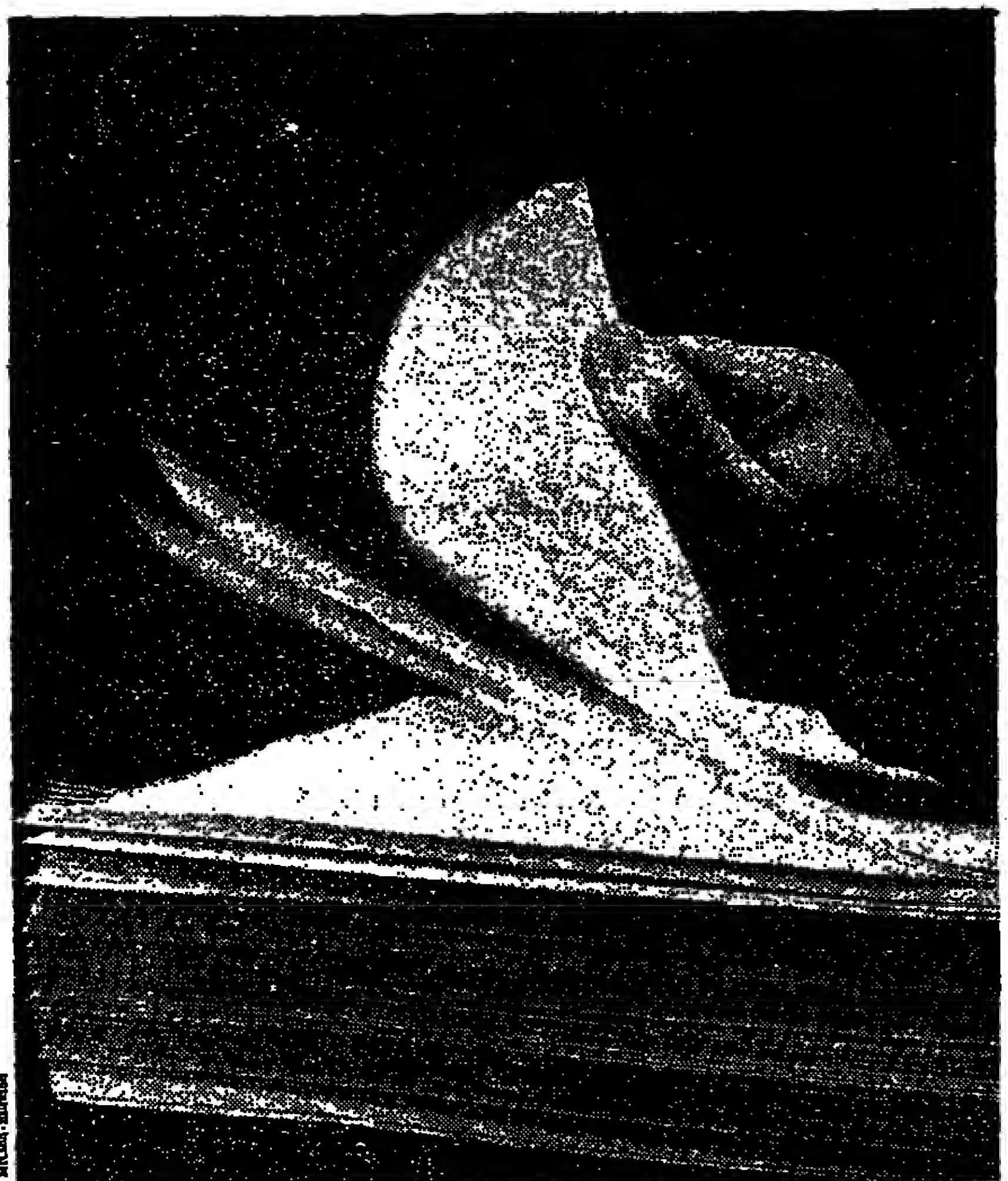
- Cinq (5) installations intégrées de distribution I.I.D. « Dépôts secondaires » ;
- Deux (2) installations intégrées de distribution I.I.D. « Dépôts primaires » ;
- Un (1) centre enfuteur pour G.P.L.

Les Sociétés spécialisées intéressées peuvent retirer les cahiers des charges à partir de la parution de la présente annonce, contre remise de la somme de 200 DA auprès de : SONATRACH - DIVISION COMMERCIALISATION - Direction du Marché Intérieur D.R.I. - Immeuble El-Djemila, 1, place El-Qods HYDRA-ALGER - Téléc : DPI 57.799 DZ.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires requises et adressées sous double enveloppe cachetée, sous pli recommandé, portant de façon apparente les mentions suivantes : « A ne pas ouvrir - soumission - A.O.I. 2/77 » devront parvenir à l'adresse précitée de l'Entreprise Nationale SONATRACH avant le 30 décembre 1977, délai de rigueur. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de cent vingt (120) jours.

Toute offre ne respectant pas les indications ci-dessus ne sera pas prise en considération.

N'aimeriez-vous pas diffuser vos rapports paginés dès qu'ils sortent de votre copieur. Essayez le copieur-classeur Océ 1702.



Pensez à toutes les choses utiles que votre secrétaire pourrait faire au lieu de tourner nerveusement autour d'une table pour trier une par une et paginer toutes ces photocopies de rapports que vous lui demandez.

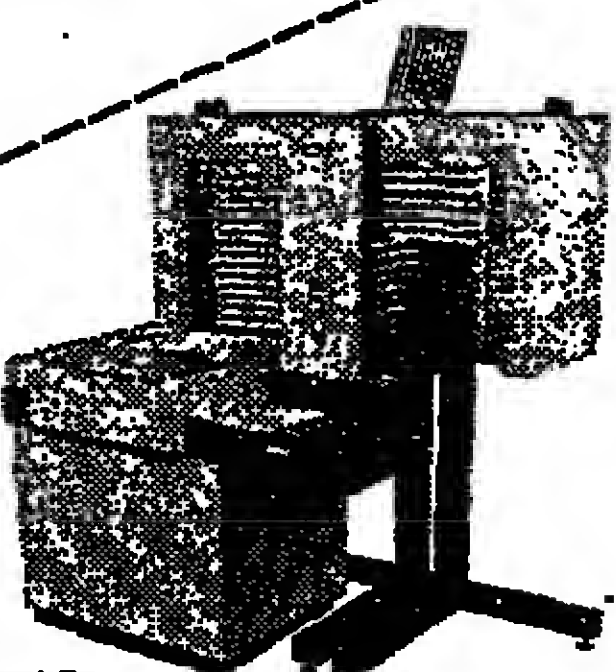
Le copieur-classeur Océ effectue le tri automatiquement et classe de lui-même, vous libérant pour d'autres travaux. Si un autre travail se présente en urgence, le copieur-classeur peut interrompre le premier travail, effectuer la seconde commande, puis reprendre le premier au point d'arrêt grâce à sa « mémoire ».

Ceux qui désirent ce type d'équipement automatisé pourraient penser que c'est payer beaucoup pour un simple gain d'espace et de temps. A tort ! Le copieur-classeur Océ est une unité de travail très économique.

Cet appareil de toute confiance fournit environ 2400 copies à l'heure, chacune aussi claire et nette que la précédente.

Pour une démonstration et une étude de rentabilité, prenez contact avec Océ. Vous pourrez économiser du temps, de l'espace et de l'argent. Et en plus, votre secrétaire vous en sera reconnaissant.

Copieurs Océ. Un choix réfléchi.



J'aimerais être plus informé sur l'Océ 1702.

Nom

Raison sociale de l'entreprise

Adresse

Tél.



Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35.

Antennes : 790.61.75 - Bordeaux : 29.23.29 - Grenoble : 67.78.04 - Lille : 65.11.24 - Lyon : 32.60.04 - Marseille : 48.68.18 - Nancy : 61.42.51 - Montreuil : 657.12.24 - Nantes : 48.54.54 - Paris : 742.50.85 - Rouen : 65.22.84 - Strasbourg : 32.64.18 - Toulouse : 40.07.26.

LES MARCHÉS

BOURSE DE PARIS

21 OCT

VALIS

VALIS

VALIS

VALIS

VALIS

VALIS

VALIS

VALIS

VALIS

VALIS

VALIS

VALIS

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Du 10 au 23 octobre 1977

14 oct. 21 oct.

Indice	14 oct.	21 oct.
Indice général	77,2	79,3
Assurances	138	131,4
Banq. et sociétés d'ass.	84,2	86,1
Sociétés financières	81,8	80,9
Sociétés d'investissement	77,7	78,7
Agriculture	73,3	73,3
Alimentaire	73,4	74,4
Automobile	81,8	81,8
Chimie	81,8	81,8
Construction	81,8	81,8
Electricité	81,8	81,8
Industrie	81,8	81,8
Métallurgie	81,8	81,8
Navigation	81,8	81,8
Pétrole	81,8	81,8
Textile	81,8	81,8
Transport	81,8	81,8
Services	81,8	81,8
Commerce de détail	81,8	81,8
Commerce de gros	81,8	81,8
Industrie de l'énergie	81,8	81,8
Industrie chimique	81,8	81,8
Industrie métallurgique	81,8	81,8
Industrie textile	81,8	81,8
Industrie du bois	81,8	81,8
Industrie du papier	81,8	81,8
Industrie de la verrerie	81,8	81,8
Industrie de la céramique	81,8	81,8
Industrie de la chaussure	81,8	81,8
Industrie de la bijouterie	81,8	81,8
Industrie de la parfumerie	81,8	81,8
Industrie de la cosmétique	81,8	81,8
Industrie de la pharmacie	81,8	81,8
Industrie de l'automobile	81,8	81,8
Industrie de l'aéronautique	81,8	81,8
Industrie de l'électronique	81,8	81,8
Industrie de l'informatique	81,8	81,8
Industrie de la télécommunication	81,8	81,8
Industrie de la presse	81,8	81,8
Industrie de l'édition	81,8	81,8
Industrie de la culture	81,8	81,8
Industrie de l'art	81,8	81,8
Industrie de la musique	81,8	81,8
Industrie de la danse	81,8	81,8
Industrie de la littérature	81,8	81,8
Industrie de la presse	81,8	81,8
Industrie de l'édition	81,8	81,8
Industrie de la culture	81,8	81,8
Industrie de l'art	81,8	81,8
Industrie de la musique	81,8	81,8
Industrie de la danse	81,8	81,8
Industrie de la littérature	81,8	81,8

LONDRES

Baisse des mines d'or

Après la reprise des deux dernières semaines, le marché a amorcé un léger repli. Le fait saillant est la nouvelle baisse des mines d'or en raison des événements d'Afrique du Sud, et ce malgré la nouvelle hausse du dollar.

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

OR (livres) : 162 75 contre 161 20

B. A. L. O.

Le BALO du lundi 24 octobre 1977

publie notamment les inscriptions suivantes :

24 octobre 1977, amortissable en

trois ans au pair, soit par rembour-

sement par tirages au sort, soit par

rachats en Bourse.

Banque française et italienne pour

l'Amérique du Sud et Sudamerica.

1^{re} émission : 100 P de 430 000

actions de 50 P, jouissance du

1^{er} janvier 1978, une action nouvelle

pour deux anciennes ; 2^e émission :

de 50 P de 430 000 P de valeur nomi-

nale des actions anciennes et nou-

velles par incorporation des primes

d'émission et d'une fraction des

réserves.

A la suite de ces deux opérations,

le capital sera porté de 43 millions

de francs à 129 millions de francs.

Union d'entreprises électriques

de France : 129 P de 430 000 P de

valeur nominale, jouissance du

1^{er} juillet 1977, deux actions

nouvelles pour une ancienne.

Le capital sera porté de 38 924 000

francs à 54 496 000 F.

Prémiaires S.A. : 129 P de 430 000

actions de 100 P créées en rémunération

de divers apports.

Amsterdam-Notterdam Bank N.V.

Insersion en vue de la cotation

de 200 000 actions de 100 P de

valeur nominale, jouissance du

1^{er} janvier 1978, une action nouvelle

pour deux anciennes.

Le capital sera porté de 39 mil-

lions de francs à 42 900 000 F.

Electricité Industrielle Limi-

tée : Insersion en vue de la cota-

tion à Paris des 127 077 889 actions

de 50 francs représentant le capital

ordinaire émis de la société.

Caisses centrales de crédit coopé-

ratif : 129 P de 430 000 P de

valeur nominale, jouissance du

1^{er} janvier 1978, deux actions

nouvelles pour une ancienne.

Le capital sera porté de 39 mil-

lions de francs à 42 900 000 F.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 = 31 déc. 1976.)

20 oct. 21 oct.

Indice général : 77,2 79,3

Indice des Agences de Change

(Base 100 = 31 déc. 1976.)

Indice général : 77,2 79,3

Indice des Agences de Change

(Base 100 = 31 déc. 1976.)

Indice général : 77,2 79,3

Indice des Agences de Change

(Base 100 = 31 déc. 1976.)

Indice général : 77,2 79,3

Indice des Agences de Change

(Base 100 = 31 déc. 1976.)

Indice général : 77,2 79,3

Indice des Agences de Change

(Base 100 = 31 déc. 1976.)

Indice général : 77,2 79,3

Indice des Agences de Change

(Base 100 = 31 déc. 1976.)

Indice général : 77,2 79,3

Indice des Agences de Change

(Base 100 = 31 déc. 1976.)

Indice général : 77,2 79,3

Indice des Agences de Change

(Base 100 = 31 déc. 1976.)

Indice général : 77,2 79,3

Indice des Agences de Change

(Base 100 = 31 déc. 1976.)

Indice général : 77,2 79,3

Indice des Agences de Change

(Base 100 = 31 déc. 1976.)

Indice général : 77,2 79,3

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

